هكذا من الأصل

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12536 — 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — – MARDI 21 MAI 1985

M. Olof Palme sur la défensive

Le conflit social le plus important que la Suède ait *jamais connu dans la fonction publique a pris fin* ce lundi 20 mai. Les soixante mille fonctionnaires en grève depuis deux semaines et demie ont repris le travail. Les traditions scandinaves ont été respectées : le gouvernement n'a pas recouru à la législation d'exception qui lui permet, dans des circonstances extrêmes, d'imposer la reprise du travail ; il a ainsi respecté le droit de grève des salariés et le droit au lock-out des employeurs.

Ce conflit n'en est pas moins singulier : le compromis finalement intervenu non seulement s'est fait attendre plus longtemps qu'il n'est de règle dans ce pays, mais il semble en outre n'être dû – et c'est exceptionnel – qu'à l'intervention personnelle du premier ministre. M. Olof Palme avait rencontré les représentants des syndicats mercredi, et même s'il affirme ne pas avoir « négocié un accord » avec eux, c'est bien à partir de cette rencontre que le compromis a pu se dessiner.

Les fonctionnaires, mécontents de voir leurs salaires déraper par rapport à ceux du secteur privé, réclamaient un réajustement de 3,1 %. Ils devront se contenter de 2 %, ce qui est tout de même un recul de la part du gouvernement. Ce dernier accepte en effet que les augmentations accordées aux fonctionnaires dépassent le plafond de 5 % qu'il avait fixé pour l'ensemble des salaires dans le cadre d'une politique où priorité devait être donnée à la lutte contre l'inflation. Il prend aussi le risque de voir se lever une vague de revendications de même nature parmi les autres syndicats des secteurs public et privé.

Des élections législatives doivent avoir lieu en septembre en Suède, et les considérations politiques ne sont sans doute pas absentes du règlement qui vient d'être trouvé : le parti social-démocrate ne pouvait laisser pourrir une querelle avec les syndicats dont les adhérents constituent la base de son électorat. Il ne pouvait non plus laisser s'éterniser un conflit dont les effets (entre autres les perturbations dans l'enseignement) devenaient de plus en plus impopulaires et dommageables à l'ensemble de l'économie : la paralysie des ports, du trafic aérien et d'une partie des transports ferroviaires commençait à peser dangereusement sur le commerce extérieur du pays.

L'intervention du gouvernement paraît ainsi de nature surtout défensive. D'autant qu'elle survient une semaine après les mesures d'urgence adoptées pour freiner la consommation privée (relèvement du taux de l'escompte, restriction des crédits aux particuliers notamment) et qui ont porté atteinte à la crédibilité de l'ensemble de la politique économique. L'opposition conservatrice a beau jeu de dénoncer la hausse des prix, le déficit de la balance des paiements et, de manière générale, les paradoxes de la politique de M. Palme : il freine la consommation privée mais accorde une ristourne fiscale aux salariés ; il plafonne les hausses de salaires mais tolère des exceptions.

Pour les conservateurs, le mal est le niveau atteint depuis longtemps par les dépenses publiques. Ils prônent une rupture plus radicale avec des décennies de gestion social-démocrate et le retour, comme dans d'autres pays d'Europe occidentale, à une politique plus directement inspirée des principes du libéralisme. Ce qu'ils analysent comme des incohérences de la part du gouvernement ne peut qu'apporter de l'eau à leur moulin.

LE DRAME DES RÉFUGIÉS INDOCHINOIS

Bangkok menace d'expulser 230 000 Cambodgiens

Le sort des réfugiés indochinois, notamment des Cambodgiens qui ont fui les combats sur la frontière entre leur pays et la Thaïlande, suscite de nouveau de graves inquiétudes. Bangkok vient, en effet, de faire connaître son intention de renvoyer « très bientôt » au Cambodge les civils khmers, dont le nombre est estimé à plus de 230 000, qui avaient trouvé refuge du côté thaïlandais de la frontière lors de la récente offensive vietnamienne contre les bases de la résistance.

Ce projet de « rapatriement » a été, selon l'Agence France-Presse, révélé dimanche 19 mai par le colonel Prasong Soonsiri, secrétaire général du Conseil national de sécurité thaïlandais, organe qui a la haute main sur la politique en matière de réfugiés. M. Prasong s'est refusé à tout commentaire sur les modalités d'une telle opération, *mais on voit mal comment elle pourrait*, le cas échéant, se faire. Un porte parole de l'UNBRO – bureau des Nations Unies chargé d'assister *cette population de réfugiés khmers* – l'a d'ailleurs jugée irréalisable, tout en précisant n'avoir pas connaissance d'un plan thaïlandais à ce *sujet*.

Encore plus que la Malaisie, l'Indonésie et Hongkong – qui ont également accueilli, depuis 1975, des dizaines de milliers de réfugiés *indochinois*, – la Thaïlande s'inquiète de cet afflux de réfugiés dont elle ne voit plus le terme. Aux Cambodgiens s'ajoutent en outre, *dix ans après la victoire communiste* à Saigon, des vietnamiens qui, traversant le Cambodge, arrivent depuis *quelques mois par milliers*.

A partir de novembre, surtout, les civils cambogiens qui vivaient sous le contrôle de la résistance, du côté cambodgien de la frontière, se sont déplacés en territoire thaïlandais leurs bases ayant été occupées, les unes après les autres, par l'armée vietnamienne, qui, depuis, s'est retranchée sur la frontière.

Dès 1980, les Thaïlandais dénient aux nouveaux *arrivants le statut de* réfugiés et leur accordent, en fait, une autorisation de transit dans l'attente de leur départ pour des pays tiers (*Etats-Unis*, Australie, Canada, France, etc.). La Malaisie et Hongkong ont adopté une attitude identique, afin de décourager les candidats indochinois à l'exil. *Ce* durcissement est, en grande partie, lié au fait que les critères de sélection des pays d'accueil définitif sont devenus plus sévères.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(*Lire la suite page 3.*)

LE RAPPORT SUR LES TÉLÉVISIONS

M. Bredin propose la création d'une chaîne nationale privée

Ce lundi 20 mai à midi, M. Jean-Denis Bredin remet au premier ministre son rapport sur la télévision privée. Ce texte de 325 pages sera rendu public quelques heures plus tard. Ceux qui en attendent un bouleversement radical *du paysage audiovisuel français seront* déçus. Au terme d'une large consultation de la profession, la petite équipe réunie par l'ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche a fait le tour de toutes les contraintes et propose – avec une nouvelle chaîne nationale privée organisée en réseau – un schéma capable d'éviter *toute* « anarchie à l'italienne ».

Contraintes politiques d'abord : *on ne saurait faire table rase de tout* ce qui existe, engager des réformes fondamentales à moins d'un an des élections législatives. Contraintes techniques ensuite : découpé en soixante zones de diffusion, le territoire national connaît des situations disparates. On y trouve une, parfois deux, rarement trois fréquences disponibles, ce qui entraîne des inégalités de traitement entre les téléspectateurs. Enfin et surtout, contraintes financières : les besoins de la télévision sont tels qu'on ne peut pousser trop loin et trop vite la déréglementation *sans déstabiliser* d'autres médias, en particulier la presse écrite.

Ces raisons, largement analysées dans la première partie du rapport, ont conduit M. Bredin à un choix fondamental : construire la télévision privée à partir de chaînes natio*nales et non de télévisions* locales. Le rapport recommande l'attribution par l'Etat pour cinq ans de concessions de service public pour des *programmes nationaux. Les opérateurs*, sélectionnés sur la solidité financière et le professionnalisme de leur projet, se voient accorder un *réseau desservant entre 17 et 20 millions* de téléspectateurs. Ils sont engagés à utiliser dès 1987 le satellite de télédiffusion directe (TDF1) *pour couvrir le reste du territoire*.

Bénéficiaires des meilleurs créneaux horaires (à partir de *19 h 30*) et de l'audience potentielle optimale, ces chaînes doivent respecter en échange un cahier des charges assez strict : déontologie de l'information, mêmes obligations *vis-à-vis* du cinéma que le service public, pas d'interruption de programme par la publicité et un minimum, atteint *progressivement, de cent heures de* fiction originale par an. Techniquement, deux chaînes privées de ce type sont possibles.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(*Lire la suite page 24.*)

Un vaccin contre le paludisme

Plus de deux milliards d'hommes – en Afrique et en Amérique du Sud essentiellement – *vivent dans* des régions où la malaria règne à l'état endémique, et l'apparition de souches résistantes à toutes les thérapeutiques constitue, *pour les* autorités sanitaires, une grave préoccupation. Et cela d'autant plus que les *difficultés économiques des pays* concernés ont conduit à une restriction considérable des budgets consacrés à *la lutte contre les insectes* vecteurs.

La découverte d'un vaccin, rendue particulièrement difficile par la *nature du parasite (ou plasmodium)* impliqué, revêt dans cette optique une importance majeure.

L'annonce par des équipes américaines *qu'un tel vaccin fera l'objet* d'essais sur l'homme dès l'été prochain indique que l'on pourrait atteindre dans des délais assez rapides l'objectif d'éradication complète de cette maladie que s'est fixé l'Organisation mondiale de la santé.

Responsable d'une *lourde* mortalité infantile, d'invalidités de plus en plus fréquentes et même, pour les souches les plus virulentes, d'une *mortalité qui atteint à présent*, par le biais des voyageurs, les pays tempérés, le paludisme constitue une préoccupation *sanitaire mondiale*, et une vive compétition industrielle explique la concurrence que se font actuellement les équipes scientifiques *engagées dans cette lutte*.

(*Lire page 13 l'article de JEAN-YVES NAU.*)

Cannes trente-huitième

« Self-service »
par Philippe Boggio

COMPÉTITION

« La palme sera-t-elle vraiment en or ? »
par Claire Devarrieux

« Padre Padrone »
La chronique
de Daniel Toscan du Plantier
et les sections parallèles,
par Colette Godard
et Louis Marcorelles

(Page 21)

LA « GAUCHE ENSEIGNANTE » FACE A M. CHEVÈNEMENT

Entre Jean-Jacques Rousseau et Jules Ferry

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

« Zéro en pédagogie, dix en démagogie. » Les instituteurs Freinet de Rennes *qui ont noté ainsi M. Chevènement* expriment sûrement l'opinion de bien des enseignants engagés dans les mouvements de rénovation pédagogique. Avec son discours rétro, sa *Marseillaise*, son *« apprendre à lire-écrire-compter »*, le ministre de l'éducation nationale a heurté de front *tous ceux qui*, depuis des années, militent pour une école pus ouverte, plus accueillante, plus attentive à la personnalité de l'enfant et sont maintenant convaincus qu'un coup d'arrêt a été donné à leurs efforts.

Et pourtant, le premier moment de stupeur passé, quelque chose est en train de changer dans la façon de penser de nombreux pédagogues. Le nouveau discours ministériel bouleverse des certitudes et provoque, au sein même de la gauche enseignante, d'étonnants reclassements.

Il est vrai que M. Chevènement n'est pas tout à fait isolé en cette affaire. Tandis que, avec un flair politique remarquable, il cherchait surtout à rassurer l'opinion déroutée par la querelle scolaire, le milieu intellectuel est, lui, secoué par le pavé lancé par le linguiste Jean-Claude Milner, dans son livre *De l'école*. On sait les thèses de cet iconoclaste : l'école, dit-il, doit s'occuper exclusivement de transmettre des connaisances ; la « pédagogie » est une imposture obscurantiste, produite par la *« triple alliance »* de gestionnaires avares, d'instituteurs impéralistes et de bonnes âmes abusées.

L'adhésion passionnée qu'a rencontrée parmi de nombreux enseignants – pas seulement « réactionnaires » – ce livre provocateur peut s'expliquer de plusieurs façons. On peut l'interpréter comme la réaction revancharde des aristocrates de *l'école (agrégés, professeurs d'université)* face à la marée montante des parvenus (instituteurs promus dans les collèges, assistants hâtivement *titularisés*). *Et il est vrai qu'on* retrouve intacts, dans ce discours « intégriste » les thèmes et le ton des nantis de la culture qui, au nom du *diplôme et du savoir, se sont toujours* opposés aux réformes et à la démocratisation de l'enseignement.

Mais l'audience rencontrée par cette *offensive montre qu'elle touche* à quelque chose de plus profond et marque peut-être un tournant dans les idées dominantes sur l'école. Cette évolution, dont on peut *voir les traces dans plusieurs articles* parus récemment dans des revues, était au cœur de la rencontre organisée les 11 et 12 mai à la Sorbonne *par le groupe Ecole et Société sur le* thème « Enjeux scolaires – enjeux sociaux » (1).

(*Lire la suite page 13.*)

(1) Cette rencontre était parrainée par les revues *Politique Aujourd'hui, Raison présente, Intervention, Projet, Esprit*. Pour tous renseignements : Ecole et société : 16, rue La Place, 94110 Arcueil.

AU JOUR LE JOUR

Paradis

Provocation ou naïveté ? Un chômeur d'origine italienne, habitant la banlieue de Nancy, las de chercher du travail et de n'en pas trouver, veut tenter sa chance en URSS. Il s'est présenté à l'ambassade soviétique à Paris pour demander l'autorisation de passer à l'Est.

M. Paradiso – c'est ainsi qu'il se nomme – se dit apolitique. Il n'est ni pro ni antisoviétique. Simplement, pour lui, le seul rideau de fer qui existe est celui qui sépare le chômage et l'emploi.

Comme il ne manque, à l'évidence, ni de détermination ni d'imagination, et encore moins de goût du risque, il mériterait bien de trouver ici ce qu'il cherche là-bas.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

Le Monde
ÉCONOMIE

débats

SOS LIBAN

Le cri d'alarme lancé par André Fontaine dans le Monde *du 7 mai et les propositions qu'il formulait ont suscité de nombreuses approbations et suggestions. Lucien Aouad reprend l'idée d'un appel à l'ONU. Georges Corm explique qu'un apaisement, au Liban, ne peut être envisagé sans un retour sur la scène politique des élites modérées laminées par le renforcement des milices.*

La solution se trouve en Palestine

La source de tous les maux : un peuple a été chassé de sa terre

par LUCIEN AOUAD (*)

LA situation au Liban – et tout particulièrement celle des chrétiens – ne justifie que trop, hélas ! le SOS que lance *le Monde*. Le plus urgent est d'arrêter les massacres, avant que de chercher à répartir les responsabilités entre des parties, libanaises ou étrangères, qui toutes ont les leurs. Cela dit, il convient de souligner deux points :

D'abord, il faut reconnaître que l'arrêt des massacres, pour souhaitable qu'il soit et dans les plus brefs délais, n'est pas à lui seul suffisant. Encore faut-il trouver sur quelle base mettre un terme aux combats. On ne peut, pour cela, attendre d'action ou d'initiative ni du Liban, exsangue et paralysé, ni de ses voisins, qui le paralysent. Il y faut donc l'intervention d'une force extérieure, agissant d'autorité. Mais quelle puissance isolée, ou quel groupe ou bloc de puissances peut s'arroger une telle autorité ?

C'est pourquoi l'idée vient tout naturellement à l'esprit de recourir à la FINUL, qui présente l'avantage de se trouver déjà à pied d'œuvre, quitte à la renforcer et à la rendre plus effectivement internationale. Ce corps devrait être déployé des deux côtés de la frontière séparant les pays belligérants, ou susceptibles d'en venir aux mains.

Cela nous amène au second point à considérer.

S'il est bon de ne pas se perdre en discussions, procès et accusations inutiles, il n'en convient pas moins, et au plus haut point, de chercher à établir, aussi honnêtement que possible, les responsabilités, qui expliquent le présent et commandent les solutions à venir ; et de se souvenir du passé, non pas pour céder à la haine, mais pour en tirer les leçons qui s'imposent.

Une implacable logique

Les événements actuels au Liban ne sont pas spontanés ; dans leur apparente incohérence, ils s'inscrivent dans une implacable logique. Pour le voir clairement, il n'est que de procéder à un compte à rebours, et de constater que les massacres dans le Sud sont la conséquence de l'occupation israélienne et de la politique de la « main de fer » menée par l'Etat hébreu.

Cette occupation ne fut elle-même que la conséquence de la présence palestinienne, pacifique pourtant pendant plus d'un quart de siècle, manière de record, étant données les circonstances. C'est cet enchaînement infernal qu'il s'agit de discerner et de briser. Pour cela, il est nécessaire de remonter à la source, et de s'attaquer au mal dans sa racine.

La source de tous ces maux est bien évidente : elle réside dans le problème palestinien, que l'on s'évertue pour cette raison même à occulter ; dans l'iniquité subie par un peuple chassé de sa terre, et condamné à une errance misérable. Tant que ce peuple ne trouvera pas de patrie, il sera vain et illusoire de parler de paix dans la région (et, par contrecoup, dans le monde).

La solution du problème libanais se trouve en Palestine, il est inutile de s'en cacher. Il faut qu'existe une Palestine, personne ne pourra rien là contre. Les droits réclamés par les uns doivent être reconnus aux autres, à parfaite égalité ; il est inadmissible d'user de deux poids et de deux mesures.

A l'ONU, qui a créé Israël, incombe la responsabilité de trouver et d'imposer les solutions des problèmes qui découlent de cette donnée initiale.

(*) Moine bénédictin.

LU

« L'ISLAM CONTEMPORAIN », D'ALI MÉRAD

La ceinture du monde

NÉ au Sahara algérien, islamologue français enseignant de longue date à Lyon-III, le professeur Ali Mérad s'est fait connaître ces dernières années (*le Monde* daté 1er-2 juin 1980) pour ses analyses audacieuses de la situation générale de l'islam et des musulmans et pour son intérêt, non moins audacieux, à l'égard du christianisme et des chrétiens. On lui doit notamment un petit ouvrage très original sur son proche géographique, le Père de Foucauld, publié en 1975 par les Editions du Chalet.

Cette fois, Ali Mérad a entrepris la tâche particulièrement ardue de dévider devant nous *« la ceinture islamique du monde »*, des Etats-Unis (2 millions de fidèles) à l'Inde (90 millions de fidèles), et de nous en donner, en une centaine de pages, un aperçu général aussi bien dans les domaines politiques que dans les domaines culturels et religieux, avec les principaux noms et événements contemporains.

On pourra, certes, contester certaines affirmations de l'auteur (*« L'islam n'institue aucune forme de hiérarchie religieuse, aucun pouvoir de type clérical (...), il ne prescrit aucun modèle d'organisation sociale »*), relever quelques rares imprécisions (la France reçut mandat, non point sur une Syrie englobant le Liban mais sur la Syrie et le Liban, distinction non négligeable par les temps qui courent). On regrettera aussi qu'il n'y ait point quelques lignes de plus sur le penseur islamique (ou intégriste) indo-pakistanais Aboul Ala Maoudoudi (1903-1979), dont l'influence est énorme aujourd'hui dans toute l'aire musulmane, arabe et non arabe.

Ces quelques réserves n'enlèvent nullement sa valeur à un livre aussi bref que dense et clair qui, à l'heure de la logorrhée éditorialiste sur l'islam, nous fait faire l'économie de maintes autres lectures et nous permet de mieux saisir sous sa chatoyante diversité, de surface, le mouvement de fond profondément unitaire d'une *« nationalité spirituelle »* (Lamartine) qui n'a pas fini de déconcerter l'Occident laïque et déchristianisé.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ *L'Islam contemporain.* Que sais-je ? 128 p.

Cesser de marginaliser les modérés

Le renforcement des milices s'est accompagné de la disparition de toute une partie de l'élite politique

par GEORGES CORM (*)

ON ne peut guère comprendre le martyre du Liban tant que l'on restera les yeux fixés sur les heurts entre communautés chrétienne et musulmane. Car, dans cette bombe à fragmentation perpétuelle qu'est la guerre du Liban, les tueries entre communautés religieuses ne sont que le voile qui masque les enjeux sociaux locaux si savamment manipulés par les forces extérieures. Voile d'autant plus efficace que sont spectaculaires les massacres aveugles, les déplacements de population, les villages brûlés au nom de la défense du christianisme ou de celle de l'islam, des droits palestiniens ou de l'existence d'Israël.

En réalité, ce à quoi nous assistons au Liban depuis 1975, c'est à un bouleversement social, politique et culturel complet, qui a touché toutes les communautés dans leurs structures les plus profondes et qui s'accélère aujourd'hui, faisant disparaître de plus en plus les symboles de l'ordre ancien démocratique et pluraliste. Car l'ordre nouveau, c'est celui des milices triomphantes à l'intérieur de chacune des grandes communautés, qui, par l'extrémisme et la fuite en avant, ont jusqu'ici réussi à empêcher tout retour à la normalisation pouvant contribuer à réduire leurs nouvelles conquêtes.

Ce qui n'est jamais dit, en effet, dans les analyses du conflit libanais, c'est que les milices et les partis dont elles sont issues se sont transformés en énormes appareils de promotion sociale et d'acquisition de puissance politique et matérielle au détriment des anciennes élites sociales et politiques.

Sur les territoires conquis, les milices ont édifié partout leur appareil de domination, en particulier économique (perceptions de droits de douane et impositions fiscales diverses) et culturelle (radios privées, journaux, clubs, etc.), réduisant la présence étatique et civile à une peau de chagrin. Elles ont, de plus, fait taire à l'intérieur de leur territoire toute voix dissidente, monopolisant par la violence directe ou indirecte la représentation politique et même culturelle du peuple libanais, à travers les clivages communautaires exaspérés par la violence aveugle.

En fait, nous assistons actuellement à la disparition de groupes socioculturels entiers, ceux qui avaient bâti une société ouverte, tolérante et prospère, et tout compromis pour un retour à la normalisation signifierait un retour des modérés sur la scène politique, une réémergence de l'Etat et, donc, une disparition des appareils de pouvoir et de domination érigés par les milices.

La responsabilité du monde libre

Il est vrai qu'au cours des dix ans l'ancienne élite politique du pays n'a su faire preuve d'aucune imagination pour prendre en compte le phénomène social représenté par la montée des milices et concevoir les bases d'un changement maintenant le positif de l'ordre ancien avec les données des changements sociaux brutaux intervenus à l'intérieur de chacune des communautés par la prise du pouvoir progressive des milices. Bien plus, les Etats-Unis et Israël ont, en 1982, donné eux-mêmes le coup de grâce à l'ordre ancien en amenant au pouvoir un parti politique doté d'une forte milice.

C'était ouvrir la porte au renforcement parallèle des autres milices appuyées par la Syrie et l'Union soviétique, et à la désintégration de l'Etat. Ce qui n'a pas manqué de se produire.

Le Liban ne peut vivre que dans la modération et l'ouverture, toute son histoire le prouve ; les milices ne peuvent prospérer que dans l'extrémisme et la fermeture communautaire. La modération est introuvable au Liban parce que les groupes sociopolitiques qui la représentent dans chacune des communautés ont été marginalisés, ignorés et écrasés par tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, sont parties prenantes au conflit du Proche-Orient.

Ce conflit n'est pas celui de juifs, de chrétiens et de musulmans, comme les médias, si complaisamment, le présentent. C'est un conflit où grandes puissances et puissances régionales s'affrontent avec férocité et dont certains groupes sociaux locaux se servent pour renverser d'autres groupes et asseoir solidement leur nouveau pouvoir.

Le monde libre a une responsabilité écrasante dans tous les bouleversements que connaît le Proche-Orient depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'existence d'Israël – Etat communautaire fermé, – imposée par la force dans la région, a ouvert la voie et légitimé les coups d'Etat militaires, les bouleversements sociaux, les spoliations de toute sorte que connaissent ses populations et le règne des milices paramilitaires et de leurs idéologies fermées.

La paix au Liban, et donc le retour à la modération, ne se fera que si le monde libre reconnaît à égalité les droits élémentaires de l'homme, qu'il s'agisse de juifs, de chrétiens ou de musulmans, de Palestiniens, de Syriens ou de Libanais, et se bat pour que ces droits commencent d'être respectés par tous.

(*) Sociologue libanais, auteur du *Proche-Orient éclaté*, La Découverte/Maspero.

COURRIER DES LECTEURS

Les étrangers et le nombre des députés

Aujourd'hui, près de 10 % des « habitants » de la France sont des étrangers, dépourvus, à tort ou à raison, de droits politiques. Est-il légitime dès lors de les comptabiliser dans la fixation du nombre des députés qui seront élus en 1986 ? D'autant que, leur implantation n'étant pas uniforme sur l'étendue du territoire national, cette disparité va aboutir à une véritable « prime » pour les départements où ils sont nombreux.

Les étrangers vont donc intervenir, indirectement, mais certainement, dans le déroulement de la vie politique française et dans le fonctionnement des institutions.

Est-ce conforme à la Constitution en son état actuel, et le Conseil constitutionnel ne doit-il pas être appelé à donner son avis ?

Dr RENÉ IZAC
(Grasse).

Au secours, monsieur Bourdieu !

Le récent rapport du Collège de France (*le Monde* du 18 mars) contient une idée fondamentale : l'avenir de l'école passe par un juste équilibre entre autonomie des établissements et aide financière indispensable de l'Etat.

Mais que fait donc le ministère en Seine-Saint-Denis ? Il supprime quarante-neuf postes d'instituteurs pour la rentrée de septembre 1985.

Alors, monsieur Bourdieu, je vous en prie : confiez d'urgence votre rapport à M. Chevènement, et parlez-lui de nous. On veut bien chanter *la Marseillaise*, mais il nous faut des crédits pour acheter les partitions.

M. DOUVILLE,
instituteur (Villetaneuse).

Contradictions

Il y a quelque chose que je n'arrive jamais à comprendre dans toutes les analyses sur l' « envahissement » de la France par des gens ayant « une autre culture ». Car il me semble que, en gros, toutes les personnes qui raisonnent ainsi regrettent la « perte » de l'Algérie et des colonies en général. Alors, quand nous étions là-bas, ne subissions-nous pas un environnement étranger bien plus important ? Ne nous en accommodions-nous pas (...) ?

Et, d'autre part, si nous avions gardé l'Algérie, n'aurions-nous pas affaire à vingt millions de « Français », donc environ dix millions d'électeurs algériens ? Que diraient alors les tenants de l'assimilation ?

ELISABETH BOURLIER
(Colombier-Fontaine).

« En un mot, travailler... »

Afin d'enrayer le rejet de la classe politique, faut-il créer un centre qui réunirait des hommes de droite et de gauche ? Un centre qui serait fort, puissant et rénovateur ! On ne peut l'affirmer. Mais, il est sûr que des personnes comme Fabius, Rocard, Barre, Léotard, qui caracolent en tête des sondages, prouvent qu'un politicien doit tenir un langage modéré mais franc et non se lancer dans des querelles de parti.

La société compte sur des hommes d'action et non sur des conservateurs. Savoir prendre des risques, c'est avoir de l'avenir. La popularité de Bernard Tapie est là pour le montrer. Son profil, c'est celui de l'homme de demain. En fait, les Français ont pris conscience du retard qu'ils ont accumulé depuis plusieurs années, et à leurs yeux il faut en sortir. En un mot, travailler.

L'heure n'est plus aux revendications mais à l'effort. Les difficultés financières des syndicats et la baisse des effectifs de leurs militants en sont une démonstration. Tandis que l'antagonisme patron-ouvrier s'estompe, le PC dégringole dangereusement. Les Français sortiront renforcés de la crise.

LUDOVIC LHOTE
étudiant (Dunkerque).

Pour le vote préférentiel

Dans le débat sur la réforme du mode de scrutin, je suis surpris qu'aucun commentateur, ni à ma connaissance aucun homme politique, n'ait fait la moindre allusion au moyen de concilier la liberté du choix de l'électeur et le scrutin de liste, à savoir le vote préférentiel. On nous dit qu'une proposition en faveur du vote préférentiel présentée au groupe socialiste par M. Gouze a été aussitôt écartée. Un point c'est tout ! Cependant, au-delà de l'éternel débat sur les alliances et les majorités, à propos duquel il est permis d'hésiter, le principal inconvénient du scrutin proportionnel est celui du rôle excessif qu'il donne aux états-majors des partis, si l'on adopte le système de la liste bloquée. Que personne, notamment dans l'opposition, n'ait proposé le vote préférentiel, en usage chez plusieurs de nos voisins européens, en dit long sur la sincérité des propos tenus quant au régime des partis.

R. TOULEMON
(Paris).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

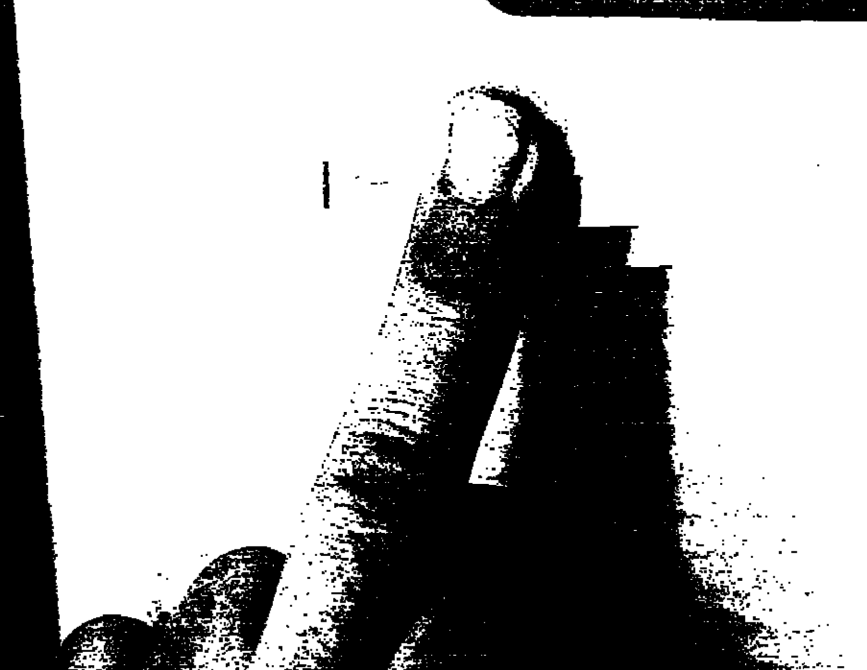
Par voie aérienne : tarif sur demande.

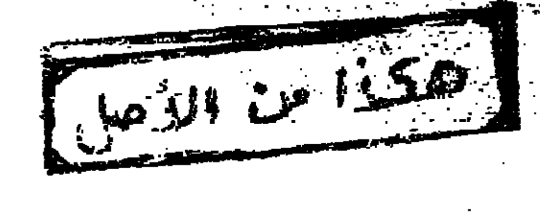
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.





هكذا من الأصل

étranger

ASIE

Sri-Lanka

Le massacre d'Anuradhapura a ouvert une nouvelle phase de la guerre civile

De notre envoyé spécial

Anuradhapura. – Depuis le massacre, mardi dernier, de cent quarante-huit personnes dans la région d'Anuradhapura (*le Monde* du 15 mai), le front anti-terroriste mis en place à Sri-Lanka s'est rapproché de Colombo. L'armée patrouille et la police, nerveuse, casquée de neuf, et bardée de fusils mitrailleurs, tend des embuscades aux automobilistes, la nuit, sur les principales routes qui descendent vers le Sud. Trois en une heure, dimanche soir 19 mai, sur l'étroit ruban de macadam approximatif qui relie Puttalam, charmante bourgade côtière à Anuradhapura, l'ancienne capitale historique du bouddhisme sri-lankais. De part et d'autre de la piste goudronnée, la jungle est épaisse et inhospitalière. La réserve naturelle de Wilpattu, toute proche, est fermée.

« Ils sont arrivés en minibus... »

Mis à part quelques camions isolés et des journalistes de passage, plus personne ne s'aventure la nuit en dehors des agglomérations de la région. Les « terroristes » se sont évanouis depuis longtemps dans la nature et, à l'heure qu'il est, ont vraisemblablement rejoint leurs bases arrières dans le nord de l'île. Mais – les forces de sécurité en sont convaincues, – *« ils vont revenir ».* Terrifiés, les soixante-dix mille habitants cinghalais de la célèbre cité bouddhiste ne parlent que de cela. Selon les dernières rumeurs, le *« retour des barbares »* était prévu pour le 22 mai. *« Ils ont dit qu'ils allaient massacrer trente-cinq mille Cinghalais »,* raconte un jeune policier colportant des bruits recueillis en ville.

L'après-midi, bien avant l'heure du couvre-feu fixée à 18 heures, les rues sont désertes et la plupart des commerçants ont tiré leur rideau de fer. *Dans la cour du commissariat de* police, des tranchées ont été creusées et des sacs de sable empilés devant les fenêtres et les entrées. *Une mitrailleuse légère tient la route* en enfilade. Les hôtels de touristes et de pèlerins bouddhistes sont vides, les navettes habituelles d'autobus avec Mannar et Jaffna ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre. Cette fois, le Nord tamoul est bel et bien coupé du reste de l'île. *Ni bus, ni* trains, ni avions ; seuls les convois de l'armée et les hélicoptères assurent encore une liaison à peu près régulière pour la troupe.

On raconte que, à l'approche de Mannar, *la route a été minée par des* indépendantistes tamouls. Au Jardin des plaisirs d'Anuradhapura, quelques moines vaquent encore à leurs occupations, et les gardiens de l'arbre sacré (deux mille cinq cents ans, le plus vieux du monde, dit la légende) continuent posément d'éloigner les singes à coups de lance-pierres.

Mardi dernier, le matin du massacre, vingt-deux personnes, dont trois bonzes et cinq nonnes, ont été tuées ici, *sous les feuillages sacrés, au pied* des statues de Bouddha. *« Ils sont arrivés en minibus,* raconte un vendeur d'orchidées. *On avait entendu tirer en ville. Ils avaient des uniformes, on a cru que l'armée venait protéger le temple. Trois hommes sont entrés dans le jardin, le minibus est allé les attendre de l'autre côté. Ils ont fait tranquillement le tour du sanctuaire, tirant de tous côtés. L'un deux mitraillait de deux armes à la fois : un autre, caméra sur l'épaule, filmait la panique des pèlerins qui s'enfuyaient en hurlant. Ça n'a pas duré plus de sept ou huit minutes. Ensuite, ils sont repartis comme ils étaient venus. »* A l'hôpital de la ville, mêmes récits d'horreurs. Une balle dans le ventre et une autre dans le *pied, une femme, qui a perdu son* mari et un fils dans la tuerie, se souvient : *« Nous attendions le bus. On les a vus arriver. Ils étaient une vingtaine, en uniforme. Cinq ou six ont mis pied à terre. Pour nous, c'était l'armée. Et puis, tout à coup, ils ont ouvert le feu... Voilà .»*

Dans le lit voisin, un adolescent, avec deux balles dans la poitrine, raconte une aventure à peu près *identique, mais qui s'est déroulée* dans un autre endroit de la ville. Tous les témoignages concordent, l'opération, parfaitement planifiée, a été exécutée avec un terrifiant sang-froid *et visait sans doute un double objectif* : d'abord, démontrer aux autorités que les indépendantistes tamouls pouvaient désormais frapper n'importe où dans l'île ; ensuite, faire *prendre conscience à la majorité cinghalaise* qu'elle n'est pas à l'abri de représailles sanglantes si son armée, là-haut, dans la péninsule de Jaffna, continue de s'en prendre aux populations civiles tamoules.

Sans précédent

Le massacre, sans précédent dans l'histoire de l'affrontement sri-lankais, a marqué un tournant dans la guerre pour l'indépendance de l'Eelam (nation tamoule). De Madras, dans le Tamil-Nadu indien, les bureaux politiques des cinq principaux groupes indépendantistes ont nié leur participation à cette opération de terreur, et certains l'ont fermement condamnée. Reste que le *gouvernement de Colombo* est convaincu de leur culpabilité, et les populations cinghalaises également.

Depuis le 14 *mai*, le docteur Thanagarajah, un Tamoul qui s'occupe des blessés, y compris cinghalais, n'a pas mis un pied hors de l'hôpital. Il craint de se faire lyncher. Le poison *raciste est entré dans la ville sainte.* Colombo résiste encore à ces pulsions, mais pour combien de temps ?

PATRICE CLAUDE.

Inde

M. Gandhi signera à Moscou d'importants accords économiques

Pour son premier voyage officiel à l'étranger, le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, se rend du 21 au 27 mai à Moscou, où il doit *signer d'importants accords économiques.* Les déplacements qu'il effectuera en juin successivement au Caire, à Paris, à Alger, à Washington et à Genève montrent cependant le *souci d'équilibre qui anime sa* diplomatie. Celle-ci se situe, pour le moment, dans la continuité de l'œuvre d'Indira Gandhi.

Depuis la mort d'Indira Gandhi, l'URSS et les Etats-Unis ont cherché à *consolider leurs relations* avec l'Inde. Les Soviétiques ont la crainte – au demeurant quelque peu fondée – que les Etats-Unis ne regagnent, à la faveur de l'arrivée au pouvoir d'un homme jeune formé en Occident, le terrain perdu sur le plan politique et diplomatique depuis plus de vingt ans.

A plusieurs reprises, ils ont exprimé leur sollicitude pour le nouveau premier ministre. La presse soviétique a salué la victoire *« impressionnante »* et *« légitime »* de M. Rajiv Gandhi sur *« l'opposition bourgeoise »* et souligné que son parti, le Congrès-Indira, était attaché à *« la consolidation des liens multiformes avec l'URSS ».* Après la toute récente flambée de terrorisme sikh, la *Pravda* a accusé *« les forces de l'impérialisme »* et celles de *« la réaction intérieure et extérieure »* de vouloir *« déstabiliser l'Inde ».* Ces derniers mois, Moscou n'a pas bronché lorsque l'un de ses diplomates en poste à New-Delhi est passé à l'Ouest, puis lorsqu'un autre, compromis dans la vaste affaire d'espionnage industriel, a été *expulsé. M. Gorbatchev vient même* de déclarer, à l'agence indienne PTI, que la visite de M. Rajiv Gandhi, était *« un grand événement ».*

Cependant, M. Rajiv Gandhi a souligné, même s'il n'a pas assisté *« pour des raisons intérieures »,* à la célébration du trentième anniversaire de la *conférence de Bandoung,* l'attachement de son pays au Mouvement des pays non alignés, dont il assure la présidence jusqu'en 1986. Il a aussi clairement manifesté sa *volonté de moderniser l'économie* indienne en faisant principalement appel aux technologies occidentales et japonaises.

Un caractère vital

Les Américains estiment que les nouveaux dirigeants indiens sont désireux de limiter la coopération de leur pays avec l'URSS. L'administration Reagan a exprimé son désir d'améliorer ses relations avec Nex-Delhi. A l'occasion de discussions, récemment, à New-Delhi, sur la vente de technologies avancées pouvant intéresser le domaine militaire, *le sous-secrétaire américain à la* défense, M. F.C. Ickle, a déclaré qu'un nouveau chapitre dans ces relations était peut-être en train de s'ouvrir. Les rapports étroits qu'entretiennent New-Delhi et Moscou – liés depuis 1971, de surcroît, par un traité d'amitié et de coopération – ont longtemps dissuadé les Etats-Unis de rechercher un rapprochement qui dépend, encore aujourd'hui, de la politique américaine à l'égard du Pakistan.

Toutefois, l'alliance traditionnelle avec l'URSS, aujourd'hui comme hier, conserve un caractère vital pour l'Inde. *« L'URSS s'est toujours tenue à nos côtés dans les moments difficiles »* (guerres avec la Chine et le Pakistan, notamment), a tenu à rappeler M. Rajiv *Gandhi, reprenant ce faisant un leitmotiv* de sa mère. L'Inde juge toujours indispensable l'aide soviétique pour faire contrepoids à ses deux rivaux asiatiques, la Chine et le Pakistan. *Ces considérations expliquent* en partie la « complaisance » dont les Indiens font preuve, aux Nations unies et au sein du Mouvement des non-alignés, à l'égard de la présence *soviétique en Afghanistan*... qui a servi de prétexte au renforcement de l'influence des Etats-Unis au Pakistan.

La coopération militaire indo-soviétique n'est pas remise en cause par le souci de la *nouvelle* équipe dirigeante de New-Delhi de doter les forces armées indiennes de matériels sophistiqués occidentaux. Ce souci existait déjà sous Indira Gandhi car il y a des domaines où les *équipements soviétiques ne sont pas ceux* qui répondent le mieux aux besoins et aux critères indiens. New-Delhi ne veut pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Actuellement, les rivalités sont particulièrement âpres, comme on le sait, sur le *marché indien entre fournisseurs* d'armes.

Les Soviétiques mettent les bouchées doubles pour conserver leur place de premier fournisseur d'armes à l'Inde. Le maréchal Alexandre Yefimov, *commandant* en chef de l'armée de l'air soviétique et vice-ministre de la défense, effectue actuellement une visite officielle en Inde. Selon un quotidien de New *Delhi proche du gouvernement The Hindustan Times,* l'Inde négocierait l'achat de matériel de défense antiaérienne, de missiles terre-mer, de technologie pour sous-marins *nucléaires et de chars. Les deux* pays réexamineraient aussi leur coopération spatiale, en vue du lancement de satellites indiens de communications et de renseignements.

Premier partenaire commercial

L'URSS est aussi, depuis l'indépendance de l'Inde, un partenaire *économique et commercial de tout* premier plan. Elle est même devenue en 1984 son premier partenaire commercial – les échanges, en forte augmentation, se sont montés *l'année dernière à 4,12 milliards de* dollars, – devançant les Etats-Unis. Au cours de sa visite, M. Rajiv Gandhi devrait signer des accords sur l'assistance soviétique pour la production de charbon, de pétrole et d'électricité. L'URSS offre un débouché – parfois plus abordable que les marchés occidentaux – à de nombreux produits indiens, y compris *ceux du secteur privé. Elle* achète, par exemple, 35 % des textiles indiens, et va recevoir 500 000 tonnes de blé indien cette année. Ces ventes ne permettent cependant pas de couvrir la valeur des livraisons soviétiques d'armes, d'équipements industriels et de pétrole (5,5 millions de tonnes en 1985).

GÉRARD VIRATELLE.

Thaïlande

Bangkok menace d'expulser 230 000 Cambodgiens

(Suite de la première page.)

Les pays de la région redoutent, en règle générale, de se retrouver avec une masse de gens dont ils ne veulent pas. Les Thaïlandais, pour leur part, pourraient s'inquiéter, en particulier, de voir les Américains mettre fin, en juin, à la sélection de réfugiés khmers candidats à une installation aux Etats-Unis. Cette décision a, en *effet, été confirmée* lundi par un porte-parole du HCR (Haut commissariat pour les réfugiés des Nations unies) à *Bangkok*, alors que plus de vingt-cinq mille Khmers sont encore présents dans le camp *de réfugiés de* Khao-I-Dang, en Thaïlande.

En envisageant des mesures draconiennes – et, apparemment, irréalisables, compte tenu de la *situation* militaire sur la frontière khméro-thaïlandaise, – M. Prasong a-t-il voulu, avant tout, attirer l'attention des pays occidentaux sur une situation de plus en plus difficile pour son pays ? Dans ce cas, il ne serait pas étonnant que les Thaïlandais, cédant à diverses *pressions*, fassent, dans un deuxième temps, marche arrière et renoncent à des opérations de rapatriement qui seraient très mal jugées.

Les « réfugiés de la mer »

Mais, de manière plus générale, il faut de plus en plus compter avec l'*irritation de gouvernements* asiatiques aux prises avec des développements qui les dépassent. A titre d'exemple, les « réfugiés de la mer » vietnamiens étaient 2 586 pour le seul mois d'avril, contre 3 580 pendant le premier trimestre 1985. Une inflation dont les pays de la région ne veulent sûrement pas subir, seuls, les effets.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Corée du Sud

CINQ ANS APRÈS LE SOULÈVEMENT DE KWANGJU

Une fraction de l'opinion conteste toujours la légitimité du président Chon

De notre correspondant

Tokyo. – **Les affrontements, nombreux et parfois violents, qui ont opposé étudiants sud-coréens et policiers anti-émeutes, à l'occasion du cinquième anniversaire du soulèvement de la ville de Kwangju, confirment l'opposition irréductible d'une fraction de l'opinion à la légitimité du président Chon Doo Hwan, homme fort issu du coup d'Etat militaire et de la répression de 1980.**

Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants ont participé depuis le *début du mois, notamment* à Séoul et à Kwangju, à des manifestations et à des batailles rangées. Tirs de grenades lacrymogènes et arrestations ont répondu aux jets de pierres et aux slogans antigouvernementaux. Des manifestants ont brûlé en effigie le président Chon, dont ils réclament la démission. Certains *exigent aussi que les Etats-Unis* reconnaissent la part qu'aurait jouée *le haut commandement américain* en permettant que des troupes coréennes placées sous leur autorité interviennent à Kwangju.

Kwangju, bastion traditionnel d'opposition, fut le siège d'un soulèvement populaire, le 17 mai 1980, pour protester contre l'imposition de la loi martiale et le retour des militaires *sur la scène politique.* Quelques mois après l'assassinat du président Park Chung Hee et l'avènement d'une période démocratique chaotique, la répression allait *sonner le glas du « printemps de* Séoul ». Pendant neuf jours, des troupes d'élite écrasèrent l'insurrection dans le sang. Il y aurait eu près de deux cents morts selon les chiffres officiels, mais dix fois plus selon l'opposition.

L'agitation des campus n'est pas nouvelle, et le régime la circonscrit fermement. Cependant, elle se trouve renforcée depuis les dernières élections par l'arrivée à l'Assemblée nationale, pour la première fois depuis 1980, d'une véritable opposi*tion (le Monde des 13 et* 14 février). Or, d'une part, celle-ci se réclame de M. Kim *Dae Jong,* l'opposant condamné à mort (et depuis partiellement gracié) pour avoir, selon le pouvoir, joué un rôle *« subversif »* dans le soulèvement de Kwangju; d'autre part, le nouveau Parti démocrate (PNDC) s'était *engagé, dans sa campagne, à faire la* vérité sur le drame. Il faut croire, compte tenu de son succès au cours d'un scrutin dont le règlement favorisait le pouvoir, que cette promesse a trouvé un écho populaire. Au-delà des discours sur la réussite économique du *« modèle coréen »* – incontestable, mais parfois utilisée pour masquer d'autres *réalités,* – la plaie de Kwangju reste vive. Pour M. Kim Dae Jong et ses partisans, le soulèvement fut *« une réaction démocratique légitime ».*

Ce lundi, le calme semblait revenu sur les campus, mais on n'a pas *fini* de reparler de Kwangju et, à partir de ce symbole tragique qui grève depuis cinq ans la vie politique sud-coréenne, d'accepter ou de récuser la légitimité du président Chon et de son régime. Face à une opposition renforcée, le pouvoir, virtuelle*ment en position d'accusé, peut-il* permettre qu'une commission d'enquête parlementaire aille fouiller dans le placard aux squelettes de Kwangju ? L'épreuve de force qui se prolonge à l'Assemblée sur des questions de procédure, dont la modifica*tion permettrait la mise sur pied* d'une telle commission, semble indiquer qu'il y est fermement opposé.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Cambodge

● *Mort de Penn Nouth.* – Ancien premier ministre et ancien chef du gouvernement royal d'union nationale du Kampuchéa (GRUNK), Penn Nouth est décédé, samedi 18 mai, à son domicile de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), a annoncé dimanche sa famille. Ses obsèques se dérouleront vendredi 24 mai.

[Agé de quatre-vingts ans, Penn Nouth était l'un des plus anciens collaborateurs du prince Norodom Sihanouk, dont il était le conseiller privé depuis août 1969. Ministre des finances en 1945, puis gouverneur de Pnom-Penh de 1946 à 1948, il a présidé plusieurs gouvernements de 1949 à 1955, puis de nouveau en 1958, de janvier 1961 à juillet 1962, et de septembre 1967 à août 1969. Il a été alors *remplacé par le général* Lon Nol. Nommé en 1975 premier ministre du GRUNK, qui regroupait à l'époque les partisans du prince Sihanouk et les Khmers rouges, il se retire un an plus tard à la suite d'un différend qui oppose le prince à l'équipe dirigeante des Khmers rouges Pol Pot-Khieu Samphan. Penn Nouth a représenté le Cambodge en France de 1958 à 1960].

AFRIQUE

République sud-africaine

Ouverture du procès des militants du Front démocratique uni

Le plus important procès pour « trahison » depuis un quart de siècle en Afrique du Sud devait s'ouvrir, lundi 20 mai, à Pietermaritzburg, avec la comparution devant la Cour sprême du Natal de seize militants du Front démocratique uni (UDF), mouvement politique anti-apartheid. Les quinze hommes et la femme qui seront jugés ont été libérés contre une caution totale de 170 000 rands (85 000 dollars), le 3 mai. Les chefs d'accusation retenus sont : haute trahison, participation à *des activités terroristes* et *« agissements contribuant à la mise en œuvre des objectifs de l'ANC* [Congrès national africain] *ou du communisme ».*

Les violences, d'autre part, ont fait au moins trois morts le week-end dernier en Afrique du Sud. Deux noirs ont été tués à Duduza, cité noire des environs de Johannesburg, à l'issue des obsèques de *Sonto Thobela,* compagne d'un responsable local du Congrès des étudiants sud-africains (COSAS), et, dans la province du Cap, le corps d'un *homme apparemment* brûlé vif a été découvert. A Soweto, les forces de l'ordre ont dispersé un *millier* de personnes qui manifestaient après une messe célébrée par le révérend Desmond Tutu.

D'autre part, environ 9 000 mineurs noirs ont commencé, samedi, une grève « illégale » à la mine d'or de Blyvooruitzicht, près de Carletonville (à 70 kilomètres à l'est de Johannesburg), pour protester contre le licenciement de deux de leurs collègues syndiqués. La police est intervenue à deux reprises pour *disperser* des piquets de grève, et a procédé à des arrestations. – *(AFP, Reuter, AP.)*

PROCHE-ORIENT

Liban

De violents combats opposent les miliciens chiites aux Palestiniens à l'intérieur des camps de Sabra et de Chatila

Le président Mitterrand recevra, le mardi 21 mai dans l'après-midi, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk Al-Chareh. Le chef de l'Etat français avait effectué une visite officielle en Syrie au début du mois de décembre dernier.

Le ministre syrien sera, d'autre part, reçu mardi en fin d'après-midi par le ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, qui donnera un dîner en son honneur au Quai d'Orsay. Le ministre rencontrera aussi MM. Chevènement, ministre de l'éducation nationale, et Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement.

M. Al-Chareh, dont c'est la première visite officielle en France, quittera Paris jeudi dans la soirée. On indique, de source autorisée française, que les entretiens porteront notamment sur la situation au Liban et sur la guerre du Golfe.

De notre correspondant

Beyrouth. — Après une fin de semaine « *infernale* », où des milliers d'obus se sont déversés sur les zones résidentielles des deux côtés de la ville faisant toutefois peu de victimes, la situation demeurait explosive, le lundi 20 mai, dans la capitale libanaise. D'autant plus que sur cette bataille est-ouest — entre les secteurs chrétien et musulman de la ville — s'est greffé dimanche soir à Beyrouth-Ouest un dur affrontement qui se poursuivait ce lundi matin avec une violence redoublée entre la milice chiite Amal et les « Palestiniens », désignation vague d'éléments armés à l'intérieur des camps de Sabra et de Chatila, en l'occurrence sensés être « arafatistes ». Il y avait déjà en milieu de matinée 20 morts et blessés, et la route de l'aéroport contiguë aux camps a du être fermée.

La détermination d'Amal à ne pas laisser les Palestiniens, quels qu'ils soient, reprendre des parcelles de pouvoir, même infimes, dans les zones qu'elle contrôle est évidente. Ce que l'Etat libanais a été dans l'impossibilité d'entreprendre de 1967 à 1982, la milice chiite s'en acquitte avec vigilance, et ne s'en cache pas. « *Nous refusons catégoriquement le retour à la situation qui prévalait avant 1982* », a carrément déclaré le numéro 2 d'Amal, M. Akef Haidar. Un des responsables du mouvement dans les territoires évacués par Israël, M. Daoud Daoud, s'est expliqué longuement et franchement à la télévision dimanche soir des accusations d'hégémonie et d'arrestations en masse dont lui et son mouvement font l'objet de la part de leurs partenaires musulmans plutôt d'ailleurs que de leurs adversaires chrétiens. Pour M. Daoud Daoud, ceux qui ont libéré la terre au prix de leur lutte et de leur sang en disposent et y détiennent le pouvoir de décision. La résistance dans le territoire libanais encore occupé par Israël se poursuit, a-t-il dit, mais dans la discrétion qui avait caractérisé cette résistance à ses débuts. M. Daoud Daoud a d'autre part déclaré qu'il n'y avait pas d'arrestations en masse et guère plus de quarante à cinquante détenus entre les mains d'Amal.

L'aggravation de la situation à Beyrouth se produit malgré une nouvelle initiative des Forces libanaises (milice chrétienne), qui, sous l'impulsion de leur nouveau chef, M. Elie Hobeika, ont parachevé leur virage à 180 degrés et leur soumission à la Syrie, en annonçant samedi soir la fermeture de leur bureau de liaison à Jérusalem et le retrait de leurs miliciens, 500 hommes, de Jezzine et de la bande frontalière. M. Hobeika a proposé dans la foulée l'ouverture de négociations immédiates pour mettre fin à la guerre de Beyrouth.

Sur le terrain, cela n'a donné aucun résultat jusqu'à présent, bien au contraire, et les ennemis des Forces libanaises — Amal (chiites) et PSP (druzes) — n'ont pas réagi à leur geste d'apaisement, le second en une semaine, qui a cependant été favorablement accueilli par le chef du gouvernement, le très pro-syrien Rachid Karamé (musulman sunnite). Mais l'essentiel est ce que va en penser (et en faire) Damas. Sans doute rien d'apparent avant que le retrait israélien n'ait été achevé fin mai - début juin. Jusque-là, la « petite guerre » en cours à Beyrouth devrait continuer avec ses hauts et ses bas.

La Syrie, maîtresse de toutes les cartes, devrait cependant trancher alors. En lui donnant satisfaction à Jezzine et par leur désengagement total et public à l'égard d'Israël, les Forces libanaises jouent leur va-tout, en position, certes, de grande faiblesse et sans doute à cause de cela.

LUCIEN GEORGE.

Au cours d'une escale à Khartoum

LE COLONEL KADHAFI EXALTE LA « RÉVOLUTION » SOUDANAISE

Le colonel Kadhafi a fait escale à Khartoum, samedi 18 mai, à l'issue d'une visite officielle de trois jours au Burundi et au Rwanda. Le numéro un libyen a été reçu à l'aéroport, *qu'il n'a pas quitté*, par le général Abderrahmane El-Dahab, président du conseil militaire transitoire soudanais, entouré du premier ministre, et de membres de son gouvernement.

Dans une déclaration, le colonel Kadhafi a affirmé qu'il se trouvait à Khartoum afin de « *féliciter le peuple et l'armée soudanaise pour la révolution qui a mis fin au régime réactionnaire* » du maréchal Nemeiry. Il a ajouté que « *l'armée soudanaise avait donné l'exemple en se mettant aux côtés des masses* », le 6 avril, pour renverser le président Nemeiry. Il a demandé aux armées arabes de « *suivre cet exemple pour libérer leur pays* ».

La Libye et le Soudan avaient rétabli leurs relations diplomatiques peu après le renversement du régime Nemeiry. Une délégation libyenne, dirigée par le numéro deux du régime, le commandant Jalloud, avait séjourné début mai à Khartoum.

D'autre part, le roi Fahd d'Arabie saoudite et le colonel Kadhafi ont eu des entretiens, dimanche 19 mai à Djeddah, qui ont principalement porté sur les moyens de mettre un terme aux divergences entre la Libye et l'OLP de M. Arafat, la guerre irano-irakienne, et également sur les moyens de venir en aide au nouveau régime soudanais, a-t-on appris de sources diplomatiques arabes. Le dirigeant *libyen s'était officiellement* rendu en Arabie pour y accomplir la Omra, le petit pèlerinage à La Mecque. Il était déjà venu en Arabie en 1984 et les relations entre ce pays et la Libye avaient commencé à s'améliorer dès cette époque. — *(AFP, AP.)*

Iran

La visite du chef de la diplomatie saoudienne ne semble pas devoir changer le cours de la guerre du Golfe

Les entretiens du ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al-Fayçal, arrivé samedi matin à Téhéran, se sont poursuivis le dimanche 19 mai, entourés d'une extrême discrétion. La presse iranienne, habituellement prolixe sur les activités des hôtes de la République islamique, reste pratiquement silencieuse, et la radio n'a même pas fait état de l'entrevue du prince, samedi, avec son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati, ni de sa rencontre, dimanche matin, avec le premier ministre, M. Mir Hossein Moussavi.

Dans les milieux généralement bien informés de la capitale iranienne, on souligne que la visite du prince Saoud, la première d'un responsable saoudien depuis l'avènement de la République islamique en 1979, constitue un « *pas en avant* » important pour les relations bilatérales. Mais on exclut, de même source, qu'elle ait des conséquences spectaculaires et immédiates sur le cours de la guerre irako-iranienne. La position de l'Iran à ce sujet reste « *inflexible* » et il ne faut pas s'attendre au moindre rapprochement entre Téhéran et Bagdad, comme l'affirment des journaux du Golfe, déclare-t-on de même source. C'est ce qu'a rappelé M. Velayati à son interlocuteur, en soulignant, selon l'agence officielle iranienne IRNA, que l'Iran est déterminé à poursuivre sa « *juste résistance* » contre le gouvernement irakien.

Les deux attentats à la dynamite commis samedi soir à Ryad et revendiqués à Beyrouth par un correspondant anonyme se réclamant de l'organisation clandestine Djihad islamique, qui proclame sa sympathie pour la révolution iranienne, ont cependant entraîné une réaction rapide de l'agence IRNA.

Celle-ci a accusé l'Irak d'être l'auteur de ces explosions dans le but de saboter tout rapprochement de l'Arabie saoudite avec Téhéran. Dans une correspondance de Beyrouth, l'agence a affirmé, citant une « *source sûre* », qu'« *il existe des preuves que les Irakiens, par ces explosions, essayent de faire pression sur le gouvernement saoudien* ».

Pour sa part, l'interlocuteur qui a revendiqué ces attentats au nom du Djihad islamique a souligné que « *personne ne doit croire que les tentatives de rapprochement saoudiennes avec la République islamique que nous feront hésiter à exécuter nos plans* ». « *Le régime saoudien, par les contacts qu'il établit actuellement* [avec l'Iran] *tente de consolider ses bases, après avoir senti qu'il est de plus en plus menacé* », a-t-il dit.

Les deux explosions de samedi soir s'étaient produites simultanément dans le quartier commercial Souleymanié de Ryad, provoquant la mort d'une personne. L'une des charges avait explosé à proximité de pizzérias fréquentées par des Occidentaux et l'autre non loin d'un bâtiment où logent des conseillers américains auprès de la garde nationale saoudienne.

Le seul parti d'opposition légal en Iran, le Mouvement pour la liberté de l'Iran (MLI) présidé par l'ancien premier ministre Mehdi Bazargan, a été officiellement invité à prendre part à la prochaine élection présidentielle par le ministre de l'intérieur, M. Nategh Nouri, qui a annoncé par ailleurs que le parti allait être autorisé à rouvrir son bureau de Téhéran mis à sac en février dernier par les hezbollahis. Dans une récente déclaration au Monde (*le Monde* du 2 mai), M. Bazargan avait indiqué que son mouvement ne participerait à l'élection que si « *les droits et les libertés populaires* » étaient respectés et si l'opposition était enfin autorisée « *à publier ses propres journaux, à se réunir en toute liberté et à fonctionner sans être sans cesse menacée* ».

D'autre part, selon les informations parvenues à Paris, deux personnes auraient été tuées et une cinquantaine blessées au cours de heurts qui auraient opposé mardi et mercredi dernier les Gardiens de la révolution à des manifestants arabophones dans des camps pour personnes déplacées situés à Ahwaz, la capitale administrative du Khouzistan. Les manifestants, pour la plupart des personnes déplacées originaires des villes frontalières détruites par la guerre, protestaient contre le retard mis par les autorités à améliorer leur sort. — *(AFP, Reuter.)*

Egypte

Les « Mille et Une Nuits » au pilori...

Correspondance

Le Caire. — Le tribunal des affaires de mœurs du Caire a ordonné la confiscation de la version non expurgée des *Mille et Une Nuits*, dont trois mille cinq cents exemplaires avaient été saisis en février et en mars (*le Monde* du 8 mai). La cour a, d'autre part, condamné le représentant de la maison d'édition libanaise Dar el-Kitab el-Loubnani et le distributeur égyptien du recueil de contes à une amende de 1 000 livres (7 000 francs environ).

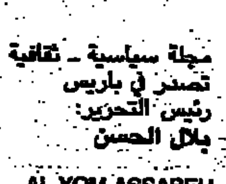
Le parquet, rappelle-t-on, avait demandé que l'ouvrage soit « *brûlé sur une place publique* ». Dans son réquisitoire, le procureur avait accusé le grand classique oriental d'être « *immoral et anti-islamique* ». Des intellectuels égyptiens s'étaient élevés contre « *la confiscation par la police de la liberté d'expression* ». Ils voient aujourd'hui dans la triste fin de Shéhérazade un précédent qui menace l'expression artistique contemporaine et même le patrimoine culturel arabe islamique.

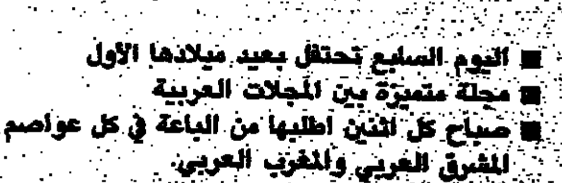
L'affaire des *Mille et Une Nuits* n'est pas unique en son genre puisque le film de Youssef Chahine, *Adieu Bonaparte*, qui *vient d'être présenté à Cannes* n'a pas encore reçu l'aval du ministère égyptien de la culture en tant que représentant du Caire au Festival du film. A la suite d'une campagne de presse hostile à la coproduction franco-égyptienne, le ministère de la culture vient, en effet, de décider que le film devait être visionné par la commission des festivals et la censure avant d'être sélectionné par Le Caire pour participer au Festival de Cannes... Aucune copie du film, monté en France, n'ayant été envoyée en Égypte, *Adieu Bonaparte* n'a donc toujours pas reçu la bénédiction officielle du Caire.

Toutefois, afin d'éviter les risques d'un scandale international au cas où *Adieu Bonaparte* serait primé ce lundi soir à Cannes, le ministère de la culture a dépêché au Festival un comité comprenant un membre de la commission égyptienne des festivals et le directeur de la censure. Ce comité, indique-t-on de bonne source, est habilité à donner un feu vert à effet rétroactif au film s'il est jugé « *convenable* », et surtout s'il figure parmi les lauréats...

ALEXANDRE BUCCIANTI.







DIPLOMATIE

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. CHEYSSON : « Il faut examiner les positions allemandes avec beaucoup de compréhension »

Interrogé à propos des récentes prises de position allemandes au sein de la CEE et à l'égard de l'Initiative de défense stratégique, M. Claude Cheysson a notamment déclaré, dimanche 19 mai lors du « Grand Jury RTL-*le Monde* » :

« *Dans les deux dernières années, on trouve des contradictions dans la politique allemande telles qu'elles s'expriment non seulement au sein de la Communauté mais également en dehors. L'exigence d'augmentation du prix des céréales va contre la volonté d'économie budgétaire. Plus grave, elle tend à annuler une décision prise à la demande des Allemands eux-mêmes, à savoir que quand des surplus apparaissent et continuent à croître, il convient de réduire le prix pour mieux contrôler les productions inexportables et inconsommables. Il s'agit donc d'une contradiction avec la politique proposée par l'Allemagne elle-même.*

» *Mais je vois d'autres contradictions. Il y a deux ans à peine, le gouvernement fédéral avait engagé une campagne très difficile pour convaincre l'opinion allemande de la nécessité d'installer les Pershing. Il avait marqué à cette occasion que le couplage avec les Etats-Unis — la protection nucléaire américaine — était un élément essentiel de la survie et de l'avenir de l'Allemagne. Et voilà que maintenant il approuve l'initiative de défense stratégique dont le président Reagan affirme avec beaucoup d'enthousiasme et de dynamisme qu'elle permettra de dépasser le nucléaire.*

» *Les contradictions sont assez nombreuses, et c'est à elles qu'il convient de réfléchir. Rappelons-nous ce qui s'est passé. A la fin de la guerre, l'Allemagne est divisée. Les Allemands de l'Ouest se trouvent former un Etat. Cet Etat est intégré dans deux ensembles qui lui apportent des réponses essentielles.*

D'une part, l'alliance atlantique, parce qu'elle assure la production nucléaire américaine. Cela veut dire que la guerre est impossible. La dissuasion, c'est l'impossibilité de la guerre. Or voici que l'IDS et le nouvel équilibre qu'elle annonce entre les puissances nucléaires rend de nouveau une guerre possible. Une guerre qu'il faut gagner. Une guerre qu'il faut éviter d'élever jusqu'à l'échelon suprême, mais une guerre possible. Chacun sait que l'OTAN table sur trente jours de guerre conventionnelle. Trente jours, cela veut dire l'Allemagne ravagée. Par conséquent, un des éléments essentiels de l'Allemagne d'après-guerre, son intégration dans l'alliance atlantique, prend une allure complètement différente.

Quant à la Communauté — le second élément, — elle a, personne n'en doute, bénéficié à l'Allemagne plus qu'à qui que ce soit d'autre. Elle en a retiré l'ouverture des marchés en Europe et une croissance économique tout à fait remarquable. Or cette croissance économique est maintenant arrêtée. L'Allemagne va bien économiquement mais la croissance ne lui est plus apportée par le reste de l'Europe. Aussi certains Allemands commencent-ils à se dire : « Après tout, nous avons nos marchés en Europe de l'Ouest, nous n'avons plus besoin de pousser la Communauté plus loin, surtout qu'elle va nous coûter plus qu'avant, sans plus nous apporter ce remarquable bonus économique. »

» *Autrement dit, sur les deux éléments fondamentaux de la politique étrangère allemande, ceux qui l'intègrent à l'Ouest, la protection par une alliance qui rend la guerre impossible, et la Communauté qui assure la croissance, il y a un doute. Ce doute grâce au ciel, les dirigeants allemands en ont conscience. L'opposition comme la majorité se montrent très fermes sur la nécessité de continuer la construction européenne, de rester dans l'alliance atlantique, de rester proches des Américains. Mais, par moments, l'une et l'autre donnent un coup de chapeau à ceux qui éprouvent des doutes par rapport à la protection nucléaire et par rapport à la poursuite immédiate de la Communauté européenne si cela doit charger les finances.*

» *Les attitudes allemandes actuelles doivent donc être examinées avec beaucoup de compréhension et de délicatesse. Ce n'est pas facile pour les Allemands de confirmer tout ce qu'ils ont fait jusqu'à présent. Mais ils y sont absolument décidés. Or c'est l'intérêt de la France, c'est l'intérêt de l'Europe. On ne peut pas imaginer un développement européen sans que les Allemands y jouent un rôle moteur. Alors, adoptons une attitude ouverte à l'égard de ces quelques déviations, de ces quelques digressions. Essayons de comprendre pourquoi, dans un moment électoral pénible, tel ou tel ministre s'y est risqué. Evitons de dramatiser, et gardons présent à l'esprit que la ligne centrale allemande reste la même.* »

M. WEINBERGER A BRUXELLES POUR LA RÉUNION DU COMITÉ DE PLANIFICATION DE L'OTAN

Le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, est arrivé dimanche 19 mai à Bruxelles où il doit assister, à partir du 22 mai, à la réunion du comité de planification de l'alliance atlantique (ce comité se réunit deux fois par an, en présence des ministres de la défense des Etats membres). Le débat sur l'initiative de défense stratégique (IDS) ne figure pas à l'ordre du jour de la réunion, mais il devrait faire l'objet de divers échanges de vues privés. Les ministres doivent essentiellement étudier les moyens de remédier à l'infériorité de l'OTAN en armes classiques, et aussi examiner de quelle manière l'alliance pourrait résister à une attaque avec utilisation d'armes chimiques du pacte de Varsovie, qui dispose d'un avantage écrasant dans ce domaine.

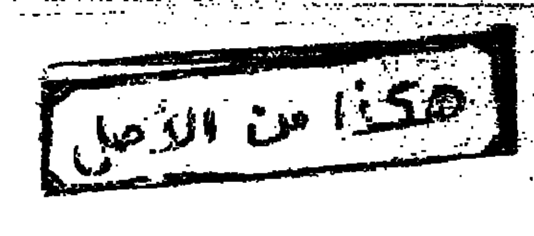
La question du financement des divers programmes d'armes classiques sera au centre des débats. La position des Américains est rendue plus difficile par le récent vote du Congrès, qui limite la croissance du budget militaire des Etats-Unis au niveau de l'inflation. Dans l'entourage de Weinberger, on estime cependant que les pays membres de l'OTAN maintiendront l'objectif qu'ils s'étaient assigné dès 1978 : une hausse de 3 % en termes réels.

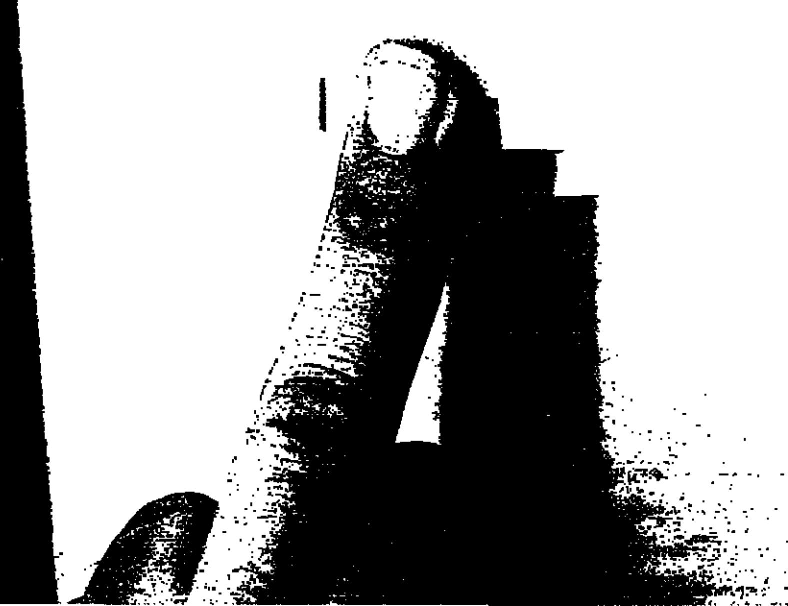
Les 6 et 7 juin, ce sera au tour des ministres des affaires étrangères de l'alliance de se réunir à Lisbonne. — *(AFP, Reuter, AP.)*

Mme VEIL DÉNONCE LA « POIGNÉE DE MAIN » DE BITBURG

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Mme Simone Veil a exprimé, le dimanche 19 mai, à Strasbourg, son inquiétude après « *la récente visite du président Reagan au cimetière de Bitburg et certains des propos entendus à cette occasion. L'amalgame savamment entretenu au cours de cette visite peut être grave pour l'avenir de l'Europe* », estime l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne. Mme Veil, qui s'exprimait lors de la séance de clôture du Congrès juif mondial-Europe, a pris cet exemple pour expliquer qu'une « *véritable démocratie ne peut être fondée que sur la dénonciation sans réserve d'un système abominable (...). Les poignées de main au-dessus des tombes ne sont que simagrées lorsque l'âme n'y est pas* », a conclu Mme Veil. — J.F.





هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

Un entretien avec le président de l'Assemblée de l'UEO

L'Union de l'Europe occidentale est le cadre approprié à la coordination des réponses européennes à l'IDS américaine, **estime M. Jean-Marie Caro**

Seule organisation européenne habilitée à traiter des questions de défense, l'Union de l'Europe occidentale (UEO) tente actuellement, en particulier à l'initiative de la France et de la RFA, une sorte d'aggiornamento. Les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays qui la composent (France, RFA, Grande-Bretagne, Italie et les trois du Benelux) se sont récemment réunis à Bonn, après avoir, l'automne dernier, décidé lors de leur assemblée de Rome la mise en œuvre de ce processus de modernisation. Mais à côté de ce conseil, l'UEO dispose aussi d'une Assemblée parlementaire, issue des Parlements nationaux. Son nouveau président, M. Jean-Marie Caro (démocrate-chrétien, France), a répondu à nos questions à la veille de la 31ᵉ session qui s'ouvre ce lundi 20 mai à Paris.

« Les projets américains de défense spatiale posent-ils un problème particulier à l'UEO ? Celle-ci est-elle le cadre approprié pour un débat entre Européens sur la réponse à apporter à M. Reagan ?

– L'Europe sera ou ne sera pas européenne selon qu'elle saura ou ne saura pas maîtriser l'organisation de sa propre défense. Il est évident que les pays de l'Europe occidentale ont tout intérêt à s'entendre sur la réponse que chacun d'entre eux aura à donner aux propositions du président Reagan de participer à l'initiative de défense stratégique américaine. Ces réponses ne pourront pas être identiques, parce que les moyens dont disposent ces pays sont trop différents, mais le conseil de l'UEO a décidé, à Bonn, de tenter de les coordonner, de façon qu'au moins elles ne soient pas contradictoires.

» Le caractère intergouvernemental de l'UEO est évidemment très favorable à une utilisation de l'Union en cette affaire. Il reste qu'il faut que chacun commence par faire l'inventaire de ses possibilités et de ses moyens et par mettre au clair ses objectifs pour que cette concertation puisse être fructueuse, et il était raisonnable de la reporter à la prochaine session ministérielle, probablement à Rome, en octobre.

» Le conseil a toutefois décidé de distinguer la question de la réponse à une proposition américaine, qui appartient au domaine de la défense, de la proposition française dite Eurêka, qui n'a pas de caractère proprement militaire. Et c'est dans le cadre de la Communauté européenne que, très logiquement, les ministres ont décidé de poursuivre l'examen de cette proposition.

L'exigence de la sécurité

– On parle depuis plusieurs mois de « revitaliser » l'UEO, tout particulièrement à Paris et à Bonn. Comment concevez-vous une telle revitalisation ? Passe-t-elle par un accroissement des pouvoirs de l'Assemblée parlementaire ?

– Si l'on a pu dire que l'UEO était tombée en léthargie au cours des dernières décennies, cela ne vaut que pour le conseil, qui s'est trouvé paralysé par l'absence d'une volonté des gouvernements d'aborder entre Européens les questions touchant à la sécurité de l'Europe. L'Assemblée, au contraire, n'a cessé de rappeler cette exigence qui est le fondement même de l'existence de l'UEO, aussi peut-elle à bon droit considérer que la revitalisation de l'UEO dont il est question aujourd'hui ne constitue que la reconnaissance tardive par le conseil du bien-fondé de positions qu'elle a constamment défendues.

» L'Assemblée a dû, toutefois, constater qu'elle ne pouvait être prise au sérieux par l'opinion et par les médias tant qu'elle ne trouvait pas un interlocuteur valable du côté du conseil. Une assemblée parlementaire dépourvue de pouvoir législatif ne peut prétendre intéresser l'opinion si elle n'entretient pas un dialogue avec ceux qui prennent les véritables décisions, c'est-à-dire, dans le cas de l'UEO, les gouvernements. Il n'est guère permis d'espérer, dans l'avenir proche, un accroissement des pouvoirs de l'Assemblée, d'une part parce qu'aucun gouvernement n'est vraiment disposé à soumettre son libre-arbitre, dans le domaine de la défense, à une autorité non nationale, d'autre part parce que, pour la plupart des pays membres, l'OTAN reste le lieu privilégié de l'organisation de la défense collective de l'Europe, parce que c'est elle qui assure la présence américaine.

» La déclaration des ministres, à Rome, le 27 octobre 1984, a bien défini ce que devrait être une réactivation de l'UEO : c'est une réactivation du conseil, destiné à donner une impulsion politique à la défense de l'Europe. Il s'agit d'occuper l'espace politique qui s'offre aux Sept dans le domaine essentiel de la défense. Seul un dialogue étroit entre l'exécutif et l'Assemblée lui donnera une réalité perçue et soutenue par l'opinion européenne.

Le « bras militaire » de l'Union européenne

– Mais comment, dans l'état actuel de l'institution, faire du conseil de l'UEO une instance de décision ?

– Le moment n'est certainement pas venu de parler d'un centre de décision à propos du conseil de l'UEO. On peut en rêver pour l'Union européenne de l'avenir, mais ce n'est certainement pas par là qu'il faut commencer : le terme susciterait un rejet radical et immédiat de tous les gouvernements. Mais cela ne veut pas dire que le conseil ne puisse pas prendre de décisions. Le traité de Bruxelles modifié précise dans quelles conditions il était appelé à en prendre dans le domaine de la limitation contrôlée des effectifs et des armements des pays membres. Mais en dehors de ces questions et de celles qui concernent l'organisation elle-même, il paraît déjà audacieux de parler de « concertation » et les ministres ont préféré, à propos de l'IDS, parler de « coordination ». L'important, c'est moins le mot que le mouvement, et la réactivation de l'UEO devrait conduire à ce que les échanges de vues entre les ministres, entre les directeurs d'armements, aboutissent à un nombre de plus en plus grand de décisions.

» Il faut aussi que le conseil permanent, qui réunit à Londres, tous les quinze jours, les ambassadeurs de six pays membres et un haut fonctionnaire britannique, ne se considère plus comme un simple organe administratif, mais assume de vraies responsabilités politiques. Afin de l'y conduire, l'Assemblée a toujours demandé que le secrétaire général de l'organisation soit habilité à prendre des initiatives d'ordre politique et à informer la presse des activités du conseil permanent.

– Comptez-vous développer une action particulière en direction de l'opinion publique des Sept, jusqu'alors extrêmement ignorante et donc indifférente à l'égard de l'UEO ?

– Je dois constater que, depuis six mois, la presse a accordé beaucoup plus d'attention et de place à l'UEO et à son Assemblée, tout simplement parce que le conseil a commencé à exister. J'ai de très bonnes raisons de penser que les gouvernements ont décidé de modifier radicalement leur attitude à l'égard des médias, de doter enfin le conseil d'un service de presse. Je crois qu'à l'origine de ce changement, il y a la constatation simultanée par M. Genscher et par les autorités allemandes, d'une part, par le gouvernement français, d'autre part, de l'incompréhension d'une partie de l'opinion européenne à l'endroit des problèmes de défense et des exigences de la sécurité de l'Europe, manifestée par le développement des mouvements pacifistes dans de nombreux pays.

» M. Hernu, notamment, avait souligné avec vigueur, et la déclaration de Rome a repris cette idée, que le rôle de l'Assemblée était de sensibiliser l'opinion à ces questions. Naturellement, l'Assemblée ne peut pas et ne doit pas être une caisse de résonance des décisions du conseil, mais elle doit, pour jouer le rôle que lui attribuent les ministres, garder toute son indépendance et sa liberté de critique.

– Où en sont les projets d'élargissement à l'Espagne et au Portugal ?

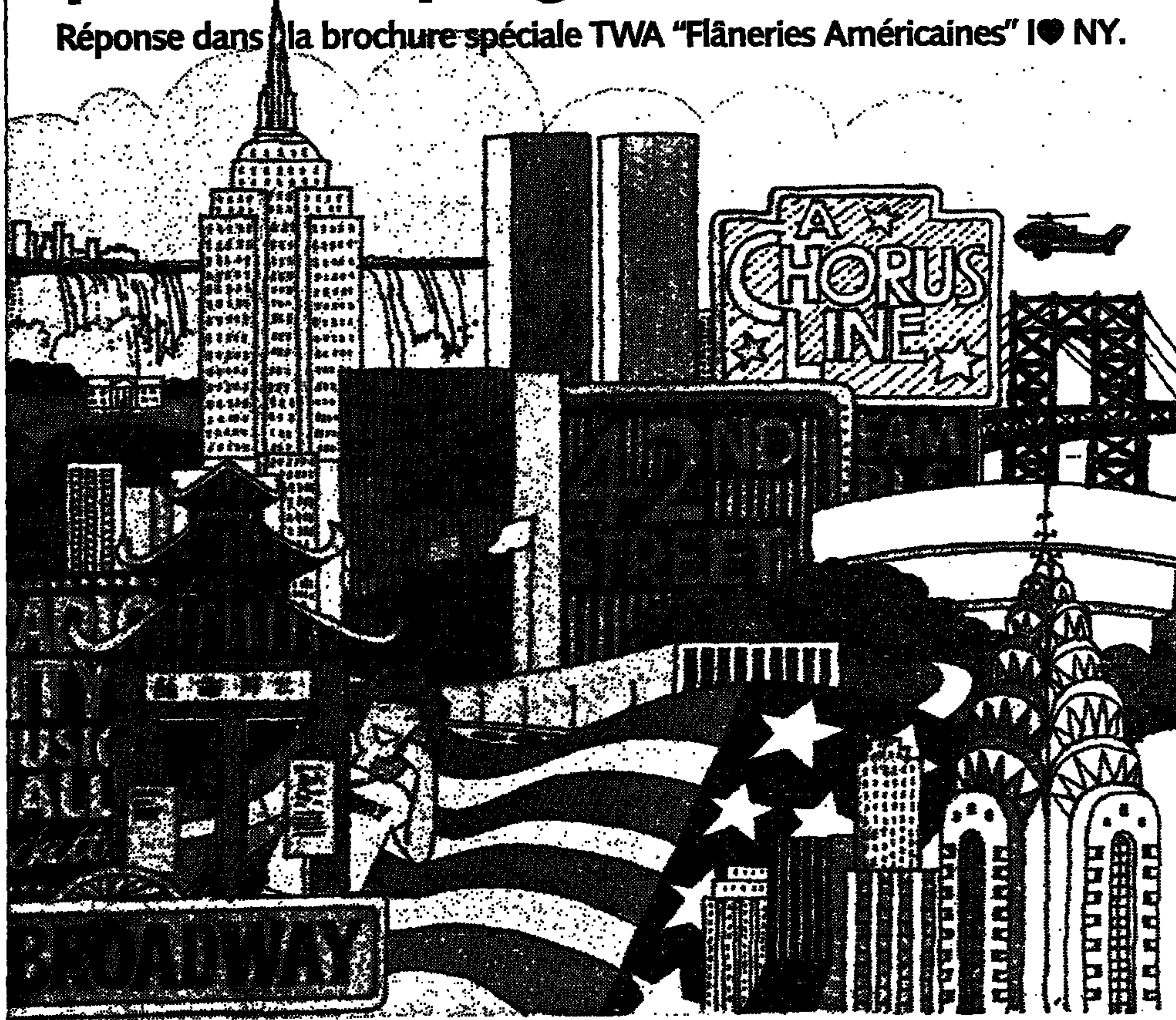
– Le Portugal a fait connaître, en octobre 1984, sa candidature à l'UEO. L'élargissement de cette organisation est prévue par le traité, et son adhésion ne semble pas soulever de problème particulier. Elle se situerait parfaitement dans une optique qui a toujours été celle de l'Assemblée, selon laquelle l'UEO est destinée, dans un avenir plus ou moins lointain, à devenir le bras militaire de la future Union européenne, dont les Communautés constituent l'élément économique. Les Dix ayant désormais admis la candidature portugaise, rien ne devrait empêcher les Sept de faire de même, et l'Assemblée sera appelée, lors de sa prochaine session, à prendre nettement position sur cette question. Il faut toutefois constater que le conseil n'a pas donné jusqu'à présent de réponse positive à la candidature portugaise.

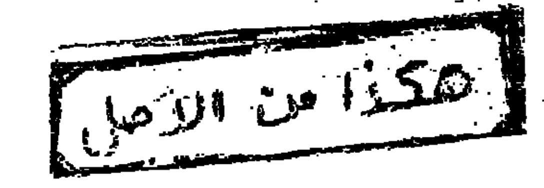
» Quant à l'Espagne, elle ne désire pas, semble-t-il, que la question de l'UEO soit posée pour elle avant le référendum sur son maintien dans l'OTAN, qui est prévu pour février 1986, afin que l'UEO n'apparaisse pas comme un succédané possible. »

Propos recueillis par
BERNARD BRIGOULEIX.








هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

EUROPE

Italie

APRÈS SON ÉCHEC AUX ÉLECTIONS LOCALES

Le Parti communiste s'interroge sur sa stratégie d'union de la gauche

De notre correspondant

Rome. – Son échec aux élections locales du 12 mai conduira-t-il le Parti communiste italien à renoncer à la « *politique d'alternative démocratique* » – en d'autres termes : d'union de la gauche – qui est la sienne depuis l'abandon, en 1980, de l'hypothèse du « *compromis historique* » avec la démocratie chrétienne ? C'est en tout cas ce que laisse présager une interview du secrétaire général du PCI, M. Alessandro Natta, publiée le dimanche 19 mai par *l'Unita*, journal du parti.

« *Dans l'immédiat, en termes de solution politique, l'alternative démocratique paraît ne pas avoir de consistance ni de possibilités concrètes* », a notamment déclaré M. Natta. La ligne du PCI ne demande pas seulement des « *ajustements* », mais « *un renouvellement et une relance* », a-t-il ajouté. La question de la nouvelle stragégie du parti, qui risque de mettre entre parenthèses pour quelque temps la tentation social-démocrate de son « aile droite », sera au centre du débat du comité central qui doit se réunir jeudi prochain 23 mai.

Le recul du PCI aux élections du 12 mai (1) est qualifié de « *coup sérieux* » par M. Natta. Le secrétaire général attribue cet insuccès à la « *contradiction de notre ligne politique d'alternative démocratique* » avec la « *mutation de plus en plus prononcée du Parti socialiste* ».

Pour le successeur d'Enrico Berlinguer, « *le renouvellement et la relance* » de la politique du PCI passent par « *une stragégie incisive, d'alliance sociale et politique* » ; par conséquent, déclare M. Natta, « *nous devons nous mesurer dans un dialogue sérieux et ouvert avec toutes les forces sociales, avec toutes les forces politiques, avec le PSI, le Parti républicain et aussi la démocratie chrétienne* ».

Insistant sur l'importance des programmes plus que sur les éventuels partenaires, M. Natta ne considère plus les socialistes comme les alliés *privilégiés* du PCI. C'est là un renversement total par rapport à la nouvelle ligne annoncée par Enrico Berlinguer dans son discours de Salerne en novembre 1980, qui avait marqué la fin de la politique de « compromis » avec la démocratie chrétienne.

Le secrétaire général du PCI reconnaît donc le caractère de plus en plus théorique de la « *politique d'alternative démocratique* » depuis l'arrivée à la présidence du conseil du socialiste Bettino Craxi, dont toute la stratégie a consisté à isoler les communistes.

Les propos de M. Natta donnent à penser qu'a lieu à la direction du PCI une âpre confrontation entre le courant « berlinguérien » et l'aile réformiste, toujours favorable à un rapprochement avec le PSI. Pour ces réformistes, l'« *alternative démocratique* » devrait se concrétiser en un programme de gouvernement et par la formation d'une alliance explicite avec les socialistes. Les « berlinguériens » estiment, en revanche, que l'hypothèse d'une entente avec le PSI est, dans la situation actuelle, un chapitre clos : le PCI devrait, dès lors, être prêt à discuter avec tous les partis, en renonçant à l'idée d'un rapport privilégié avec les socialistes.

La nomination, en 1984, de M. Natta n'avait fait que reporter les choix. Tout l'effort, jusqu'à présent, du successeur d'Enrico Berlinguer avait consisté à gérer l'héritage, sans apporter d'innovation. Le recul du 12 mai contraint aujourd'hui le secrétaire général du PCI à sortir de son attentisme.

PHILIPPE PONS.

(1) Le PCI a obtenu environ 31 % des suffrages, soit un recul d'au moins 2 points par rapport aux précédentes consultations.

URSS

Une petite fille et un principe

Elizabeth Gladiline, une petite Moscovite de cinq ans, pourra-t-elle jamais faire la connaissance de son père, l'écrivain Anatoli Gladiline, *réfugié en France depuis* 1976 et naturalisé français ? Le cas de la petite fille – qui figure sur la liste des demandes humanitaires périodiquement présentées aux autorités soviétiques par l'ambassade de France à Moscou – est *à la fois compliqué et fort simple* à régler. Compliqué, parce que l'enfant est née à Moscou en septembre 1979, après un voyage à Paris de sa mère, Irène Sourenkova. Reconnue par l'écrivain, Elizabeth a été naturalisée en même temps que lui, en 1982, et est donc titulaire d'une carte d'identité française. Mais les autorités soviétiques ont systématiquement refusé d'accorder à l'enfant et à sa mère des visas de sortie d'URSS, même lorsqu'une invitation leur a été adressée par une personne qui devrait pourtant *a priori inspirer* confiance, puisqu'il s'agit d'un membre de la présidence de l'Association France-URSS, le général Gambiez.

Les Soviétiques auraient pourtant tout à gagner s'ils laissaient l'enfant et sa mère – qui travaille comme dactylo à Moscou – se rendre en France, et renonçaient de cette manière à ce qui risque d'apparaître comme une piètre mesure de rétorsion à l'égard de l'écrivain, et un nouvel exemple du non-respect du principe du droit à la réunion des familles, dûment signé à Helsinki il y a dix ans.

A TRAVERS LE MONDE

Comores

● PRÈS D'UNE SOIXANTAINE D'ARRESTATIONS AURAIENT ÉTÉ OPÉRÉES. – La tentative de coup d'Etat aux Comores du 8 mars dernier, d'« *inspiration communiste* », a donné lieu à une soixantaine d'arrestations, a affirmé, dimanche 19 mai, à Paris, M. Missubah Saïd Ali, personnalité proche du président Ahmed Abdallah. M. Missubah a précisé que la tentative de putsch était le fait de « *certains éléments subalternes* » de la garde présidentielle, « *manipulés par des gens de l'extérieur qui se font passer pour le Front démocratique* (mouvement d'opposition) *qui n'est en fait qu'une couverture pour le mouvement communiste* ».

Ghana

● PLUSIEURS CONDAMNATIONS A MORT POUR DÉLIT ÉCONOMIQUE. – Quatre personnes, dont trois employés de la Banque commerciale du Ghana, ont été condamnées à mort, vendredi 17 mai, à Accra, pour avoir détourné une somme de 66,8 millions de cédis (1,26 million de dollars). Les condamnés, accusés de « *tentative de sabotage de l'économie* », sont MM. George Salami, homme d'affaires libanais, Kwame Osei, Augustus Owu et Walter Gadebe (ce dernier à été condamné par défaut). Les verdicts doivent être confirmés par le Conseil national de défense provisoire (CNDP) *(AFP)*.

Tunisie

● GRÈVE DE LA FAIM D'OUVRIERS LICENCIÉS. – Quelque soixante-dix employés d'une société de gardiennage de Gabès (Sud tunisien) observent, depuis jeudi 16 mai, une grève de la faim dans des locaux syndicaux de la ville, pour protester contre leur licenciement, a annoncé samedi 18 mai l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), qui souligne que six des grévistes ont dû être hospitalisés. La direction général de la SOGECAT, dont le siège est à Tunis, a confirmé que quarante employés temporaires avaient été licenciés pour « *grève illégale sans préavis* », le 8 mai, tout en démentant qu'une grève de la faim soit observée par ses employés à Gabès. – *(AFP.)*

Espagne

Les services secrets du ministère de l'intérieur sont accusés d'avoir espionné des formations politiques

De notre correspondant

Madrid. – Une brigade spéciale des services secrets qui dépend de M. Barrionuevo, ministre de l'intérieur, a-t-elle espionné, en 1983 et en 1984, certains partis politiques d'opposition, de droite comme de gauche ? Le plus important quotidien de Madrid, *El Pais*, l'affirme. Parmi les formations visées figurent le parti conservateur Alliance populaire et le Parti communiste.

Les dirigeants de l'Alliance populaire ont immédiatement déposé une plainte devant la justice, et ils ont porté l'affaire devant le Parlement. Ils ont rappelé que plusieurs dirigeants socialistes (dont le propre vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra) avaient exhibé durant les débats parlementaires des documents confidentiels de leur parti.

Le ministère de l'intérieur, qui n'a pas démenti les informations du journal, a suggéré que les policiers incriminés avaient pu agir de leur propre chef.

Ce n'est pas la première fois que cette brigade est mise en cause par la presse espagnole : en 1983 déjà, elle avait été accusée de pratiquer des écoutes téléphoniques illégales. Quant à M. Jesus Martinez Torres, qui dirige les services secrets du ministère, plusieurs témoignages d'opposants au franquisme l'accusent d'avoir pratiqué la torture à l'époque de la dictature, alors qu'il était le chef de la brigage régionale de Saragosse. M. Barrionuevo s'est, là aussi, contenté de réaffirmer sa confiance dans son subordonné.

Les déboires de M. Barrionuevo avec *El Pais* n'ont pas commencé avec cette ébauche de « Watergate » à l'espagnole. Le quotidien madrilène a, en effet, laissé entendre que le ministre de l'intérieur avait fait pression sur la justice dans l'affaire Santiago Brouard, le dirigeant de la coalition basque radicale Herri Batasuna assassiné en novembre 1984. Le procureur initialement chargé de l'affaire, M. Emilio Valerio, a été déchargé de ses fonctions en janvier 1985, après avoir orienté l'enquête vers certains services d'information de la police.

Mis en cause dans cette destitution, M. Barrionuevo avait porté plainte contre *El Pais*. Mais le procès ne semble pas se dérouler à son avantage, puisque l'un de ses collègues du gouvernement, M. Fernando Ledesma, ministre de la justice, a confirmé que M. Barrionuevo lui avait bien exprimé sa « *préoccupation* » quant aux recherches menées par M. Valerio... quelques jours avant que celui-ci ne soit relevé de ses fonctions par le procureur général du royaume.

L'attitude du ministère de l'intérieur face aux agissements de l'extrême droite au Pays basque doit, d'autre part, être débattue au Parlement. Après l'article du *Monde* faisant état de contacts possibles entre membres de l'organisation clandestine GAL (Groupe antiterroriste de libération) et certains services de la police espagnole, un député du parti nationaliste basque Euskadiko Esquerra, M. Juan Maria Bandres, a adressé une interpellation parlementaire à M. Barrionuevo sur cette question.

Le ministre de l'intérieur pouvait jusqu'ici faire état d'indéniables succès dans la lutte contre l'ETA militaire. Or, l'organisation séparatiste basque vient de démontrer qu'elle n'était pas aussi affaiblie qu'on l'affirmait à Madrid. En une semaine, elle vient de commettre quatre attentats, qui ont fait trois morts (dont deux membres des forces de l'ordre) et dix blessés. Le numéro deux du ministère de l'intérieur, M. Rafael Vera, en a conclu, sans convaincre tout le monde, que cette nouvelle offensive montrait que l'ETA « *était à l'agonie* ».

THIERRY MALINIAK.

AMÉRIQUES

Canada

A LA VEILLE DU VOYAGE EN FRANCE DU PREMIER MINISTRE QUÉBÉCOIS

Les pressions s'accentuent sur M. Lévesque pour le contraindre à démissionner

De notre correspondant

Montréal. – C'est un premier ministre en sursis que la France va recevoir à partir du mercredi 22 mai, premier jour de la visite officielle qu'entreprend le chef du gouvernement québécois, M. René Lévesque. Le mouvement de contestation contre M. Lévesque, entamé depuis le *« virage fédéraliste »*, qu'il a imposé en novembre au Parti québécois, a pris de l'ampleur au cours des derniers jours avec la publication dans la presse d'informations selon lesquelles plusieurs ministres et la majorité des membres de la direction du parti souhaiteraient sa démission *« dans les meilleurs délais »*.

Les amis politiques de M. Lévesque lui reprochent de *« ne plus être l'homme de la situation »*, au moment où les sondages donnent le Parti québécois largement perdant face au Parti libéral de M. Robert Bourassa (28 % contre 53 % des intentions de vote, selon le dernier sondage publié à la mi-avril). Venant de l'un des plus fidèles partisans du premier ministre, M. Bernard Landry, ministre des relations internationales et du commerce extérieur, la formule donne l'ampleur de l'inquiétude qui se fait jour. M. Landry a toutefois fait savoir qu'il n'avait pas l'intention de jouer le rôle de Brutus. *« Je n'irai pas*, a-t-il déclaré la semaine dernière, *mettre le poignard dans le dos ni bousculer l'homme pour lequel j'ai travaillé depuis vingt ans. »* Mais la rumeur veut que ces déclarations soient à l'origine d'une modification du programme de M. Landry qui, contrairement à ce qui était prévu, n'accompagnera pas le premier ministre dans son voyage à Paris.

Jusqu'à une date récente, M. Lévesque réagissait avec agacement et refusait de répondre aux questions des journalistes sur son avenir. La semaine dernière, il a reconnu qu'il avait songé *« plusieurs fois »* à démissionner au cours des derniers mois. Il a ajouté qu'il prendrait sa décision en temps utile.

Un vent de panique

Selon le premier ministre, la contestation dont il est l'objet est due à la *« panique »* qui s'est emparée du Parti québécois à la suite de la publication de sondages désastreux à quelques mois des élections. Il attribue l'impopularité de sa formation à l'usure du pouvoir – il dirige la province depuis novembre 1976, – tout en se disant convaincu que les électeurs préféreront une fois de plus le Parti québécois aux libéraux.

En fait, M. Lévesque sous-estime très largement la démoralisation des militants de son parti qui ont beaucoup de difficultés à se remettre de l'étrange parcours qu'il leur a imposé, passant en quelques mois d'un discours indépendantiste sans concession au *« beau risque »* du fédéralisme (*le Monde* daté 19-20 mai). Les militants, dont le nombre a baissé des deux tiers en cinq ans (trois cent mille à l'époque de la campagne pour le référendum sur la souveraineté-association, contre cent mille aujourd'hui), sont également déroutés par les constantes sautes d'humeur et l'irritabilité de leur chef. Ils sont de plus en plus nombreux à penser que M. Lévesque, à soixante-deux ans, a fait son temps et qu'il devrait se retirer de lui-même pour laisser la place à de plus jeunes, comme le ministre de la justice, M. Pierre-Marc Johnson ou encore M. Landry.

La curée

Mais M. Lévesque est un chef aussi redouté que respecté par ses troupes. Personne n'ose lui dire de partir de peur de s'attirer les foudres d'un homme qui peut être rancunier. Résultat : tout se fait sous le couvert de l'anonymat, ce qui contribue à alourdir le climat politique.

La presse participe à l'entreprise de démolition en publiant les confidences de ministres qui annoncent leur intention de démissionner si M. Lévesque ne se retire pas avant les élections. Les journaux montent en épingle tous les faux pas et tous les écarts de langage du premier ministre, dont ils appréciaient pourtant, il n'y a pas si longtemps, la spontanéité et les propos irrévérencieux.

L'influent quotidien montréalais *le Devoir* a pris la tête de cette campagne, en publiant des articles et des commentaires *impitoyables* à l'égard d'un homme qu'il avait contribué à faire élire en 1976. La presse anglophone des autres provinces participe également à la curée.

Le premier ministre a fini par réagir devant cette avalanche d'attaques. *« Il n'y a rien de plus dégradant, de plus avilissant*, a-t-il déclaré, *que ce genre d'hypocrisie qui consiste à parler sous le couvert de l'anonymat. Ça me donne envie de vomir. »* Un seul quotidien, *la Presse*, de Montréal, est venu au secours de M. Lévesque en publiant un commentaire dénonçant les *« moyens de chantage odieux »* de certains ministres et députés. *« On fait courir le bruit*, écrit ce journal, *que politiquement et même mentalement, M. Lévesque n'est plus apte à diriger les destinées du Québec. »*

Le premier ministre est pourtant parvenu à surprendre ses détracteurs au cours d'une remarquable émission télévisée, lorsqu'il a présenté, vendredi 18 mai, un *« projet d'accord constitutionnel »* qui sera négocié avec le gouvernement fédéral (1). Les retombées positives de cette *intervention pourraient être* de courte durée puisque M. Lévesque sera sans doute de nouveau sur la sellette le 3 juin. Quatre élections partielles auront lieu ce jour-là et il est à peu près certain que le Parti québécois les perdra toutes les quatre. Comme il a perdu les vingt-deux élections partielles des huit dernières années.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Ce projet, que M. Lévesque a rendu public vendredi, n'a pas encore été déposé à l'Assemblée nationale, contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions datées 19-20 mai.

Pérou

● *Recrudescence des attentats terroristes.* – Deux mille personnes ont été appréhendées dimanche 19 mai à Lima après une nouvelle vague d'attentats terroristes attribués aux guérilleros du Sentier lumineux par les autorités. La résidence de l'ambassadeur des États-Unis et aussi celles des représentants de l'URSS et de la Chine ont figuré parmi les cibles des commandos d'insurgés la semaine dernière (*le Monde* du 18 mai).

Une usine de papier a été incendiée samedi 18 mai et cinq ouvriers ont été blessés. Des bombes ont été lancées le même jour dans une galerie marchande et un restaurant de la capitale mais sans faire de victimes.

D'autre part, six paysans ont été tués dans un village andin lors d'un accrochage avec des guérilleros.

Enfin, selon une information non confirmée par les autorités, un violent affrontement aurait eu lieu samedi entre l'armée et un groupe d'insurgés du Sentier dans le département de Trujillo, dans le nord du pays. – *(Reuter, AP.)*

Etats-Unis

Les Américains souhaitent utiliser l'île de Pâques pour leur navette spatiale

Le projet de la NASA suscite de vives réserves au Chili

Santiago-du-Chili *(AFP.)*. – Le souhait exprimé par la NASA (Agence aéronautique et spatiale américaine) de pouvoir utiliser l'île de Pâques – île du Pacifique-Sud célèbre pour ses mystérieuses statues de pierre – pour un éventuel atterrissage d'urgence de ses navettes spatiales a déclenché une polémique au Chili, les milieux écologistes et certains secteurs politiques ne cachant pas leur hostilité à ce projet.

La demande de la NASA, sur laquelle les autorités chiliennes ne se sont pas encore officiellement prononcées, entre dans le cadre des contacts que l'Agence *spatiale américaine a établis* avec divers pays du Pacifique pour trouver des aéroports dits de « dégagement » en cas de difficultés de la navette. Selon des informations non-officielles, la NASA emploierait sur place quelque 500 techniciens et experts, soit l'équivalent du quart de la population actuelle de l'île.

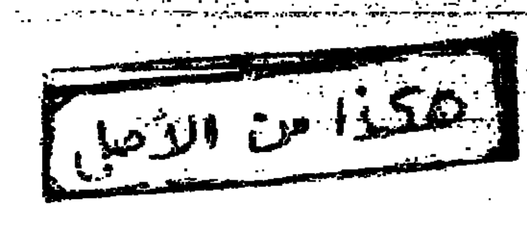
Située dans le Pacifique-Sud, à environ 3 000 kilomètres des côtes chiliennes, cette île, d'une superficie de 180 kilomètres carrés appartient au Chili depuis 1888. Le projet de la NASA prévoit de porter la longueur de la piste de l'aéroport de Matayeri de 2 900 à 3 353 mètres. Les travaux seraient entièrement financés par Washington.

L'Armée de l'Air (FACH), par l'intermédiaire de son directeur des opérations, le général Ramon Vega Hidalgo, s'est montré nettement favorable à ce projet. Il l'a qualifié de *« très positif »* et *« hautement profitable pour l'infrastructure aéronautique de l'île ainsi que pour son développement touristique et économique »*.

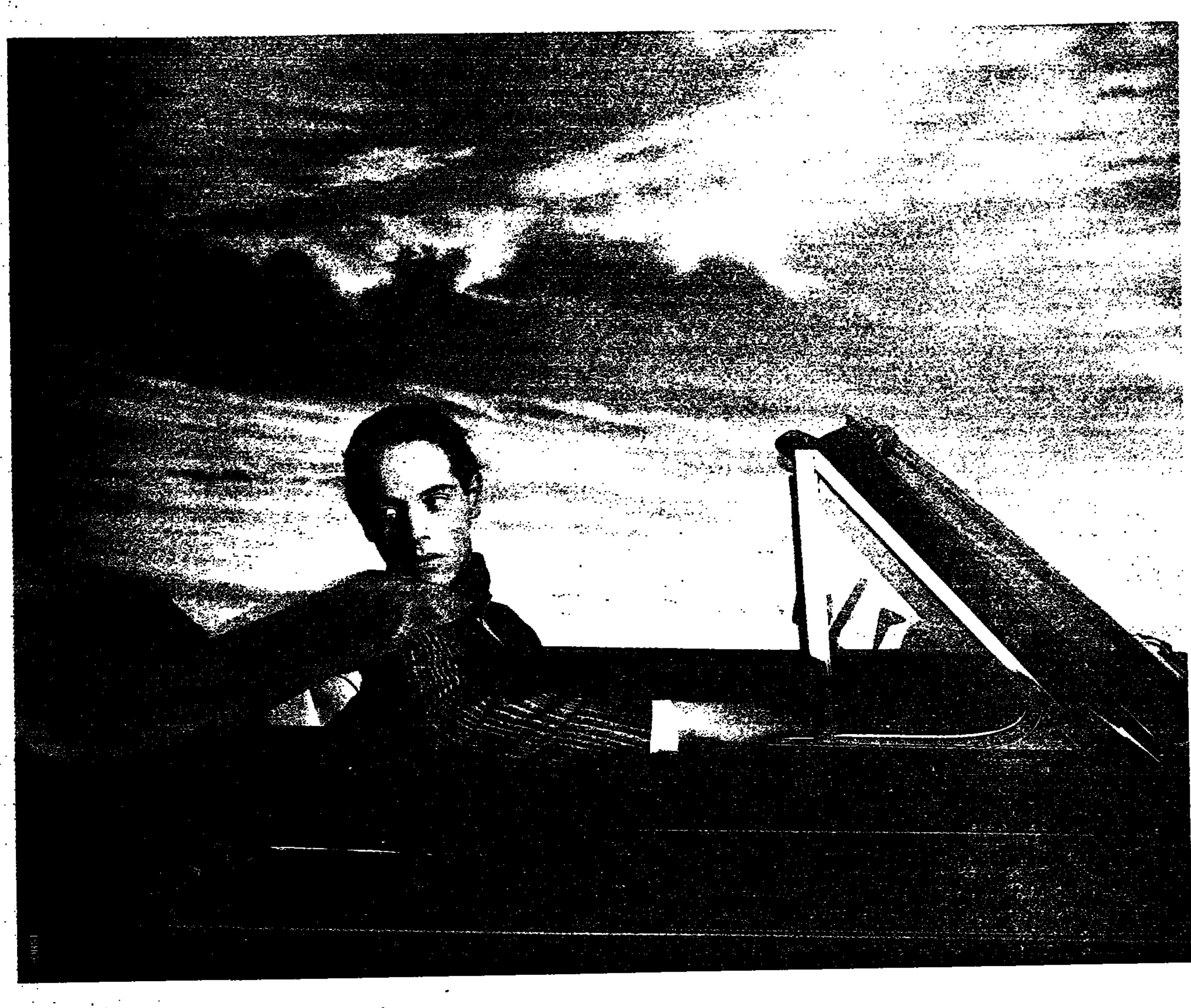
Toutefois, ce point de vue, ne fait pas l'unanimité au Chili, pour des raisons tant politiques qu'écologiques. Bien que le général Vega ait souligné qu'il s'agirait d'un accord *« nettement civil »*, et donc sans aucune implication militaire, M. Radomiro Tomic, dirigeant du Parti démocrate-chrétien chilien et ancien ambassadeur à Washington, estime, que le Chili se retrouverait alors en première ligne en cas de conflit atomique entre l'Est et l'Ouest. En effet, explique-t-il, les systèmes de guidage de la navette pourraient facilement être utilisés à des fins militaires, ce qui ferait de l'île une cible prioritaire des missiles soviétiques.

Pour leur part, les écologistes n'hésitent pas à parler de *« crime culturel »*. Selon eux, les travaux d'extension de la piste auraient de graves conséquences sur l'environnement et l'écologie, et entraîneraient d'importants dégâts pour le patrimoine archéologique du territoire. L'île, classée par l'UNESCO patrimoine de l'humanité, a été *définie par des archéologues et des ethnologues* comme *« le plus passionnant musée à l'air libre du monde »*, en raison de la fabuleuse richesse de sa faune et de sa flore. Ce territoire volcanique conserve les vestiges d'une civilisation mystérieuse.

● *Augmentation du nombre des attentats à la bombe.* – Le nombre d'attentats à la bombe commis aux Etats-unis en 1983 a augmenté de 17 % par raport à l'année-précédente, mais le nombre des victimes a diminué de 50 % pendant la même période, révèle une étude du FBI rendue publique samedi 18 mai. La police fédérale américaine a recensé 803 explosions ou mises à feu d'engins explosifs en 1984, contre 687 en 1983. Selon les autorités judiciaires, treize seulement de ces actes peuvent être attribués avec certitude à des mouvements terroristes, contre 22 en 1983. Selon l'étude du FBI, les attentats de 1984 ont coûté la vie à six personnes, contre douze en 1983. – *(AFP.)*



هكذا من الأصل



politique

DES IMMIGRÉS AU CONSEIL MUNICIPAL

Le test de Mons-en-Barœul

De notre envoyé spécial

Mons-en-Barœul (Nord). – M. Marc Wolf a gagné son pari : ni la pluie matinale ni une manifestation du Front national devant la mairie n'ont empêché les étrangers de sa commune d'aller élire, dimanche 19 mai, trois représentants au conseil municipal. Ravi, le maire socialiste de Mons-en-Barœul constate que 427 personnes ont voté, soit 86,4 % des inscrits qui représentent eux-mêmes les deux tiers des électeurs potentiels. Les trois élus – M. Abdelaziz Arezki (Algérie), M. Aziz Fakhreddine (Maroc) et M. Pierre-Nhunh Thepkaisone (Laos) – siègeront au conseil municipal sans droit de vote, dès le mois prochain. Ils seront assistés de seize délégués, dont deux femmes, également élus le 19 mai et appartenant à huit nationalités différentes.

Jamais électeurs n'auront été aussi entourés. Ces « demi-citoyens » endimanchés voyaient la porte de l'hôtel de ville s'ouvrir devant eux avec des sourires. La première adjointe au maire leur expliquait en détail les règles du vote. Des micros se tendaient sur leur passage, des caméras guettaient leur entrée dans l'isoloir. Ils n'y pénétraient d'ailleurs pas toujours seuls, les illettrés pouvant être accompagnés d'un membre de leur famille. Mais beaucoup avaient pris soin de remplir leur bulletin de vote à domicile, avant de venir. Cela n'a pas empêché 32 bulletins d'être déclarés nuls.

Parfaitement sereins, une cinquantaine d'électeurs se sont rendus aux urnes entre 11 heures et 11 h 30, ignorant la bataille qui se livrait devant la mairie. Si le Front national, drapé de tricolore, n'avait réuni que 250 sympathisants derrière son secrétaire général, M. Jean-Pierre Stirbois, il y avait autant de monde en face de lui : des jeunes, Français et Maghrébins, proches de l'extrême-gauche, qui hurlaient des slogans en tapant dans les mains. *La Marseillaise* de M. Stirbois fut aussitôt couverte par un interminable « Français-immigrés, égalité des droits », suivi d'un aussi bruvant « Le Pen fasciste, raciste et assassin ». *Un peu désemparés*, les militants du Front national répondirent par un « Vive Le Pen » et deux ou trois *Marseillais* » avortées, tandis qu'en face, résonnaient les fausses notes d'une *Internationale* écorchée. A 11 h 30, M. Stirbois et ses amis repliaient leurs drapeaux, sous les sifflets de contre-manifestants qui dénonçaient *« la mascarade électorale de Mons-en-Barœul »* et réclamaient *« des élus avec voix délibérative »*...

Un vide-ordures dans l'entrée

Les maires des communes voisines ne semblent pas être pressés d'imiter M. Wolf. Plusieurs d'entre eux espéraient secrètement que l'élection serait un échec, bon prétexte pour ne pas suivre cet exemple. Electoralement parlant, en effet, l'attribution d'un droit politique aux immigrés peut coûter cher. M. Wolf se permet-il ce luxe parce qu'il n'envisage pas de briguer un troisième mandat de maire en 1989 ? L'explication, un peu courte, ignore les trois atouts de ce franc-tireur de gauche : des convictions bien ancrées, une détermination à toute épreuve et le don de créer l'événement en s'appuyant sur les médias. Ce qui fait dire à un observateur de sa commune : *« à partir d'un non-événement local, Marc Wolf a réussi à créer un événement national »*.

Non-événement local ? Peut-être, au départ. Mais, à force d'en entendre parler, les Monsois se sont pris au jeu, surtout les résidents étrangers. Leurs trois élus seront sans doute de bons élèves au conseil municipal. On ne pense pas qu'ils y exerceront une grande influence. Mais à travers eux, les 2 000 étrangers de Mons (7,6 % de la population) pourront s'exprimer et se défendre. Car ils sont au cœur des problèmes de cette commune, *« sinistrée par le béton »* selon l'expression du maire.

Deux Mons-en-Barœul se tournent le dos : l'ancienne ville, petite-bourgeoise, enfermée dans des maisons de brique sombre, et la ZUP, née dans les années 60, où s'entasse la plupart des habitants. Aucun espace n'a été prévu pour des bureaux, et il n'y a plus un mètre carré disponible. Cette ville-dortoir compte aujourd'hui 1 200 chômeurs.

Le décor est trompeur. Espaces verts et larges avenues, séparant de grands cubes de béton dressés ou couchés, donnent une impression d'aération. En fait, la densité de la population est considérable. On a superposé tous les grands appartements dans quelques blocs qui sont donc remplis de familles nombreuses. Et, à Mons comme ailleurs, les familles les plus nombreuses sont maghrébines.

Trente délinquants sèment la peur

Certaines entrées d'immeubles, que les régisseurs appellent *« les entrées sacrifiées »*, comportent bizarrement un vide-ordures à côté des boîtes aux lettres. Des papiers gras traînent dans des ascenseurs *déglingués*, aux *parois* souillées d'urine. Plus d'accès aux caves : des matelas pourris et toutes sortes d'objets obstruent la cage d'escalier.

Beaucoup d'enfants vivent au pied des immeubles, à partir de sept ou huit ans, explique M. Didier Roussel, éducateur de rue. Ils se constituent en bandes rivales et s'arrachent les garages à vélos. N., âgé de douze ans, circulait vendredi dernier dans la ZUP avec un couteau à cran d'arrêt et une petite bombe lacrymogène de défense. Il n'est sans doute pas le seul...

Le vandalisme (boîtes aux lettres arrachées, vitres et tubes de néon brisés) est un sujet inépuisable de conversation. Mais la véritable délinquance à Mons est incarnée par une trentaine de Maghrébins de dix-huit à vingt-deux ans. Chômeurs, ne cherchant pas de travail, ils vivent de vols et d'un trafic intermittent de drogue. Plusieurs d'entre eux font des séjours à la prison de Loos. Aussitôt libérés, ils s'installent dans la ZUP chez des femmes seules, à demi prostituées et recommencent leurs activités. A eux trente, ces délinquants suscitent plus de racisme à Mons que toutes les familles maghrébines réunies.

« Pourquoi faire voter les étrangers ? demande M. Francis Peltier (CDS) chef de l'opposition au conseil municipal. *Le problème ne se posait pas. A Mons, il n'y a qu'un problème de délinquance et d'emploi. »* Même son de cloche chez M. Jean-Louis Vanachter, conseiller RPR : *« J'ai des copains immigrés. On se voit dans les associations ou au café. Pourquoi voulez-vous qu'ils viennent me répéter de manière solennelle au conseil municipal ce qu'ils m'ont dit plus franchement en privé ? »*

Les tracts des deux partis d'opposition sont beaucoup moins nuancés. Le CDS regrette qu'on accorde *« à des élus étrangers plus de droits que de devoirs »* et le RPR demande : *« Est-ce du racisme de dire que certains étrangers n'aiment ni notre pays, ni notre façon de vivre, ni nos lois ? Est-ce du racisme de dénoncer une manœuvre visant à contourner la loi ? »*

Le maire hausse les épaules : *« S'il ne fallait faire que ce qui est expressément prévu par la loi, quelle tristesse pour la démocratie et pour la vie locale ! Vous verrez,* ajoute-t-il, *l'intégration des immigrés sera une évidence dans quelques années, comme le suffrage universel qui fit longtemps scandale avant de devenir une banalité. »*

Le mandat des trois représentants étrangers s'achèvera avec celui de M. Wolf en 1989. Et ensuite ? Si M. Peltier (CDS), emporte alors la mairie, il supprimera les trois sièges. Plus prudent, M. Vanachter (RPR) affirme qu'il jugera l'arbre à ses fruits et tiendra compte du contexte national. D'ici là...

ROBERT SOLÉ.

LES TROIS ÉLUS

M. Abdelaziz Arezki (Algérie), âgé de vingt-huit ans, vit en France depuis 1977. Ses deux grands- pères sont morts à Verdun. Ce célibataire, préparant un BTS d'informatique, réclame notamment la création d'un service d'accueil des immigrés à la mairie.

M. Aziz Fakhreddine (Maroc), âgé de trente ans, est arrivé en france en 1976. Etudiant en sciences de l'éducation, donnant des cours d'arabe à la MJC de Mons, il réclamera au conseil municipal un lieu de prière pour les musulmans et une salle, à l'écart des habitations, pour y tuer le mouton rituel.

M. Pierre-Nhunh Thepkaisone (Laos), âgé de trente-six ans, réside en France depuis 1977. Marié, père de quatre enfants, il exerce la profession de tourneur. Ce militant catholique a créé un groupe de danse folklorique à Mons et veut *« aider les personnes âgées de toutes les nationalités à se rencontrer »*. M. Thepkaisone est naturalisé français (les bi-nationaux pouvaient être candidats mais non électeurs).

Les réactions politiques

● *M. JEAN-MARIE LE PEN*, président du Front national, a déclaré lors de l'émission « Midi-Presse » sur TF 1, dimanche 19 mai : *« De toute évidence, la gauche n'espère plus sa victoire que dans le renfort des bataillons étrangers. »*

« L'initiative de M. Wolf (maire PS de Mons-en-Barœul) *n'est pas aussi innocente qu'il y paraît. Elle recoupe, en quelque sorte, la position de principe exprimée par le président de la République relativement au vote des immigrés dans les élections locales. C'est ce qu'on appelle la technique du voleur chinois, qui chaque jour déplace de quelques centimètres l'objet à voler, jusqu'au moment, où, l'œil s'étant habitué progressivement à sa disparition, il peut subrepticement le faire disparaître.*

« Ce qui a motivé notre manifestation, c'est la gravité du processus que semble vouloir engager la gauche – et les socialistes en particulier – d'intégration de la population immigrée à son potentiel électoral. La participation éventuelle des immigrés aux élections municipales, présentée comme quelque chose qui ne serait pas très grave, serait en fait la plus grave, en raison du mode de scrutin majoritaire en vigueur pour ces élections, qui reviendrait à permettre aux étrangers d'arbitrer l'élection municipale. »

M. Le Pen a, par ailleurs, indiqué qu'il était favorable à l'expulsion de France de *« plusieurs centaines de milliers »* d'étrangers, *« d'abord les immigrés illégaux, ensuite ceux qui sont actuellement chômeurs ou délinquants »*. Il s'est prononcé pour un *« contrôle aux frontières »*. *« On le fait bien pour les carottes ou les cochons »*, a-t-il ajouté.

● *M. DIDIER BARIANI*, ancien député, membre du bureau politique de l'UDF chargé des questions d'immigration, maire du vingtième arrondissement de Paris, estime que *« l'expérience de Mons-en-Barœul n'est ni fortuite ni innocente. Elle s'inscrit dans la suite de la déclaration du chef de l'Etat sur le droit de vote des immigrés il y a moins d'un mois ; elle en est le prolongement voulu et organisé par l'Elysée. Elle n'est pas innocente car elle constitue le premier maillon d'une politique délibérée pour forcer la main aux Français et banaliser progressivement la participation des immigrés aux élections politiques en France.*

« Le droit de vote est lié à la citoyenneté française. Ni pour le présent ni pour l'avenir, il ne saurait en être autrement. L'opposition doit désormais défendre farouchement les Français contre ces atteintes à l'identité nationale. »

● *M. PIERRE JOXE*, ministre de l'intérieur, a estimé que cette élection était *« un élément positif de démocratie »*. Au « Forum de RMC », le ministre a rappelé que cette élection n'avait *« rien d'inconstitutionnel puisque les trois élus ne disposeraient que d'un pouvoir consultatif »*.

Toutefois, M. Joxe a indiqué : *« La France ne pouvait accueillir indéfiniment de fortes populations étrangères. Il faut que les frontières soient un peu plus fermées pour que les étrangers qui demeurent en France voient leurs conditions de vie s'améliorer sensiblement. »*

● *Mme GEORGINA DUFOIX*, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et porte-parole du gouvernement, a déclaré devant le Mouvement des jeunes socialistes : *« Un scrutin ouvert aux immigrés n'est pas possible aujourd'hui dans toutes les communes de France. Il faut faire en sorte que l'intégration se fasse au fil du temps. Ce n'est pas facile, mais toutes les initiatives qui la favorisent me semblent bonnes. Mais on ne peut pas la faire si l'ensemble de la population ne le comprend pas. »* Mme Dufoix a conclu : *« Les immigrés sont une chance pour la France. C'est à nous d'en convaincre le pays. »*

● *M. BERTRAND DELANOË*, député de Paris, membre du secrétariat national du PS, a déclaré dimanche 19 mai au « Club de la presse » d'Europe 1 : *« Nous sommes dans une société multiraciale, assumons-la. (...). Si l'on veut bâtir ensemble l'histoire de demain, alors je suis favorable à ce que l'on accélère, facilite, les processus de naturalisation. (...). Quant au droit de vote pour les immigrés, je souhaiterais qu'on se préoccupe d'abord de convaincre et après de décider. »*

● *M. CLAUDE CHEYSSON*, ancien ministre des relations extérieures, commissaire européen, a déclaré, dimanche 19 mai au « Grand Jury RTL - *le Monde* » : *« Je suis convaincu qu'un jour, au niveau local, ceux qui sont là depuis un certain temps, qui sont intégrés dans la collectivité locale, auront là des droits de citoyen. Qu'une tentative soit faite dans une commune où cela est accepté, je m'en réjouis et j'espère que ce n'est pas du folklore mais que c'est le début d'une évolution des esprits. »*

● *Veillée antiraciste.* – Une veillée antiraciste est organisée mercredi 22 mai, à partir de 20 h 30, à la salle Saint-Bruno (9, rue Saint-Bruno, Paris 18e) par Radio Soleil Goutte-d'Or, à l'occasion du procès en diffamation qui lui est intenté par le Front national et M. Jean-Marie Le Pen. Participeront notamment à cette veillée poétique et musicale : Tahar Ben Jelloun, Claude Bourdet, François Chatelet, Harlem Désir et Claude Mauriac.

LE PCF RÉUNIT SON COMITÉ CENTRAL

Les socialistes sont accusés de « capitulation »

Le comité central du Parti communiste, réuni le lundi 20 mai et le mardi 21 mai, fait, sur le rapport de Mme Gisèle Moreau, membre du secrétariat, *« le point de la situation politique et de l'activité des communistes »*. Les responsables du PCF vont dresser, à cette occasion, un état de la mobilisation de leur parti. Pour ce qui est de la situation politique, M. Roland Leroy, membre du bureau politique, l'a résumée à grands traits dans son éditorial de *l'Humanité Dimanche* (daté 19 mai).

« Nous ne considérons pas, écrit M. Leroy, *la victoire de la droite comme inévitable (...). Nous estimons qu'une autre politique est possible. La France n'est pas inexorablement condamnée à supporter la crise, accepter le chômage, s'installer dans l'austérité. Une telle politique – faite par le PS aujourd'hui ou par la droite après 1986 – n'est pas fatale. »* Tel est le langage que tiennent les communistes au moment où la direction du Parti socialiste, récusant toute perspective d'alliance à droite, se déclare prête à retourner dans l'opposition en 1986.

Cette attitude du PS est *« un véritable abandon des engagements, une capitulation »*, a déclaré M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du PCF, le samedi 18 mai, à Cahors. Il ne reste donc aux électeurs de gauche, s'ils ne veulent pas le retour de la droite au pouvoir, qu'à renforcer le PCF pour obliger le PS à gouverner et à faire une politique de gauche.

Echange de bons procédés

La perspective est-elle vraisemblable ? Les communistes auront du mal à le faire croire. Les socialistes, toutefois, ne peuvent laisser sans réplique l'argument du PCF. Leur réponse est double. En premier lieu, M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS, a fait observer, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1, que l'affaiblissement électoral de la gauche est imputable au PCF. En d'autres termes, si les socialistes envisagent d'être contraints d'abandonner le gouvernement à la droite l'an prochain, les communistes ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

En second lieu, M. Lionel Jospin veut croire que le PCF est obligé, pour conserver une crédibilité auprès d'une part de son électorat, de se déclarer prêt à s'allier de nouveau avec le PS. Conclusion du premier secrétaire du PS : il est possible d'*« amener le Parti communiste à agir politiquement avec le Parti socialiste* [en 1986] *s'il y était contraint comme il l'a déjà été. »* C'est une sorte d'échange de bons procédés. Les communistes veulent conserver l'image d'un parti capable de gouverner, les socialistes celle du parti de l'union. On pourrait s'entendre pour faire un bout de pré-campagne ensemble.

Les communistes, cependant y voient un piège. Il n'est pas question pour eux de faire de nouveau, dans leur électorat, la courte échelle à un PS en quête d'une légitimité « de gauche » rénovée. Aussi *l'Humanité* dénonce-t-elle, lundi, les propos de M. Jospin comme une *« confirmation »* de l'orientation fondamentale du PS, tendant à affaiblir le PCF en l'obligeant à soutenir une politique qui n'est pas la sienne. Voilà les communistes de nouveau pris dans leurs contradictions.

un parti dont l'électorat se situe autour de 11 %-12 % des voix peut-il prétendre imposer sa politique à la coalition dans laquelle il envisage d'entrer ? Peut-il demander à celui dont il accepterait d'être l'allié de commencer par adopter son propre programme ? Il ne reste pas grand chose de la déclarations de candidature au gouvernement, formulée par le PCF, dès lors que le partenaire désigné est, dans le même temps, sommé de se renier.

Il ne reste, plus exactement, qu'un risque : que le partenaire en question voie dans l'avance qui lui est faite un hommage dont il pourra tirer le bénéfice.

P. J.

L'humour de « Gauche »

« Tonton, pourquoi tu tousses ? » : c'est le titre d'une bande dessinée publiée par la revue *Gauche* dans son numéro 5 du mois de mai, en illustration d'une enquête sur le *« front de classe »* (rassemblement de classes et de couches sociales), notion inventée et théorisée par M. Jean Poperen.

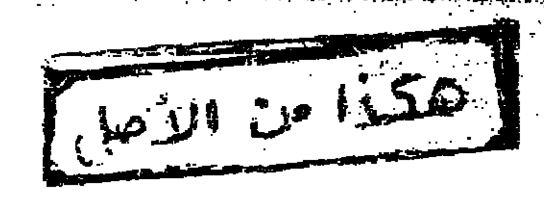
Deux « reporters » jeunes et beaux débattent doctement d'une définition (classique) du socialisme, tout en faisant l'amour (avec un égal classicisme), puis mènent derechef une enquête approfondie. Ils rencontrent, dans l'ordre, le colonel Popinambourg (Jean Poperen), le grand chef Jospoing, le rocker Achèvement, le vamp Micheline Tocard, le chauffeur de poids lourd Ramauroigrobus, l'astronome Radius et Bérégrosmoy.

La ballade est autocritique, cruelle et d'une féroce impertinence. Ainsi, après avoir devisé avec l'astronome Radius – *« parlons franc »*, dit-il dans son habit de Pierrot lunaire – afin d'obtenir quelques lumières sur le *« rassemblement populaire »*, les reporters jeunes et beaux s'interrogent en aparté : *« Mais que disent les socialistes sur le même sujet ? »* Intellectuel, non ?

Faire de l'humour sur soi-même est un exercice périlleux, hilarant lorsqu'il est réussi, exceptionnel en tout cas lorsqu'il s'agit de politique. La revue *Gauche* – dont le comité de rédaction est composé de socialistes militants – a pris un risque. Sa production dessinée tombe parfois dans la grosse farce à usage de quelques initiés. Qu'elle persiste sans y retomber, et ce sera gagné !

J.-Y. L.

★ Gauche, nº 5, 10, rue de Bellechasse 75007 Paris - 35 F.



Propos et débats

M. Delanoë : « assez fort »

Invité du Club de la presse d'Europe I, M. Bertrand Delanoë, membre du secrétariat national du PS, a estimé que tous les partis politiques « ont un problème de stratégie gouvernementale » *pour l'après-1986. Le PCF* « ne veut pas l'échec en 1986, mais il ne veut personne d'autre avec lui. Est-ce avec ses 11 % qu'il prétend gouverner ? ». *Quant à M. Barre – dont M. Delanoë a dénoncé la* « conception égocentrique des institutions », *– il a* « annoncé que lui et ses amis censureraient un gouvernement RPR-UDF ».

Le PS, selon lui, « est le mieux placé pour que la coalition gouvernementale s'organise autour de lui ». *Son objectif* « est d'être assez fort pour que rien ne soit possible sans lui, et qu'il dirige les affaires de la France. Si certains veulent avec nous diriger les affaires de la France sur notre programme, sur nos idées (...), nous sommes très ouverts ».

M. Jospin : « les portes ouvertes »

M. Lionel Jospin a déclaré, dimanche 19 mai à Pau, à propos de l'éditorial de Georges Marchais publié par l'Humanité *du mercredi 15 mai :* « S'il paraissait très anti-unitaire dans le ton, il laissait pour l'avenir, y compris pour 1986, toutes les portes ouvertes. Y compris celles qui pourraient amener le Parti communiste à agir politiquement avec le Parti socialiste s'il y était contraint comme il l'a déjà été. Il y serait contraint non par nous, mais par la situation politique et par ses militants. »

M. Jospin a d'autre part reproché au PCF « de ne pas occuper toute sa place à gauche ». « Si le PC ne s'était pas effondré aux cantonales, la situation générale de la gauche serait différente : seuls les responsables du PC sont responsables de sa chute », *a-t-il conclu.*

M. Joxe : « continuer »

M. Piere Joxe, ministre de l'intérieur, a déclaré dimanche 19 mai au « Forum » de RMC : « Le Parti socialiste a toutes les raisons de penser qu'il pourra convaincre un très grand nombre de Français de le soutenir, lui ou les autres forces de gauche ou les autres forces de progrès, pour continuer ce que nous avons entrepris. »

M. Joxe a d'autre part lancé un défi à M. Chirac, lui demandant de venir débattre à l'Assemblée nationale du terrorisme, question sur laquelle M. Chirac, selon M. Joxe, tient des propos « irresponsables ».

M. Michel Noir : le massacre

M. Michel Noir, député RPR du Rhône, s'adresse dans sa « lettre politique » mensuelle du 5 mai aux leaders de l'opposition, et plus spécialement, sans le nommer, à M. Barre. Il écrit : « Alors que, pour contrer les manœuvres du prix Nobel des combinaisons qu'est François Mitterrand, l'exigence suprême était de réaliser l'union de l'opposition, celle-ci replonge dans les affres de la division.

Ouvrir cette fausse et lamentable querelle de la cohabitation était en effet le plus beau cadeau à faire aux socialistes. Certains n'ont pourtant pas hésité. Les électeurs ne comprennent pas, ou plutôt sentent bien que si certains jouent les diviseurs aujourd'hui, c'est parce qu'ils se moquent éperdument de la victoire de 86, tant ils sont obsédés par d'autres échéances. Les électeurs de l'opposition disent : « Arrêtons le massacre, gagnez 86, on verra après. La meilleure façon de perdre 88 serait de perdre 86. »

NOUVELLE CALÉDONIE

Radicalisation des extrémistes canaques

Le Front uni de libération kanak (FULK), représentant 5 à 10 % des membres du FNLKS dont il est une des sept composantes, réuni en congrès à *Tibarama, sur la côte est* de la Nouvelle Calédonie, a rejeté, dimanche 19 mai, le plan du gouvernement français *« dans sa totalité ».*

M. Yann Céléné Uregueï, secrétaire général du FULK, a indiqué qu'en conséquence son mouvement *avait décidé* de ne pas participer aux prochaines élections régionales prévues pour le mois d'août. *« Accepter le plan Fabius, c'est remettre en cause les acquis et tomber dans un piège tendu. C'est un cadeau empoisonné qui va déboucher fatalement sur la négation de l'indépendance kanak socialiste »*, a-t-il affirmé. Pour sa part, l'Union calédonienne de M. Tjibaou, principale composante du FNLKS, s'était déclarée le 11 mai favorable au projet du gouvernement français et à la participation aux prochaines élections régionales.

Par ailleurs, des incidents ont eu lieu sur l'île de Lifou, dans l'archipel des Loyauté. M. Cesar Quénéguëi, président-directeur général d'Air Calédonie et conseiller technique du gouvernement *territorial*, a été bloqué par un barrage tenu par des indépendantistes, alors qu'il s'apprêtait à quitter l'île. Libéré par l'intervention de deux pelotons de gendarmes, il a regagné sa résidence dans la tribu de Hapétra. Selon M. Wamo, ministre de la jeunesse et de sports du gouvernement territorial (RPCR), *tous les membres du* gouvernement de M. Ukeiwé sont frappés d'une interdiction de séjour par le FLNKS sur l'île de Lifou.

Le 23 févier dernier, l'avion qui transportait M. Ukeiwé, lui-même originaire de Lifou, avait été empêché d'attérrir sur cette île par des militants du FLNKS occupant la piste.

● *Une élection cantonale annulée dans l'Indre.* – Le tribunal administratif de Limoges a annulé l'élection de M. Louet, RPR, dans le canton d'Ecueillé (Indre).

Au second tour du scrutin des 10 et 17 mars dernier, une voix seulement séparait les deux candidats restant en lice : M. Louet l'avait emporté avec 1 582 voix contre 1 581 voix à M. Renault, PS, député et conseiller général sortant.

AU COURS D'UN COLLOQUE SUR LES INÉGALITÉS

Des élus et des acteurs sociaux de gauche demandent l'institution d'un revenu minimum garanti

La lutte contre les inégalités sociales étant la principale raisons d'être de la gauche, la réaffirmation de son identité, à moins d'un an des élections législatives, passe par l'examen du bilan de son action, au pouvoir, dans ce domaine.

C'est à cet examen que se sont consacrés, pendant deux jours, les 18 et 19 mai, les participants à un colloque organisé, à Paris, sur l'initiative du courant AGIRS (néo-rocardien) du PS et de l'ancienne direction du PSU. Le Mouvement des radicaux de gauche, les Verts, des élus de toutes tendances du Parti socialiste, des responsables du mouvement associatif et de la CFDT ont répondu à l'invitation des organisateurs (*le Monde* du 10 mai).

Entre trois cents et quatre cents personnes ont participé aux débats, en commission, samedi, puis, dimanche, au cours d'une séance plénière destinée à « interpeller » le gouvernement et à entendre ses réponses. Des trois ministres espérés, seule Mme Huguette Bouchardeau (environnement) était présente. Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, était représentée par un membre de son cabinet, de même que M. Pierre Joxe (intérieur et décentralisation).

D'autres membres du gouvernement avaient annoncé qu'ils se feraient représenter, ce qui a été le cas de MM. Robert Badinter (justice) et Jean-Pierre Chevènement (éducation nationale), mais le siège du représentant de M. Michel Delebarre (travail, emploi et formation professionnelle) est resté vide.

La confrontation et le dialogue proposés n'ont donc pas vraiment eu lieu, encore que le représentant de Mme Dufoix ait annoncé que son ministre souhaite s'entretenir, dans les prochains jours, avec les organisateurs du colloque.

L'environnement n'étant pas le domaine de l'action gouvernementale le plus exposé à d'éventuelles critiques sur les inégalités, Mme Bouchardeau a surtout saisi l'occasion qui lui était offerte de faire valoir son point de vue sur les perspectives que la gauche devra proposer au choix des électeurs.

« La gauche ne peut pas se passer d'un projet politique sur le chômage », a dit l'ancienne secrétaire nationale du PSU. Pour Mme Bouchardeau, le gouvernement fait, en matière économique, *« ce que tout gouvernement devrait faire ».* La gauche n'est pas, à cet égard, sans mérite, mais ce n'est pas sur ce terrain qu'elle peut le plus sûrement se différencier de ses adversaires et rassembler ses partisans. *« Quand on fait des projets et qu'on pense aux échéances électorales, je voudrais bien qu'on arrête de proclamer qu'on est de gauche simplement pour gérer la clientèle de gauche »*, a lancé le ministre de l'environnement.

Le « social » résiduel

Le « projet » que propose Mme Bouchardeau est, donc, celui de la *« réduction aménagée »* de la *durée du travail, c'est-à-dire du partage* de l'emploi, bien au-delà de la *« péripétie malheureuse »* du passage aux trente-neuf heures hebdomadaires. Il faut admettre, selon Mme Bouchardeau, qu'il existe *« deux types d'économie et de travaux »* – un secteur industriel compétitif et un secteur d'utilité sociale, *qui devrait être élargi* –, mais il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il doive exister *« deux catégories de travailleurs ».*

Les mêmes pourraient, successivement ou alternativement, dans leur vie de travail, prendre part à l'un et l'autre secteur, celui qui se situe *« hors compétitivité »* devant assurer une *« rémunération minimum ».*

L'attention du colloque s'est portée aussi sur la fiscalité, sur le sécurité et la justice, sur l'enseignement, sur la protection et l'action sociale et sur l'urbanisme. Rendant compte des travaux de la commission « social », M. Patrick-Yves Mathieu (MRG) a observé que l'on est passé d'*une époque où, à gauche, « le social était conçu indépendemment de l'économique »* à une période où *« il semble par trop résiduel »* et où il ne fait plus l'objet d'un discours spécifique. Il y aurait pourtant matière à un tel discours, a souligné M. Mathieu, discours qui porterait moins sur l'aspect quantitatif de la protection que sur la nature des prestations, leurs modalités d'attribution et leur *efficacité*, compte tenu de la modification du *« paysage du social »* par le contexte économique et par la décentralisation.

Au nom des participants, M. Mathieu a exprimé le regret de l'abandon de la cotisation fiscale de 1 %, qui avait , a-t-il dit, une *« valeur pédagogique ».* M. Pierre Uri et la plupart des participants à la commission sur la fiscalité ont, de même, manifesté leur désaccord avec la baisse des prélèvements obligatoires, principalement celle de l'impôt sur le revenu, qui tourne le dos au caractère redistributif de cet impôt et tend à transférer la charge sur les impôts indirects, défavorables aux bas et moyens revenus.

L'opinion, émise par un participant, selon laquelle la gauche, non seulement n'a pas réduit les inégalités, mais les a aggravées en laissant le chômage s'accroître et les partenaires sociaux en réduire l'indemnisation, ne paraît pas refléter le jugement moyen des participants au colloque, mais la déception n'en est pas moins évidente. *« Parlons, non de ce qui n'a pas été fait, mais de ce qui peut l'être encore »*, a recommandé M. Uri, voulant faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Ainsi les organisateurs du colloque vont-ils, outre la publication d'un livre qui en rendra compte, lancer dès les prochains jours une pétition pour l'établissement d'un revenu minimum garanti, qui pourrait être égal aux deux tiers du SMIC. Le colloque devrait avoir aussi des *prolongements régionaux*, une première initiative étant attendue dans le Nord, autour de M. Marc Wolf, maire de Mons-en-Bareuil, et de Mme Jacqueline Osselin, député (PS) de la circonscription, pour le début du mois de juillet.

Comme l'a souligné M. Jean-Michel Belorgey, député (PS) de l'Allier, la gauche a encore à faire dans le domaine qui est le plus proprement le sien.

PATRICK JARREAU.

SUR RADIO MONTE-CARLO

Pour M. Pierre Joxe, les efforts de modernisation de la police commencent à porter leurs fruits

« Les efforts de modernisation de la police commencent à porter leurs fruits », a estimé, dimanche 19 mai, le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, au cours de l'émission « Forum » sur Radio-Monte-Carlo.

« Ce qui est important, c'est le travail accompli par des milliers de fonctionnaires », a indiqué le ministre, qui s'est félicité de l'amélioration de la situation en matière de sécurité dans certaines régions. Il a *ainsi cité* la Seine-Saint-Denis, « département pilote », notamment en matière d'îlotage et de modernisation du matériel, où la situation « s'améliore ».

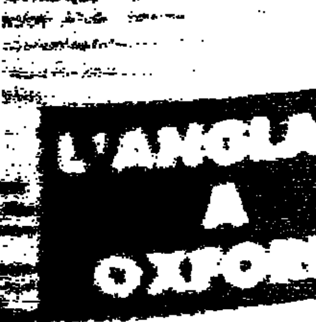
Abordant le problème de la lutte antiterroriste en France, M. Joxe a affirmé qu'*« il n'y a pas un pays en Europe où la lutte antiterroriste soit aussi centralisée et coordonnée »* et confirmé que les mesures de sécurité avaient été renforcées pour le prochain salon aéronautique du Bourget, du 31 mai au 9 juin.

En outre, M. Joxe s'est défendu de vouloir « démanteler » la préfecture de police de Paris, en parlant de *« sottises* [et] *de billevesées »* à ce propos et indiqué qu'il avait mis en place un groupe de travail sur cette préfecture.

● *Congrès du Syndicat des commissaires de police : quatre personnalités politiques invitées.* – Le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale innove pour son congrès, réuni du 20 au 24 mai, à Dardilly, dans la banlieue de Lyon, en invitant les représentants des quatre grandes formations politiques, MM. Bertrand Delanoë (PS), Paul Laurent (PC), Jacques Toubon (RPR), et Jacques Barrot (UDF).

Les policiers entendent les sensibiliser à leurs problèmes, et à la nécessaire mise en œuvre de la « police de demain », à quelques semaines du vote, pas l'Assemblée nationale, des crédits de la loi de *programmation pluri-annuelle* de la police nationale, engageant un plan de réforme sur dix ans.

M. Pierre Joxe, le ministre de l'intérieur, clôturera les travaux du syndicat.



هكذا من الأصل

société

Les parents d'élèves en congrès

Deux importantes fédérations de parents d'élèves ont tenu leur congrès ce week-end (celle présidée par M. Andrieu devant se réunir la semaine prochaine). Ces réunions montrent que l'atmosphère est nettement à la détente dans les relations entre les parents et le gouvernement, une fois passé la tornade de la querelle scolaire. Les responsables de l'UNAPEL (enseignement libre) invitent à la modération ceux de leurs membres qui souhaiteraient continuer à en découdre avec le pouvoir, et ceux de la PEEP (enseignement public) se réjouissent des déclarations de M. Chevènement, même s'ils souhaitent qu'elles débouchent davantage sur des actes.

● L'UNAPEL au gouvernement : rien que la loi, toute la loi.

De notre correspondant

Metz. – M. Jean-Alain Vaujour, ingénieur EDF âgé de cinquante-deux ans, a été élu président de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre) par 158 voix pour, 30 contre et 21 abstentions, lors de la délégation nationale de ce mouvement qui s'est réunie à Metz les 18 et 19 mai. Il succédera officiellement, le 1er septembre prochain, à M. Pierre Daniel, dont le mandat n'était pas reconductible, son dernier fils n'étant plus scolarisé dans l'enseignement catholique.

Avant de « quitter la vie publique », M. Daniel, qui préside depuis cinq ans d'une main ferme aux destinées de l'UNAPEL (huit cent cinquante-huit mille familles), a dressé un bilan de santé de l'enseignement libre, en condamnant ceux de ses opposants qui souhaitent continuer à en découdre avec le gouvernement. *« La liberté d'enseignement est aujourd'hui sauve, mais tout n'est par réglé. Il nous reste à faire vivre cette liberté et à construire la paix scolaire »* a-t-il déclaré aux six cents délégués présents. Faisant le bilan de son action, M. Daniel considère avoir *« levé l'hypothèque d'une uniformisation de l'enseignement pour plusieurs décennies »*, sans mettre *« en contradiction mes actes et ma conscience »*. Pour lui, les nouveaux textes adoptés par le Parlement consacrent *« enfin la reconnaissance par le gouvernement de gauche de la loi Debré de 1959 »*. Il estime avoir sauvegardé l'essentiel tout en notant que des *« difficultés sérieuses »* demeurent. Il en retient trois, d'ordre budgétaire. *« Le nombre de 275 postes nouveaux d'enseignants pour l'enseignement privé à la rentrée prochaine est très nettement inférieur à nos besoins. Trop de jeunes ne pourront être accueillis dans nos établissements, limitant ainsi la liberté de choix. »* De même, M. Daniel souligne qu'il est indispensable de régulariser le budget de la formation initiale et continue des maîtres pour prendre en compte l'allongement des études des élèves instituteurs. Il s'inquiète enfin de *« la lenteur que les municipalités récalcitrantes mettent à honorer les contrats d'association de nos écoles primaires. Personne aujourd'hui ne peut dire que la loi n'est pas claire en ce domaine. »*

Quant à la question de la nomination des enseignants, M. Daniel affirme, après avoir examiné le nouveau projet de décret du ministre de l'éducation nationale : *« Aucun maître ne peut venir enseigner dans un établissement privé s'il n'a l'accord du chef d'établissement. »* La nouvelle version améliore à ses yeux sensiblement les précédentes. Il l'a dit sans ambages à ses détracteurs qui, dans deux tracts (l'un anonyme, l'autre signé du comité de vigilance du 4 décembre) affirment : *« La loi Chevènement organise la paralysie et l'asphyxie de l'ecole libre. »*

« Nous devons examiner tous les cas difficiles », rétorque M. Daniel, mais *« nous ne devons pas transformer tout en cas difficiles. »* L'avertissement à son opposition est clair. Si celle-ci s'est montrée moins active qu'elle ne l'avait été il y a un an à Limoges, elle a vu son audience s'accroître légèrement.

Il était en effet plus facile de réaliser l'unité pour combattre le projet Savary que pour accepter celui soutenu par M. Chevènement. Mais certains souhaitent que la plaie scolaire reste ouverte pour alimenter les prochaines campagnes électorales.

La difficulté de rester unis a été au centre des travaux de la délégation nationale de l'UNAPEL, dont le thème de réflexion était précisément « unité-diversité ». Pour l'équipe dirigeante, dans la mesure où l'application des nouveaux textes ne révélera pas *« d'incident grave, il serait suicidaire pour l'enseignement privé de s'engager dans une politique injustifiée du toujours plus »*.

M. Jean-Alain Vaujour, considère ainsi que : *« toute loi peut être améliorée mais que l'urgence principale est l'application de la loi »*. Ce polytechnicien, père de cinq enfants, affirme notamment, à la veille des prochaines échéances électorales, son souci de maintenir l'indépendance du mouvement et de poursuivre sur la voie tracée par son prédécesseur.

Le Père Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, et Mgr Honoré, président de la commission épiscopale du monde scolaire, ont également mis en garde les parents d'élèves contre toute *tentation politicienne*, soulignant la *« nécessaire autonomie »* du mouvement et sa *« neutralité politique »*.

JEAN-LOUIS THYS.

L'HOMME DE LA CONCILIATION

Hormis sa silhouette, qui, par sa rondeur et sa crinière blanche, tranche singulièrement avec celle, sèche et austère, de M. Pierre Daniel, le nouveau président de l'UNAPEL devrait inscrire son action dans la continuité de celle de son prédécesseur. M. Jean-Alain Vaujour a en effet la réputation d'être lui aussi modéré et homme d'ouverture. Il se déclare prêt à travailler dans la ligne de « conciliation » qu'a choisie l'UNAPEL avec M. Daniel.

Cet ingénieur de cinquante et un ans, père de cinq enfants, entend aussi, maintenant que la page de la défense des écoles catholiques est tournée, se consacrer aux *« seuls vrais problèmes : l'éducation de nos enfants, le développement de nos écoles et de leur mission évangélique »*.

Ancien élève des Eudistes, M. Vaujour est, comme sa femme et ses enfants, un adepte du scoutisme et a longtemps participé aux équipes Notre-Dame. Entré à l'UNAPEL en 1968, il fait partie du bureau national depuis 1979. C'est en 1983 qu'il y a été élu trésorier.

● La PEEP à M. CHEVÈNEMENT : assez de paroles, des actes...

De notre envoyé spécial

Séduits par le discours de père de famille de M. Jean-Pierre Chevènement, les adhérents de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) attendent maintenant des réalisations. Le soixante-sixième congrès de ces parents modérés, réuni à Nice du 16 au 18 mai, a donc oscillé entre la satisfaction et le scepticisme.

Maniant avec brio l'art du compromis, le président Jean-Marie Schléret a réussi à rassembler les mille délégués présents sur un axe médian (1). La PEEP, qui revendique 440 000 adhérents, réclame le libre choix de l'établissement scolaire par les parents, tout en refusant la *« concurrence sauvage »*. Elle dénonce la *« mainmise »* de la FEN sur l'éducation nationale et pourfend la *« politisation »* de certains enseignants, mais tend la main avec insistance aux parents d'élèves de gauche de la FCPE (Fédération Andrieu).

Nice. – Lorsque M. Chevènement rappelle les missions fondamentales de l'école, invoque la rigueur et l'effort, les parents de la PEEP applaudissent des deux mains. A Nice, leur président, M. Jean-Marie Schléret, n'a pas craint de distribuer quelques bons points à ce ministre *« populaire »*, qui a réussi à parer des vertus de gauche *« une politique éducative hier encore réputée de droite »*. Ce *« tonifiant chamboule-tout idéologique »* séduit la fédération, qui cherche à rompre avec une image conservatrice en rassemblant sur la base de l'indépendance tranquille tous les parents désireux de renforcer *« la France de la concorde scolaire »*.

Les balancements du ministre entre tradition et modernité, loin de dérouter la PEEP, reflètent assez précisément sa propre diversité. Les parents de la PEEP se félicitent de pouvoir désormais parler *d'efficacité* sans être classés à droite et de créativité sans paraître ancrés à gauche. Le ministre leur plaît aussi parce qu'*« il a encore des enfants à l'école primaire »*, souligne une militante des Bouches-du-Rhône.

Ils l'écoutent, mais jugeront sur pièces. Prudent, M. Schléret les a confortés dans cette attitude de saint Thomas, en soulignant que bien des prédécesseurs de l'actuel ministre avaient exprimé d'aussi louables intentions, sans pouvoir les concrétiser. Ce pragmatisme sceptique devrait tenir lieu de ligne de conduite aux quelques parents de la PEEP ébranlés par le *« talent médiatique »* de M. Chevènement.

Sur le fond, les mesures déjà annoncées par le ministre sont loin de rencontrer l'assentiment unanime des parents modérés. Favorables au retour de l'éducation civique à l'école élémentaire, ils s'indignent que l'apprentissage des droits du citoyen ne s'accompagne pas de celui des devoirs dans le nouveau programme. Inquiets d'éventuelles *« dérives idéologiques »*, ils demandent à être associés à ce nouvel enseignement.

M. Schléret a d'autre part critiqué les récentes propositions faites au ministre de l'éducation nationale, qui préconisent l'intégration de la culture des enfants de l'immigration dans les objectifs de formation de l'ensemble des élèves. Des vues *« généreuses »*, mais *« irréalistes »*, selon lui.

Les congressites ont aussi exprimé leurs réserves à l'égard de la relance des instances de participation dans les établissements, surtout dans le primaire, où ils regrettent de n'être consultés que sur des aspects mineurs de la vie scolaire.

Pour faire avancer leurs idées, les parents se sont montrés décidés à aller au-devant des élus locaux, dont le pouvoir en matière scolaire va s'accroître avec la décentralisation. *« Soyons partout ; engageons le dialogue avec les politiques ; ne craignons pas la décentralisation ! »* Tels furent les mots d'ordre.

Mais la décentralisation du système scolaire ne réussira, selon M. Schléret, que si elle s'accompagne d'une certaine concurrence. Réclamant pour les parents de l'école publique des droits réservés jusqu'à présent au privé, le président de la PEEP veut assouplir la carte scolaire pour offrir aux familles le choix *« entre deux ou trois établissements »* et donner parallèlement aux chefs d'établissement une *« marge de liberté »* dans la constitution de leurs équipes pédagogiques.

Le congrès a applaudi ces deux défis lancés aux défenseurs purs et durs du service public. Mais il a entendu dans un silence glacé le président Schléret proposer aux parents de l'autre fédération (2) une *« rencontre sans préalable »* pour envisager des actions coordonnées *« chaque fois que l'intérêt des élèves pourra le commander »*.

PHILIPPE BERNARD.

(1) *Le rapport d'activité a été* approuvé par 98,10 % des voix (91,42 % en 1984) et la motion d'orientation par 89,19 % des suffrages (86,35 % en 1984).

(2) La Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE, Fédération Andrieu), tient son congrès le week-end prochain à Angers.

Entre Jean-Jacques Rousseau et Jules Ferry

(Suite de la première page.)

Le philosophe Marcel Gauchet en a bien situé le contexte général, en indiquant qu'elle correspond à la fin d'un cycle dans l'évolution de la démocratie moderne.

Le principe démocratique, explique-t-il, est dans l'articulation entre les droits de l'individu et les contraintes sociales. Tantôt c'est la poussée individualiste qui l'emporte, tantôt la pression collective, l'équilibre entre les deux étant toujours instable. Dans le domaine de l'école, cette dialectique correspond à deux projets *pédagogiques différents : soit* on met l'accent sur l'épanouissement personnel, les différences individuelles, les droits de l'enfance – et l'on favorise une pédagogie de la *libre expression et de la non-directivité* ; soit on cherche d'abord à former des acteurs politiques et sociaux actifs, de futurs citoyens – et l'on adoptera des méthodes plus autoritaires, susceptibles d'imposer au sujet l'empreinte des normes collectives.

La première conception l'a emporté (du moins dans le discours officiel) dans les vingt dernières années, marquées par la croissance et l'exaltation de la consommation individuelle. La seconde était celle du début de la IIIe République, où il fallait former les citoyens du nouveau régime et transformer un prolétariat paysan mal dégrossi en Français de plein exercice. Elle paraît revenir à l'honneur dans une période de crise économique mondiale, où les impératifs de la modernisation et de la compétition pèsent de plus en plus sur les individus.

Cette perspective de la crise apparaît dans l'évolution de la demande des jeunes face à l'école : demande moins ludique et plus utilitaire, d'usagers lucides et exigeants. *Elle apparaît aussi* dans les valeurs nouvelles qui sont assignées à l'école, où les notions d'efficacité, de rendement, d'évaluation de performances individuelles et collectives *sont de nouveau mises en* avant, en liaison avec l'univers de la production. Le rapprochement avec le milieu éconimique, la réhabilitation de l'entreprise dans la société française et dans le milieu académique illustrent cette évolution.

La démocratisation en question

Dans la conception même de l'école, cette orientation a une implication importante, qui est le mouvement de retrait de l'« éducation » vers l'« instruction ». La tendance précédente était d'élargir le champ d'intervention de l'école, au point de lui faire prendre en charge ce qui était de plus en plus mal assumé par les autres instances traditionnelles de socialisation (la famille, l'église, les associations...). *Or on reconnaît* maintenant que l'ambition est sans doute excessive, que l'école ne peut tout faire et qu'elle doit se replier sur sa mission fondamentale : la transmission des connaissances.

La critique de la pédagogie découle de ce réajustement des objectifs. La pédagogie est globalisante. Elle veut prendre l'individu dans sa totalité – intellectuelle, mais aussi affective, sociale, inconsciente..., – pensant qu'on ne peut dissocier l'activité rationnelle du *mouvement général* de la personne. Mais beaucoup en viennent à se demander si cet effort – justifié en théorie – n'a pas quelque chose de démesuré, s'il ne faut pas revenir à des objectifs plus modestes et s'il n'est pas temps de ranger l'utopie pédagogique parmi les illusions lyriques *dont notre siècle a bien dû se* débarrasser. Désenchantement, retour à une vue plus pragmatique des choses..., ce réajustement est en partie un constat d'échec. Il n'est *pas indifférent qu'il s'exprime* au lendemain d'une période où les tenants de la pédagogie semblaient avoir triomphé en investissant le ministère de M. Savary, comme si ce passage au pouvoir avait en même temps marqué les limites de leur action et annoncé leur reflux.

Mais une telle réorientation, si elle se confirmait, pourrait bien avoir pour conséquence de remettre en cause la démocratisation de l'enseignement. L'influence des méthodes nouvelles a accompagné la grande phase de démocratisation des trente dernières années, marquée par la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans et l'élévation massive du niveau de formation de la jeunesse. La rénovation pédagogique correspondait à la nécessité d'adapter l'enseignement secondaire à une population de jeunes plus ouverts, mais aussi très démunis culturellement et socialement.

Le *recours* aux méthodes nouvelles semblait la réponse nécessaire à la mission de démocratisation. On peut craindre que leur rejet ne coïncide avec un abandon de cette priorité et à un retour à la sélection qui a longtemps caractérisé l'école française par opposition à celle des pays anglo-saxons. C'est ce qu'a bien mis en évidence, au colloque de la Sorbonne, Jacques Delors, manifestement très allergique à la politique du ministre de l'éducation. *« J'ai beau écouter les paroles morales et républicaines qu'on nous adresse, je ne m'enlève pas de l'idée qu'une source de l'inégalité est dans l'éducation. »* Le rôle de l'école, estime-t-il, est d'abord de lutter contre les inégalités. Elle doit pour cela chercher à développer dans chaque individu les talents et les compétences qui lui sont propres et lui permettront d'affirmer sa personnalité, en particulier par l'expression orale, *l'habileté manuelle, physique* et artistique, l'animation des groupes. Le repli sur les activités purement cognitives renforce la sélection sociale puisqu'elles sont très liées à *un acquis culturel enraciné* dans les origines de classe. L'élitisme – fût-il *« républicain »* – ne peut aboutir, pense Jacques Delors, qu'à l'exclusion et la marginalisation d'une part importante de la jeunesse.

Tels sont quelques-uns des enjeux fondamentaux du débat qui a contribué à relancer *« l'effet Chevènement »* (2). Il pose la question de la fonction de l'école dans une société démocratique, prise entre les deux exigences de la promotion sociale et de la formation des élites, de la justice et de l'efficacité.

Si son impact est si fort au sein de *la gauche enseignante, c'est aussi* qu'il met à nu les contradictions, un moment en sommeil pour les besoins de l'union politique, entre les deux sensibilités qui la composent : celle, *rationaliste et encyclopédique*, issue de la philosophie des Lumières, transmise par Jules Ferry et la IIIe République et qu'incarne de façon presque caricaturale l'actuel *ministre de l'éducation nationale ; et* celle, spontanéiste et libertaire, issue de Rousseau, qui eut ses grandes heures dans la foulée de mai 68 et influença la pédagogie, active en *faveur dans le ministère de* M. Savary. Le paradoxe est que le syndicat des instituteurs, qui avait été façonné par la première, a été gagné par la seconde, les théories nouvelles sur les méthodes actives ayant pénétré peu à peu l'appareil administratif, très lié au syndicat.

De M. Savary à M. Chevènement, le passage d'une école à l'autre a été brutal. Trop peut-être, étant donnée la fragilité du milieu enseignant, sa difficulté à produire une image positive de lui-même. A trop tanguer d'un bord à l'autre, alors que ces traditions ont vocation à s'enrichir réciproquement, l'éducation nationale risque d'avoir du mal à trouver la force et l'équilibre qui *lui sont nécessaires pour – précisément –* affronter la crise.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(2) Titre de l'article de Guy Coq dans le numéro d'avril 1985 d'*Esprit*.

MÉDECINE

Le premier vaccin contre le paludisme sera expérimenté dans quelques mois

Pour la première fois, l'expérimentation d'un vaccin antipaludéen débutera l'été prochain chez des volontaires américains. Le vaccin qui sera utilisé est constitué d'une fraction du parasite responsable du paludisme, fraction fabriquée à partir des techniques de recombinaisons génétiques. Ce vaccin a déjà été expérimenté avec succès chez la souris et le lapin. Après plusieurs années de recherches intensives, on aborde ainsi la dernière étape menant à la mise au point d'une méthode de protection vaccinale contre le paludisme, maladie parasitaire en pleine recrudescence (elle menace près de 40 % des habitants de la planète). Un enjeu médical, scientifique, politique et financier, d'une portée considérable.

Le paludisme est la conséquence clinique du développement dans l'organisme humain de parasites – Plasmodium falciparum – inoculés dans le sang lors de piqûres de moustique. Face à cette maladie grave, parfois mortelle, on ne dispose d'aucune méthode de prévention vaccinale et, en plusieurs points du globe, on voit apparaître des souches de parasites résistants aux médicaments antipaludéens.

« La prophylaxie du paludisme est dramatiquement compliquée par la multiplication des souches Plasmodium falciparum *résistantes aux différents antipaludéens de synthèse »*, expliquait le 30 avril dernier le professeur Pierre Ambroise-Thomas (Grenoble) devant l'Académie nationale de médecine. *« Ces résistances couvrent l'Asie du Sud-Est et le nord de l'Amérique latine. Elles apparaissent en Afrique de l'Est d'où l'on peut redouter leur extension au reste du continent africain. »*

Face à cette situation la recherche d'un vaccin a justifié le lancement de plusieurs programmes de recherches. Depuis plusieurs années on enregistre des progrès notables grâce en particulier à l'utilisation des techniques de manipulations génétiques. Ces progrès consistent – schématiquement – à découvrir quelle fraction protéique (quel antigène) du parasite est à l'origine des réactions immunologiques liées à l'infection. Purifiée et injectée dans l'organisme, une telle substance *simulerait l'infection* parasitaire *et* protégerait ensuite le sujet grâce aux anticorps « antipaludéens » qu'il aurait à cette occasion pu développer. Utilisant plusieurs voies d'approche, les chercheurs avaient pratiquement, ces derniers temps, trouvé la région parasitaire concernée. Une équipe française de l'Institut Pasteur (professeur Luis Pereira da Silva) avait ainsi annoncé ses premiers essais vaccinaux réussis chez le singe (*le Monde* du 9 février 1983). Par la suite, plusieurs équipes américaines avaient réussi le clonage d'un gène parasitaire (*le Monde* daté 5-6 août 1984). M. Peter McPherson, administrateur de l'Agence américaine pour le développement international, estimait alors que les premiers tests du vaccin sur l'homme pourraient ne demander que douze à dix-huit mois. Outre Atlantique, le pari sera donc tenu.

Déjà la semaine dernière l'hebdomadaire américain *Science* (numéro daté du 17 mai) rapportait les travaux de chercheurs de l'université de New-York *qui étaient parvenus* à faire produire un antigène parasite (*Plasmodium Knowlesi*, responsable d'un paludisme du singe) par une levure. Cette fois, l'hebdomadaire américain rapporte (dans son dernier numéro) les résultats de vaccinations réussies chez la souris et le lapin à partir d'une protéine, exacte réplique d'une protéine du parasite humain mais produite par manipulations génétiques (1). Les chercheurs américains ont expliqué qu'ils savaient produire cette protéine soit à partir d'une synthèse chimique, soit après avoir cloné le gène parasitaire correspondant dans une bactérie.

Reste à comprendre les raisons qui amènent les équipes américaines à rendre publics leurs travaux avant même que ces derniers ne soient terminés. A cet égard, il faut savoir que là-bas les recherches se développent depuis quelques années dans un contexte particulier *lié* aux considérables perspectives financières qu'ouvrirait la fabrication industrielle d'un vaccin efficace contre le paludisme.

JEAN-YVES NAU.

(1) Ces travaux ont été menés dans le cadre d'une large collaboration, groupant entre autres des chercheurs du Walter Reed Army Institute (Washington), du Naval Medical Research Institute et de l'Institut américain sur l'allergie et les maladies infectieuses. Cette collaboration associait aussi la firme Smith Kline and French.

SOCIÉTÉ

JEAN-PAUL II EN BELGIQUE

Franc-parler et monologues

Quittant Bruxelles le lundi matin 20 mai après avoir célébré la messe à l'église franciscaine du Chant d'Oiseau, le pape devait se rendre au château royal de Laeken, résidence habituelle des souverains de Belgique. Après une rencontre avec la famille royale et les corps constitués, Jean-Paul II devait visiter les Communautés européennes en fin d'après-midi, avant de se rendre à l'université de Louvain pour un échange avec les autorités académiques. Mardi 21 mai, ce sera le tour de Louvain-la-Neuve, ville nouvelle en région francophone. Après une halte à Banneux, sanctuaire marial où la Vierge des pauvres serait apparue à une fillette de douze ans en 1933, _Jean-Paul II doit s'envoler en fin d'après-midi_ pour Rome.

De notre envoyé spécial

Namur. — Le dimanche 19 mai n'a pas été un jour de repos pour Jean-Paul II, loin de là. Après une grand-messe en latin devant la basilique de Koekelberg (le Sacré-Cœur de Bruxelles) en présence de plus de cent mille fidèles, le pape s'est rendu à Notre-Dame de Laeken, église de la capitale qui abrite la tombe du cardinal Cardijn, fondateur de la JOC, où il a rencontré les représentants du Mouvement ouvrier chrétien (MOC), puis à Liège, où il a été accueilli au Palais des expositions par les laïcs francophones.

Deux rencontres qui ont renforcé l'impression que le voyage en Belgique a lieu sinon sous le signe de la contestatioon, comme aux Pays-Bas, du moins sous celui du franc-parler. A Laeken, Mme Wijnants, présidence MOC, a dressé un sombre tableau du monde ouvrier : 800 000 chômeurs, immigrés humiliés, souffrances de ceux qui « *dans ce pays même ont faim* », scandale d'une crise qui « *accroît la richesse de quelques-uns en augmentant la pauvreté du plus grand nombre* », course aux armements « *folle et suicidaire* ».

Mme Wijnants a ajouté que, l'égard du fondateur de la JOC, « *artisan de la véritable promotion des femmes puisqu'il voulait dès le départ leur confier l'entière responsabilité de leur mouvement, notre Église doit entendre davantage les femmes et relayer davantage leur message* ».

Même son cloche à Liège, chez Mme Gilson, responsable de l'Action catholique rurale féminine. Après avoir exprimé ses réticences à parler devant le page à cause du « *faste qui accompagne ses déplacements* » et de son refus d'être « *une laïque cléricalisée* », elle a dit au pape : « *Des chrétiens engagés ne sentent pas toujours sur la même longueur d'onde que l'Eglise « institution » et ils en souffrent* ». Mme Gilson a conclu en disant : « *Je ne voudrais pas vous quitter sans évoquer aussi les aspirations des femmes chez nous ; quelle place leur réserve-t-on dans l'Eglise ? Certes, la plupart acceptent et reconnaissent leur rôle privilégié de procréatrice et d'éducatrice, mais elles désirent plus Saint-Père ! Les femmes demandent des tâches responsables dans l'Eglise et dans la société.* » Ces paroles furent huées par une partie de l'assistance, qui a interrompu Mme Gilson aux cris de « *Vive le Pape* », surtout à la fin de son discours lorsqu'elle a demandé à Jean-Paul II d'accepter un badge « *Touche pas à mon pote.* »

« Mon nom est Jean-Paul »

Mais le dialogue sans doute le plus difficile a été entre le pape et les jeunes. Lors de la grande « manifête », qui a rassemblé 40 000 jeunes à Namur samedi soir, il y eut trois discours différents, pour ne pas dire contradictoires : celui des jeunes, qui avaient conçu un jeu scénique ; celui de Jean-Paul II, qui ne répondait pas aux questions posées par les premiers, et celui des mouvements charismatiques prêts à applaudir à tout.

Le jeu scénique, intitulé « *Pourquoi tant de souffrances et une telle force ?* », était une parabole imaginée et jouée par des jeunes du Conseil national de la jeunesse catholique (CJC) à partir de textes d'écrivains et de poètes aussi variés que Rilke, Pasternak, Michaux, et des passages du prophètes Isaïe, pour exprimer les préoccupations des jeunes d'aujourd'hui.

Ces textes, plutôt pessimistes, voulaient souligner la sensibilité des incroyants parmi les jeunes avec des phrases comme « *Mon nom est François. Je vis à Tournai, j'ai vingt ans. Je suis chrétien, et prier est important pour moi. Mais je hurle quand j'entends dire : « Incroyant, tu n'es pas un homme à » part entière* ». Ou encore : « *Mon » nom est Ahmed. J'ai dix-sept ans, » mes parents sont venus s'installer » en Belgique depuis déjà trente » ans. Moi qui suis né ici, j'entends » des gens me dire : « Retourne chez » toi, tu manges notre pain* ».

C'est pourquoi lorsque le pape prit le micro pour dire : « *Mon nom est Jean-Paul, j'ai soixante-cinq ans aujourd'hui même, je suis pape* », on pensait qu'il allait entrer dans le jeu de l'improvisation et répondre aux questions précises posées par les jeunes. Or, son long discours a déçu.

Des groupuscules de l'Opus Dei, mouvement qui commence à s'implanter dans la jeunesse belge, se sont notamment manifestés, constituant une « claque » au pied du podium où se trouvait le pape. Mgr Musty, évêque auxiliaire de Namur, devait dire par la suite que Jean-Paul II avait apprécié le jeu scénique en dépit de sa liberté d'expression. Mais il a déploré le manque d'un véritable dialogue non seulement entre le pape et les jeunes, mais aussi entre le pape et les évêques lors de leur rencontre à Malines samedi matin. « *Nous avons assisté à une série de monologues tout au long de cette visite* », nous a-t-il confié.

ALAIN WOODROW.

EN BREF

Chantal Nobel sortie de son coma

Le professeur Bernard Pertuiset, chef du service de neurochirurgie de l'hôpital de la Pitié, a confirmé, dimanche 19 mai, que Chantal Nobel était sortie, depuis mercredi, du coma où elle était plongée depuis son accident de la route, le 28 avril dernier.

Le professeur Pertuiset avait constaté, dès mercredi, que la comédienne ouvrait désormais spontanément les paupières, suivait du regard les personnes qui l'entouraient, enfin, serrait et desserrait la main à la demande. L'actrice, a-t-il précisé, ne peut cependant pas parler, en raison d'une sonde de trechéotomie qui lui donne de l'oxygène.

De son côté, le professeur Pierre Viars, chef du service de réanimation dans lequel Chantal Nobel est hospitalisée à la Pitié-Salpêtrière, s'est borné, dimanche en fin d'après-midi, à faire état d'un « état stationnaire ».

Un malfaiteur tue un danseur à la sortie d'une discothèque près de Chartres

Un jeune homme âgé de vingt-trois ans a été tué et sept personnes ont été blessées dans une discothèque de Nogent-le-Phaye, près de Chartres (Eure-et-Loir), vers trois heures du matin, le dimanche 19 mai. Le meurtrier, Antoine Gimeno, est l'un des meurtriers présumés du douanier Daniel Billet, tué le 8 mai au cours d'un contrôle autoroutier au nord de Bordeaux (*le Monde* du 11 mai).

Le drame a eu lieu à la discothèque Roller Star System. Selon les témoins, Antoine Gimeno aurait sans raison apparente, sorti un pistolet de calibre 11,43 de sa ceinture et tiré en direction d'un danseur. La balle a atteint une jeune fille. Deux autres personnes ont été touchées, puis quatre autres au cours de la poursuite qui s'est engagée. C'est à l'extérieur de l'établissement qu'Antoine Gimeno a tué l'un de ses poursuivants, Patrick Cambe, vingt-trois ans, habitant Saint-Chéron (Essonne). Les sept blessés ont été hospitalisés à l'hôpital de Chartres.

Antoine Gimeno se trouvait en compagnie de Michel Fernandez. Les deux malfaiteurs, qui avaient déjà agi ensemble lors du meurtre du douanier, ont réussi à s'enfuir.

Mutinerie à la maison d'arrêt de Montpellier

Une soixantaine de détenus de la maison d'arrêt de Montpellier sont montés, le dimanche 19 mai, vers 14 heures, sur les toits pour protester contre les conditions de détention. Les détenus s'étaient, peu avant, emparés des clefs d'un gardien et avaient saccagé deux étages. Qualifiée de « château » par dérision, cette prison, construite il y a deux siècles, prévue pour accueillir seulement quatre-vingt personnes, en abrite actuellement deux cent trente-sept.

Arrivées rapidement sur les lieux, les forces de l'ordre ont lancé des grenades lacrymogènes en direction des occupants des toits. Mais ce n'est qu'en fin d'après-midi que la moitié des manifestants acceptait de redescendre. Les autres en firent autant, en début de soirée, après avoir obtenu la promesse d'être relogés dans la nuit dans d'autres prisons de la région. Ce qui fut fait.

Sept détenus-manifestants ont été placés en observation à l'hôpital de Montpellier. Deux d'entre eux restaient hospitalisés le 20 mai dans la matinée, l'un pour traumatisme crânien et l'autre pour blessures provoquées par des éclats de grenade.

M. Robert Badinter, garde des sceaux, nous a confirmé les conditions déplorables de la maison d'arrêt. « *C'est une honte* », a-t-il déclaré. Le ministre a annoncé la création d'une nouvelle prison dans les environs.

De gigantesques feux de broussailles ravagent une partie de la Floride

Miami (*AFP, Reuter, AP*). — Les feux de broussailles qui ravagent la Floride depuis bientôt une semaine se sont poursuivis le dimanche 19 mai. Devant le dégradation de la situation, devenue, aux dires des autorités « catastrophique » au cours de ces dernières quarante-huit heures, le gouverneur, M. Bob Graham a décrété l'état d'urgence. Les sauveteurs sembleraient, cependant mieux contrôler la situation.

Cent neuf foyers, dont certains allumés volontairement ont été recensés par les pompiers dans les vingt-neuf des soixante-sept comptés de l'Etat. Le sud de la Georgie est également atteint. Actuellement, le sinistre continue de se développer sur un front de 200 kilomètres entre les villes de Saint-Augustine et Cap Canaveral. Des vents très violents et la température élevée (32° C) ont contribué au développement du feu dans une région extrêmement sèche.

Le bilan, dans cette zone à faible densité de population se monte à trois morts, dont deux pompiers. Dimanche, on estimait que cent-cinquante maisons et des milliers d'hectares de forêts ont été détruits. Le coût des ravages s'élèverait à 50 millions de dollars.

● *Une fillette marocaine violée par un inconnu à Nice.* — Une fillette marocaine âgée de sept ans, Zohra, a été violée et battue, samedi 18 mai, vers 17 heures, à Nice. Zohra avait quitté la maison de ses parents, située dans un quartier résidentiel près de la faculté de médecine, pour vendre des billets de tombola. Une demi-heure plus tard, un gardien d'immeuble découvrait la petite fille, inanimée dans le jardin de la faculté : elle portait des traces de coups à la tête. Les médecins ont confirmé le viol et décelé un traumatisme crânien. La brigade des mineurs n'a pu déterminer le lieu exact où a été commise l'agression : peut-être le parking de la faculté, désert à cette heure-là. Quant aux témoignages recueillis par les policiers, ils restent très vagues, même s'ils font état d'un homme de taille moyenne, âgé de vingt-cinq ans environ, de type européen et vêtu de jeans, à proximité de la faculté. Mais rien n'indique qu'il puisse s'agir de l'agresseur de la petite fille.

● *Explosion à Lyon : un mort.* — Une personne a été tuée et quatre autres blessées dans une explosion due vraisemblablement au gaz, qui a complètement détruit, dimanche 19 mai, vers 8 h 30, plusieurs appartements de la résidence Montcalm, rue Sœur-Bouvier à Lyon (5e). Une vingtaine d'autres logements de la résidence ont subi d'importants dégâts.

● *Contribution américaine au PNUE.* — Les Etats-Unis verseront leur quote-part de 10 millions de dollars au programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) au titre de leur contribution 1985. C'est ce qu'a annoncé le délégué américain, M. Richard Benedick, au conseil directeur du PNUE réuni à Nairobi jusqu'au 24 mai. Les Etats-Unis avaient menacé de réduire leur contribution de moitié, pour protester contre la disproportion des parts : Washington fournit le tiers du budget du PNUE. (*AFP, UPI.*)

AU SYNODE DE STRASBOURG

Le pasteur n'est plus le seul ministre dans l'Eglise réformée de France

De notre correspondant

Strasbourg. — Trois thèmes ont dominé les travaux du 78e synode de l'Eglise réformée de France (ERF), réuni à Strasbourg du 16 au 19 mai : une longue réflexion sur « *baptême, eucharistie, ministères* », pour répondre à une démarche œcuménique ; la refonte de la discipline de l'Eglise pour y inclure la diversification des ministères ; enfin, la solidarité avec l'Eglise évangélique de Nouvelle-Calédonie.

Sur les quelque 180 délégués de l'organe dirigeant de l'ERF — branche calviniste de la Fédération protestante — 72 d'entre eux ont voix délibérative parce qu'ils sont élus par les conseils régionaux de l'Eglise. Les autres, avec voix consultative, représentent les œuvres et mouvements de l'Eglise. Tous les trois ans, ils renouvellent leur conseil national.

Le synode a pris une certaine distance avec le document « *baptême, eucharistie, ministères* » proposé par le Conseil œcuménique des Eglises (CŒE). Ce texte, rédigé par sa commission « Foi et Constitution », est le fruit d'un travail œcuménique déjà ancien mais mis en forme en 1982 à Lima (Pérou). Chaque Eglise du CŒE doit y donner réponse officielle pour cerner les convergences sur le baptême, l'eucharistie ou les ministères. Ce document est « *un jalon important de la démarche œcuménique* », estime l'ERF, qui se félicite « *de la réflexion qu'il suscite dans les Eglises et des dialogues qu'il provoque* ». Mais le synode estime que « *des compléments et précisions* » doivent y être apportés sur trois points : les rapports entre l'Ecriture et la tradition (« *Nous ne saurions accepter que la tradition soit l'interprète autorisée du message biblique* »), entre la Parole et les sacrements (« *la place première reste la Parole* »), enfin, le rôle de l'Eglise et de ses ministres (« *qui ne peuvent apparaître comme dispensateurs ou maîtres de la foi* »).

Cette réponse « *reflète honnêtement les réticences de l'Eglise réformée dans ce domaine* », a commenté M. Jean-Pierre Montsarrat, président du conseil national de l'ERF, qui refuse d'y voir une rupture du dialogue œcuménique, mais plutôt une étape. Elle constitue en tout cas la réaffirmation des grands principes de la Réforme.

Le synode a achevé la réforme de sa discipline dans la ligne de sa précédente réunion à Dourdan (Essonne) en 1984 : dorénavant, le *ministère pastoral n'est plus le seul* dans l'Eglise réformée de France. Catéchètes, biblistes, informateurs, évangélistes, entre autres, peuvent être spécifiquement chargés d'un service d'Eglise. Une liturgie adaptée (la « *reconnaissance* ») sera prochainement élaborée. Mais surtout, cette révision de la discipline adapte l'un des textes constitutionnels de l'Eglise réformée à une pratique communautaire qui dépasse la *parole*.

De même, une seule catégorie de *pasteurs se substitue* à l'ancienne formule : un ministère « *à trois étages* », selon le niveau d'études et l'éventuelle consécration de l'intéressé. Dans le même esprit, le synode a mis l'accent sur la dispersion de l'Eglise réformée : les orientations choisies appellent à *vivre* cette dissémination comme une chance de témoignage. « *Cette conversion des mentalités implique un effort de formation que nous voulons appuyer* », a jugé M. Montsarrat.

Enfin, le synode a voté plusieurs vœux liés à l'actualité. Parmi ceux-ci, un soutien « *à l'effort inlassable* » de l'Eglise évangélique de Nouvelle-Calédonie, « *pour la recherche d'une solution constructive, juste et pacifique* ». L'ERF assure de sa prière cette Eglise très présente en Nouvelle-Calédonie, mais elle appelle aussi les membres de l'ERF en France à « *participer activement à cette même dynamique non violente* ».

JACQUES FORTIER.

UNE « PREMIÈRE » JUDICIAIRE A VALENCE

Madame le conciliateur

De notre envoyé spécial

Valence. — *Deux gentlemen* grisonnants se bagarrent comme des portefaix pour une place de stationnement sur un parking de Valence, dans la Drôme. L'un écope de huit jours d'incapacité de travail, l'autre d'un superbe coquard. Tous deux portent plainte et se menacent mutuellement des pires revanches. Les voisins sont sommés de prendre partie. Dans dix-huit mois, peut-être, leur affaire viendra devant le tribunal qui les expédiera en un tournemain et mécontentera tout le monde. Pour une vétille et un fonctionnement judiciaire inadapté, la haine et la vendetta vont-elles pourrir ce quartier tranquille ?

C'est alors qu'entre en scène une jeune femme, âgée de vingt-sept ans. Frais minois et lunettes sur le bout du nez, elle se rend chez les belligérants : Mme Alice Bochaton, ouvrière en chômage et citoyenne du quartier, travaille bénévolement pour le tribunal de grande instance de Valence. Avec un maçon, un professeur, un représentant de commerce, un enseignant, un prêtre et un plombier, elle fait partie de *l'équipe des conciliateurs lancée* sur le pavé de la ville par M. Georges Apap, procureur de la République, et Mme Nicole Obrégo, magistrat auprès du tribunal de grande instance.

Avec son collègue, le maçon, Mme Bochaton rend visite aux protagonistes de la bagarre. Elle *leur témoigne ainsi que la justice* s'est occupée immédiatement de leur affaire, mais, surtout, elle tâche de les convaincre que tout cela se réglerait beaucoup mieux autour d'un pastis que derrière la barre d'un tribunal. Les gentle*men en conviennent et acceptent* de se serrer la main. Après tout, personne n'a perdu la face... et rien de tel comme une bonne peignée pour devenir copain à tout crin.

Les conciliateurs de Valence ont commencé à travailler il y a deux mois à peine. Si la justice fait appel ainsi à des auxiliaires bénévoles, c'est pour régler au ras du pavé les petits conflits de voisinage. Ceux-ci encombrent le rôle des tribunaux, et la lourde machine judiciaire est incapable de les traiter efficacement.

Injures réciproques, vandalisme, menue délinquance, toutes ces affaires sont, bien entendu, enregistrées et instruites comme par le passé. La police de Valence reçoit les plaintes, les transmet au procureur, mène son enquête, identifie les coupables. Dès que les responsabilités sont clairement établies et au lieu d'attendre une lointaine audience, Mme Nicole Obrégo, si elle le juge opportun, découple ses conciliateurs.

Ainsi, deux adolescents ont pillé les caves d'une HLM. Normalement, ils passeraient devant le juge des enfants dans huit mois. Celui-ci accorderait 1 500 francs de dédommagement aux plaignants qui auraient poireauté une demi-journée dans les couloirs du palais. Tout cela pour s'apercevoir que les parents des chenapans sont insolvables. Mécontentement général. Au lieu *de laisser s'enclencher cette* mécanique absurde, les conciliateurs vont parlementer avec les gosses et avec les plaignants. Ceux-ci finiront par accepter de retirer leur plainte à condition que les gamins nettoient les escaliers de l'immeuble et réparent les portes des caves. Voilà une affaire réglée à l'amiable avec le concours des îlotiers du commissariat qui patrouillent le secteur. Il y en aura bien d'autres à Valence, car les équipes de conciliateurs ont déjà des « carnets de commande » bien garnis.

« *Les magistrats savent d'expérience que les conflits de quartier sont souvent aggravés par le passage devant la justice*, commente M. Georges Apap, procureur de la République de Valence. *Pour obtenir l'apaisement social, nous essayons de faire ici, avec nos conciliateurs, l'économie de l'intervention judiciaire. Bien entendu, dans les cas où la conciliation échoue, la justice suit son cours.* »

MARC AMBROISE-RENDU.

EN MEURTHE-ET-MOSELLE

Plainte contre X... après la mort d'une fillette

Aurélie aurait succombé à une morsure de vipère diagnostiquée trop tardivement

De notre correspondant

Nancy. — A la *suite du décès* de leur petite fille Aurélie, quatre ans et demi, cinq jours après avoir été vraisemblablement mordue par une vipère, M. et Mme Bertrand Didier viennent de déposer une plainte contre X... auprès de la gendarmerie de Dieulouard (Meurthe-et-Moselle), estimant qu'il y avait eu à l'origine une négligence médicale.

Samedi 11 *mai*, Aurélie, *Laetitia*, sa sœur aînée, et ses parents partent en forêt à la recherche du traditionnel muguet. Au cours de la promenade, la petite tente de monter à un arbre et fait une chute apparemment sans gravité ; mais elle se plaint toutefois d'avoir *été piquée* à la jambe.

L'endroit étant plein de ronces, l'incident n'est pas pris au sérieux. *Mais quelque temps* plus tard Aurélie recommence à se plaindre. Ses parents l'emmènent alors à l'hôpital de Pont-à-Mousson où un interne examine l'enfant. « *Peut-être a-t-elle été piquée par une abeille ou mordue par une vipère* », affirme avoir déclaré M. Didier à l'hôpital, son épouse ayant constaté des traces sanguinolentes sur le mollet droit d'Aurélie.

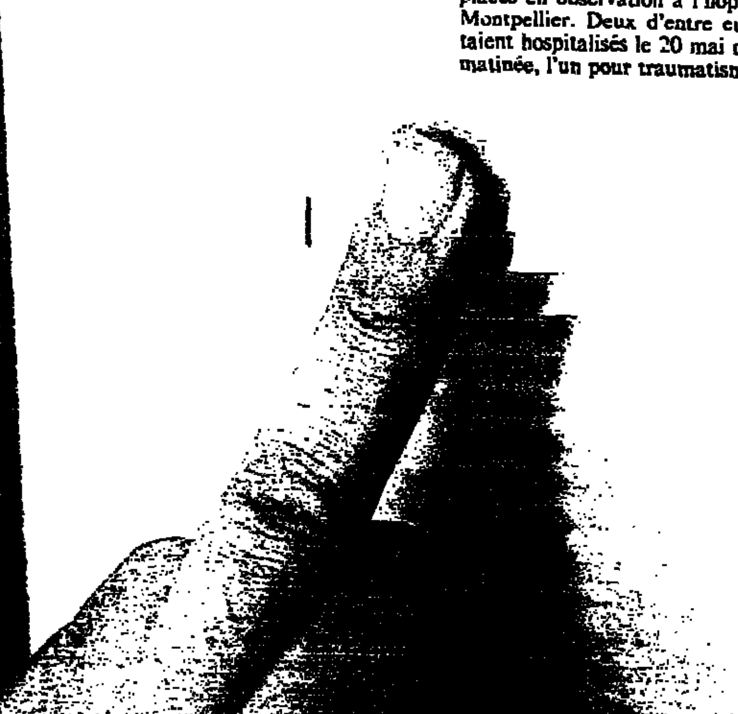
Cette hypothèse formulée parmi d'autres n'est pas retenue par l'interne. Après un examen radio et une prise de sang, la possible morsure de serpent n'est pas évoquée lorsque le *médecin-chef de l'hôpital*, le docteur André Joly, arrive en début de soirée.

Toutefois, devant la gravité de l'état d'Aurélie, celui-ci décide, sur-le-champ, un transfert par une ambulance du SAMU vers l'hôpital d'enfants de Nancy. Aurélie y arrive dans un état semi-comateux avec un dossier médical précisant qu'il s'agit, sans doute d'un traumatisme abdominal consécutif à une chute. En l'absence de tout témoin et de toutes précisions complémentaires, les médecins nancéiens se perdent en suppositions. L'état d'Aurélie s'aggrave, alors qu'elle ne présente ni hémorragie interne ni perforation intestinale ; c'est la présence d'un œdème violacé sur le corps et d'une escarre importante à la jambe qui fait supposer brusquement la morsure d'une vipère. « *Du moins c'est l'hypothèse qui nous est apparue la plus vraisemblable ; en l'absence d'autres indications, nous n'avons agi que par déductions* », commente le professeur Jean Prévot, chef de service de chirurgie infantile.

Une course contre l'inéluctable s'engage plus de trente-six heures après les faits. Aurélie, malgré des soins intensifs, décédera finalement le jeudi 16 mai dans l'après-midi.

L'enquête tentera, dans un premier temps, d'établir la cause exacte de la mort d'Aurélie, puis de déterminer s'il y a eu négligence médicale.

JEAN-LOUIS BEMER.



هكذا من الأصل

Le Monde

ECONOMIE

LE TIERS-MONDE ET LES AUTRES

ÉGYPTE : un risque qui fait peur

Les Etats-Unis et la France, très engagés financièrement, s'inquiètent des retards de paiement du Caire, notamment dans le domaine militaire. Mais de leur appui dépendent l'équilibre du pays... et le remboursement de ses dettes.

L'ATMOSPHÈRE est morose, ce soir d'avril, dans les jardins illuminés de l'hôtel Mena House. A deux pas des Pyramides, le Crédit agricole a réuni, pour fêter l'inauguration de son premier bureau au Caire, le ban et l'arrière-ban des sociétés françaises représentées en Egypte, ainsi que leurs associés, partenaires ou clients égyptiens.

Malgré la douceur de l'air et la beauté des lieux, le cœur n'y est pas. Comme l'ensemble des milieux d'affaires du pays, importateurs, négociateurs et banquiers sont inquiets. « *L'Egypte est un risque. Pas un bon risque. Un risque qui fait peur* », assure le représentant d'une grande banque d'affaires internationale.

Longtemps considérée comme un pays en difficulté, mais durablement solvable grâce aux recettes du pétrole et surtout à l'aide américaine massive (2 milliards de dollars injectés chaque année dans l'économie) dont elle bénéficie depuis les accords de Camp David en 1979, l'Egypte connaît depuis peu des problèmes de paiement réels et alarmants. Car, si la crise de trésorerie actuelle peut être considérée comme accidentelle, la prolongation des courbes à moyen et à long terme laisse prévoir des difficultés durables de la balance des paiements qui pourraient conduire l'Egypte avant la fin de la décennie devant le Club de Paris.

D'où un embarras croissant des pays qui, comme les Etats-Unis et la France, respectivement premier et second fournisseur de l'Egypte, sont déjà fort engagés financièrement et hésitent à aller plus loin, tout en sachant que de leur appui dépend à terme l'équilibre du pays, et donc le remboursement de leurs créances passées.

« *Objectivement, l'Egypte est en état de sinistre financier* », reconnaît un diplomate français en poste au Caire. De fait, l'Egypte ne parvient plus, depuis plusieurs mois, à faire face à tous ses engagements financiers, en dépit d'une dette extérieure relativement modérée (30 milliards de dollars) et surtout bien répartie (en crédits publics à moyen et à long terme, à bas taux d'intérêt pour l'essentiel), ce qui permet au service de la dette de rester, de l'avis général, supportable (35 % des recettes du pays).

Payer les armes

Si les échéances civiles sont à peu près honorées avec des retards inférieurs à six mois, ce n'est pas le cas des échéances *militaires*. Dans ce domaine, l'Egypte a accumulé à l'égard de la France sept mois de retard de paiement, correspondant à 2 milliards de francs. Selon les milieux diplomatiques français au Caire, elle songerait à négocier avec Paris un report de ses échéances militaires pour 1985 et 1986.

Plus grave, compte tenu des sommes en jeu, l'Egypte a également accumulé des retards de règlement considérables envers les Etats-Unis. Sa dette militaire, il est vrai, totalise 3,7 milliards de dollars (soit environ 37 milliards de francs) et son seul service absorbe, compte tenu des taux d'intérêt élevés (12,5 %), environ le quart de l'aide américaine totale à l'Egypte.

Pour faire face à cette situation critique, l'Egypte a, dans un premier temps, demandé à Washington un accroissement de son aide, et a obtenu du Congrès une rallonge de 500 millions de dollars pour 1985 et 1986. Elle vient également pour la première fois d'engager des négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), auquel elle a eu jusqu'ici très peu recours, pour l'octroi de crédits-relais – « stand by » – d'environ 500 millions de dollars. Une mission du FMI est actuellement au Caire pour tenter d'apprécier la situation réelle du pays.

Ce n'est pas chose facile, bien que nul ne nie l'existence d'une crise de trésorerie liée pour l'essentiel au désordre engendré au premier trimestre par la réforme avortée des circuits financiers. Abandonnée après trois mois d'expérience, elle a totalement désorganisé le système et privé l'Egypte d'une partie des devises envoyées par les travailleurs expatriés (plus de 3 milliards de dollars par an).

« *Ils n'ont plus un sou. Ils ont absolument besoin de devises* », affirme un journaliste égyptien. L'avis des experts est plus nuancé. Faute de statistiques fiables, ils en sont, il est vrai, réduits aux estimations.

« *Le gouverneur de la Banque centrale lui-même ne connaît pas le montant exact de la dette extérieure*, assure un banquier. *Ce n'est pas tout à fait innocent.* » Il est clair, en effet, que l'incertitude entretenue sert les intérêts égyptiens, et qu'à des difficultés de trésorerie réelles se mêlent des considérations politiques ainsi que le désir d'obtenir, notamment auprès de ses principaux fournisseurs, les Etats-Unis et la France, un soutien et des conditions financières meilleurs.

D'où un grand embarras chez les spécialistes en poste au Caire. Pour les uns, notamment du côté français, la crise est purement conjoncturelle et les perspectives d'équilibre extérieur demeurent, sinon à long terme, du moins à un ou deux ans, favorables. L'Egypte *devrait, selon eux, parvenir*, en dépit d'un déficit commercial important – estimé entre 4,2 et 5 milliards de dollars pour l'année financière 1984-1985, – à équilibrer sa balance globale, grâce aux fonds expédiés par les émigrés, aux revenus du canal de Suez, aux recettes du tourisme, à l'aide américaine. Pour les autres – les Américains notamment, – il s'agit au contraire de signes précurseurs de difficultés graves, qui *devraient, au cours des prochaines* années, entraîner un déficit croissant de la balance globale et, à moins d'une restriction sévère des importations, une crise financière sérieuse avant la fin de la décennie.

Rompre la dépendance

Tous cependant s'accordent sur un point : à moyen et à long terme, la situation économique et *financière de l'Egypte est extrêmement* inquiétante. Malgré le boom de la fin des années 70, l'économie demeure fragile et totalement dépendante de l'extérieur. Le pays n'a pas profité de l'afflux brutal de devises lié au développement de sa production pétrolière, à l'appui américain et aux bénéfices indirects tirés de la prospérité des pays voisins du Golfe pour se doter des industries de base indispensables ou moderniser son *agriculture*.

Cette soudaine richesse, succédant à des années de grande pauvreté, s'est d'abord traduite par le lancement de grands projets d'infrastructure. Nécessaires, ils ont été commandés à des entreprises étrangères et ont gonflé l'endettement. Coïncidant avec la nouvelle politique libérale (« Infitah ») du président Sadate, la croissance a favorisé l'éclosion d'une nouvelle classe d'entrepreneurs privés fort dynamiques, mais qui se sont tournés vers le négoce de pétrole, l'import-export, l'immobilier et le trafic de devises *plutôt que vers l'industrie* ou l'agriculture.

Résultat : l'Egypte importe encore les deux tiers de son *ciment*, *les trois quarts de son* verre et surtout la moitié de ses besoins alimentaires. Car l'explosion démographique, jointe à la politique de redistribution sociale héritée de l'ère nassérienne, qui implique la vente à des prix extrêmement bas de tous les produits de base (farine, riz, huile, sucre, essence, étoffes, etc.), s'est traduite par un gonflement très rapide de la consommation et des achats à l'étranger. La production agricole, limitée par la surface réduite des terres cultivables (3,6 % du territoire), diminue d'année en année. Elle est en *outre découragée par le blocage* des prix des produits de base. Résultat : elle progresse moins vite que la population (2 % contre 2,6 %). Les achats de nourriture absorbent déjà un tiers environ des dépenses d'importation égyptiennes, et cette proportion ne devrait pas cesser de croître.

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 16.)

ÉTATS-UNIS : un fort déficit industriel

Renversement des relations entre Washington et les pays en développement qui enregistrent un excédent de 14 milliards de dollars dans le domaine des produits finis. Certes, les grandes sociétés américaines sont partout, mais les productions nationales croissent sans cesse.

par JEAN LEMPÉRIÈRE (*)

EN l'espace de deux ans, de 1982 à 1984, les rapports entre les Etats-Unis et le tiers-monde ont *été* marqués à la fois par les progrès rapides de la production dans les pays en développement et par la transformation progressive de l'économie américaine. Hors pétrole, la part des produits manufacturés est devenue la même dans les deux sens : voisine de 72 % (près de 50 % dans les livraisons du Sud, sans les quatre grands pays exportateurs d'*Extrême-Orient*). L'image traditionnele du tiers-monde fournisseur de matières premières et produits alimentaires, et acheteur de produits finis est bien dépassée.

Accentués par la forte demande américaine et le niveau élevé du dollar pendant la période de reprise, ces changements traduisent aussi une évolution à long terme. Des économistes américains regrettent d'ailleurs la nouvelle vague de délocalisations vers l'Asie dans le secteur de la haute technologie, qui entraînera de nouveaux déficits.

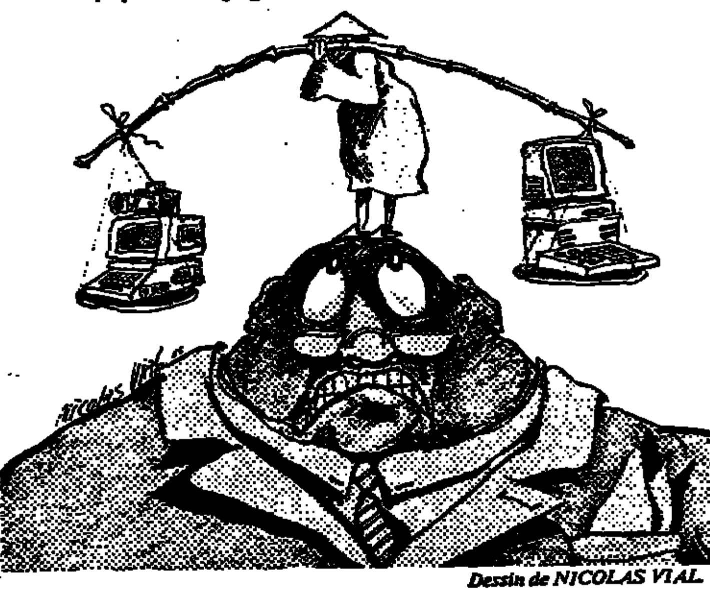
Retournement significatif : le solde des échanges de produits manufacturés entre les Etats-Unis et le tiers-monde, traditionnellement bénéficiaire de plusieurs dizaines de milliards de dollars (18,3 milliards de dollars encore en 1982), est devenu déficitaire de 14,3 milliards de dollars en 1984. Des distinctions s'imposent naturellement en fonction des secteurs et des pays partenaires, mais le tiers-monde marque ainsi ses capacités de fournir des articles de plus en plus diversifiés.

Biens d'équipement...

En deux ans, les envois de produits manufacturés du tiers-monde ont augmenté des deux tiers, tandis que les exportations des *Etats-Unis vers le Sud* demeuraient encore inférieures d'un cinquième à leur niveau de 1981, malgré une très légère reprise en 1984. Les progrès en Amérique latine ont été compensés par un recul sur les marchés pétroliers.

Devenu en 1983 le premier fournisseur de produits industriels des Etats-Unis (*le Monde* du 5 juin 1984), le tiers-monde a conservé largement cette place en 1984 (27,5 %), devant le Japon et *l'ensemble des* pays européens (23,4 %). Malgré une augmentation substantielle de leurs ventes, la position des exportateurs européens est en recul de près de 1 point. Dès 1983, Taiwan était en passe de rejoindre l'Allemagne fédérale ; la Corée et Hongkong passent devant la Grande-Bretagne et le Mexique devant la France.

En outre, les produits les plus élaborés prennent une place croissante dans les livraisons du tiers-monde, *et tout* laisse prévoir que ce mouvement se poursuivra. Les biens d'équipement rejoignent dès maintenant les biens de consommation. Les exportateurs du Sud fournissent la moitié des importations des Etats-Unis en équipement électrique et le tiers du matériel de télécommunication, *matériel de bureau et informatique*, immédiatement après le Japon. Leurs progrès sont nets dans certains secteurs de l'équipement mécanique où ils ont gagné une place appréciable : moteurs (un sixième), principalement d'Amérique latine ; équipement mécanique général ; navires.



Dessin de NICOLAS VIAL.

Ces importations sont alimentées par le développement parallèle de deux types de productions : les productions organisées ou contrôlées dans le Sud par les multinationales et la concurrence commerciale directe des producteurs du tiers-monde. *Elles* ont suscité les protestations des *producteurs américains* : *de longues* listes de produits ont été dressées, pour lesquels des limitations d'exportations sont demandées à la Corée ou à Taiwan.

Des pouvoirs exceptionnels ont été attribués fin 1984 au président Reagan (Omnibus Trade Act), lui permettant de prendre *unilatéralement* – et contrairement aux principes du GATT – des *mesures de rétorsion contre* des exportateurs étrangers jugés ne pas suivre les bonnes règles commerciales. Ce sont autant d'indications sur la très vive concurrence commerciale des exportateurs du Sud, fortement ressentie dans de nouveaux secteurs.

Les multinationales ont dans l'ensemble profité de la crise grâce à leur ubiquité et à leurs *capacités financières. Leur position*, dominante dans certains secteurs dont elles gardent le contrôle au Sud comme au Nord (électronique, informatique, automobile), n'exclut pas de multiples initiatives extérieures. Pour l'ensemble des livraisons industrielles, leur part est très variable selon les pays : largement dominante à Singapour, très forte au *Brésil (45 %), mais inférieure à* 20 % en Corée, à Taiwan ou à *Hongkong et très faible* en Inde. La part des composants américains dans les articles venant des pays d'Asie est maintenant du même ordre que dans les envois des pays industriels, ce qui est une indication significative sur le niveau des productions locales.

... et matières premières.

Le tiers-monde assure moins de 30 % de l'approvisionnement des Etats-Unis en matières premières et métaux non ferreux, et les Etats-Unis sont fournisseurs nets du tiers-monde en matières premières. Cette situation n'est pas nouvelle, mais prend plus de relief *au moment où dans tous les* grands secteurs de produits manufacturés, sauf la chimie, et sur tous les marchés, les déficits s'aggravent et les soldes bénéficiaires diminuent : déficit doublé pour les demi-produits, accru de moitié pour les biens de consommation et surtout excédent réduit de moitié pour l'équipement et les matériels de transport, malgré la *stabilité sur l'Amérique* latine.

Les exportations des Etats-Unis sont de plus en plus écartelées entre articles à haute technologie et produits primaires, avec des perspectives d'avenir qui ne sont pas exemptes d'inquiétude. Les revues américaines ne cessent à présent de souligner l'importance des produits alimentaires et des matières premières pour les exportations *américaines* : avec les produits à haute technologie, le *blé, le maïs*, les *conserves*, les boissons, les aliments pour animaux, le charbon, le cuir, constitueront le gros des ventes à l'Asie et à l'Amérique latine.

(Lire la suite page 16.)

(*) Conseiller commercial.

LE TIERS-MONDE ET LES AUTRES

BRÉSIL : motion pour un moratoire

La gauche brésilienne demande une suspension des paiements des intérêts de la dette extérieure. Elle rejette une réduction des dépenses publiques.

UN événement vient de se produire auquel le Brésil n'était plus habitué depuis longtemps : le ministre des finances, M. Francisco Dornelles, a, devant la Chambre des députés, expliqué les difficultés économiques du pays et la politique qui serait suivie pour les surmonter. Il l'a fait avec une honnêteté et une clarté reconnues même par ses adversaires qui lui reprochent surtout de ne proposer que des recettes récessives au même titre que ses prédécesseurs. Il n'a pas évité qu'un sérieux malaise ne s'empare de la gauche, qui continue de proposer comme remède à la crise la suspension du paiement des intérêts de la dette extérieure.

Le président de la République, M. José Sarney, avait parlé de « *chaos* » à propos de la situation des finances publiques, s'en prenant à l'« *incurie* » et à la « *corruption* » qui régnaient sous le régime antérieur. M. Dornelles a été moins virulent ; mais il a indiqué que le déficit de trésorerie atteindrait cette année l'équivalent de 160 milliards de francs, soit 6 % du PNB si aucune mesure n'était adoptée. Aussi a-t-il proposé une réduction des dépenses publiques, un relèvement des impôts et une augmentation des emprunts d'Etat.

Le couperet, a-t-il précisé, doit s'abattre sur les entreprises publiques, sur les collectivités locales et sur la sécurité sociale dont les dépenses diminueront, selon les cas, de 8 à 10 %. Une partie du déficit (26 %) sera couvert par des émissions de monnaie dont M. Dornelles prévoit une augmentation de 150 % cette année, son hypothèse de travail étant que l'inflation se situera autour de 200 %. Si le pari est tenu, il y aura progrès par rapport à l'an dernier : l'expansion monétaire avait été de 244 % en 1984 et l'inflation de 223 % – *un dérapage considérable* par rapport aux engagements successifs pris auprès du FMI.

Se sacrifier

La gauche a aussitôt rejeté cette médecine qui provoquera, à son avis, chômage et récession. « *Il n'y a là aucun programme économique de gouvernement* », a dit M. Miguel Arraes, l'un des ténors de la « gauche indépendante » au sein du PMDB, le principal parti au pouvoir. « *On demande au peuple de se sacrifier encore davantage* », a déclaré, pour sa part, M. Airton Soares, qui a été le porte-parole du Parti des travailleurs.

Les coupes dans les dépenses des entreprises publiques entraîneront inévitablement une récession, estime M. Saturnino Braga, sénateur du PDT (*Parti démocratique travailliste*, la formation de M. Lionel Brizola, gouverneur de Rio-de-Janeiro), « *étant donné le poids de l'Etat dans l'économie* ». M. Braga, qui travaille à la transformation du PDT en parti socialiste, appartient à la « gauche étatiste », héritière de Vargas et de Goulart, convaincue que le secteur public est le moteur du développement. Il est de ceux qui ont accueilli avec des réserves les affirmations de Tancredo Neves, reprises par M. Dornelles, selon lesquelles l'Etat avait exagéré son emprise du temps des généraux : « *La liberté économique va de pair avec la liberté politique* », disait le président disparu, à la grande satisfaction du patronat.

Au sein du gouvernement, les réticences sont également perceptibles. Le ministre de la sécurité sociale, M. Waldir Pires, semble peu disposé à accepter une réduction de son budget, qui intéresse 110 millions de Brésiliens (sur une population totale de 130 millions) et qui est un instrument privilégié de redistribution du revenu. Il figure parmi ceux qui estiment que, sans diminution des injustices sociales, le régime démocratique ne réussira pas à se consolider.

Selon lui, les difficultés économiques ont leur origine dans l'énorme dette interne (23 % du PNB en 1984), laquelle est liée aux engagements pris à l'extérieur. C'est pourquoi il pense, comme beaucoup de ses amis du PMDB, que le Brésil ne pourra pas surmonter ses difficultés sans dire non au FMI et aux créanciers étrangers. Tel n'est pas l'avis de M. Dornelles, hostile, comme Tancredo Neves, à toute rupture avec le Fonds monétaire international. Sans un accord avec lui, dit-il en substance, le Brésil ne pourrait pas *maintenir ses liens avec la communauté internationale* dont il a besoin pour son approvisionnement.

Tenir

Le ministre des finances croit à une croissance de 4 % cette année, en dépit du tour de vis budgétaire, et espère un excédent commercial de 12 milliards de dollars, presque autant qu'en 1984, année record. Il peut faire état, déjà, d'un certain progrès dans la lutte contre l'inflation, puisque celle-ci a été de 7,2 % en avril, alors qu'elle se situait au-dessus de 10 % ces derniers mois. Il est vrai qu'un tel résultat a été obtenu en différant le relèvement de nombreux tarifs publics.

M. Dornelles n'a guère innové en sollicitant un rééchelonnement pluriannuel du principal de la dette extérieure, qui atteint cette année 103 milliards de dollars, et en demandant une réduction des intérêts. C'est ce que demandait aussi le gouvernement antérieur. Si les créanciers étrangers ne faisaient aucune concession, le Brésil devrait payer annuellement, ces cinq prochaines années, 14 milliards de dollars pour le seul amortissement des emprunts contractés.

« *Ce que nous demandons, nous, c'est la suspension du paiement des intérêts et une enquête rigoureuse pour savoir ce qui, dans cette dette, est légitime et ce qui ne l'est pas, ce qui est dû au versement de commissions illicites* », déclare quant à lui M. Francisco Pinto, l'un des députés de la « gauche indépendante » du PMDB. Le moratoire unilatéral, préconisé par le PMDB il y a deux ans et dont l'idée avait été enterrée avec l'ascension de Tancredo Neves, resurgit donc avec une nouvelle vigueur sous le gouvernement Sarney.

« Arrêter la saignée »

La gauche craint que les bénéfices du programme social d'urgence, adopté pour venir en aide aux miséreux et aux affamés, ne soient engloutis par une nouvelle récession que les recettes de M. Dornelles à son avis provoqueront infailliblement. Elle affirme que le Brésil transfère actuellement à l'étranger plus de capitaux qu'il n'en reçoit. « *Il faut donc arrêter la saignée* » : autrement dit, suspendre le paiement des intérêts jusqu'à ce que le pays reprenne sa croissance et soit en mesure de rembourser.

Selon les dirigeants que nous avons interrogés, il y a un ample consensus sur ce sujet, tant au gouvernement que dans la classe politique. « *Ce consensus sera d'autant plus large que nous allons entrer en campagne électorale, d'abord avec le choix des maires des grandes villes, ensuite avec l'élection de l'Assemblée constituante.* »

CHARLES VANHECKE.

ÉGYPTE : un risque qui fait peur

(Suite de la page 15.)

On voit mal comment, sauf restrictions draconiennes qui risquent de provoquer des tensions sociales aiguës, l'Egypte pourra limiter notablement ses dépenses, d'autant que le service de la dette extérieure absorbe une part croissante de ses revenus.

Du côté des recettes, les perspectives sont également peu souriantes. Pour l'essentiel, les exportations demeurent liées aux ventes de pétrole (*2,8 milliards de dollars en 1983-84*, soit 70 % du total). Or celles-ci ne devraient, au mieux, pouvoir se maintenir au niveau actuel que pendant deux ou trois ans. La relative faiblesse des réserves prouvées (800 millions de tonnes ont été découvertes, dont la moitié ont déjà été extraites) et surtout la croissance trop rapide de la consommation (*environ 12,5 % l'an*) devraient, sauf nouvelle découverte importante, conduire l'Egypte à cesser toute exportation après 1996. Quant aux autres sources principales de revenus, on voit mal comment, compte tenu de la crise qui sévit dans le Golfe, elles pourraient croître massivement d'ici à la fin de la décennie, qu'il s'agisse des envois de fonds des expatriés ou des recettes du canal de Suez.

Des efforts ont certes été engagés récemment afin, d'une part, de limiter la consommation, en augmentant prudemment les prix des produits de base (pain, essence, etc.), d'autre part, de réduire les importations, enfin d'encourager le développement des industries de base, jusqu'ici importatrices (cimenterie, verrerie, engrais, textile). De plus, pour la première fois depuis 1983, les exportations non pétrolières, jusqu'à présent stagnantes, connaissent une croissance soutenue (de 15 % à 20 % par an) grâce notamment aux ventes d'armes à l'Irak. Mais ces efforts, trop récents, *ne pourront suffire* si l'explosion démographique se poursuit au rythme actuel.

Surtout, le développement de ces industries repose une fois encore sur des investissements étrangers que ni l'Egypte, faute de moyens, ni le marché international des capitaux, légitimement effrayé, ne peuvent ou ne veulent financer. L'ennui est que, sauf motivation politique, ce qui vaut surtout pour les Américains, les *grands partenaires commerciaux* de l'Egypte commencent, eux aussi, à s'inquiéter de ces perspectives et s'interrogent sur la nécessité de s'engager plus avant. Ce serait certes le seul moyen de préserver l'excédent commercial important que ces pays ont avec l'Egypte, mais ce serait aussi prendre le risque, croissant, de perdre à terme leurs fonds.

VÉRONIQUE MAURUS.

La première centrale nucléaire et l'embarras de Paris

L'AURA ? L'aura pas ? Dans son bureau – salon, où l'écran télématique et le téléphone à touches voisinent avec des paravents précieux et des livres anciens, – M. Maher Abaza, ministre égyptien de l'énergie et de l'électricité, est très clair : non, la France n'est pas mal placée pour emporter le contrat de construction de la première tranche du programme nucléaire égyptien. Mais « *le principal problème est celui du financement* ».

Il s'explique : les trois offres retenues « *conviennent* ». Mais, alors que les Américains et les Allemands ont fait « *une offre de financement précise* », les Français, dit le ministre, « *n'ont envoyé qu'une lettre, leur offre de financement n'est pas complète* ».

Du côté égyptien, la position est nette. « *Nous demandons*, assure M. Abaza, *le financement de 85 % de la part rapatriable du contrat. Nous avons constitué à partir des recettes pétrolières un fonds spécial de 700 millions de dollars. Il couvrira l'ensemble du programme – au total quatre réacteurs de 1000 mégawatts chacun, fournissant d'ici à l'an 2000 un tiers de la consommation électrique, – mais nous pouvons l'utiliser selon les besoins.* »

La décision, attendue depuis près d'un an, sera prise, ajoute-t-il « *dès que nous aurons reçu l'offre française de financement* ». Du côté français, l'embarras domine. Certes, ce contrat d'une valeur d'environ 22 milliards de francs (dont 18,5 milliards rapatriables) est très important.

D'une part, l'Egypte constitue, avec la Chine, un des seuls marchés d'exportation importants pour l'industrie électronucléaire française. D'autre part, le contrat représente, à lui seul, l'équivalent de près de trois ans d'exportations en Egypte (8,3 milliards de francs en 1984) et *cinq fois* le montant total des grands contrats signés l'an dernier par des entreprises françaises dans le pays (4,5 milliards de francs). Enfin Le Caire, second client de la France dans le tiers-monde, et qui a représenté en 1984 le quatrième excédent commercial (3,2 milliards de francs), a réellement besoin de ces réacteurs nucléaires pour satisfaire une consommation d'électricité en progression de 16 % l'an, et remplacer le pétrole, dont les exportations, vitales pour l'équilibre de la balance des paiements, devraient se tarir dès 1996.

Le *hic* est que le financement demandé par l'Egypte doublerait quasiment l'engagement financier de la France vis-à-vis du pays dans le domaine civil. Le Caire, faute de moyens, entend en effet couvrir, par des crédits garantis par les Etats français et italien (1) non seulement le prix de base de la centrale, mais aussi la majeure partie du coût final du projet, y compris les révisions de prix et les intérêts intercalaires, ce qui multiplie pratiquement par deux la note initiale (de 22 milliards à 40 milliards de francs). La France, qui, à l'origine, prévoyait d'apporter environ 9 milliards de francs de crédits, pourrait être ainsi conduite à verser près du double, soit en gros l'équivalent du total des créances civiles française : 18 milliards à 20 milliards de francs actuellement.

Prudence

Compte tenu de la situation financière de l'Egypte et de la réticence des banques internationales à consentir des crédits commerciaux non garantis, c'est toutefois la seule chance pour les Français d'obtenir le contrat. Les offres concurrentes sont en effet plus faciles à financer dans la mesure où elles ne concernent qu'une seule tranche nucléaire (contre deux pour la France) et impliquent donc des montants moins importants : 1,3 milliard de dollars (2), *dont* 0,64 *milliard* de dollars financés par des crédits garantis, pour l'offre allemande et 1,4 milliard de dollars, dont 1 milliard garanti pour l'offre américaine. Un dilemme pour les autorités françaises.

« *Nous devons être prudents* », explique M. Hunt, l'ambassadeur de France au Caire. *Qui trop embrasse...* » Il est clair en effet que l'affaire nucléaire, si elle est conclue, le sera au détriment d'autres projets, qui, pour être beaucoup moins importants, n'en intéressent pas moins de nombreuses entreprises françaises déjà fort présentes en Egypte. Depuis quelques années, les groupes français ont enlevé, à coup de crédits garantis par l'Etat, bon nombre de grands contrats d'infrastructures ou industriels : métro du Caire, port de Damiette, usines électriques, centraux téléphoniques, hôpitaux, aérogares, verrerie, etc.

Outre les réacteurs nucléaires, les projets en négociation sont nombreux, au premier rang desquels figurent la construction d'une usine d'automobiles (4,5 milliards de francs) et celle d'une papeterie, sans oublier le domaine militaire, la France tentant actuellement de négocier la vente de vingt avions Mirage. « *Nous sommes pris dans une dynamique*, explique M. Hunt, embarrassé. *Les entreprises françaises se sont vu attribuer des contrats dans de nombreux domaines, avec un accompagnement important de prêts mixés. Nous sommes portés en avant. Mais cela peut-il continuer ?* »

V. M.

(1) L'offre « française » est en réalité pour partie italienne, Framatome, Alsthom, SPIE-Batignolles et la SGE, les quatre entreprises du projet, s'étant associées à plusieurs firmes italiennes (NIRA, Ansaldo, Bellelli et la Cogefar), dans la proportion de deux tiers pour Paris, un tiers pour Rome.

(2) 1 dollar vaut environ 9,30 F.

Le déficit industriel américain

(Suite de la page 15.)

Cependant, les progrès des ventes de l'Asie et de l'Amérique latine aux Etats-Unis sont dus pour moitié à quelques secteurs : électronique, matériel électrique, équipement industriel, matériel de bureau ou d'informatique. Les milieux industriels et la presse économique sont d'accord pour *prévoir l'accès prochain du Brésil*, de l'Inde et des pays du Sud-Est asiatique à des techniques de haut niveau et à une production massive dans ces secteurs, en filigrane dans les délocalisations récentes.

Les responsables américains en sont venus à considérer ces produits de niveau technologique élevé comme les articles les plus sensibles et susceptibles d'entraîner des mesures de rétorsion. Après des déclarations de principe sur l'attachement des Etats-Unis au libre-échange, M. Malcom Baldrige, secrétaire au commerce, écrit dans *Business America* : « *Nous sommes bien décidés à mettre fin aux pratiques non conformes aux règles commerciales de certains de nos partenaires qui ont enlevé de vastes marchés aux producteurs américains de matériel de télécommunication, secteur où nous sommes hautement compétitifs, mais où nous prévoyons pour 1985 un déficit de 1,7 milliard de dollars.* »

Avec la forte demande américaine et les effets du dollar élevé, un certain renversement des rapports Etats-Unis-tiers-monde s'est accéléré qui ne cessera pas avec *l'essoufflement de la reprise*. Les délocalisations entraînent une désindustrialisation. La production s'organise au dehors. En 1984, les services à eux seuls représentaient les deux tiers du produit national brut américain et 70 % de l'emploi. Malgré les précautions de tous ordres et les limitations d'exportations imposées, les produits étrangers fournissent maintenant 20 % du marché américain de produits manufacturés.

JEAN LEMPÉRIÈRE.

LA TRANSMISSION DU PATRIMOINE

Successions : le PLM des gros héritages

Les successions ont rapporté à l'Etat 8,6 milliards en 1983. C'est sur l'axe Paris-Lyon-Marseille que se trouvent les plus gros héritages.

DE génération en génération, héritages et donations assurent la transmission du patrimoine. Reposant, de façon évidente, sur les rythmes biologiques, ils ne sont pas sans relation avec la réglementation des impôts et l'évolution des mentalités.

D'après une estimation de l'INSEE, 162 milliards de francs – tous biens confondus – auraient ainsi transité en 1982, le fisc en ayant au passage prélevé 8,9 milliards de francs. En 1983, ce sont plus de 10 milliards, soit 2,7 % des recouvrements publics qui sont entrés dans les caisses de l'Etat. Ces mutations à titre gratuit ont touché environ un million d'individus, successions et donations concernant en moyenne deux à trois personnes.

La fréquence des successions est bien sûr fonction de la mortalité. En moyenne, seul un décès sur deux donne lieu à une déclaration ; mais, d'année en année, le nombre de dossiers augmente progressivement : 286 000 furent enregistrés en 1983 contre seulement 232 000 en 1974. Certes, le renforcement des moyens de contrôle de la Direction générale des impôts (DGI) n'est pas étranger au phénomène. La croissance globale du niveau de vie et la diffusion de l'accès à la propriété en sont néanmoins les facteurs déterminants. A titre d'exemple, dès cinquante ans, six chefs de ménage sur dix sont d'heureux propriétaires; il y a dix ans, ils n'étaient encore que cinq.

Ce qui ne signifie pas pour autant que les successions soient toutes soumises à impôt. Sur les 245 000 qui ont été répertoriées en 1978, 78 000 y furent assujetties, et quelque 100 000 en 1982 sur 281 000 successions. En ce domaine, la DGI ne peut pourtant se targuer d'aucune mansuétude. Car toutes les successions, quel que soit l'actif (à moins qu'il ne soit inférieur à 10 000 francs), doivent être déclarées. Mais toutes ne sont pas taxables.

Bas de laine et « privilège » corse

L'abattement en ligne directe de 175 000 francs, non réévalué de 1974 à 1981, avait graduellement entraîné dans le champ de l'imposition toute une série de petites successions, d'autant plus facilement que la période s'était révélée propice à l'inflation et que le marché de l'immobilier se portait encore bien. A l'inverse, ce même abattement, successivement porté à 250 000 francs en septembre 1981 puis à 275 000 francs en janvier 1984, ne peut que rendre non imposables nombre de ces petites successions.

En l'absence de biens immobiliers, les contribuables n'établissent d'ailleurs guère de déclarations. Transmettre un immeuble sans un acte officiel est une opération impossible et les titres sont désormais nominatifs. Mais, lorsqu'il s'agit d'un bijou, d'une œuvre d'art et surtout de liquidités, rien n'est plus facile. La pratique du « bas de laine », particulièrement chez les personnes âgées, reste plus courante qu'on ne l'imagine. Moyennant quoi, le « don manuel » constitue une évasion fiscale importante, face à laquelle l'administration se révèle démunie.

Le « statut » particulier dont jouit la Corse ne facilite pas non plus la tâche des services fiscaux. En effet, depuis l'arrêté de l'administrateur général Miot du 21 prairial an IX (10 juin 1800), le délai légal de six mois après décès, prévu pour le paiement des droits, a été supprimé. Un « privilège » dont ne se privent pas d'user certains de nos compatriotes, car, si l'administration est autorisée à poursuivre le recouvrement, les redevables, eux, ne sont passibles d'aucune pénalité. Sur l'île de Beauté, tout porte à croire que les déclarations ne sont pas aussi nombreuses qu'elles devraient l'être...

Environ sept bénéficiaires sur dix d'une mutation à titre gratuit reçoivent un héritage. Rien d'étonnant donc si sur les 8, 9 et 10,2 milliards de droits respectivement perçus en 1982 et 1983, 7,5 et 8,6 proviennent des successions. Traduites en francs constants, les sommes recouvrées suivent une courbe ascendante régulière, en proportion de l'évolution du nombre des mutations. Excepté en 1981, où les mesures de plafonnement et de limitation des exonérations, décrétées par la loi de finances de 1980, avaient eu – compte tenu du laps de temps existant habituellement entre le décès et le paiement des droits (six mois d'après la loi, neuf dans les faits) – de notables répercussions. Ce qui explique son niveau de rendement exceptionnel (9 milliards en francs constant 1983), jusqu'à présent inégalé. Gageons que pour l'avenir, le taux maximal d'imposition de 20 %, en ligne directe, relevé à 30,35 % et même 40 %, permettra de franchir ce seuil (1).

Des immeubles

Pour ce qui est du patrimoine, effectivement transmis, l'approche est plus délicate. A vrai dire, depuis qu'en 1964, la DGI a interrompu ses statistiques, les renseignements sont inexistants (2). Une chose est sûre toutefois : les transferts de patrimoine se composant avant tout d'immeubles, le montant des successions varie au rythme des fluctuations de l'immobilier. Sauf... en Corse où, depuis l'arrêté Miot, la valeur fiscale des immeubles est calculée en fonction de la valeur cadastrale, et non, comme sur le « continent », d'après la valeur réelle du marché au moment du décès.

Quoi qu'il en soit, la succession-type – du Français moyen au cadre supérieur – en ligne directe à plus de 60 %, comprend la résidence principale du défunt, éventuellement sa résidence secondaire, quelquefois sa voiture et, pour quelque 20 %, des valeurs mobilières, caisse d'épargne ou assurance-vie. Au contraire, plus les successions prennent de l'ampleur – dans le cas des « grosses fortunes » généralement à base de participation industrielle – plus la proportion s'inverse : c'est alors le portefeuille mobilier – comptes en banques actions et obligations – qui prend le pas, s'élevant souvent à 80 % du patrimoine transféré. En fait, les « grosses sucessions » ne sont pas légion. « *Je traite environ trois cents successions par an*, témoigne M[e] Chardon, *président du Conseil supérieur du* notariat et notaire d'une importante étude parisienne. *Parmi celles-ci, une vingtaine dépassent le million de francs ; une ou deux sont exceptionnelles, entre et 5 et 40 millions. En vingt-sept ans de carrière, j'ai vu deux successions excédant 10 milliards de centimes.* »

C'est sur l'axe Paris-Lyon-Marseille, c'est-à-dire dans les régions économiquement les plus en pointe, que se trouvent les héritages les plus élevés . Mais tout est relatif. Pas de commune mesure entre un appartement ancien qui, dans le sixième arrondissement parisien, se vend en moyenne 12 000 F le mètre carré et un autre qui, dans le dixième arrondissement, n'atteint que 5 000 F le mètre carré. De telles disparités sont également perceptibles dans les régions agricoles. Une terre normale se commercialise aux alentours de 15 000 F ou 25 000 F l'hectare ; mais, dans la Beauce ou la Brie, il faut compter 60 000 F ou 80 000 F. Sans parler des terres de grands crus qui, en Champagne ou en Bourgogne par exemple, montent à 1 ou 2 millions l'hectare.

« *Dans ma région,* explique M[e] Cordier, vice-président du Conseil supérieur et notaire d'une petite commune de l'Ain, *les exploitations agricoles ont entre 30 et 50 hectares de superficie. Actuellement, elles valent environ 16 000 F l'hectare. Je peux dire que sur la centaine de successions dont je m'occupe annuellement, pas plus de 10 % ou 15 % dépassent le million. La majeure partie est comprise entre 300 000 et 800 000 F.* »

ANNICK COLONNA-CESARI.

Successions	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre	242 733	244 761	247 857	268 449	277 652	280 580	285 673
Impôt (en millions de francs) ...	3 280	3 974	4 769	5 741	7 371	7 525	8 585

(1) Ancien régime fiscal : après abattement, 5 % pour une valeur inférieure à 50 000 F, 10 % de 50 000 à 75 000 F, 15 % de 75 000 à 100 000 F, 20 % au-delà.

Régime actuel : barème identique jusqu'à concurrence de 100 000 F, mais 20 % de 100 000 à 3 400 000 F, 30 % de 3 400 000 à 5 600 000 F, 35 % de 5 600 000 à 11 200 000 F, 40 % au-delà.

(2) Excepté une enquête de l'INSEE portant sur l'année 1977.

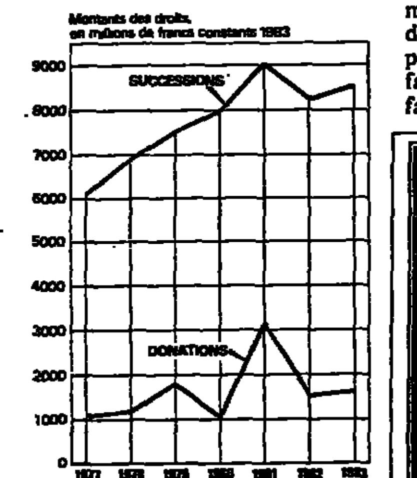
Donations : un déblocage intellectuel

Un usage en essor : 185 000 donations en 1983, 100 000 en 1970. Le donataire a dix ans de moins que l'héritier.

CONTRAIREMENT aux successions inéluctablement liées à la mortalité, les donations procèdent, quant à elles, d'un acte volontaire visant à transmettre ses biens de son vivant. L'usage n'en est d'ailleurs réellement passé dans les mœurs que récemment, puisque, en 1970, *on en recensait 101 000*, mais 185 000 en 1983. La raison n'est pas à rechercher du côté des « *donations par contrat de mariage* », quasiment tombées en désuétude. L'essor de la donation reflète plutôt un certain « *déblocage intellectuel* » par rapport au problème de la mort : c'est, en quelque sorte, la volonté de gérer l'avenir en réglant ses « affaires » avant la date fatidique.

Le développement des donations entre époux est, à cet égard, significatif. Si elles ne se font plus – là non plus – au moment du mariage (ce qui avait un caractère irrévocable, même en cas de divorce), elles sont en principe contractées lors de l'accès à la propriété, sous la forme de ce que l'on appelle communément « donation au dernier vivant ». Car de plus en plus – pas assez de l'avis des notaires – les époux savent qu'ils ne sont légalement pas héritiers l'un de l'autre, même dans l'hypothèse du travail en commun.

Probablement est-on aussi en *droit de penser qu'il y a chez certains* donateurs prise de conscience des effets de la longévité. Autrefois, l'héritage arrivait fort à propos pour démarrer dans l'existence. A présent, l'espérance de vie augmentant, les enfants héritent alors qu'ils se trouvent presque en fin de carrière, au bord de la retraite, au moment où c'est au tour des petits-enfants d'entrer dans la vie active. Ce n'est pas un hasard si quelques grands-parents réservent dans leur testament la quotité disponible à leurs petits-enfants, ou si certains héritiers transmettent à leurs enfants, sous forme de donation, tout ou partie du patrimoine reçu en héritage quelque temps auparavant.



En tout cas, si l'héritier est habituellement âgé de cinquante à cinquante-cinq ans, le donataire, lui, a dix ans de moins. Le recours aux donations-partages, dont le volume a presque doublé de 1964 à 1977, *passant de 28 000 à 54 000*, s'est ainsi particulièrement répandu. Dévolution agricole traditionnelle, elle continue d'être, pour le paysan âgé, le moyen typique de transférer capital et responsabilités, destiné à éviter le morcellement de l'exploitation familiale. Permettant de préparer en douceur la « passation de pouvoirs », elle gagne maintenant aussi les milieux industriels et commerciaux.

Cela correspond donc à un besoin social, et pourtant, pour expliquer la recrudescence de cette pratique, l'aspect fiscal est *loin d'être négligeable. En effet*, la donation-partage bénéficiait de deux avantages incitatifs : l'un, institué en 1942, minorait systématiquement les droits dus de 25 % (puis de 20 % en 1980) ; l'autre, datant de 1969, avait instauré un barème d'imposition plus doux, identique à celui des succes*sions entre époux à la progressi*vité réduite. Jusqu'en 1981, où elles furent alors soumises aux mêmes règles que les successions en ligne directe, les donations permettaient donc de jouer, de façon délibérée, sur la fiscalité. C'est pourquoi elles étaient souvent le fait des couches sociales les plus favorisées.

Les écarts en matière de rendement sont d'ailleurs plus sensibles que pour les successions. En 1979, alors que le nombre des mutations avait enregistré une progression normale, les recouvrements, eux, avaient atteint un niveau particulièrement élevé : 1,1 milliard, soit presque le double de l'année précédente. *Explication* : la perspective de la prochaine réduction de la minoration sur les droits dus de 25 % à 20 % avait poussé les « grosses fortunes » à faire des donations avant la date envisagée.

Le phénomène fut encore plus flagrant en 1981. En un an, le rendement de l'impôt (2,5 milliards) tripla. Bien sûr, la suppression des avantages concernant les donations-partages *en était en* partie responsable. Mais la progression très forte du nombre global des donations (207 000 et seulement 162 000 en 1980) traduisait les deux préoccupations du moment : l'arrivée de la gauche au pouvoir et la crainte de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF).

Pour y échapper, les titulaires de patrimoines importants s'étaient donc empressés de faire, là encore, des donations, principalement à leurs enfants. Cela n'a pas toujours été un bon calcul, car beaucoup n'avaient cédé que la nue-propriété, conservant l'usufruit. *Or les dispositions régissant* l'IGF prévoient que l'usufruitier est, de toute manière, taxé sur la totalité. Afin de sortir effectivement du champ de l'IGF, il leur fallait faire une autre donation en 1982. Le cap psychologique est à présent passé. Jusqu'à la prochaine mesure fiscale...

A. C.-S.

Donations	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Nombre	144 862	151 949	152 239	162 496	206 791	189 640	184 905
Impôt (en millions de francs) ...	567	684	1 127	750	2 585	1 407	1 583

La chronique de Paul Fabra

Le retour des ateliers nationaux

SI utiles que puissent se révéler dans leurs applications particulières les plus récentes initiatives prises pour combattre les effets du chômage – développement des TUC (travaux d'utilité collective) et congé-formation-reclassement – elles évoquent irrésistiblement l'idée que le gouvernement ne sait plus à quel saint se vouer pour s'opposer au mal qui est en train de ronger la société. Son désarroi ne se comprend que trop aisément. Non seulement le chômage continue d'augmenter, mais sa durée ne cesse de s'allonger.

La France n'est pas seule dans ce cas. Les autres pays européens connaissent plus ou moins les mêmes difficultés. Il ne faudrait pas s'imaginer non plus que Laurent Fabius et son ministre du travail, Michel Delebarre, ont l'exclusivité des remèdes qu'ils préconisent. Les points communs sont particulièrement manifestes avec la politique suivie par Mme Thatcher et son équipe.

Les nostalgiques de l'union de la gauche seront tentés de penser : rien d'étonnant à cela étant donnée la dérive « droitière » du gouvernement, sinon du PS lui-même. En vérité, le divorce entre les paroles et les actes est en l'occurrence plutôt de l'autre côté : c'est le premier ministre britannique qui, dans ce domaine, fait bon marché – et depuis longtemps – des principes auxquels elle se réfère en toutes occasions avec un zèle digne des anciens partisans du « laisser-faire, laisser passer ».

Il est au moins une chose qu'elle ne laisse pas se faire toute seule : c'est l'enregistrement statistique du chômage. Les palliatifs auxquels elle a recours ressemblent beaucoup à ceux du gouvernement socialiste français. Elle a même pris une sérieuse avance sur lui : ainsi, de l'autre côté de la Manche, quelque 620000 personnes sont déjà employées dans des travaux d'intérêt général et, par la même, exclues du nombre des chômeurs enregistrés. Ces travaux d'intérêt communautaire rappellent souvent les TUC, grâce auxquels on espère, d'ici à la fin de l'année, employer un nombre d'hommes et de femmes égal à environ le tiers du chiffre atteint en Grande-Bretagne.

Encore une fois, il ne s'agit pas de nier tout avantage à ces politiques : n'aideraient-elles que quelques dizaines de milliers de personnes à retrouver ou à garder le sens de leur dignité sociale et, dans le cas des jeunes, à conserver l'espoir en attendant une amélioration de la situation économique générale, qu'elles mériteraient déjà d'être prises en considération.

Cependant, ce qui renforce l'impression que, dans l'esprit même de ceux qui les prônent, ces actions sont regardées comme des pis-aller est qu'historiquement l'indemnisation du chômage a été d'abord conçue comme un substitut aux « travaux d'intérêt collectif ». A l'encontre de ces derniers, on peut objecter, écrivait, en 1917, William Beveridge, devenu après la seconde guerre mondiale l'un des inspirateurs de l'Etat-providence moderne, « ... qu'ils coûtent cher ; qu'ils interfèrent avec le travail indépendant ; qu'ils affaiblissent l'incitation à l'effort propre et à l'épargne individuelle ou collective ; qu'ils démoralisent les gens en les habituant à ne gagner que la moitié de leur salaire ». Ce texte est cité dans un rapport publié par l'OCDE en 1984 sous le titre : « L'extension du chômage, un défi pour la politique de garantie des ressources ».

Ce qui est resté de cette origine est que, pendant les vingt-cinq ou trente années de forte croissance économique et de niveau d'emploi élevé que les pays industrialisés ont connues après la seconde guerre mondiale, on attendait de l'assurance-chômage qu'elle remplisse une double fonction : outre, précisément, la fonction de garantie de ressources pendant une période de difficultés temporaires, la fonction d'amélioration du marché de l'emploi, L'idée était qu'en versant des prestations d'un montant suffisant à celui qui cherchait un nouveau travail, on lui donnait le temps d'en trouver un qui correspondait à ses aptitudes.

L'ALLONGEMENT continu de la durée moyenne du chômage n'a, dans le meilleur des cas, laissé subsister qu'une partie de cette belle construction. La crise a fait apparaître distinctement deux catégories de chômeurs : ceux qui retrouvent, au bout de trois ou quatre mois, un emploi stable plus ou moins rémunéré comme le précédent, et tous les autres, qui connaissent des difficultés plus ou moins grandes de réinsertion, quand ils n'en perdent pas le goût par découragement, lassitude ou par complaisance envers leur situation d'attente indéfiniment prolongée. Le schéma traditionnel ne s'applique qu'à cette première catégorie, qui représente désormais une minorité.

D'où le retour du balancier auquel nous sommes en train d'assister. Pour maintenir ou recréer l'incitation au travail et pour éviter les abus, on en revient progressivement à l'idée que, d'une façon ou d'une autre, le chômeur doit « gagner son allocation ». Sous une forme moderne, les ateliers nationaux retrouvent faveur, en France, en Grande-Bretagne, en Espagne, mais aussi au Canada (où les expériences sont déjà anciennes) et aux Etats-Unis. Le président Reagan vient de proposer au Congrès un projet de loi dans ce sens, rendant obligatoire, sous certaines conditions, la prestation d'un certain travail pour recevoir en contrepartie une allocation.

C'est dans ces conditions qu'on recommence sérieusement à s'interroger sur les effets de ce qu'on appelle le chômage « induit », celui qui est provoqué, pour parler encore comme les experts, par un « taux de remplacement » trop élevé. Il s'agit de la proportion de l'allocation touchée quand on est chômeur par rapport au salaire perçu quand on travaille. Les calculs sont difficiles à établir, car il convient notamment de tenir compte des charges annexes dont certaines disparaissent en cas de chômage.

C'est ainsi qu'une enquête récente a révélé la raison pour laquelle est en train d'échouer le dispositif mis en place pour encourager certains cadres à accepter des emplois à temps partiel. On s'est aperçu que beaucoup d'entre eux renonçaient à cette possibilité parce que le supplément de gain à attendre d'une reprise du travail était pour eux annulé par le fait que l'ASSEDIC cessait de prendre à sa charge la cotisation de retraite complémentaire. Grave, très grave problème qu'on évite d'aborder de front, car personne ne veut courir le risque d'être accusé d'insensibilité à l'égard de l'épreuve, hélas ! le plus souvent très pénible, que constitue la perte d'un emploi régulier.

L'HYPOTHÈSE du salaire « induit » repose sur un raisonnement difficilement réfutable dans sa généralité : une indemnisation élevée est un facteur supplémentaire de rigidité des salaires car pratiquement personne n'acceptera de travailler pour une rémunération tout juste égale ou à peine supérieure au revenu de remplacement auquel l'assurance chômage lui donne droit. Cependant, la « perversité » du système – du point de vue de ses conséquences sur le fonctionnement global de l'économie – ne s'arrête pas là.

Si l'on envisage ses effets dans une perspective plus longue, on est tenté de conclure, comme le fait une des études du rapport de l'OCDE déjà cité, que finalement « l'indemnisation du chômage tend à réduire les salaires à un niveau inférieur à celui qui aurait prévalu sans indemnisation ». Et l'auteur, un économiste américain, d'expliquer : « Cet effet se produit parce qu'il faudrait autrement des salaires plus élevés pour inciter les travailleurs à accepter des emplois dans des conditions de moindre stabilité ».

Il est infiniment probable que toute atténuation du risque individuel se paie par une moindre efficacité de l'activité économique globale et donc par une certaine perte pour la société dans son ensemble. Cela ne veut pas dire qu'il faille a priori se méfier de la générosité, mais comme on l'a vu naguère avec le système d'indemnisation à 90 % décidé par le septennat précédent, et auquel il a fallu par la suite renoncer, le pire est encore de bloquer les processus à travers lesquels l'économie conserve sa mobilité et donc à terme ses facultés de récupération.

A PROPOS DE LA DETTE DU TIERS-MONDE

Un commentaire de Charles Bettelheim

LA chronique de Paul Fabra consacrée, le 16 avril, à « La dette du tiers monde » comporte des rappels qui devaient être faits. Ainsi, il est bon de souligner que le contrôle des changes et des importations pratiqué par certains pays du tiers monde a pu favoriser le développement d'industries aux coûts trop élevés et décourager les investissements étrangers ; mais il faudrait ajouter qu'il n'en est pas nécessairement ainsi. On sait que les industries naissantes ont besoin d'être protégées et qu'un pays comme l'Inde a réalisé des progrès industriels assez remarquables en protégeant son industrie et en contrôlant les investissements étrangers.

Paul Fabra a raison aussi de rappeler que les prêts consentis essentiellement par les banques des pays riches au cours des années 1974 à 1982 n'ont guère servi à développer l'économie de ces pays, mais ont bénéficié largement aux riches des pays pauvres, en facilitant l'exportation de leurs capitaux.

Après ces rappels, on est surpris de constater que Paul Fabra semble défendre les positions des banques occidentales, du FMI et de la Banque mondiale, qui s'efforcent de faire payer par les pauvres des pays pauvres le remboursement des dettes et des intérêts qui ont bénéficié aux riches de ces pays.

Certes, Paul Fabra ne se place pas sur le terrain de la morale (fort étrangère aux relations internationales), mais sur celui des rapports de forces. Il affirme que si le tiers-monde ne se plie pas aux exigences de ses créanciers, il se verra mis au ban des pays riches, qui bloqueront tous les avoirs à l'étranger des pays débiteurs défaillants, qui saisiront les bateaux et les avions de ces pays et refuseront de leur livrer les marchandises dont ils ont besoin, y compris des médicaments indispensables aux malades.

Les banques américaines entretiennent sans doute de tels projets, mais il n'y a pas que les Etats-Unis dans le monde. D'autres pays industriels peuvent avoir – en considération de leurs propres intérêts – une attitude différente. Parmi ces pays figurent ceux qui sont nouvellement industrialisés, et aussi ceux qui le sont plus anciennement, comme la France et les pays nordiques (pour ne citer que ceux-là).

Il y a là des capitalistes et des dirigeants politiques qui peuvent avoir une autre conception des rapports internationaux, des liens à développer entre le Nord et le Sud et du développement économique mondial. Il n'est nullement sûr qu'ils soient disposés à se plier aux injonctions des banques américaines, et qu'ils ne souhaitent pas maintenir et même développer leurs rapports commerciaux avec les pays du tiers-monde qui chercheront à régler leurs dettes dans d'autres conditions que celles que veulent imposer les financiers des Etats-Unis et les organisations internationales soumises à l'influence américaine.

En bref, le tiers-monde n'a pas pour seule issue de se plier à la volonté de ses créanciers américains. Il dispose de marges de manœuvre et de possibilités de négociation. L'intérêt de tous est que les pays débiteurs sachent que ces marges existent, et qu'ils en tirent parti le plus raisonnablement, sinon le plus largement, possible.

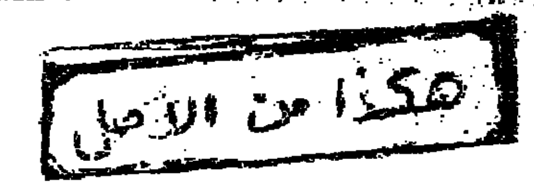
BIBLIOGRAPHIE

« Panorama de l'économie française », de Rémy Arnaud

Qui ne s'est dit un jour, parce qu'il lui manquait un chiffre, une référence, pour compléter un dossier, établir un rapport, écrire un article : « C'est idiot, où pourrais-je bien trouver la réponse à cette question aussi simple ? » Sur l'économie française, elle est donnée par le *Panorama* que vient d'en dresser Rémy Arnaud.

Pas de laïus inutile. Il y a là tout ce qu'il faut savoir sur le poids de la France, l'agriculture, l'énergie, l'industrie, les services, les données sociales et les régions. La matière est hachée très fin, assaisonnée de petits tableaux comparatifs, et le plus vaste public peut avoir accès à ce menu qu'on a débarrassé de tout ce qui pèse trop souvent sur l'estomac du lecteur dans ce genre d'entreprise.

★ *Sciences et Vie – Economie* (5, rue de la Baume, 75008 Paris), 254 pages, 89 F.



هكذا من الأصل

SUCCESS/SLAD

Radio France. L'entreprise dont le répertoire va de Verdi à Reagan.



Aujourd'hui trop d'événements surviennent dans trop de domaines pour qu'on se limite à un seul répertoire. Lorsqu'on est une grande entreprise de radio, il faut les servir tous. Ainsi fait Radio France.

Réseau de stations aussi différentes que France Inter, France Musique, France Culture, Radio 7, Radio Bleue, les radios locales, Radio France est seule capable de vous mettre directement à l'écoute, au même moment, d'un récital de Jessye Norman, d'une déclaration de Reagan ou d'un concert de Bernard Lavilliers.

Ce qui est vrai de la musique et de l'information l'est autant du théâtre, des variétés ou de la vie régionale.

Cette capacité de retransmission de tous les sons se fonde sur une vraie diversité de programmes, d'hommes et de techniques.

Les hommes. Ce sont 1000 animateurs, journalistes et techniciens en France et à l'étranger. Ce sont les 370 musiciens des deux orchestres symphoniques, des chœurs et de la maîtrise de Radio France, les 500 comédiens réguliers qu'emploie France Culture pour ses émissions dramatiques. En 1984, Radio France a fait appel à plus de 5000 collaborations artistiques distinctes. Radio France est ainsi une des plus grandes entreprises culturelles du pays.

Les programmes. Première entreprise de production radiophonique, Radio France conçoit chaque année 270000 heures d'émissions pour satisfaire l'extrême variété de vos goûts. Depuis le 1er février, France Culture a rejoint France Inter et France Musique pour vous accompagner jour et nuit, toute l'année, 24 heures sur 24.

Les techniques. Radio France est à la pointe de l'enregistrement et de la reproduction du son. Parce que l'auditeur est toujours plus sévère et parce qu'il a droit à la plus haute qualité. Pour l'avenir, les fanatiques du son pur noteront avec intérêt que Radio France est prête pour le numérique et la diffusion par satellite.

Le répertoire de Radio France est aux dimensions du monde d'aujourd'hui : changeant, vaste, éclectique.

Inutile pourtant, de lancer des fleurs.



Une entreprise de l'audio-visuel public.

L'exigence quotidienne de 10 millions de Français.

sports

TENNIS

Noah remonte Noah

Yannick Noah a remporté, dimanche à Rome, les Internationaux d'Italie de tennis. Sa victoire en finale sur le jeune Tchécoslovaque Miroslaw Mecir (6-3, 3-6, 6-2, 7-6) a mis fin à deux années d'échecs. Le numéro un français n'avait plus remporté de tournoi du grand prix depuis son triomphe de Roland-Garros en 1983. A huit jours au début des Internationaux de France 1985, il reprend place parmi les meilleurs joueurs du monde. Ses qualités sur la terre battue en font l'un des outsiders de la grande quinzaine de la porte d'Auteuil.

Correspondance

Rome. – Il était temps! A huit jours de Roland-Garros, Yannick Noah a enfin renoué avec la victoire. *Mieux! lui qui, ces dernières* semaines, avait été balayé par des seconds couteaux aux tournois de Fort-Myers, Chicago, Las Vegas et Forest-Hills, il a réussi cette fois à enchaîner plusieurs succès convaincants sur des joueurs de premier plan : Jarryd (sixième mondial), Clerc (vingtième), Becker (le jeune qui monte) et, en finale, Mecir (onzième, la révélation de l'année).

Cette belle série, qui a vu Noah s'améliorer au fil des matches pour en arriver à une finale d'un très bon niveau, devrait relancer un joueur qui, il y a une semaine encore, pataugeait dans le doute et la morosité : *« Ceux qui miseront sur moi au loto joueront la grosse cote »,* déclarait-il à son arrivée à Rome. En pleine crise de confiance, Noah...

Deux années de pénitence avec, au bout de toutes ses incertitudes, la vague résolution de tout arrêter à la fin de 1985 s'il ne retrouvait pas son niveau d'autrefois. Deux années qui ont bouleversé sa vie d'homme et sa vie d'athlète et qui expliquent les raisons de ses échecs sportifs.

Bouleversements géographiques : partagé entre ses racines françaises et africaines, Noah, dépressif, optait à la fin de 1983 pour l'Amérique ! Lui qui, souvent, rêvait d'une île déserte choisissait Manhattan.

Bouleversements affectifs : son mariage, début 1984, avec la jolie Cécilia, mannequin suédois; la mort d'un grand-père adoré dans les *événements de Yaoundé, quelques* semaines plus tard; la naissance d'un fils en février 1985. Le jeune homme insouciant et volontiers fêtard s'est transformé en père de famille rangé. Noah a coupé ses nattes rastas. Aujourd'hui, il porte la barbe, et sa femme et son fils le suivent partout, de Chicago au Japon, de New-York à Rome et à Paris. Le tennis est toujours là, mais ce n'est plus le plus important.

Bouleversements physiques : Noah est assurément le plus bel athlète du circuit, mais depuis sa blessure à l'aine contre Connors en 1982, il n'a pas échappé aux maux qui, aujourd'hui, minent les grands des courts les uns après les autres. Après sa victoire à Roland-Garros, une tendinite au genou lui a gâché la deuxième moitié de la saison. En mai 1984, une déchirure abdominale marque le début d'une nouvelle série noire : Noah assure tant bien que mal Roland-Garros, mais tout de suite après, une pubalgie le met sur le flanc pour cinq mois. Il reprend doucement en novembre, commence à bien rejouer en janvier 1985 aux Etats-Unis (quarts de finale à Philadelphie contre McEnroe, finale à Memphis contre Edberg). Mais là, une entorse vient à nouveau stopper sa progression.

Le déclic

Le temps de relancer la machine, de préparer la Coupe Davis au Paraguay, d'en revenir battu, de jouer un peu avec le bébé, et d'enchaîner une série de défaites dès les premiers tours face à des acteurs de série B, et l'on se retrouve avec un champion au moral défaillant, qui regarde son classement mondial baisser de jour après jour au point qu'il risque de ne plus être tête de série à Roland-Garros :

« Quand on a des adducteurs pas très solides, le dos douloureux, des genoux qui font mal, un jour sur deux, on finit par se poser des questions », avoue Noah.

La réponse, il l'a trouvée en s'attachant les services quotidiens, depuis un mois, d'un kinésithérapeute, Pierre Delorme, qui lui impose un important travail physique d'entretien musculaire et de préparation. Cet ennui aux genoux venait d'une insuffisance de musculation du quadriceps. Depuis qu'il travaille ce muscle, l'inflammation a disparu.

Patrice Hagelauer, son entraîneur, le suit également pas à pas depuis un mois. *« Sa victoire de Rome doit être le déclic,* affirme-t-il. *Il a battu en Italie de très bons joueurs. La confiance est revenue. Il lâche enfin ses coups. Il tente, il ose. Et il a considérablement amélioré son revers, qui restait son point faible. »*

« Je sais désormais que je peux gagner, même en ne jouant pas fantastiquement bien, explique Yannick Noah, très lucide. *Et surtout, les autres savent qu'il faut à nouveau compter avec moi ! Cela fait une différence. »*

Que lui manque-t-il pour revenir à son meilleur niveau ? *« Il doit encore ajuster son jeu à la volée et sa vitesse de jambes,* explique Hagelauer. *Cela sera notre travail de la semaine à venir, agrémenté de quelques matches avec Connors sur le central de Roland-Garros pour se le remettre en mémoire. On dira que Yannick rejoue bien lorsqu'il jouera bien seulement contre McEnroe. »*

Voilà lâchés les noms des deux favoris de Roland-Garros : Noah, *pour sa part, est déjà bien heureux* d'être revenu dans le troupeau des outsiders. Avec, sans aucun doute, une petite arrière-pensée.

C. B.

RUGBY

Toulouse-Toulon : une finale en noir et rouge

Le Stade toulousain et le Racing-Club de Toulon disputeront samedi 25 mai, au Parc des Princes de Paris, la finale du championnat de France de rugby. Les Toulousains et les Toulonnais se sont qualifiés en battant respectivement l'AS Montferrand (17-6) et Lourdes (6-3) à l'occasion des demi-finales, qui ont eu lieu les 18 et 19 mai. Les deux équipes ne se sont jamais rencontrées à ce stade de la compétition. Le Stade toulousain, qui a été finaliste onze fois, dont la dernière en 1981, a été champion sept fois, dont la dernière en 1947. L'unique titre des Toulonnais, qui ont disputé quatre finales, remonte à 1931. Les deux clubs pratiquent un rugby « total », auquel participent avants et arrières.

De notre envoyé spécial

Toulouse. – Voici donc le rugby *français pris* dans un tourbillon rouge et noir, couleurs des clubs finalistes du championnat, le Stade toulousain et le Racing-Club de Toulon, qui s'affronteront samedi *25 mai sur* la pelouse du Parc des Princes. Et si le règlement n'avait pas prévu de faire jouer en blanc les Toulousains, il aurait été fort difficile de différencier les deux équipes *tant leur style* est voisin.

On pourrait entrevoir davantage de dispositions aux grandes attaques déployées du côté des lignes arrière toulousaines, en raison de la présence dans la ligne de trois-quarts de centres de grande envergure comme Charvet et Bonneval. Toutefois, ce serait faire injure aux coéquipers de Gallion, qui ne répugnent jamais au jeu de main, de les tenir pour inférieurs dans ce domaine. Pour le reste, si le physique est fondamental aujourd'hui aux yeux des sélectionneurs de l'équipe nationale, il faut convenir que l'une et l'autre équipe avancent au pas d'une troupe de combattants à qui rien ne fait peur, surtout pas l'âpre bataille des regroupements. On l'a bien vu lors des demi-finales.

Samedi, à Bordeaux, le Stade toulousain était visiblement préparé à ne pas se laisser dévorer par le lourd paquet montferrandais. *« Pris devant, on est encore capables de passer derrière »,* avait prévu l'entraîneur Pierre Villepreux. C'est exactement dans ce panneau qu'allaient tomber les géants auvergnats, tandis que leurs lignes arrière s'enferraient dans des combinaisons trop savantes pour être payantes. Durant la première demi-heure, le deuxième ligne auvergnat Gaby domina bien la bataille des airs à la touche. Mais ses coéquipiers n'en profitèrent guère : il n'y avait que six points au tableau d'affichage à leur avantage après vingt-cinq minutes de tirs vers les poteaux toulousains. La sortie de l'ouvreur montferrandais Aguerre marqua le début du calvaire des Auvergnats en général et de son remplaçant *en* particulier, le jeune Farenc, recruté à Béziers pour préparer l'avenir. Le présent immédiat des Auvergnats tourna à la déroute avec un essai du troisième ligne toulousain Janik après trente-cinq minutes de jeu.

Ce fut en effet comme le signal d'une révolte cathare. Avec une apparente facilité, les Toulousains changèrent de style. De la défensive, ils passèrent résolument à l'attaque. On avait comparé leur formation à un boa lorsqu'ils avaient étouffé les vieux grognards de Béziers en quarts de finale. A Bordeaux, le reptile s'est transformé en tigre vorace de ballons. Les centres Charvet et Bonneval se chargèrent de lancer les offensives, qui, en se concluant deux fois par des essais, consacrèrent la victoire des « rouge et noir » des bords de la Garonne.

Six mille spectateurs s'étaient déplacés pour assister à ce petit festival de rugby. On en compta beaucoup moins le lendemain à Toulouse, qui se veut toujours la capitale du ballon ovale, pour la rencontre Lourdes-Toulon.

Les absents n'ont pas à le regretter, car les deux équipes, sans doute inhibées par l'enjeu – l'une et l'autre sont à la recherche d'une gloire passée, – ne se sont pas résolues à sortir du petit périmètre des avants pendant toute la première mi-temps, qui s'est achevée sur un score vierge (0-0).

En seconde période, les Varois sont passés à l'offensive sous la conduite de Gallion. Il ne leur a pas été accordé d'essai, mais deux pénalités leur ont permis de prendre l'ascendant sur les Pyrénéens. Ceux-ci ont tenté de réagir en fin de partie, *mais ils s'étaient* réveillés, comme le lièvre de la fable, trop tard.

La confrontation finale, samedi prochain, entre deux équipes dotées de gros moyens physiques mais aussi de fins stratèges, devrait donc être du plus haut intérêt au moment où le rugby français cherche des successeurs à la génération des « tracteurs » biterrois.

L. T.

AUTOMOBILISME

Prost : banco à Monaco

En 1984 la victoire d'Alain Prost à Monaco avait été controversée : le directeur de la course avait arrêté les pilotes au 31e tour en raison du danger provoqué par la pluie alors qu'un jeune concurrent, le Brésilien Artou Senna, était sur le point de passer la McLaren du Français.

Il y a deux semaines, Alain Prost franchissait en tête la ligne d'arrivée du Grand Prix de San-Marin à Imola, mais il était disqualifié : sa monoplace ne pesait pas les 540 kilogrammes réglementaires.

Dimanche 19 mai, la première place d'Alain Prost, au pied du rocher des Grimaldi, n'a pas prêté à discussion. Après l'abandon de la Lotus de Senna au treizième tour, c'est à la régulière que Prost a pris le meilleur sur la Ferrari de Michele Alboreto d'abord retardé par une sortie de route puis une crevaison, et sur la Lotus d'Elio de Angelis en difficulté avec ses freins en fin de course.

Autre revanche pour le Français au terme de ce Grand Prix fertile en incidents : en 1982, alors qu'il était sur le point d'amener à la victoire une Renault, il avait fait un spectaculaire tête-à-queue sur le circuit rendu glissant par la pluie ; cette année l'averse s'est également mise à tomber quelques tours avant le terme de la course, mais Prost a passé la ligne d'arrivée sans embarras.

Avant le Grand Prix de Belgique, qui se disputera le 2 juin sur le circuit de Spa-Francorchamps, Prost partage la deuxième place du classement du championnat du monde des pilotes avec Alboreto (18 points) derrière de Angelis (20 points).

Pour le quatrième grand prix de la saison, c'était la troisième fois, di*manche 19 mai, que le Brésilien* Ayrton Senna s'élancait en première position. Le jeune virtuose n'avait pas hésité à utiliser de méchants procédés lors de la dernière séance d'essais pour maintenir, coûte-que-coûte, cette place privilégiée sur la grille de départ. Il avait néanmoins amélioré le record du tour en *réussissant la moyenne de* 148,206 km/h. Aussi quand le Brésilien s'était installé en tête de la course dès le départ, on pouvait penser qu'il allait triompher sur le circuit où il s'était révélé, l'an passé, au volant d'une Toleman en talonnant Alain Prost.

Les hasards de la mécanique n'en ont pas décidé ainsi. Au treizième tour le moteur de la lotus, qui avait déjà donné des inquiétudes à son pilote au cours des derniers essais, s'est mis à « ratatouiller ». Après avoir été victime d'une panne sèche deux semaines auparavant à Imola, Senna ne pouvait pas aller au bout une fois encore alors qu'il semblait avoir tous les atouts en main pour s'imposer.

C'était à nouveau le deuxième pilote de l'écurie, Elio de Angelis, qui *devait monter sur le* podium. La troisième place de l'Italien lui permettait d'ailleurs de rester en tête du championnat du monde des pilotes. Ainsi le vainqueur du jour, Alain Prost, pouvait identifier nettement l'écurie la plus menaçante en ce début de saison pour les McLaren : les monoplaces noir et or de Lotus, propulsées par des moteurs Renault.

Or, si un Brésilien et un Italien sont aux volants des voitures de cette firme anglaise, c'est un Français qui en assure désormais la direction technique : Gérard Ducarouge. L'homme a une longue expérience des circuits. *Il* a participé à la grande aventure de Matra aux Vingt-Quatre Heures du Mans et dans le championnat du monde d'endurance. Puis, de 1975 à 1981, il a contribué à l'essor de Ligier. Chez Alfa-Romeo, il donna ensuite de beaux motifs d'espoirs au difficile huit cylindres en V sans obtenir la gratitude de la firme italienne. C'est en juin 1983 qu'il est entré chez Lotus. Comme l'homme providentiel.

Depuis la mort, en décembre 1982, du fondateur de la firme, Colin Chapman, véritable sorcier de la formule 1, l'écurie britannique était privée d'un esprit créatif. Six semaines après son arrivée, une nouvelle Lotus sortait des ateliers. A son volant, Elio de Angelis partait en *première position au Grand Prix de* Silverstone. C'était un sensationnel coup de maître. Au cours des grands prix qui suivirent, les Lotus furent régulièrement les plus rapides aux essais. Restait à trouver la réussite en course. C'est Ayrton Senna qui en a pris le chemin sous la pluie d'Estoril, puis de Angelis sur le tapis vert d'Imola.

En fait, l'ingénieur français semble avoir trouvé au sein de la firme britannique l'environnement qui convient le mieux au succès en formule 1 : une écurie artisanale par ses dimensions mais dotée de grands moyens financiers et d'une équipe technique de premier ordre au service de pilotes brillants et doués.

Dans ces conditions, il a pu obtenir le meilleur rendement du moteur Renault. Alors que la Régie n'est plus parvenue à imposer ses monoplaces depuis plus d'une saison, les autres écuries qui utilisent son six cylindres en V n'ont pas à s'en plaindre. Grâce à lui, par exemple, Ligier a pu placer les voitures d'Andrea de Cesaris à la quatrième place et de Jacques Laffite à la sixième place du *Grand Prix de Monaco : le* constructeur vichyssois n'avait pas obtenu un tel résultat d'ensemble depuis 1980.

Toutefois, si les Lotus restent les plus rapides aux essais, tous les problèmes techniques spécifiques au circuit de Monaco n'ont pas été ré*solus comme l'ont montré* les difficultés de Senna puis de de Angelis. Il est vrai qu'aucun des sept succès de Gérard Ducarouge en formule 1 n'a été signé en principauté de Monte-Carlo. Mais quand le nouveau moteur EF 15 aura été parfaitement maîtrisé, il y a toutes les chances pour que Lotus se dresse encore en travers des ambitions de Prost et de McLaren.

APARTHEID

Mêlées sans mélanges

La conférence internationale organisée du 16 au 18 mai, au Palais de l'UNESCO à Paris, par le comité spécial des Nations unies contre l'apartheid, s'est prononcée en faveur de l'isolement sportif total de l'Afrique du Sud.

La campagne pour la participation de l'Afrique du Sud aux manifestations internationales n'a rencontré aucun succès, a estimé la conférence. Celle-ci a toutefois attiré l'attention sur le fait que l'Afrique du Sud « est maintenant prête à saborder le sport international en finançant des tournées rebelles ». *Elle a invité toutes les organisations à refuser* « la réhabilitation *[de ce pays]* dans le sport international aussi longtemps que l'apartheid continue d'exister ».

Dans sa déclaration finale, la conférence rappelle la responsabilité spéciale de dirigeants sportifs comme M. Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, qui, en fraternisant avec les sportifs racistes d'Afrique du Sud, se font les propagandistes actifs des prétendus réformes apportées à la politique de l'apartheid.

Si le rugby demeure le seul des principaux sports d'équipe à refuser d'isoler l'Afrique du Sud, en autorisant des tournées représentatives, cela tient, observe le texte, « à la nature totalement discriminatoire et anti-démocratique de l'International Board ».

La conférence a, de plus, vivement condamné la tournée des All Blacks néo-zélandais prévue du 24 juillet au 14 septembre. « L'opposition à une telle tournée se fera avec des manifestations de masse en Afrique du Sud », *a-t-elle affirmé.*

MOTOCYCLISME

Sarron sur Yamaha sans ratés

Le Français Christian Sarron, champion du monde en titre en 250 centimètres cubes, a remporté, dimanche 19 mai, sur le circuit de Hockenheim, le Grand Prix de RFA en 500 centimètres cubes, troisième épreuve de la saison du championnat du monde.

Le pilote de l'écurie Yamaha a réussi à cette occasion un véritable exploit, en devançant sur un circuit rendu glissant par la pluie l'Américain Freddie Spencer sur Honda, le Britannique Ron Haslam, également sur Honda, et un autre Américain Eddie Lawson, sur Yamaha. Très mal parti, il dut en effet dépasser une vingtaine de concurrents pour s'imposer.

Agé de trente ans, le « petit prince des circuits » a commencé sa carrière vers l'année 1975 au côté de Patrick Pons, qui devait se tuer quelques années plus tard à Silverstone. Séduit par les « gros cubes », il était déjà à vingt-deux ans vice-champion du monde en 750 centimètres cubes. Victime de chutes nombreuses, il s'est alors tourné vers les cylindrées inférieures, où il a fini par s'imposer.

Engagé cette saison dans l'écurie de l'usine japonaise Yamaha pour piloter une « 500 », il dispose d'un engin équivalent à celui de son coéquipier, l'Américain Eddie Lawson, champion du monde en titre. Cette victoire lui permet de se classer en troisième place du championnat.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

SAUT EN LONGUEUR

Le quadruple champion olympique américain Carl Lewis n'est pas parvenu à améliorer le record du monde du saut en longueur que détient son compatriote Bob Beamon, depuis 1968, avec un bond de 8,90 mètres lors des Jeux de Mexico. Un vent trop violent l'a empêché de dépasser 8,77 mètres (à 2 centimètres de son record personnel) le 18 mai, lors de la réunion de Westwood à Los Angeles. Lewis devrait faire une nouvelle tentative lors des championnats des Etats-Unis, du 14 au 16 juin à Indianapolis.

Escrime

CHAMPIONNAT DE FRANCE AU FLEURET MASCULIN

Deuxième de la Coupe du monde 1985, Philippe Omnès, du cercle de Charenton, est devenu champion de France au fleuret, pour la troisième fois et la deuxième fois consécutives, en disposant, le 18 mai en finale (10 touches à 6), du Melunais Youssef Hocine, vainqueur de la Coupe du monde junior.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

(finale aller)

*Nice et Le Havre 2-2

PRÉ-BARRAGES

pour la première division

Rennes b. *Saint-Etienne 2-0

*Mulhouse b. Nîmes 2-0

Barrages de deuxième division aller le 24 mai et retour le 28 mai entre Rennes et Mulhouse.

COUPE D'ANGLETERRE

Un but de l'Irlandais Norman Whiteside, marqué au cours des prolongations, a privé les « bleus » d'Everton du « triplé » championnat-coupe d'Europe-« Cup » : le 18 mai au stade de Wembley dans la banlieue de Londres, le deuxième club de Liverpool a été battu (1-0) en finale de la coupe d'Angleterre par Manchester United, qui a gagné le trophée pour la sixième fois.

Golf

OPEN GSI DU TOUQUET

Grâce à six birdies dans le dernier tour, l'Anglais Mark James a remporté, le 19 mai, l'Open GSI du Touquet avec une carte totale 272 (15 sous le par), devant ses compatriotes Carl Mason et Howard Clark, respectivement distancés de 3 et 5 coups.

Jeu à XIII

COUPE DE FRANCE

Le XIII Catalan a remporté pour la neuvième fois la Coupe de France de jeu à XIII en battant, le 19 mai à Narbonne, devant dix mille spectateurs, Limoux (24-7) grâce à trois essais, dont deux transformés, et quatre pénalités contre un essai transformé et un drop.

Motocyclisme

GRAND PRIX MOTOCROSS DE TCHÉCOSLOVAQUIE

Deuxième du Grand Prix de Tchécoslovaquie de motocross (250 centimètres cubes) disputé le 19 mai à Holice, le Français Jacky Vimond (Yamaha) a pris la tête du championnat du monde après six épreuves, avec 148 points, devant l'Autrichien Heinz Kinigadner, vainqueur de cette course, avec 131 points.

Tennis

TOURNOI DE MADRID

(80 000 dollars)

Andreas Maurer (RFA) b. Lawson Duncan (EU) 7-5, 6-2.

Triathlon

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Première épreuve)

Les Mureaux (1 km de natation, 50 km à vélo, 12 km de course à pied) : 1. Georges Belandre (Ascat Poissy I), 2 h 20 min. 32 sec. ; 2. Alain Dallenbach (professionnel), 2 h 21 min. 59 sec. ; 3. Yves Cordier (professionnel), 2 h 24 min. 11 sec. – Première femme : 92. Odile Lagarde (individuelle), 2 h 54 min. 36 sec.

Voile

GRAND PRIX DE BREST

Disputé par treize multicoques de classes 1, 2 et 3, le Grand Prix de Brest, comptant pour le championnat du monde de course open 1985, a été gagné par Philippe Jeantot, sur le catamaran Crédit agricole *qui a effectué 10 tours du circuit dans la rade et les 140 milles du parcours en mer d'Iroise. Il a devancé les catamarans* ELF-Aquitaine *de Maurel et* Charente-Maritime II *de Jean-François Fountaine.*

Volley-ball

COUPE DE FRANCE

(Demi-finales retour)

*AS Cannes (N. 1A) b. Fréjus (N. 1B), 3-2 (3-1) ; *Grenoble (N. 1A) b. CASG (N. 1B), 3-0 (3-0).

*Les clubs qualifiés pour la finale du 1er juin à Grenoble sont précédés du signe * ; entre parenthèses, le score du match aller.*

Self-service



LE charme s'est rompu ce week-end. Sans doute dans la nuit de samedi à dimanche *une mutation s'est opérée* dans les cerveaux de la Croisette, provoquant sous les *crânes un joli coup de « blues »*. Comme on le dirait des dernières scènes d'un film, cela sentait la fin.

Un rythme allait se ralentissant, garantie de convalescence, mais qui subitement vidait de sens un lieu voué à la frénésie. Le Festival ne produisait plus assez de narcissisme pour se *permettre de rester plus longtemps fermé au monde* extérieur. Déjà, suprême anomalie pour un univers d'obsessionnelle *exclusivité*, on entendait parler d'autre chose. Des soucis des uns et des autres, laissés derrière soi quinze jours durant et qui se rappelaient sans prévenir à notre bon souvenir. Du Grand Prix de formule 1 de Monaco, pour l'amour duquel des familiers avaient lâchement abandonné la ville quelques heures. Dans le palais, des gens sans scrupules coupaient l'image des téléviseurs du circuit interne pour suivre Alain Prost *sur l'asphalte d'une gloire que Cannes* deux jours plus tôt n'aurait pas supportée.

La magie n'opérait plus. Le Festival repassait au vestiaire pour y retrouver ses nippes. Il y avait ceux qui voulaient partir plus tôt et ceux qui conseillaient de rester, de crainte de se retrouver seuls. Un week-end pour rien, ou pour si peu. Comme chaque année, Cannes condamnait ses dernières heures à *n'être* qu'une *attente* du palmarès et de la cérémonie de clôture.

Et sans doute Coluche a-t-il commis une erreur samedi *en croyant que le Festival conservait suffisamment de plaisir* de soi pour s'amuser encore des bouffonneries de l'artiste. Huit jours plus tôt peut-être. Mais, placées comme elles l'étaient au bout de notre fatigue, sa vindicte antipresse, ses insultes « beauf » à l'égard des journalistes nous ont rappelé *que Cannes était aussi un self-service en trompe-l'œil* masquant parfois des plats maigres derrière un service de style.

Coluche se trompait de bistrot. Ou alors c'était l'établissement qui se trompait de clientèle. *Celle de James* Stewart lui seyait mieux et on s'est convaincu dimanche après la projection de *Glenn Miller Story* d'Antony Mann, en présence du comédien, que décidément ce festival-là n'avait pas raté ses hommages à quelques figures du cinéma. Coluche. James Stewart. Le présent, ce week-end, *ne* faisait pas le poids en face du passé. Comment Cannes, avec de tels symboles, *pourrait-il éviter la nostalgie ? Ce qu'on* a gagné en 1985, qu'il s'agisse des stars ou des films, paraît parfois bien pâle au vu de ce qu'on a perdu. *Méfiance donc : si* la maladie du cinéma continue, le Festival pourrait être tenté de ne chercher le réconfort que dans l'exploration de son musée. Il y a là en *germe* le risque que l'actualité montrée passe en comparaison pour trop faible.

PHILIPPE BOGGIO.

Cannes, trente-huitième

Compétition — PREMIERS BILANS

La palme sera-t-elle vraiment en or ?

La dernière carte du paquet peut toujours être la bonne. Alors, jusqu'au bout, on aura espéré. Allait-il enfin se présenter le film qui aurait tout naturellement droit à la Palme d'or ? Non, rien, pas de palme. Pas d'embarras, pas de choix. Le Festival se termine tristement, sur *Derborence*, de Francis Reusser. Et la clôture se fêtera sans cérémonie, avec John Boorman. *la Forêt d'émeraude* est hors compétition, mais sa niaiserie, de toute façon, n'en aurait pas fait le sauveur suprême.

1985, une mauvaise année. Un mauvais jeu, cela arrive aux meilleurs joueurs. Qui n'y peuvent rien. Va-t-on reprocher au délégué général, Gilles Jacob, d'avoir composé une sélection médiocre ? Mauvaise querelle. Après toutes ces années où il a drainé le meilleur de la production mondiale vers la Croisette, on voit mal pourquoi il se serait cette fois égaré, écartant à dessein des rois et des reines, des as, pour ne garder qu'une main sans atouts !

Les atouts ont manqué au trente-huitième Festival de Cannes. *Police*, de Maurice Pialat, pas terminé. *Ran*, d'Akira Kurosawa, pas prêt. Fellini, Cimino, Antonioni, Bresson, Welles, absents. Le cinéma n'est pas en si brillant état que l'on puisse aligner ainsi à l'infini les noms qui ont cruellement fait défaut. Mais il est certain que ceux-là n'ont pas été remplacés, et que pas une nouvelle signature ne s'est imposée.

Seul maître à bord de la galère 1985, Godard. Donner la palme à *Détective ?* Ce ne serait que justice. Très courageux, et trop téméraire cependant. Doit-on prendre la responsabilité de conduire les spectateurs vers une œuvre que, pour la moitié d'entre eux, ils rejetteront ? Artistique *et* public, tels sont les adjectifs que le palmarès, vaille que vaille, parvient à faire rimer. Le succès de *Paris, Texas*, l'an dernier, est encore là dans les mémoires pour en donner la preuve.

La Palme d'or à *Détective*, d'un *autre côté, quelle provocation !* On ne peut s'empêcher de penser qu'elle serait salutaire, qu'elle redonnerait à tous – producteurs, auteurs, programmateurs – le goût du risque. L'envie de bousculer un peu l'assistance du Palais qui a trop tendance à méchamment chahuter dès qu'un film dérange, ennuie, par la nouveauté de son style ou de son inspiration.

Godard était cette année un spécimen, unique, atypique. Il serait désolant que soit fini le temps où l'on osait mettre en lice *le Camion*, de Marguerite Duras, ou *la Femme gauchère*, de Peter Handke, et que la section Un certain regard devienne la bonne conscience de la sélection officielle. Il serait désolant que seuls les films faciles trouvent grâce désormais aux yeux de l'ogre, ce Palais si gigantesque et vorace.

Si ce n'est pas Godard, qui ? Les Etats-Unis ? Il sera difficile au jury de laisser repartir les Américains sans rien. Ils ont été si présents, si obligeants, cette année. Il ne faudrait pas les vexer, et les décourager de revenir en 1986, sous prétexte qu'ils ont été les plus gentils (Clint Eastwood), mais pas les plus forts.

Les paris, sans enthousiasme, s'organisent donc autour de doublés. Ce sera *Birdy* et *Colonel Redl*, *ex aequo*, pour avoir un Américain commercial et un hongrois « culturel ». Ce sera *Mishima* et *Papa est en voyage d'affaires*, un américain ambitieux et un yougoslave léger... Ce sera, quelle que soit la combinaison imaginée, une cote mal taillée.

Pas de palme. Si Milos Forman, le président, et ses jurés, voulaient que le palmarès soit vraiment représentatif, ils excluraient Godard, ils multiplieraient les prix, ils diraient que le Festival, que le cinéma, en 1985, ne méritent pas la Palme d'or. Le peuvent-ils ? Selon les statuts, ils sont tenus d'en attribuer une. Mais ils sont également tenus de n'en faire qu'à leur tête. N'ont-ils pas inventé, en 1983, un prix de la création pour *Nostalgia*, de Tarkovski, et *l'Argent*, de Robert Bresson ?

Allons, ils n'oseront pas... Et d'aller à la pêche parmi les vingt titres qui nous ont été proposés, et qui ne sont pas tous à rejeter, il s'en faut, malgré une inhabituelle proportion d'incongruités et de déceptions. Au rang des agréables souvenirs demeurent *la Historia Oficial*, de Luis Puenzo (Argentine), *le Baiser de la femme araignée*, d'Hector Babenco (Brésil). Les pronostics évoqués plus haut garantissent un peu mieux que la décence (Paul Schrader, Istvan Szabo). On pourrait aussi leur ajouter *Adieu Bonaparte*.

Mais où sont la passion, l'impérieuse ampleur, le génie malin, qui donnent les coups de cœur ? Le fait que la moitié des films présentés ne relèvent pas à proprement parler du réalisme, ne les a pas aidés pour autant à s'envoler vers des visions mirifiques. La dominante homosexuelle n'a pas non plus pallié l'absence d'histoires d'amour dans la grande tradition « *a boy meets a girl* ».

S'il faut trouver des constantes, on relèvera enfin la tonne de sentiments vertueux qui a déferlé, du début à la fin, en passant par *Mask*, de *Witness* à *la Forêt d'émeraude*, bande dessinée sans dérision aucune : un petit blond est kidnappé par une tribu d'« invisibles » dans la forêt amazonienne. Dix ans après il croise son père au détour d'une cascade, lui sauve la vie, et le père est moderne, il comprendra que son fils a fait le bon choix, il lui donnera un *coup de main* contre la tribu des « féroces », et celle des vilains Blancs. Vivent les Indiens, qui « *savent encore ce que nous avons oublié* », et pourtant ils sont décimés. Un film pour enfants, d'accord...

Dans le cas de John Boorman, la quantité de moyens mis en œuvre ne compense pas la médiocrité, même si cela permet de sacrées images. A l'opposé, l'adaptation du roman de Ramuz (1) par Francis Reusser aurait nécessité davantage d'argent, *pour que la montagne qui s'écroule* ne soit pas réduite à un éboulis. Mais est-ce vraiment important, les millions ? *Derborence* est dialogué faux, le rythme incantatoire du roman – qui lui donne son atmosphère – est perdu, alors le manque d'épaisseur narrative est peu supportable, bien que l'entreprise ne soit pas dénuée de beauté.

Il ne manque pas toujours de moyens, le cinéma reflété par Cannes 1985. Il manque d'un juste équilibre entre l'argent et le sujet. De l'argent de folie généreuse, il *manque* d'audace. Comme si c'était vrai la malédiction télévisuelle. Comme si la dimension (esthétique et morale) du petit écran présidait réellement aux destinées du septième art, ce que l'on se refusait pourtant à croire. Il y a les téléfilms chewing-gum (*Joshua Then and Now*). Il y a plus grave. A part peut-être *Rendez-vous*, d'André Téchiné, quel est le film du trente-huitième Festival de Cannes que l'on hésiterait à montrer à la télévision ?

Voilà beaucoup de virtualités bien aseptisées. Et l'immigration généralisée *des talents et des capitaux* (à tel point que seuls dix films ont une nationalité clairement définie) n'a rien apporté dans l'aventure.

CLAIRE DEVARRIEUX.

(1) *Editions Grasset. Collection Les Cahiers rouges.* 231 pages. 38 F.

Un certain regard

Marguerite Duras par Peter Handke

Das Mal des Todes est la fidèle, *mais en même temps* très libre adaptation d'un court récit de Marguerite Duras *la Maladie de la mort*, paru en 1982 aux Éditions de Minuit. L'écrivain allemand le définit comme une *« récapitulation »* des *« moralités »* qu'on a *jouées* un peu partout au Moyen-Age. Ou il s'agit peut-être de la *« révision féminine d'un dialogue de Platon »*.

Dialogue à trois : une femme, un homme, le narrateur. Peter Handke a *élagué ici et là*, un texte qui était lui-même affirmation très autocratique *du refus par une femme, l'écrivain* maître souverain après Dieu, de la suprématie masculine. Avec une perversité aux mille nuances, Peter *Handke retourne le fer dans la plaie*, assume cette condition d'homme *cloué au pilori pour son incapacité* presque congénitale de comprendre *la femme*.

Peter Handke a repris, en partie seulement, les toutes premières indications scéniques de Marguerite Duras. *« La jeune femme devrait être couchée sur des draps blancs au milieu de la scène. Elle pourrait être nue. Autour d'elle un homme marcherait en racontant l'histoire »*.

Seule subsiste *« la Femme offerte »*, pour reprendre le titre d'un film d'Helma Sanders : nue, sur une blancheur étale, objet de contemplation et de possession. L'homme ne paraîtra que dans la dernière partie, *joué par Peter Handke*, désarmé, vulnérable, mais dialecticien retors.

Tout le jeu, toute la finesse de ce *« mal de la mort »* – nous retraduisons littéralement en français le titre allemand adopté par Peter Handke – viennent du retournement complet des perspectives que propose l'écrivain allemand.

Ce qui est chez Marguerite Duras gémissements *douloureux, presque* mise en accusation de l'indifférence *du partenaire, prend* avec Peter Handke l'apparence d'une très *douce*, très *affectueuse quête incantatoire* pour ressouder les deux *parties indissociables d'un tout*, le *couple*.

Dans sa conférence de presse, méditation en forme de monologue, Peter Handke pouvait parler assez naturellement d'un autre cinéma dont le prestige réside d'abord dans la parole. Comme avec Manoel de Oliveira, comme avec Hans-Jürgen Syberberg.

Un certain regard s'est achevé avec le film slovène de Matjaz Klopcic, *l'Héritage*, œuvre tourmentée, tragique, du plus subtil des cinéastes de Yougoslavie. Il essaie de comprendre le pourquoi et le comment d'un destin particulier, celui de sa petite patrie, la Slovénie, une des six Républiques composant la Fédération, et montre la violence permanente faite aux êtres humains, la suprématie de l'argent et de l'instinct, avec l'espoir que tout changera après la seconde guerre mondiale. L'action se déroule en trois temps : 1914, 1924, 1944. Le cinéaste martèle son récit en une série de séquences parfois insoutenables. Des acteurs remarquables portent cette méditation en forme de constat assez désespéré.

La Quinzaine des réalisateurs, malgré les menaces qui pèsent sur son avenir, s'est terminée en apothéose avec le film américain *Desperately Seeking Susan*, de Susan Seidelman : fable pour gosses de riches, pour une société de consommation perdue dans ses fantasmes et qui met l'égo féminin sur un piédestal. Une riche jeune bourgeoise de New-York se donne des frissons en jouant *les détectives*, à la recherche d'une certaine Susan, femme libre et haute en couleur. *La réalisatrice renouvelle* le film poursuites comme la comédie *américaine* et *trouve un ton* très moderne, très sophistiqué. Un *Subway réussi*.

LOUIS MARCORELLES.

Sections parallèles

Les jeux d'incertitude

L'homme a donné rendez-vous à *la femme dont il est séparé depuis* plusieurs années. Décor : un barrage, de l'herbe, des arbres, un banc. Il a besoin d'elle, dit-il, pour rassembler *un souvenir qui* joue à cache-cache avec sa mémoire. Le film s'appelle *Trou de mémoire*, de, par, et avec Paul Vecchiali et Françoise Lebrun. Un duel de paroles qui se noue sur la complicité entre les deux interprètes. La situation est posée, artificielle, littéraire. Les comédiens tournent autour, l'affinent avec des mots apprêtés qui, progressivement, dévient vers une sorte de jeu d'approche – il y a le jeu des chansons, celui de la boîte à nouvelles – pendant lequel ils peuvent se mesurer.

Pour l'intérêt du combat, il est *nécessaire* que les partenaires se reconnaissent et soient de force égale. Ils improvisent sur une trame simple. L'un poussant l'autre par le mécanisme de la réponse et du défi, ils construisent des personnages qui ont une histoire commune, un futur incertain. Ils se trouvent ainsi au plus près de la tension qui s'empare d'un homme et d'une femme quand ils se retrouvent et fouillent leur passé.

Trou de mémoire, présenté par Unifrance, n'a pas été retenu par aucune section. Le film, pourtant, aurait convenu à Un certain regard, par exemple. Le regard de Vecchiali apporte toujours une vision inattendue aux clichés bien ronds et lisses, installées pour brouiller les pistes. Vecchiali les secoue et y fait entendre des échos de vie, fait apparaître en surface des couleurs fugaces. La caméra caresse les visages, s'attendrit sur un mouvement de cou, sur un geste désemparé, se détourne, distraite, vers le paysage, prend du recul, cadre les personnages comme deux tâches ambiguës sur le vert de l'herbe, qui s'assombrit quand un nuage invisible cache le soleil. D'un même regard, Vecchiali s'amuse et ironise. Regard attentif et pervers du metteur en scène qui provoque les sentiments pour en examiner les effets sur l'image.

Il aurait fallu à Pupi Vati une semblable qualité pour réussir son film *Impiegati*, donné à la Quinzaine des réalisateurs, initiation d'un jeune homme à la vie en société. Il prend son premier emploi dans une banque de Bologne où son père a débuté. Tout est propre, informatisé, les garçons sont ambitieux et les filles jolies. Ses collègues lui souhaitent la bienvenue dans la « grande famille », l'embarquent dans le fouillis des ragots, des coucheries, qui glissent sur les murs sans les entamer. La banque est comme un écran d'ordinateur qu'on débranche et qui redevient vierge. Le jeune homme apprendra vite les codes de conduite dans ce monde hyperhiérarchisé. Il apprendra aussi que son rôle est celui de chandelier et non d'amant, que son avenir est, au mieux, celui d'un brillant second. Il accepte, ce n'est pas lui la victime mais le copain avec qui il partage son appartement, garçon séduisant, désarmé, hanté par l'image de son frère mongolien.

Impiegati décrit une société *superficielle, injuste, instable* jusqu'à la névrose : la bourgeoisie déchue et celle qui monte. D'Ettore Scola à Antonioni, c'est la spécialité des Italiens. Pupi Avati dessine des portraits rapides qui laissent aux personnages le secret de leur comportement. Au spectateur d'imaginer les pourquoi. On n'a pas grand effort à faire : ils ont des secrets mais pas de mystère. Ils sont drôles, ridicules, odieux, touchants parfois, mais ne sortent pas des stéréotypes de la comédie boulevardière. Une comédie qui s'écoule sur le rythme uniforme des téléfilms, que l'on peut lâcher un moment et reprendre sans perdre grand-chose.

Pupi Avati aurait dû se montrer plus audacieux, plus fou, plus aigu que les gens dont il parle. *Impiegati* a quand même sa place à la Quinzaine. On ne connaît pas tellement le réalisateur et les Italiens se font rares.

A la Quinzaine, il y a eu aussi *l'Homme idéal pour une mission délicate* (*le Monde* du 20 février 1985), de Janos Kovacsi, une fiction qui se passe dans un « pays indéterminé ». Il y a eu une révolution dont le chef est mort peu après la victoire. Un jeune fonctionnaire qui a une tête et une mentalité d'énarque est chargé de corriger un concours d'histoire et apprend que le chef, prétendu mort, est prisonnier dans un camp. Il est sans cesse sollicité par des gens dont il ne sait pas pour qui ils travaillent... Double, triple, quadruple jeu, labyrinthe sans fin de stratégie trompeuse où tous sont pris au piège. C'est le désespoir souriant de la Hongrie.

COLETTE GODARD.

Bande à part

Padre Padrone

LA CHRONIQUE DE DANIEL TOSCAN DU PLANTIER

A Cannes, les jeux sont faits : c'est le temps du jury. Les palmarès sont délicats à établir et laissent presque toujours insatisfaits. Que les exclus se rassurent : la postérité est un meilleur juge et avec le temps remet tout à l'endroit et les soufflés « Croisette » à leur juste et modeste place. Il y a bien sûr d'heureuses exceptions, toutes dues au *seul* courage des jurés et de leur président surmontant les rumeurs et les modes qui imposent leurs pressions entre *Majestic* et Martinez. La mémoire de Cannes a enregistré *l'extraordinaire* performance de Georges Simenon imposant *La Dolce Vita* contre tous : on a encore froid dans le *dos pour ce qui aurait pu lui être* substitué...

J'ai vécu moi-même, de l'intérieur, le combat mené par Roberto Rosselini *en 1977 pour* imposer l'admirable *Padre Padrone* des frères Taviani. *La Journée particulière* film d'Ettore Scola, *produit par Carlo* Ponti, interprété par Sophia Loren *et Marcello Mastroïanni*, avait les faveurs de tous, en *particulier des organisateurs*, irrités par le désir de Roberto de *donner au Festival une ambition* de travail et de recherches *illustrée par un colloque sur « L'engagement* économique et social *du cinéma »* dont le simple énoncé faisait frémir à l'époque la société du spectacle. Il partait avec le lourd handicap d'un homme travaillant avec et pour la télévision, rejeté radicalement par le cinéma de son pays, exilé du show business mondial par sa double volonté pédagogique et audiovisuelle. Son extrême *courtoisie*, son habileté de Romain entraîné au combat et à la fourberie – *furbissimo* – ne pouvaient dissimuler sa volonté de couronner le *film* des Taviani, financé par la télévision publique italienne, qui, bien sûr, illustrait parfaitement sa pensée. Ce berger, sauvé par les livres, n'incarne-t-il pas le héros rossellinien affirmant sa liberté par la connaissance ?

Le temps transforme tout. La postérité a donné à Roberto la première place dans cette compétition du talent que lui-même refusait et dont les autres, y compris ses enfants de la nouvelle vague, découragés par son sérieux, l'avaient exclu. Je le vois encore seul, abandonné par les organisateurs le soir du palmarès, agressé par les journalistes. L'un d'entre eux n'avait-il pas émis le vœux qu'on fasse désormais appel, pour présider le jury, à des *« professionnels »* (*sic !*). Je ne lui pardonnais guère moi-même d'avoir sacrifié ma *Dentellière*, le film de Claude Goretta, interprété par Isabelle Huppert, et c'est à son ordre impératif que je me rendis à Rome trois jours plus tard pour conclure les accords de production qui rendaient possible le *Marx* qu'il voulait entreprendre à la suite du *Messie* : désacralisation des idoles ! Je le quittai devant l'immeuble de la RAI, via Mazzini. Tandis que je m'éloignais en voiture, il attendait sur le trottoir, agitant la main longuement. Dernier adieu. Le lendemain matin il m'appelait à Paris pour me lire l'article qu'il consacrait au Festival dans un quotidien de Rome : *« Nous savons que la censure du marché s'exerce si puissamment qu'un film comme celui des Taviani risque de rester marginal »*, concluait-il. *« Ça, c'est pour toi »*, me dit-il. *« Je te rappelle »*.

Quelques minutes après il mourait d'une crise cardiaque, lui, le marginal, notre père, notre patron, Padre Padrone. Ciao, maestro.

SPECTACLES

théâtre

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

☞ COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : le Triomphe de l'amour.

☞ CHAILLOT (727-81-15) : Grand foyer : 20 h 30 : Rendez-vous de poésie avec Dusan Matic.

BEAUBOURG (277-12-33) Débats-rencontres : 18 h 30 : le Musée de Rivoli, le château de Rivoli, un laboratoire pour l'art contemporain ; 21 h : La collection Detroits. Concerts, 20 h 30 : Concert 2e2m, « Feuillets d'album ». Cinéma-Vidéo : 19 h : Jean Teule, alchimiste de l'image, de C. Boustani, P. Catherine. Marin Karmitz, éditeur de films à Paris (sauf mardi) : voir rubrique Festivals de cinéma ; Ciné-immatériaux, 17 h : Programme aux banques d'accueil.

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 45 : les Noces ; Stamping Ground ; Say Bye Bye.

Les autres salles

☞ A. DEJAZET (887-97-34), 20 h 45 : Fast et Food au théâtre.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Doit-on le dire ?

ATELIER (606-49-24), 21 h : En attendant Godot.

☞ BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : le Journal intime de Sally Mara.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DE PARIS (280-00-11), 20 h 30 : Chant pour une planète.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DIX-HEURES (606-07-48), 22 h : Scènes de ménage.

☞ EDEN-THÉATRE (356-64-37), 21 h : la Jalousie du barbouillé.

☞ ÉPICERIE (724-14-16) 20 h 30 : théâtre ; 21 h 30 : Comme un sens inverse.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Shame (la Honte).

ESPACE KIRON (373-50-25) : 20 h 30 : Adam et Eve.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 15 : Hiroshima mon amour.

☞ FONTAINE (874-82-34), 20 h 30 : Triple mixte.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ *LUCERNAIRE* (544-57-34), I. 18 h : Et ils passèrent des menottes aux fleurs ; 21 h 45 : les Contes de Chelm. II. 18 h : Journal d'un fou ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : K. Valentin. Petite salle, 21 h 30 : J. Florencie.

☞ LYS MONTPARNASSE (327-88-61), 19 h 30 : La plus forte II.

☞ MARIE-STUART (508-17-80), 18 h 30 : Vingt-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort ».

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Gigi.

QUAI DE LA GARE (585-88-88), 20 h 30 et 22 h : Compartiment fumeurs.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ TH. DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Salomé.

☞ *TOURTOUR* (887-82-48) ; II, 18 30 : Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'elles ; 21 h 30 : Baby or not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. – II. 20 h 15 : le Cri du chauve ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des gratte-cul dans la crème fraîche.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napalm Academy.

Lundi 20 mai

Les concerts

Hôtel Saint-Aignan, 21 h : G. Moutier, O. Charlier (Saint-Saëns, Lekeu...).

Lucernaire, 20 h : V. Lespagnol.

Salle Gaveau, 20 h 30 : D. Devoyon (Mozart, Chopin, Liszt).

Théâtre du Rond-Point, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Wallez (Stravinski, Henze).

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : E. Jochum (Bruckner).

Eglise réformée d'Auteuil, 20 h 45 : A. Heurtematte (Bach).

Radio-France, Grand Auditorium, cycle GRM, 18 h 30 : Fleury, Duchenne ; 20 h 30 : Bayle, Kosk ; Auditorium 106, 20 h 30 : A. Harasiewicz (Chopin).

Centre Bösendorfer, 20 h 30 : O. Roberti (Schumann, Brahms, Szimanowski).

Cité internationale, Grand Théâtre, 20 h 30 : N. Desgranges, M. Beaucoudray, P. Rouillier (Bach).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
LUNDI 20 MAI

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
LUNDI 20 MAI

17 h, le cinéma expérimental américain : Programme 3 : Psychodrama ; 19 h, cent jours du cinéma espagnol : Los Tarantos, de F. Rovira Beleta.

MARDI 21 MAI

Relâche.

Les exclusivités

ADIEU BLAIREAU (A.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : André Bazin, 13e (337-74-39).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sué., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

AU-DELA DES MURS (Isr., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e, mer., jeu. (633-97-77).

LA BALADE INOUBLIABLE (It., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : Templiers, 3e (772-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BLANCHE ET MARIE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

BROTHER (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Rialto, 19e (607-87-61).

COUNTRY (les Moissons de la colère) (A., v.o.) : Ambassade, 8e, mer., jeu. (359-19-08).

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Capri, 2e (508-11-60) ; Paramount/Opéra, 9e (742-56-31).

LE DÉCLIC (Fr.) (*) : Richelieu, 2e, mer., jeu. (233-56-70) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

DÉTECTIVE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (359-92-82) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (358-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse *Pathé*, 14e (320-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

DIVORCE A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

2010 (A., v.o.) : Ermitage, 8e (563-16-16).

ELJANAIKA (Jap., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

EL NORTE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

ELECTRIC DREAMS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Gaumont Convention, 15e, mer., jeu. (828-42-27).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

FASTER PUSSYCAT KILL KILL (A., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg (H. sp.), 3e (271-52-36).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16) ; Rialto, 19e (607-87-61).

HORS LA LOI (Fr.) : Parnassiens, 14e (335-21-21).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LE JEU DU FAUCON (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LADY HAWKE, LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LES FILMS NOUVEAUX

ADIEU BONAPARTE, (à partir de vendredi), film franco-égyptien de Youssef Chahine, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e, (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

BABY, film américain de B.W.L. Norton, v.o. : Forum Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (267-63-42) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Images, 18e (522-47-94).

BIRDY, film américain d'Alan Parker, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (532-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (748-24-24).

MISHIMA, film américain de Paul Shrader, v.o. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

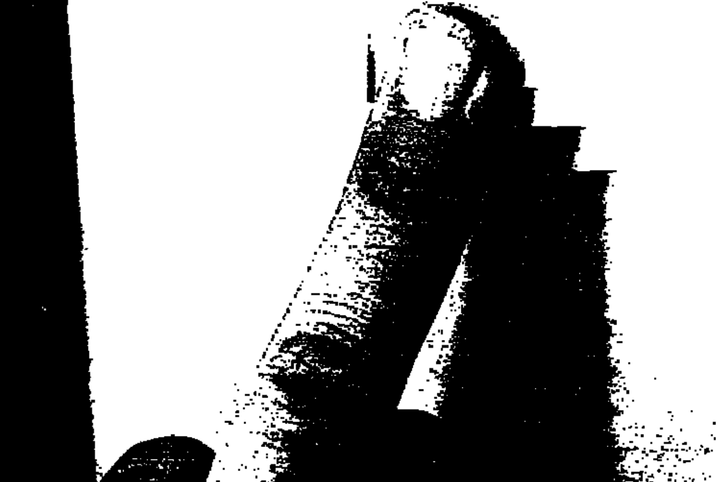
RENDEZ-VOUS, film français de André Téchiné : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

NASDINE HODJA AU PAYS DU BUSINESS, *film français de Jean-Patric Lebel* : Studio 43, 9e (770-63-40).

LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS (*), film américain de Dan O'Bannon, v.o. : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (325-21-21). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

THAT'S DANCING, film américain de Jack Haley, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Images, 18e (522-47-94).





هكذا من الأصل



SPECTACLES

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CHOUCROUTE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Palace, 5e, mer., jeu. (354-07-76) ; UGC Montparnasse, 6e, mer., jeu. (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Colisée, mer., jeu., 8e (359-29-46) ; Ambassade (à partir de vendredi), 8e (359-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, mer., jeu., 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Olympic Saint-Germain, mer., jeu., 6e (222-87-23) ; Olympic Luxembourg, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Pagode, mer., jeu., 7e (705-12-15) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC *Marbeuf, 8e (561-94-95)*.

MATA-HARI (A., v.f.) (*) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

MICKI ET MAUDE (A., v.o.) : Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

MOJADO POWER (Mex., v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia, 5e (326-84-65) ; *Denfert, 14e (321-41-01)*.

MONSIEUR DE POURCEAUGNAC (Fr.) : George V, 8e (562-41-46).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

ONDE DE CHOC (A., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LE PACTOLE (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Lumière, 9e (246-49-07).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

LES PLAISIRS INTERDITS (It.) (**) : v.o., Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f., Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Gobelns, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : George V, 8e (562-41-46)) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

POULET AU VINAIGRE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gare de Lyon, 12e (232-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; *14 Juillet* Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont *Halles, 1er (297-49-70) : Hautefeuille*, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; *Escurial, 13e (707-28-04)* ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : Lucernaire, *6e (544-57-34)*.

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

SHOAH (Fr.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Monte-Carlo, 8e (225-08-83) ; *Olympic, 14e (544-43-14)*.

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

SOS FANTOMES (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; *Miramar, 14e (320-89-52)* ; Gambetta, 20e (636-10-96).

SPLIT IMAGE, L'ENVOUTEMENT (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) : Mexéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

STALINE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR *DU JEDI* : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

SUBWAY (Fr.) : *Gaumont Halles* (mer., jeu.), 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; *Athéna* (mer., jeu.), 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) : Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, *14e (327-84-50)* ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

TERMINATOR (A., v.o.) : Forum, 1er (297-52-37) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; *v.f.* : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-51) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Mont*parnasse Pathé, 14e (320-12-06)* ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-*33-00) ; UGC Convention, 15e* (574-93-40) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE *(Fr.) : Gaumont-Halles, 1er* (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

THE BOSTONIANS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; George V, 8e (562-41-46) : Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; *Parnassiens, 14e (335-21-21)* ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

UN PRINTEMPS SOUS LA NEIGE (Franco-canadien) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

VIDAS (Portugais, v.o.) : Latina, 4e (278-47-86).

VOYAGE A CYTHÈRE (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Napoléon, 17e (267-63-42).

CHRONIQUE D'UN AMOUR (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Impérial, 2e (742-77-52) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (H. sp.), *11e* (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

DOCTEUR JIVAGO (A., v.o) : Olympic *Luxembourg, 6e (633-97-77)*.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

L'ÉVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Châtelet, 1er (508-94-94).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-54-44).

FURYO (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e *(380-42-05)*

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A., v.o.) : Club de l'Etoile, 17e (380-42-05).

IF (Ang., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : Calypso, 17e (380-30-11).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAURA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LOLITA (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE MÉPRIS (Fr.) : Olympic, mer. jeu., 14e (544-43-14) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : *Napoléon*, 17e (267-63-42).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

NOBLESSE *OBLIGE* (Ang.) : Champo, 5e (354-51-60).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA PIRATE (Fr.) (*) : Rialto, 19e (607-87-61).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*), Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) : *Saint-Lambert, 15e (32-91-68)*.

LE PROCÈS (A., v.o.) : Action Lafayette, 9e (329-79-89).

LA POUPÉE (Fr.) : République Cinéma, 11e (805-51-33).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand *Pavois, 15e (554-56-85)*.

SKINOUSSA (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

SHINING (A. *) (v.o.), *Cinéma Présent*, 19e (203-02-55).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

LA TÊTE CONTRE LES MURS (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

TIR A VUE (Fr.) : Paris *Loisirs Bowling*, 18e (606-64-98).

LES TUEURS (A., v.o.) : Action Christine, 6e *(329-11-30)* ; *Mac-Mahon, 17e* (380-24-81).

UNE FILLE UNIQUE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

Les grandes reprises

ADIEU PHILIPPINE (Fr) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

LES AMANTS DE LA NUIT (A., v.o.) : *Action Christine, 6e (329-11-30)*.

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr) : Denfert, 14e (321-41-01).

L'ANNÉE DES MÉDUSES (Fr.) : Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

AUTANT EN EMPORTE LE VENT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Mercury, 8e (562-75-90) : v.f. : Rex, 2e *(236-83-93) ; Fauvette, 13e, mar., jeu.* (331-56-86).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; v.f. : Lumière, 9e (246-49-07) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

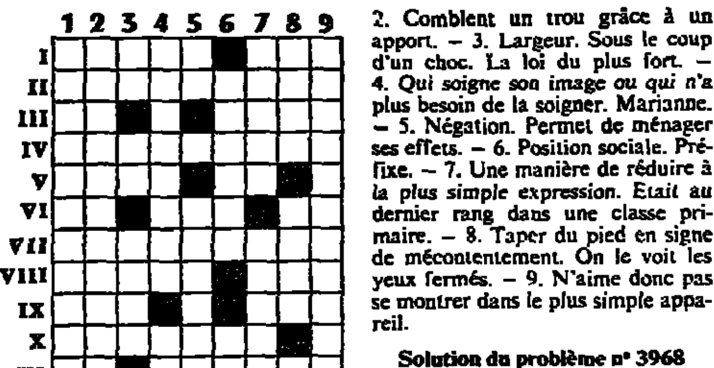
BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand *Pavois, 15e (554-46-85)* ; *Calypso, 17e* (380-30-11).

LE BEAU MARIAGE (Fr) : Denfert, 14e (321-41-01).

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3969



HORIZONTALEMENT

I. « Lieu » de pêche. Donne de belles rondeurs. – II. Naquit à l'étranger et fut élevé à Paris. – *III. Sort du coffre ou est mis au* secret suivant le sens. Faire suer ou procéder par élimination. – IV. Comme une pierre à « feu ». – V. Sujet d'art ancien. Possessif. – VI. Vieux disque. Ville *du Japon*. Connaissent régulièrement des retours de flamme *(abréviation)*. – VII. Le mouvement perpétuel en quelque sorte. – VIII. Animal. Désigne une personne avec précision. – IX. Un chef. Dépend de la couronne de Suède. – X. Etait donc accueilli sous un toit. – XI. Spécialiste en « boucherie ». Difficile à percer.

VERTICALEMENT

1. Peuvent être premières à la ville et venir en dernier à la scène. – 2. Comblent un trou grâce à un apport. – 3. Largeur. Sous le coup d'un choc. La loi du plus fort. – 4. *Qui soigne son image ou qui n'a* plus besoin de la soigner. Marianne. – 5. Négation. Permet de ménager ses effets. – 6. Position sociale. Préfixe. – 7. Une manière de réduire à *la plus simple expression. Etait au* dernier rang dans une classe primaire. – 8. Taper du pied en signe de mécontentement. On le voit les yeux fermés. – 9. N'aime donc pas se montrer dans le plus simple appareil.

Solution du problème n° 3968

Horizontalement

I. Cerfs-volants. Es. – II. Huée. Adora. Oint. – III. Attrape-nigaud. – *IV. Mer. Io. Glé-Glé.* – V. Bris. Loess. – VI. Apepsie. Ein. Mu. – VII. Rêveuses. Rouget. – VIII. Elsa. Aveu. Ida. – IX. Ebre. Tôt. Signet. – X. Mi. Opéras. Lô. Ci. – XI. Enclouent. La. Io. – XII. Ni. Iago. Inn. – XIII. Tonga. *Escrime*. – XIV. Su. Ure. *Meurent*. – XV. Spectre. Essaim.

Verticalement

1. Chambardements. – 2. Euterpe. Binious. – 3. Retriever. – 4. Fer. Spéléologue. – 5. Aï. Sus. Pô. Arc. – 6. Vaporisateur. Et. – 7. Ode. Ee. Ore. – 8. Long. Satanisme. – 9. Arille. Stace. – 10. Nageoires. Grue. – 11. Agenouilloirs. – 12. Souls. Goa. Mes. – 13. Ides. Gin. Iéna. – 14. En. Médecin. Ti. – 15. Sternutations.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 18 mai :

UNE LOI

● Sur les actes et jugements déclaratifs de décès des personnes mortes en déportation.

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 16 décembre 1975 portant application des dispositions de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées en tant qu'elle concerne l'allocation aux adultes handicapés atteints d'une incapacité permanente.

UN ARRÊTÉ

● Portant fixation des contin*gents de production et du prix* d'achat des alcools d'origine cidricole pour la campagne 1984-1985.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 19 mai :

UN DÉCRET

● Portant modification du décret du 26 janvier 1982 autorisant pour une nouvelle période de cinq années la société d'aménagement foncier et d'établissement rural de Bourgogne à exercer le droit de préemption et à bénéficier de l'offre amiable avant *adjudication volontaire instituée* par l'article 7 de la loi du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole.

UN ARRÊTÉ

● Portant nomination d'élèves à l'Ecole nationale d'administration.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 22 MAI

« Le Marais, la place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie.

« Hôtels et jardins de la rue du Bac », 14 h 30, métro Rue-du-Bac.

« 8 mai 1945. La Libération à travers l'itinéraire de la deuxième division blindée et de la première armée », 14 h 30, hôtel de ville de Versailles.

« Le vieux village de Charonne et ses jardins », 14 h 30 sortie métro Alexandre-Dumas et 15 heures métro Porte-de-Montreuil, côté rue d'Avron.

« Le siège du PC, chef-d'œuvre de l'architecture moderne », 15 heures, *métro Colonel-Fabien (Michèle* Pobyer).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 45, métro Pont-Marie (Marion Ragueneau).

« Le quartier du Bonheur des Dames, *et les hôtels de la rue du Bac* », 15 heures, sortie métro Sèvres-Babylone, côté square (Mathilde-Hager).

« L'hôtel Cail », 15 heures, 56, boule*vard* Malesherbes (C.-A. Messer).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (G. Botteau).

« Le village d'Astérix au musée en Herbe », 14 h 30, entrée Jardin d'acclimatation.

« L'abbé Delille et Stendhal dans une folie Directoire », 15 heures, place Marquis à Clamart.

« Les *salons* de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, place de l'Hôtel-de-Ville devant la poste (Arcus).

« Cryptes médiévales de Saint-Sulpice », 15 heures, façade église.

« *Exposition* Archéologie et projet urbain », dans les thermes du musée de Cluny, 10 h 30, cour du musée.

« La sculpture romane Bourgogne-Provence », entrée du Musée des monuments français, 15 heures.

« La Sainte-Chapelle », 14 heures, devant le perron du Palais de justice (S. Fournet).

LOTO NATIONAL N° 20

TIRAGE DU SAMEDI 18 MAI 1985

1 – 3 – 19 – 23 – 31 – 40 — 11 (NUMERO COMPLEMENTAIRE)

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 22 MAI 1985 ET SAMEDI 25 MAI 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°s	8	2 049 555,00 F
5 BONS N°s + complémentaire	55	75 485,00 F
5 BONS N°s	1 883	6 925,00 F
4 BONS N°s	106 868	120,00 F
3 BONS N°s	2 009 430	13,00 F

BONUS DU SAMEDI 209 254

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 13 F x 2 = 26,00 F

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 20 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Quand passent les cigognes.
Film soviétique de M. Kalatozov (1957), avec T. Samoïlova, A. Batalov, V. Merkouriec, A. Chvorine, S. Kharitonnova (N.).
Une jeune moscovite, fiancée à un ouvrier, est séparée de celui-ci au moment de la guerre contre l'Allemagne nazie, reste sans nouvelles, épouse un autre homme. Histoire très émouvante d'un amour brisé, conflits et sentiments individuels, détails vrais, humains sur la vie du peuple soviétique pendant la guerre. Une œuvre du « dégel », après Staline.

22 h 10 Etoiles et toiles.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando, en direct de Cannes.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Le Grand Echiquier.
De J. Chancel.
Autour d'Alexis Weissenberg et du Nouvel Orchestre philharmonique des Flandres. Anne-Sophie Mutter, Placido Domingo, Jean-Pierre Rampal... Un entretien avec Herbert von Karajan.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : les Tontons flingueurs.
Film français de G. Lautner (1963), avec L. Ventura, S. Sinjen, B. Blier, F. Blanche, C. Rich, J. Lefebvre, R. Dalban (N. Rediffusion).
Un ancien truand reprend du service pour protéger l'héritage de la fille d'un vieil ami décédé. D'après un roman d'Albert Simonin, un classique de la série noire parodique, spécialité Georges Lautner et Michel Audiard des années 60. Des interprètes irrésistibles.

22 h 25 Journal.

22 h 55 Thalassa.
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
A l'abordage, reportage de W. Garit, à Cannes.

23 h 40 Prélude à la nuit.
Litanie du feu et de la mer n° 1, *d'E. Nunnes, interprétée par Alice Ader au piano.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Première séance (Woody Woodpecker ; à 17 h 20, Histoires étranges : la Morte amoureuse) ; **18 h 50,** Atout PIC ; **19 h,** Feuilleton : l'Homme du « Picardie » ; **19 h 15,** Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, T'es folle ou quoi ?, film de M. Gérard ; **22 h 5,** Boxe ; **23 h 10,** Tennis : l'historique de Wimbledon ; **1 h 15,** Hill Street blues ; **2 h 5,** Michel Sardou au Palais des congrès.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Avez-vous lu Victor Hugo ? Choix de textes et lectures par Cueco.

21 h 30 Latitudes.

22 h 30 Nuits magnétiques : Bilan du Festival de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné à l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse en direct du Théâtre national de Novi-Sad) : *Le Jardin d'Epicure,* de Josipovic : *Concerto pour violon et orchestre n° 2,* de Bartok ; *Symphonie n° 2 en ut majeur,* de Schumann, par l'Orchestre symphonique de la radio hongroise, dir. J.-P. Saraste, sol. V. Szabadi, violon.

23 h Les soirées de France-Musique : le musicien de minuit, Françoise Tillard.

Mardi 21 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.

11 h 45 La Une chez vous.

12 h Feuilleton : les Enquêteurs associés.

12 h 35 La bouteille à la mer.

13 h Journal.

13 h 45 A pleine vie.
Série : les Évasions célèbres ; à 15 h 15, Modes d'emploi : initiatives à Saint-Nazaire ; à 16 h 15, Portes ouvertes, magazine des handicapés ; à 16 h 30, L'apocalypse des animaux : la peur du loup.

17 h 30 La chance aux chansons.

18 h Le village dans les nuages.

18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.

18 h 35 Série : Cœur de diamant.

19 h 10 Jeu : Anagram.

19 h 40 Emission d'expression directe.
Assemblée nationale : PS ; Sénat : Union des républicains indépendants.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Commissaire Moulin.
De Paul Andreota, réal. C. Grinberg, avec Y. Rénier, R. Pellegrin, E. Harling (rediff.).
Pour démanteler un réseau de trafiquants marseillais, le commissaire Moulin est obligé de se faire admettre par les membres d'un gang. Y parviendra-t-il ?

22 h 5 Reportage : Harlan Country USA.
Une chronique réalisée par Barbara Koppel sur une grève des mineurs, en 1973, à Brookside, aux États-Unis. Cette émission remplace « Histoire à la Une : Portrait de Yasser Arafat », annulée lundi matin. (Lire l'article ci-contre.)

23 h 35 Journal.

23 h 50 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal et météo.

12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.

12 h 45 Journal.

13 h 30 Feuilleton : Bergeval et fils.

13 h 45 Aujourd'hui la vie.
Au nom des femmes : Bertie Albrecht.

14 h 50 Série : Drôles de dames.

15 h 40 Reprise : Le grand raid.

16 h 35 Le journal d'un siècle.
De L. Bériot.
Edition 1913 : L'Europe a la fièvre...

17 h 30 Feuilleton : Une femme reste une femme.

17 h 45 Récré A 2.
Poochie : Latulu et Lireli ; Sido Rémi ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : la Puce et le Privé.
Film français de R. Kay (1980), avec B. Cremer, C. Alric, C. Vanel, A. Canovas, J.-P. Darras, F. Engel, M. Mercadier.
Un détective privé de province fait entrer chez un milliardaire gravement malade une infirmière mythomane. Celle-ci va être soupçonnée du meurtre du vieil homme. Comédie policière réalisée par un metteur en scène qui travailla à la série des Incorruptibles. C'est la version cinéma, mal construite et mal rythmée, d'un téléfilm en deux parties diffusé en juin 1983.

22 h 30 Magazine : Lire c'est vivre.
De P. Dumayet.
Les nuits chaudes du Cap-Français, *d'Hugues Rebell. 1791. Paris : on a voté la libération des esclaves, mais au Cap-Français les créoles et les Blancs ne croient pas à la loi. Le livre d'un écrivain méconnu, lu par un sculpteur, une étudiante, un peintre, un journaliste, un mannequin...*

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.

20 h 5 Les jeux.

20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).

20 h 35 La dernière séance : Soirée Robert Mitchum.
Emission de G. Jourd'hui et E. Mitchell.
Actualités (1953), Tom et Jerry, Eddy Mitchell présente le premier film ; à 22 h 25, Tex Avery, réclames de l'époque, attraction, annonce du deuxième film.

20 h 50 Premier film : la Sorcière blanche.
Film américain d'H. Hathaway (1953), avec S. Hayward, R. Mitchum, W. Slezak, M. Ajala, J.-C. Narcisse, O. Creene.
Au début du siècle, la jeune veuve d'un médecin vient dans la brousse du Congo pour aider une vieille doctoresse qui se dévoue aux Noirs. Elle va lui succéder. Film d'aventures spectaculaires, colonisation humanitaire, étude psychologique. Produit hollywoodien avec Mitchum face à Susan Hayward.

22 h 50 Journal.

23 h 10 Deuxième film : les Combattants de la nuit.
Film américain de T. Garnett (1960), avec R. Mitchum, A. Heywood, D. O'Herlihy, C. Cusack, R. Harris, M. Benet (v.o. sous-titrée, N.).
En 1941, pour expulser les Anglais d'Irlande du Nord, un groupe de terroristes, auquel les Allemands fournissent des armes, entre en action. Curieux film sur les dessous d'une guerre secrète, et où Robert Mitchum tient un rôle inhabituel.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; **9 h,** Hill Street Blues ; **9 h 45,** L'hôtel en folie ; **10 h 20,** Reilly, l'as des espions ; **11 h 10, Appelez-moi Bruce,** film de E. Hong ; **13 h 5,** Rue Carnot (et à 17 h 25) ; **14 h, Class,** *film de J. Carlino ;* **15 h 45, les Princes,** film de T. Gatlif ; **18 h,** Jeu : 4 C+ ; **18 h 40,** Jeu : Les affaires sont les affaires ; **19 h 10,** Zénith ; **19 h 45,** Tout s'achète ; **20 h 5,** Top 50 ; **20 h 35, Les mots pour le dire,** film de J. Pinheiro ; **22 h 10, les Trois Jours du condor,** film de S. Pollack ; **0 h 10, J'ai le droit de vivre,** film de F. Lang ; **1 h 40,** Les enfants stars d'Hollywood.

FRANCE-CULTURE

6 h, Jacques Cartier ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : *agriculteurs, vos questions nous intéressent (et à* 10 h 50 : le matin des mathématiciens à Babylone et en Egypte) ; **9 h 5, La matinée des autres :** guerre et rites de guerre dans l'Afrique pré-coloniale ; **10 h 30, Musique :** miroirs (et à 17 h) ; **11 h 10, L'école des parents et des éducateurs :** la santé de mon enfant au jour le jour ; **11 h 30, Feuilleton :** Victor Hugo ; **12 h, Panorama :** magazine musical ; **14 h, Un livre, des voix :** « la Scène des adieux », de Daniel Desmarquets ; **14 h 30, Retour au square,** de J. Larriaga ; **15 h 30, Les mardis du cinéma :** Wim Wenders ; **17 h 10, Le pays d'ici,** en direct de Dax ; **18 h, Subjectif :** Agora ; **19 h 30, Perspectives scientifiques :** douze clés pour la biologie ; **20 h, Musique, mode d'emploi :** Patrick Moutal.

20 h 30 Pour ainsi dire : Abdellatif Laabi.

21 h Entretiens avec... Raoul Ubac.

21 h 30 Diagonales, actualité de la chanson.

22 h 30 Nuits magnétiques : les espions de Sa Majesté.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; **9 h 8, Le matin des musiciens :** Luciano Berio – Autour d'« Epifanie » ; œuvres de Berio : **12 h 5, Le temps du jazz :** feuilleton « Le blues à Memphis en 1950 » ; **12 h 30, Les provinciales.** Radio-France Toulouse présente : des œuvres de Bach, Messiaen, Chopin interprétées par D. Pascal, pianiste, et des « Petites Pièces », de Séverac, interprétées par I. Legoux-Labaureau, pianiste ; **14 h 2, Repères contemporains ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée :** dessine-moi un espace ; **15 h, Les après-midi de France-Musique :** Essai sur une forme : L'oratorio forme profane ? Œuvres de Haendel, Haydn : à 17 h, L'art du piano de Solomon ; œuvres de Haydn, Brahms et Liszt ; **18 h 2, Acousmathèque ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui :** lecture au laser ; **19 h 15, Premières loges :** José de Trevi ; œuvres de Massenet, Gounod, Lalo, Wagner, Berlioz, Rabaud, Thomas ; **20 h 4, Sonates de Scarlatti,** par Scott Ross ; **20 h 15, Avant-concert.**

20 h 30 Concert (donné à la salle Pleyel le 7 novembre 1984) : *la Force du destin,* de Verdi (ouverture) ; *A Yellow Rose Petal,* de Singleton ; *Khamma,* de Debussy ; *Concerto pour violon et orchestre en ré majeur,* de Brahms, par l'Orchestre de Paris, dir. J. Conlon, sol. A.-S. Mutter, violon.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton Ray Charles ; à 23 h 5, Jazz-Club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 20 MAI

– *M. Michel Poniatowski,* ancien ministre, membre du conseil national de l'UDF, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

COMMUNICATION

SUR TF 1

Dialogue annulé entre M. Arafat et des Israéliens

L'émission « Histoire à la Une : portrait de Yasser Arafat », prévue mardi soir 21 mai sur TF 1, n'aura pas lieu. Le face-à-face – un événement – entre le président de l'OLP et différentes personnalités françaises et israéliennes vient d'être annulé. Dans un communiqué publié dans la matinée de ce lundi 20 mai, TF 1 a fait savoir que, compte tenu des *« difficultés »,* le triplex Paris-Tunis-Jérusalem était reporté à une date ultérieure.

Le projet était aussi ambitieux que difficile. Il s'agissait de mettre face à face pour la première fois dans un débat public, en direct, en multiplex, le dirigeant de l'OLP et des personnalités politiques israéliennes qui ne seraient pas des *« colombes ».* L'émission devait se dérouler en deux temps. D'abord la diffusion d'un document réalisé par Jean Baronnet, sorte de portrait d'Arafat intitulé *« Le Palestinien errant »,* constitué à partir d'archives et d'interviews récentes, sous la responsabilité de notre collaborateur Éric Rouleau. Ce film de quarante-cinq minutes devait permettre d'ouvrir la seconde partie : un débat en direct entre Paris – avec M. Michel Jobert, ancien ministre ; M. Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur de Belfort et président de Judaïsme et socialisme, et Eric Rouleau, – Tunis (dans les studios de la télévision tunisienne), avec Yasser arafat et Gilbert Lauzun, producteur de l'émission « Histoire à la Une », et Jérusalem avec des responsables politiques. M. Bruno Kreisky, ancien chancelier autrichien, président de l'Internationale socialiste, connu pour le rôle qu'il joue dans la recherche de solutions dans le conflit au Proche-Orient, avait été parmi les premiers à accepter de participer à la discussion. D'autres personnalités israéliennes avaient été pressenties comme M. Ezer Weizman, ministre israélien sans porfeuille, dont les positions sont considérées comme plutôt modérées.

Mais M. Yasser Arafat a brusquement disparu. On apprenait dans la journée du vendredi 17 mai que le président de l'OLP aurait fait un rapide voyage à Aman, pour rencontrer le roi Hussein de Jordanie. M. Arafat faisait alors savoir qu'il souhaitait que le débat se fasse à partir de la capitale jordanienne et non plus à Tunis. Mais, surtout, il laissait entendre qu'il n'accepterait plus de s'entretenir avec des personnalités israéliennes en direct de Jérusalem. Il serait, en revanche, d'accord pour se trouver face aux mêmes personnalités, si le débat se tenait en terrain plus « neutre », Paris par exemple.

Une demande qui pose des problèmes techniques difficiles à résoudre en si peu de temps (réservation de nouveaux canaux de satellites, nouveaux interprètes, visas...). TF 1 commence à douter de la possibilité de réaliser son émission, d'autant que du côté israélien, rien n'était facile non plus. M. Bruno Kreisky faisait savoir à son tour qu'il ne souhaitait plus participer au débat en direct de Jérusalem, alors qu'il doit rencontrer au cours de son séjour diverses personnalites officielles. – il aurait décidé depuis de remettre son voyage en Israël. TF 1 a annulé l'émission devant tant d'obstacles, on apprenait par la suite que Yasser Arafat s'apprêtait à rentrer en catastrophe à Tunis où une réunion extraordinaire du conseil central du Fath était convoquée : la crise s'amplifiant au sein de l'OLP.

CATHERINE HUMBLOT.

M. Bredin propose la création d'une chaîne nationale privée

(Suite de la première page)

Mais la mission Bredin estime que les ressources publicitaires, limitées au secteur déjà autorisé sur les chaînes publiques, n'en rendent fiable qu'une seule. Au gouvernement de trancher.

La part faite aux télévisions locales est plus modeste. Elles trouvent asile entre 9 heures et 19 h 30 – donc avant les heures de grande écoute – sur les mêmes fréquences que les chaînes nationales. Dans une vingtaine des zones de diffusion seulement, une troisième fréquence indépendante peut leur être attribuée intégralement. C'est la Haute Autorité de la communication audiovisuelle qui accordera ces autorisations locales, avec un cahier des charges plus souple que celui des chaînes nationales. Elle doit veiller à ce que ces stations n'achètent pas plus de 40 % de leurs programmes au même fournisseur et restent ainsi indépendantes.

Pour que cette réglementation ne soit pas tournée, que les autorisations ne soient pas revendues ou cédées, le rapport Bredin préconise un renforcement des pouvoirs de la Haute Autorité, et en particulier la possibilité de requérir directement les services de Télédiffusion de France (TDF) pour faire respecter les cahiers des charges. Mais, plutôt que de recourir à la répression, il vaut mieux prévenir les causes de l'infraction. M. Bredin suggère aux « neufs sages » une politique moins libérale que celle qui a présidé à la naissance des radios locales privées : pas d'autorisation automatique en fonction des places disponibles, pas de station concurrente dans une région où le marché publicitaire est insuffisant, pas de feu vert sans une longue enquête sur la viabilité économique des projets.

Canal Plus devrait rester codé

Le modèle imaginé par la mission Bredin est donc pragmatique. D'une part, une télévision nationale, créative et de qualité, où les grands groupes de communication devront chercher un nouvel équilibre après trente-cinq ans de monopole public. D'autre part, des « fenêtres » locales favorisant le développement de nouveaux acteurs (presse, groupes régionaux, etc.), qui deviendront peu à peu les partenaires privilégiés des futurs réseaux câblés. L'ensemble de cette construction pourrait être complété ou corrigé, selon le vœu du rapporteur, au bout de quatre à cinq années de transition.

Ces choix, cette prudence, irriteront sans doute ceux qui auraient préféré voir jouer les lois du marché et naître les réseaux à partir de la concurrence entre les initiatives locales. Le rapport Bredin estime que la France peut s'épargner une période d'anarchie à l'italienne et que les enjeux économiques et culturels de la télévision exigent une organisation minimum des rapports entre producteurs et diffuseurs. Il plaide pour que les ressources financières mobilisées par l'ouverture de l'espace hertzien aillent en priorité à la création et non à l'achat de programmes étrangers. Il recommande ainsi que les nouvelles télévisions soient amenées à investir dans la production : deux taxes sur les recettes alimenteront le compte de soutien du cinéma et celui des industries de programmme. Des mesures fiscales pourraient également dynamiser l'économie de la création.

Reste le calendrier. Si le gouvernement reprend l'architecture proposée par le rapport Bredin, la création de chaînes nationales peut être entreprise très rapidement, puisqu'elle n'exige pas de modification immédiate de la loi. En revanche, il faudra passer devant le Parlement pour confier à la Haute Autorité la tutelle des stations locales et modifier l'article qui limite actuellement à 80 % la part des ressources publicitaires d'un service de communication audiovisuelle. Selon certaines sources, le gouvernement envisage de déposer un projet de loi avant le mois de juillet.

Entretemps, il faudra sans doute arbitrer quelques problèmes en suspens. La complémentarité astucieuse que prône M. Bredin entre le satellite de télévision directe et les futures chaînes privées ne correspond pas exactement aux projets de M. Jacques Pomonti pour TDF 1 (*le Monde* du 10 mai). Quelle place accorder d'autre part à RTL-télévision, qui est déjà présent dans l'est de la France et se trouve candidat à la fois au satellite et à une concurrence en région parisienne ?

Canal Plus doit-il rester une chaîne cryptée ? Oui, répond M. Bredin, car, si la chaîne passe en clair, le marché publicitaire risque d'être asséché par un réseau qui va couvrir 90 % de la population. Le rapport encourage même la création de télévisions locales payantes qui utiliseraient les mêmes décodeurs que ceux de la quatrième chaîne. Mais, à la veille du conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), les rumeurs les plus contradictoires circulent encore sur le rachat de Canal Plus, toujours en difficulté financière, par la CLT. Le 17 mai à Cannes, M. André Rousselet, président de Canal Plus et administrateur de la CLT, et M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, ont admis ensemble l'existence d'une telle OPA, sans exclure toutefois une collaboration étroite entre la chaîne payante et la future télévision par satellite que l'on prépare au Luxembourg.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

ÉLECTION INCERTAINE D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT A LA CLT

Le conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), l'un des groupes de communication les plus importants en Europe, se réunit le mardi 21 mai à Luxembourg pour désigner un successeur à l'actuel président, M. Mathias Felten, soixante-dix-huit ans, atteint par la limite d'âge. Les statuts de la CLT prévoient que la majorité des membres du conseil d'administration (1) et son président doivent être luxembourgeois. Le directeur général l'est aussi traditionnellement (actuellement M. Gust Graas), l'administrateur délégué, directeur général de RTL, étant français (actuellement M. Jacques Rigaud).

Pourtant, la majorité du capital est détenue par un groupe franco-belge, Audiofina, dont 38 % appartiennent au groupe bancaire belge Bruxelles-Lambert, 15 % à un autre groupe belge, Electrofina, et 30 % au groupe français Havas et à sa filiale Information et Publicité (qui a la régie exclusive de RTL). Les autres actionnaires de la CLT sont Schlumberger, Paribas, Hachette, divers porteurs autour de M. Edmond de Rothschild et de petits porteurs.

Deux candidats sont officiellement en lice pour la présidence : M. Gaston Thorn, ancien président de la Commission des communautés européennes, défendu par les Belges, et M. Pierre Werner, ancien président du gouvernement du Luxembourg, défendu par son successeur à ce poste. La position adoptée par les partenaires français sera sans doute déterminante. On prête au gouvernement français, toujours en négociation délicate avec les Luxembourgeois poue l'utilisation des canaux du satellite de télévision directe TDF 1, le désir de monnayer son soutien à M. Werner avec la nomination, au poste d'administrateur délégué, de M. Jacques Pomonti, président de l'Institut national de la communication audiovisuelle et chargé de mission pour la mise en œuvre de TDF 1. M. Pomonti était entré le 24 janvier au conseil d'administration de la CLT, ainsi que M. Thorn (*le Monde* du 26 janvier). M. Rigaud, un moment menacé, était alors resté à son poste.

(1) Vingt-sept membres, dont seize Luxembourgeois, huit Français, trois Belges. Le vice-président est M. Jean-Pierre de Launoit (Belgique) président du consortium Audiofina.

Nouvelles brèves

● *« L'Union » de Reims : dépôt de bilan ?.* – Au quotidien *l'Union,* édité à Reims, Me Hubert Laffont, administrateur provisoire, vient d'annoncer que le dépôt de bilan lui paraissait *« inévitable ».* Cette appréciation n'est pas partagée par l'Union des syndicats CGT de la Marne, qui exige que *« les organismes publics, dont c'est la mission, débloquent des prêts remboursables pour financer la modernisation indispensable de l'outil de production et ainsi garantir l'emploi et l'indépendance du journal, alors que le patronat obtient des cadeaux souvent pour licencier et fermer des entreprises. Il est légitime que* l'Union *revendique son droit aux prêts publics ».* La CGT fait état du plan de relance déposé par elle, proposition restée sans réponse de la part du gouvernement.

● *Les jeunes et leur presse en Europe.* – A l'occasion, de l'Année internationale de la jeunesse, le département de la recherche de l'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi (Yvelines) organise, en collaboration avec *le Monde* et *le Monde de l'éducation,* trois journées, les 4, 5 et 6 juin, sur les jeunes et leur presse en Europe.

Les thèmes évoqués sont : la presse des jeunes en France, en Italie, en RFA, en Belgique, en Scandinavie ; la presse lycéenne, les bandes dessinées, la publicité et les jeunes et la presse écrite.

★ Pour tous renseignements : INEP, Val-Fleury, Marly-de-Roi, tél. : (3) 958-49-11.

● *Nouveau départ pour Radio Alsace.* – Radio France-Radio Alsace, la radio régionale du service public émet désormais en stéréo, dix-huit heures par jour, sur de nouveaux émetteurs. Implantée à Strasbourg et Mulhouse, la station ne diffusait jusqu'au mardi 14 mai que quelques heures quotidiennes de programmes, en « décrocache » sur la fréquence de France Inter. La responsable de la station est Mme Charlotte Latigrat ; le responsable des programmes, M. Jean-François Dolisi ; le rédacteur en chef, M. Gérard Scheer et le responsable technique M. René Breese. *(Corresp.)*

★ Radio France-Radio Alsace : 101,4 MHz dans le Bas-Rhin (place de Bordeaux, 67000 Strasbourg) et 102,5 MHz dans le Haut-Rhin (49, rue de la Sinne 68100 Mulhouse).

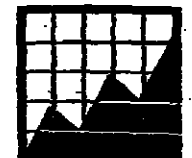
	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94



ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Dans le cadre d'une importante réorganisation, notre société de dimension et de notoriété nationales, recherche un collaborateur de très haut niveau. Notre activité la PROMOTION IMMOBILIERE (maisons individuelles en secteur groupé).
Diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une solide formation comptable, il assurera avec son équipe des missions diverses : gestion du personnel, organisation administrative, secrétariat général. Responsable de la mise en place de nouvelles procédures, en particulier comptabilité informatisée, c'est un homme de rigueur et d'organisation. Ce poste de haut niveau s'adresse de préférence à un candidat ayant une expérience de la promotion immobilière et des structures décentralisées. Nous traiterons dans une totale discrétion votre candidature. Adressez-la (CV, photo et prétentions) sous réf. 10553 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

CONFECTION

Filiale d'un groupe international, nous exploitons un marché régulier et cherchons pour notre usine de Loire-Atlantique (200 p.), notre

directeur d'établissement

Diplômé d'une grande école (ingénieur ou gestion), vous êtes devenu un homme de la confection et dirigez aujourd'hui, à 40 ans au moins, *une belle unité de production.*
Vous prendrez en charge l'exploitation complète de cet établissement en termes techniques **(vous êtes responsable des coûts, de la qualité et des délais), commerciaux (vous surveillez l'exécution des contrats jusqu'à l'encaissement), financiers (vous préparez, puis suivez les budgets et supervisez la comptabilité) et humains (vous êtes le chef du personnel).**

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 4560 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Notre entreprise, de dimension nationale, partenaire d'un grand groupe multinational poursuit le développement de son activité **PROMOTION IMMOBILIERE**
(maisons individuelles en secteur groupé)
Nous souhaitons confier à un homme d'expérience le poste de

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Diplômé de l'enseignement supérieur, son passé professionnel lui a permis d'acquérir une solide compétence à un poste similaire. *Nous apprécierons ses qualités relationnelles et de leader.* Une réelle connaissance de la promotion, l'habitude des contacts avec les investisseurs institutionnels *seront des atouts* déterminants.
Notre proposition s'adresse à un homme prêt à évoluer au sein *d'un groupe de notoriété nationale.* Ce poste basé à Paris concerne principalement nos activités situées la moitié Sud de la France.
Nous traiterons les candidatures dans la plus totale discrétion.
Adressez votre CV (photo et prétentions) sous réf. 10714 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Société d'Exploitation Forestière en Guyane

recherche son

DIRECTEUR GENERAL

- Il lui sera demandé des qualités de gestionnaire et de commandement.
- *Il lui sera offert une large autonomie d'action, une évolution possible vers des fonctions plus importantes.*

La connaissance de ce secteur d'activité serait un atout supplémentaire.
Ce poste conviendrait à un homme de caractère et de terrain aimant relever les défis.
Logement de fonction + rémunération motivante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence 85/05/30 à notre Conseil

Hommes et Communication
Département Ressources Humaines
34-38, rue Camille Pelletan 92300 Levallois

GROUPE BANCAIRE

Connaissant une évolution spectaculaire tant dans la variété de ses produits que dans la création de filiales à l'échelon régional et national, recherche son

INSPECTEUR GENERAL

Dépendant de le Direction Générale et membre du Comité de Direction, il sera responsable de l'inspection et du contrôle du réseau comportant plus de 100 implantations. Disposant d'une équipe de professionnels performants, il agira en véritable audit dans des domaines variés comportant les aspects administratif, comptable, juridique ainsi que ceux des engagements et de l'organisation générale, sans oublier la gestion du personnel. Responsable de l'établissement et du respect des procédures et des textes réglementaires, il aura également un rôle d'animation et de prévention.

Ce poste nécessitant une forte personnalité, une grande technicité et un sens psychologique développé, sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (IEP - HEC - ESSEC...) ayant une formation comptable poussée (niveau expertise), âgé d'environ 40 ans, possédant une expérience de plusieurs années d'exploitation bancaire et familier du droit des sociétés. (réf. M. 2140)

Poste à pourvoir dans le nord de la France et offrant de larges possibilités d'évolution.

BANQUE

à réseau national

dont les activités financières sont en croissance permanente, recherche, pour une de ses filiales, une

PERSONNALITE

apte à provoquer et entretenir des rencontres au niveau le plus élevé auprès d'organismes, associations, entreprises, etc..., afin de leur

PRESENTER

et de leur vendre une gamme étendue de produits de placements en valeurs mobilières particulièrement performants.
Ce poste, nouvellement créé, conviendrait à un candidat ayant une connaissance pratique des produits financiers, une expérience confirmée de l'exploitation de mailing et de fichiers, ainsi que le sens et l'habitude du marketing téléphonique. (réf. M. 2143)

Fonction autonome et rémunération de haut niveau liée, en partie, aux résultats obtenus et aux performances réalisées.

Adresser curriculum vitae détaillé à Bernard MANGOU sous référence choisie.



17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS

LEVI TOURNAY / ABSCOM

Futures connexions

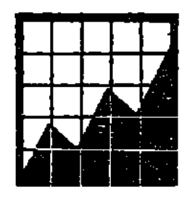
Directeur technico commercial

Pour participer activement à la réalisation du C.A. du département commercial, vous encadrerez l'équipe des ingénieurs technico-commerciaux chargés de vendre aux professionnels.
Ingénieur de formation supérieure commerciale ou scientifique, *vous avez une solide expérience, de plus de 10 ans, dans la vente ou* l'assistance à la vente de matériel ou de solutions informatiques.
Vos *qualités de manager,* pédagogue et meneur d'hommes vous permettront d'assurer la planification de l'activité des Ingénieurs Technico-Commerciaux et de veiller à la qualité de leurs interventions en clientèle.
En outre, vous assurerez le maintien de leurs connaissances en élaborant un planning de formation.
Très présent auprès de votre équipe, vous interviendrez directement en clientèle avec les forces de vente pour assurer les présentations techniques de haut niveau.
Pour que vous puissiez réellement intégrer cette fonction, ITT Data Systems vous procurera une formation aux réseaux en environnement IBM en France et/ou aux Etats-Unis.
L'Anglais courant est nécessaire.

Didier Vandamme, étudiera votre candidature envoyée, sous la réf. CO/VE/34, à ITT Data Systems,
Tour Maine-Montparnasse,
33 avenue du Maine 75755 Paris Cédex 15.



ENTRE VOUS ET NOUS : LE DIALOGUE.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA DROME

LE DÉPARTEMENT DE LA DROME recrute un

Directeur général adjoint

des services départementaux

Nature de l'emploi : Collaborateur direct du Président du conseil général et du directeur général des services départementaux.

Profil recherché : Un cadre de haut niveau ayant :

- Une solide expérience dans le domaine des finances et dans celui de l'Action économique des collectivités territoriales ;
- de bonnes connaissances et un intérêt pour l'informatique.

Conditions requises : les candidats doivent être :

- Soit titulaires d'un emploi de secrétaire général d'une commune de plus de 20 000 habitants ou promouvables à ce grade ;
- Soit titulaires de l'un des diplômes suivants :
- licence ou maîtrise en droit ou en sciences économiques ;
- Diplôme de troisième cycle d'études supérieures en gestion et administration des collectivités locales ;
- Diplôme d'un I.E.P. ;
- Ancien diplôme de l'école libre des sciences politiques :
- Diplôme de l'école supérieure de commerce de Paris ;
- Diplôme de l'école des hautes études commerciales ;
- Diplôme de l'ESSEC ;
- Diplôme de l'école de haut enseignement commercial pour les jeunes filles ;
- Diplôme d'administration publique délivré par un IRA ;
- Certificat de fin de cycle préparatoire aux concours internes d'entrée à l'ENA ;
- Diplôme d'études approfondies de sociologie de l'administration délivré par l'IEP de Grenoble ;

et remplir les conditions générales de recrutement des personnels des collectivités territoriales.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé devront être adressées, au plus tard, le 29 mai 1985 à :

Monsieur le Président du Conseil général de la Drôme
Bureau du personnel départemental
Hôtel du Département
26026 VALENCE CEDEX.

Direction générale

400.000 F

Développer la position commerciale en terme de chiffre d'affaires, de marges et de pénétration de marché après avoir défini et mis en oeuvre une politique marketing est le challenge que devra tenir le directeur général d'une société de négoce d'accessoires automobiles (60 millions de francs). Membre du comité de direction du groupe auquel appartient cette société, le candidat, disposant d'une large autonomie d'action, sera amené à négocier avec des fournisseurs étrangers et à commercialiser ses produits auprès de la distribution moderne et traditionnelle (grossistes). La maitrise du marketing industriel, l'animation d'une force de vente et la direction d'un centre de profits seront les trois critères essentiels de sélection. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle, fonction de l'acquis du candidat, sera de l'ordre de 400.000 francs. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/2639M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur de groupement

300.000 F

Une chaîne volontaire de libraires indépendants, comprenant une cinquantaine d'adhérents répartis sur toute la France, apportant à ceux-ci productivité et innovation en matière logistique, financière et commerciale : centralisation des achats (télétransmission) et règlements, acheminement des marchandises, traitement informatique des comptabilités, promotion et assistance commerciale, formation professionnelle, etc... recherche son directeur. Rapportant au conseil d'administration, il anime une société de services employant près de 25 personnes, dont 3 chefs de service : finances, commercial, entrepôt. Imaginatif et innovateur il conçoit et propose la stratégie de développement du groupement, puis en assure la réalisation. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans possédant un niveau de formation supérieure, et disposant d'une réelle expérience de la gestion globale d'un centre de profit. Une bonne connaissance de la distribution et des points de vente au détail est nécessaire. Doté d'une forte personnalité, il sera bon négociateur et diplomate. La rémunération, qui pourra atteindre un maximum de 300.000 francs par an, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Ecrire en précisant la référence A/S8005M.

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Filiale d'un groupe international en très forte croissance, nous concevons et réalisons des produits d'équipements électroniques.
Leader mondial dans notre domaine, nous recherchons pour notre unité de production **basée en province** (100 MF, 130 personnes)

Directeur d'établissement

No 1 dans votre unité, vous aurez la charge pour tous les aspects techniques, de l'animation et de la coordination des fonctions Production et Maintenance et serez assisté dans votre mission par les différents responsables de département. La Fonction Personnel vous sera directement rattachée.
Avec une formation Grande Ecole d'Ingénieurs orientée électronique (Centrale, Supelec...), une expérience réussie en tant que Responsable opérationnel au sein d'une unité électronique, âgé d'environ 30 ans : vous êtes l'homme de la situation. Votre sens commercial constitue un atout complémentaire pour évoluer rapidement vers un poste de responsable de centre de profit.
Anglais courant.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature complet, sous référence 4182 à Média-System,
2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

sous contrôle étranger

recherche, pour faire face à son expansion tant sur le territoire national que sur les marchés non domestiques,

DIRECTEUR COMMERCIAL

En liaison avec la Direction Générale, il animera une équipe de cadres chargés de gérer et de développer un portefeuille de crédits, composé de clientèles d'entreprises et d'opérations liées au négoce international. Il assumera, en outre, ses responsabilités sur un plan géographique étendu. (Réf. 2141 M)

D'autre part, afin de consolider sa structure interne, elle recherche également un

DIRECTEUR DES OPERATIONS

à qui sera confié l'encadrement des services opérationnels de la Banque et de certains services administratifs, ainsi que la promotion des produits bancaires. (Réf. 2142 M)

Ces deux postes, situés à Paris, seront confiés à des diplômés de l'enseignement supérieur (H.E.C., I.E.P., Doctorat...) âgés d'environ 40 ans et justifiant d'une expérience confirmée acquise obligatoirement dans une banque. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Les rémunérations élevées en raison de l'importance des postes seront en partie liées aux qualifications.

Adresser résumé de carrière
à Bernard MANGOU, à Paris
en spécifiant la référence.



SEARCH

17 rue la Rochefoucauld | 75009 PARIS

Grande Ecole de Commerce et de Gestion de notoriété nationale - 300 km de Paris

Directeur des études

Dans le cadre de l'expansion nationale et internationale et de l'évolution de l'Ecole, il devra planifier, diriger, coordonner et animer des structures pédagogiques renforcées en liaison avec la Direction et le corps professoral.

De formation supérieure le (la) candidat (e), de 30 ans minimum, aura soit déjà assuré avec succès un poste similaire, soit acquis une très bonne connaissance de l'entreprise et de ses besoins, et pourra justifier de qualités pédagogiques éprouvées.

Ce poste de dialogue et de communication, à pourvoir pour la prochaine rentrée, offre une large autonomie d'organisation.

La rémunération est en rapport avec le poste et les références demandées.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous référence 250099-M

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly

Directeur Financier

350 000 + Voiture

Futur Directeur Général Adjoint

Filiale française appartenant à un puissant groupe industriel international, cette société fabrique et vend des produits de réputation mondiale destinés à l'industrie.

Une récente restructuration au sein des usines permet aujourd'hui de proposer un poste de haut niveau à un jeune directeur financier stimulé par le challenge.

Membre du Conseil de Direction il travaille en étroite collaboration avec le Directeur Général, le headquarter financier et le management européen.

Le Directeur Financier assure l'entière responsabilité de la finance et de la gestion, reporting.
Il est notamment l'homme de l'organisation et du développement des procédures, des moyens d'analyse et de contrôle pouvant faciliter la rapidité des prises de décisions. Il dirige et anime le département comptable et informatique.

La mission proposée est vivante et riche mais n'a rien de facile. Elle implique de solides compétences dans le domaine de l'organisation et de la gestion. Une formation comptable financière supérieure (Grande Ecole + DECS et/ou CMA/CA) doublée d'une expérience financière réussie de 3 ans minimum au sein d'une société industrielle de type anglo-saxon est indispensable. Nous accorderons la préférence à un jeune candidat (30/35 ans environ), d'origine anglo-saxonne, bilingue français.
La nature de la fonction proposée et l'évolution envisagée pour ce candidat au niveau international suppose une personnalité de 1er plan.

Poste situé au Nord de la France.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé photo et salaire actuel en précisant la réf. 39505 à Nicole Le Breuilly TEG, 113, rue de l'Université - 75007 Paris.

DESSEIN



DIRECTEUR TECHNIQUE

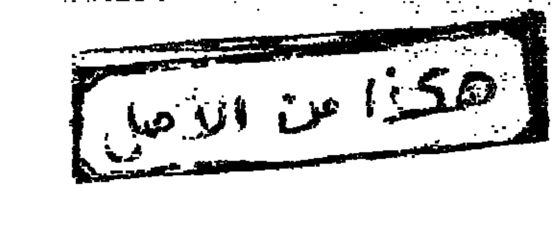
CONSTRUCTION - PROMOTION IMMOBILIERE

Notre société, de dimension nationale, est la filiale spécialisée d'un très important groupe. Notre produit : la maison individuelle en secteur groupé (villages). L'homme que nous recherchons, de formation supérieure, sera, à la tête de ses équipes, responsable de la conception des produits et de la production au niveau national. Il mettra en place les procédures et l'organisation de l'ensemble des services techniques. Une expérience solide de la maison individuelle et des VRD est nécessaire. Nous conduisons ce recrutement dans la plus stricte discrétion. Vous pouvez adresser votre candidature (CV, photo et prét.) sous réf. 10459 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui trans.

CONTESSE

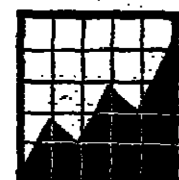






هكذا من الأصل





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS
Fonctions Nationales et Internationales

sofres

Sofres recherche, pour contribuer à son développement,

Adjoint(e) au directeur des études sociologiques — *10581/M*

- *Vous avez une première expérience de quelques années dans les études* (marketing institutionnel) ou le conseil aux entreprises (gestion sociale ou communication);
- Nous vous confierons la négociation, l'organisation, la gestion, l'analyse des résultats ainsi que la présentation d'études dans les domaines de la communication institutionnelle, de l'audit social et de l'audit de communication interne et externe.

Directeur d'études — *10582/M*

- De formation supérieure, vous avez plusieurs années de la pratique d'études et du conseil en marketing dans les secteurs BANQUE *et/ou* ASSURANCES;
- Nous vous donnerons la responsabilité de ce secteur en plein développement. Vous aurez à *assurer la conception, la vente, la réalisation et l'encadrement d'études* marketing dans le domaine des services.

Ces postes requièrent des qualités de rigueur et de synthèse, une excellente aptitude à la rédaction, la capacité d'animer et de gérer une équipe de chargés d'études, le goût et le sens des contacts commerciaux à haut niveau.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite, en précisant la référence, à Catherine Leroy, Sema-Sélection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

Une direction commerciale pour un jeune financier

Oui, une opportunité exceptionnelle. Une carrière au sein d'un puissant groupe financier privé ayant toujours manifesté un réel esprit novateur allié à une gestion rigoureuse. *En rejoignant d'abord l'état-major d'une de ses sociétés qui, sur un créneau en* expansion rapide, a déjà fait ses preuves.

Membre à part entière de son équipe de direction, vous participerez au développement commercial. Vous réussirez dans ce poste, certes en vous appuyant sur les structures commerciales en place, et sur des produits originaux. Mais surtout parce que votre culture des produits financiers et d'épargne se double d'une très forte personnalité.

Celle-là même qui vous laisse aujourd'hui le sentiment de piétiner dans la grande banque *où vous ont mené, il y a cinq, six ans un diplôme grande école, des qualités de* rigueur intellectuelle, de probité morale, de féconde imagination alliées à votre talent d'entraîneur d'hommes qui s'est fait jour depuis. Ecrivez sous référence *8537 LM* aux conseils du Cabinet CLEAS. Vous pouvez compter sur leur discrétion.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
Appel de candidatures pour des postes de coopération technique en Afrique francophone

DURÉE UN AN AVEC POSSIBILITÉ DE PROLONGATION
RÉMUNÉRATION SELON BARÈME DES NATIONS UNIES

EXPERTS EN PROMOTION ET GESTION
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE L'ARTISANAT

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE LA FORMATION A LA GESTION DU BIT LES MISSIONS A COUVRIR TOUCHENT LES DOMAINES SUIVANTS :
- Élaboration de politiques, stratégies et programmes de développement;
- Conseil et formation à la gestion;
- Promotion de projets et création d'entreprises (analyses sectorielles, identification de promoteurs, études de faisabilité, stratégie d'entreprise, financement;
- Mise sur pied de programmes de crédit à moyen terme;
- Formation de consultants en PME;
- Assistance aux institutions nationales de développement.

LES PERSONNES INTÉRESSÉES DOIVENT AVOIR :
- Une formation universitaire ou de grandes écoles, dans les domaines de la gestion d'entreprises, l'économie d'entreprise, l'ingénierie industrielle ou le management;
- Dix ans d'expérience industrielle PME, y compris direction et gestion;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans des pays en voie de développement;
- Intérêt pour le travail éventuel en zones rurales.

Adresser C.V. détaillé avec trois références au
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
205, boulevard Saint-Germain
75340 PARIS CEDEX 07
RÉFÉRENCE LM/PME/585.

AMIL, fonderie produisant des jantes en alliage léger *destinées à l'industrie automobile, employant* 200 personnes, située entre Lille et Tournai, recherche en vue de son développement sur les marchés à l'exportation, un (m/f)

ingénieur des ventes
Europe - USA

Négociateur industriel de tout premier plan, il devra promouvoir et vendre nos produits auprès des constructeurs de voitures automobiles (UK, Allemagne, Suède, USA...).

Nous souhaitons proposer cette fonction à un candidat âgé de ± 30 ans, de formation type ingénieur commercial, bilingue français/anglais, possédant une expérience *de négociation en produits industriels et/ou automobiles.*

Ecrivez à notre consultant Sélé Cégos, Madame R. Rubin, avenue des Croix de Guerre 191, B-1120 Bruxelles, qui *traitera confidentiellement votre candidature.*

SELE CEGOS
NEW YORK - PARIS - BRUXELLES - MILAN - MADRID - LONDRES - LISBONNE - SAO PAULO - ABIDJAN

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour mission longue durée en famille
FRANCE D'OUTRE-MER

AGENTS TECHNIQUES DE MAINTENANCE
Réf. 111/MCL

connaissant :
- *traitement des signaux vidéo couleur* : PAL, SECAM,
- caméras TV : N et B, couleur (mono et tritube),
- *matrice de commutation,*
- équipements régie.

Anglais lu.

AGENTS TECHNIQUES TELE MESURE - TELECOMMANDE
Réf. 112/MCL

connaissant au moins 2 sur 4 des techniques ci-après :
- hyperfréquences,
- analogiques basses fréquences,
- logique,
- informatique : microprocesseur et transmission de données.

Anglais parlé.

Pour ces 2 postes, les candidats auront un BTS électronique ou équivalence. Une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans ce domaine est exigée. Permis catégorie B demandé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, prétentions) en précisant la référence du poste choisi et la date de disponibilité à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui trans.

CONTESSE



emplois régionaux — emplois régionaux — emplois régionaux — emplois régionaux

JURISTE D'ENTREPRISE

Nous constituons avec d'autres partenaires le premier groupe privé français d'assurances : *10,8 Milliards de C.A., 5400 salariés, des investissements* à l'échelon mondial dans tous les domaines de l'assurance.

Nous recherchons un **Juriste** pour assister notre Responsable du Service Juridique et Secrétariat Général. Il assurera le conseil en matière de droit des sociétés, Il rédigera et centralisera tous les actes concernant la vie juridique des sociétés = conseil d'administration, assemblée générale...

Une expérience confirmée de Juriste en Entreprise ou Cabinet est nécessaire.

Le poste est à pourvoir à Rouen.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AG 16 à :

mutuelles unies  **MUTUELLES UNIES**
Mme S. MAUHOURAT
76029 ROUEN CEDEX

SAFT GROUPE CGE

Notre position de leader mondial dans le domaine des accumulateurs alcalins nickel-cadmium nous amène à développer nos activités de transfert de savoir-faire au niveau international et à rechercher un

RESPONSABLE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

Nous pensons vous confier :
- l'établissement des *projets* techniques,
- les choix technologiques des équipements,
- la réalisation des contrats et l'animation des équipes de montage.

Le succès de vos missions vous conduira à mener des actions au niveau international, excepté les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest.

Pour un ingénieur de formation généraliste ou génie chimique, ayant une expérience technique et industrielle d'au moins 5 ans, c'est la possibilité de rejoindre un Groupe International participant au développement de techniques avancées.

Poste basé à BORDEAUX.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A.12.21 à SAFT.
Direction Ressources Humaines, 57, rue de Villiers, 92200 Neuilly-s/Seine.

CONTESSE TÉLÉMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 256.10.66

Nous sommes une société filiale du groupe européen *UNICARDAN* leader dans notre domaine (secteur auto) et recherchons pour l'une de nos unités fabricant du matériel de haute technicité un

CHEF DE SERVICE TECHNIQUE 250 000 F

Ingénieur mécanicien de formation AM, INSA, MINES... ayant une forte potentialité pour animer ce service technique (méthodes...), soit 25 personnes; il aura à «faire tourner» l'existant (un outil de *fabrication neuf et performant*) tout en ayant un champ d'initiative large (industrialisation des produits, conception et mise en place de nouvelles techniques, direction de groupes de travail en usinage traitements thermiques et outillages).
A 32 ans environ, vous possédez 7 à 10 ans d'expérience si possible en mécanique de grande série ainsi qu'une personnalité affirmée; la réussite à ce poste entraînera une évolution au sein de notre groupe. Le poste est basé dans une très grande ville de *l'Est de la France.*
Adresser candidature + CV + photo, sous réf. 755/M. à :

FB Conseil
57, rue des Quatre Eglises 54000 Nancy.

Mobil®

pour son Centre de Recherche de
NOTRE-DAME DE GRAVENCHON (Seine Maritime)

INGENIEUR CHIMISTE
DEBUTANT H/F

ENSPM (raffinage - génie chimique)
ou DOCTEUR INGENIEUR (génie chimique)

Le candidat retenu aura à conduire des programmes de recherches et de développement de procédés de *raffinage (unités-pilotes) dans le cadre de projets internationaux.*

DISPONIBILITE IMMEDIATE.
ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE.

Prière d'adresser sous réf. 10547, lettre manuscrite, CV et photo à MOBIL OIL FRANCAISE
Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 9.

CONTESSE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Métropole Lilloise

Jeune acheteur-chef de produit

Chez **Auchan** rejoignez l'équipe performante de notre CENTRALE D'ACHAT BAZAR : gérez et développez une ligne de produits jardin, sport-loisir, articles ménagers d'environ 150 MF.

Vos missions :

- **définir et réaliser votre stratégie marketing, commerciale, votre politique d'achat, vos objectifs ;**
- rechercher de nouveaux fournisseurs, négocier conditions d'achat et de livraison ;
- décider des produits « marque propre » à lancer, concevoir leur design, suivre leur production, assurer leur merchandising ;
- proposer aux magasins une gamme d'articles qualitatifs, leur apporter des conseils promotionnels et de présentation des produits.

HEC, ESSEC, SUP DE CO..., 28 ans au moins, vous justifiez **impérativement** d'une première expérience professionnelle où vous avez prouvé des qualités de négociateur, un esprit marketing et un sens réel de l'organisation. Dynamisme et relationnel sont deux de vos points forts.

Sylvie CATHELAIN, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature **qu'elle traite confidentiellement** sous la référence 5115 LM, en précisant **votre salaire actuel** :

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

DUNLOP FRANCE RECHERCHE POUR SA FILIALE DUNLOP ROUES, FABRIQUANT DES JANTES POUR LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES, UN

RESPONSABLE INGÉNIERIE

(ARTS et MÉTIERS ou équivalent)

Votre mission consistera à développer des équipements et procédés nouveaux et à améliorer les équipements existants.

Une expérience de quelques années en maintenance électromécanique et automatisme industriel serait un atout supplémentaire.

"Homme d'usine", le candidat retenu devra savoir travailler en collaboration *avec la production et animer une équipe.*

Anglais souhaité.

Poste basé à **TERGNIER** à proximité de Saint-Quentin, dans l'Aisne.

A des candidats de valeur, le Groupe DUNLOP FRANCE assure une formation avant l'intégration dans le poste et offre des perspectives d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 78666 M à DUNLOP FRANCE, Direction du Personnel, 62, rue C.-Desmoulins, B.P. 41, 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.



HAVAS CONTACT

Des opportunités dans un secteur de pointe

Importante société d'ingénierie spécialisée dans le nucléaire, implantée à LYON, recherche des

Ingénieurs

grandes écoles mécanique (Centrale, Mines, ENSMA, ENSEM, ENSI...)



RHONE ALPES

Vous participez à la conception du combustible nucléaire et à l'optimisation de ses performances.

Département TECHNOLOGIE : vous êtes intégré à l'équipe responsable de la conception mécanique de l'assemblage combustible.

Vous participez à la définition de la conception. Vous réalisez les études et calculs nécessaires pour la justifier et vous êtes associé aux essais sur prototypes. Vous établissez les notes et documents de synthèse correspondants. Ce poste peut convenir à un débutant. Anglais impératif.
(réf. 814/TM)

Département PERFORMANCES : vous rejoignez l'équipe chargée de la conception thermomécanique des crayons combustibles.

Vous menez les études et calculs nécessaires pour adapter les performances du produit aux conditions d'exploitation et aux exigences de sûreté. Vous élaborez les dossiers justificatifs correspondants. Vous participez également à la définition, au suivi et à l'exploitation des programmes de recherche et développement pour l'amélioration des performances du combustible.

Pour ce poste, une formation complémentaire en génie nucléaire serait très appréciée. Une expérience de 2 à 3 ans en calcul par éléments finis est nécessaire. Anglais impératif.
(réf. 814/PM)

Merci d'adresser lettre manuscrite + curriculum vitae détaillé + prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à Joëlle KHUAT DUY.

HAY Managers 94, rue Servient - 69003 LYON

MEDIA BK

CIAPEM

LYON

Leader français du lave-linge et du sèche-linge

Notre dynamisme, notre esprit de décentralisation et de responsabilisation de chacun font la force de notre entreprise de 1500 personnes. Et nous voulons faire encore plus en matière de gestion des potentiels et des relations humaines.

Pour l'intégrer dans notre équipe DRH performante et soudée, nous recherchons un jeune

RESPONSABLE du PERSONNEL

Dans un premier temps, il assurera totalement la gestion de deux unités de fabrication (près de 500 personnes) et participera à la politique et aux actions à conduire sur l'ensemble de l'entreprise. Dans un deuxième temps, sa soif de construire, son adaptabilité et son charisme personnel le porteront vers des responsabilités d'envergure au sein de notre entreprise ou de notre groupe.

Outre votre formation supérieure et votre personnalité, c'est la qualité de votre première expérience de la fonction personnel qui nous séduira : évidemment en unité industrielle, et dans un esprit et des méthodes de management social avancé.

*Merci d'envoyer de notre part, à François NICOLET, **ARCHE-CONSEIL**, 14, rue Robert, 69006 LYON, votre dossier de candidature et vos prétentions sous référence 645 M. Il s'engagera avec vous en toute discrétion et vous recevra soit à Paris soit à Lyon.*



HAVAS CONTACT

(CNEH)

Agence Nationale pour le Développement de l'Informatique Hospitalière recrute pour ses agences de Poitiers et Lyon des

Analystes-programmeurs

Débutants ou première expérience

devant s'intégrer dans une équipe jeune.
De formation ingénieurs ou niveau maîtrise.

Vous participerez à des travaux portables sur plusieurs matériels, IBM43XX, BULL DPS 7 Contrat à durée déterminée.

Merci d'envoyer CV + photo + prétentions au CNEH, 5 bis, rue Perignon 75015 Paris.

Importante Société d'Expertise Comptable recherche pour TOURS

EXPERT COMPTABLE DIPLOME HF

ayant si possible formation supérieure complémentaire
(Université et/ou Ecole de Commerce)
pour

- assumer la responsabilité d'une délégation régionale et des secteurs qui y sont rattachés
- contrôler et animer une équipe de collaborateurs chargés d'effectuer des missions auprès de la clientèle.

Voiture indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions s/réf. 54160 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre.

Reims - Industrie transformation plastiques

Conduire et optimiser notre ligne de production de plastique laminé et calandré

30 ans minimum, de formation supérieure, type BTS Mécanique ou Génie Chimique, vous justifiez d'une *expérience d'au moins 5 ans dans la transformation des plastiques ou similaire, avec responsabilité d'encadrement d'Ateliers de fabrication.*

Au sein de notre Société, filiale d'un groupe industriel international notoirement implanté dans son marché, devenez notre Chef d'Atelier.

Près du Directeur d'Usine, vous coordonnerez le travail de deux équipes de 20 Personnes, avec l'aide de 2 Contremaîtres, tant sur le plan humain, que technique, dans un souci constant de la qualité, du respect des délais et des coûts.

En liaison avec notre Laboratoire, vous participerez à la définition et à la mise au point des produits.

Ce poste évolutif est assorti d'une rémunération ouverte, fonction de l'expérience et du potentiel du candidat.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 6505 SM à notre Conseil,

17 rue Courmeaux - 51054 Reims Cedex
58 avenue de Wagram - 75017 Paris

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication



Vous êtes ingénieur, diplômé d'études supérieures scientifiques ou informatiques, ESC... débutant ou ayant 2 ou 3 années d'expérience.

Nous vous FORMERONS à des postes d'

ANALYSTES EN INFORMATIQUE

étude, conception, mise en place d'applications de gestion en liaison permanente avec les services utilisateurs.

Nous sommes de gros utilisateurs d'informatique de gestion (4 IBM 4341, 1 IBM 4381, 1 000 terminaux en France).

Nous constituons avec d'autres partenaires le premier groupe privé français d'assurance, l'un des plus dynamiques aussi : 10,8 M C.A. - 5 400 salariés.

Avec vous, nous continuerons à nous développer et à innover.

Les postes sont à pourvoir au siège social à **ROUEN.**

Adressez lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous référence AG 15 à :
MUTUELLES UNIES - Mademoiselle PAVAGEAU
76029 ROUEN CEDEX.



HAVAS CONTACT

GROUPE G.DORAS

Constitué de PMI-PME AUTONOMES s'appuyant sur une structure financière et technique solide. LA DIRECTION de ces UNITES est assurée par NOS CADRES de VALEUR auxquels nous avons permis une ACCESSION au CAPITAL.

Elles évoluent à travers trois familles d'activités :

- La préfabrication béton (2 usines P.P.B.).
- Le négoce de matériaux (8 affaires).
- L'extraction de sables et graviers (6 implantations).

Pour cette dernière branche, dont la REELLE EXPANSION est basée sur la capitalisation de connaissances technologiques, nous CREONS UN POSTE pour un

JEUNE INGENIEUR

Ayant une première expérience, ou éventuellement débutant, au GOUT TECHNIQUE PRONONCE, vous êtes de formation type AM - ECAM - ENSAIS.... et appelé à moyen terme à devenir PATRON D'UNE de nos AFFAIRES.

COLLABORATEUR DIRECT du responsable de la branche granulats (un ing. AM de 40 ans), vous participerez et prendrez en charge progressivement les créations ou transformations d'installations de traitement avant d'évoluer au sein de notre société.

CE POSTE D'AVENIR se situe en BOURGOGNE, à DIJON (21).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et salaire actuel sous ref. 5557 à notre conseil.

Le déontologie de notre profession garantit toute discrétion

RESULTATS CONSEIL EN RECRUTEMENT
7 place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex





ENSAM, ICAM, ECAM, IDN...

TECHNOLOGIE NOUVELLE

*Filiale en expansion constante de la Société Européenne de Propulsion, **S2M**, leader mondial pour l'industrie du palier magnétique, recherche un ingénieur possédant 4 ans d'expérience minimum à dominante électronique.*

Dans un premier temps, cet ingénieur participera à l'étude et la mise au point de divers matériels et évoluera ensuite vers un poste d'ingénieur chef de produits.

L'anglais courant est indispensable et l'allemand apprécié.

Le poste est basé à Vernon (80 km à l'Ouest de Paris) avec déplacement fréquents en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 398 à I. ou D. LAVAUD

***IDL CONSEIL** (32) 37.56.82*
Le Mesnil Chaudron - 27220 JUMELLES.



هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme recherche pour sa filiale

cinna

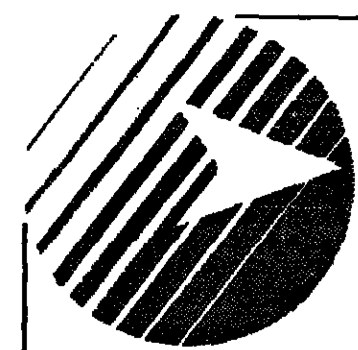
Responsable de secteur commercial

Quart Nord-Est de la France

JEUNE DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT COMMERCIAL SUPERIEUR OU VENDEUR EXPERIMENTE, il devra posséder les qualités d'homme de terrain et la culture lui permettant d'assumer une large mission d'animation du réseau négoce ameublement, tant en ce qui concerne les actions commerciales qu'au niveau de la mise en valeur esthétique de la collection.
Une expérience de la vente, en particulier si elle a été acquise dans le cadre d'une politique de marque et une personnalité vigoureuse tournée vers l'action sont indispensables pour assumer ce poste autonome au sein d'une société particulièrement performante.

Résidence souhaitée dans le périmètre **LYON - DIJON - BESANÇON.**
Ecrire au **CABINET GATIER,** 32 Rue Barrême 69006 LYON, sous **réf. 016 M.**





Vivez des Réalisations de Pointe ... dans une Filiale du GROUPE MATRA

Nous sommes une Société industrielle de 2500 personnes qui exporte dans le monde entier. Dans le cadre du développement de nos activités, nous recherchons pour le Laboratoire d'Electronique de Mulhouse :

Ingénieur Electronique Numérique

Responsable de projets d'automatisme de machines de cartoucherie, vous devrez *prendre en main toutes ses phases d'évolution* :
- Définition des spécifications fonctionnelles,
- Etablissement des spécifications techniques matérielles et logicielles,
- Suivi de la réalisation,
- *Mise au point et tests.*

De formation Ingénieur, vous avez de préférence 1 ou 2 ans d'expérience en informatique industrielle. Réf.L/IEN/M

Ingénieur Electronique Analogique et Numérique

Responsable de projets de la conception jusqu'à la mise au point, vos applications analogiques porteront sur :
- Systèmes associés à des capteurs (rayons X, courants de Foucault, . . .) avec contrôles d'aspect, de structure interne et de forme.
- Electronique analogique embarquée.

Poste très ouvert, vous êtes un jeune Ingénieur dynamique, imaginatif, créatif et adaptable à tous types de systèmes. Réf.L/IEA/M

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous la référence choisie à notre Conseil Philippe BLANC qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Développez la formation et l'information

DANS UNE FILIALE DE L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS : 1000 PERSONNES, 2 USINES.
LOCALISATION : 120 KM AU NORD DE PARIS.

JEUNE CADRE POUR LA FONCTION PERSONNEL

- *Diplômé de l'enseignement supérieur*, débutant ou ayant une première expérience, vous êtes motivé par cette fonction et voulez vous former à tous ses aspects.
Rattaché au Directeur du Personnel, vous aurez comme *principales missions le suivi et la mise en œuvre du budget de* Formation, la création d'outils (écrits et oraux) d'Information et *de Communication, et vous participerez à la gestion administrative.*
Passionné par les Relations Humaines, grâce à votre sens du contact, vous saurez être à l'écoute des problèmes quotidiens de communication et leur trouver des solutions.
Par votre créativité et votre sens du concret, vous interviendrez comme un élément moteur dans le développement de nos politiques. Une évolution de carrière intéressante vous sera largement assurée au sein de notre groupe.
Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5347, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

De notoriété internationale, d'origine anglo-saxonne, nous sommes un des leaders dans la construction de biens d'équipements. Le regroupement de nos activités à **NANTES** nous conduit à étoffer notre service comptable et financier par la création d'un poste de :

Cadre Financier

170 000 F environ

En liaison avec la *direction financière, vous aurez pour double mission :*
- le suivi de la trésorerie, les relations courantes avec les banques, la participation aux
- schémas de financement, le suivi des comptes clients,
- la participation aux constructions budgétaires et au reporting, les analyses spécifiques
- à caractère financier.

De solide formation comptable (DECS ou équivalent), vous avez déjà acquis quelques années d'expérience des problèmes de trésorerie et des relations bancaires au sein d'une entreprise anglo-saxonne si possible. De plus vous êtes familiarisé à l'utilisation de l'informatique.
Nous rejoindre c'est mettre à profit vos compétences dans un contexte dynamique et évolutif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle s/réf. 39805 M à Isabelle BOYER, TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

DESSEIN





TURBOMECA

Secteur AERONAUTIQUE
4 300 personnes - CA de 2 MMF

JEUNE INGENIEUR ORDONNANCEMENT

Basé au siège de la *Société*, près de PAU, et en relation avec les services *Planification* et Lancement, il aura la responsabilité d'animer et de piloter l'ordonnancement des ateliers des deux établissements de BORDES et TARNOS, distants de 100 km. Et ce qu'il s'agisse de fabrications de turbines ou de rechange-réparations. De même, il devra faire évoluer le logiciel s'intégrant au système informatique de Production. Ce poste conviendrait bien à un jeune Ingénieur Mécanicien (AM, ENI, INSA ou équivalent), disposant d'une première expérience (2 à 4 ans) de la gestion informatisée des fabrications mécaniques de petites et moyennes séries. Un débutant pourrait trouver là l'occasion d'un premier emploi, si ses motivations pour les problèmes de gestion l'ont amené à réaliser quelques stages en rapport, notamment dans le cadre d'une formation IAE, ICG... Outre de bonnes qualités de contact, le poste requiert des connaissances élémentaires en informatique. Une évolution du poste - à moyen terme - est déjà envisagée dans le service Gestion de Production.
Le Consultant d'OCS vous remercie d'exprimer vos motivations dans une lettre manuscrite, avec C.V. détaillé, photo et prétentions, sous la réf. 2860 M.

OCS
29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX
91, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

AURAN

Agence d'études urbaines de l'agglomération nantaise

Recrute

Un (e) chargé (e) d'Études
30-35 ans

Formation niveau supérieur.
Expérience professionnelle en matière de marché du logement, d'urbanisme, de montage d'opérations d'aménagement.
Connaissances juridiques appréciées.
Aptitude à la communication et au travail en équipe.
Relations avec les élus et professionnels.
Adresser CV manuscrit et photo à :

l'AURAN
5, bd Vincent-Gâche
44000 NANTES.

Ingénieurs électroniciens

Grenoble

Productique et automatismes industriels - Cette entreprise jeune, filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne déjà au deuxième rang européen. Sa vocation : concevoir, fabriquer et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatismes industriels. Elle recherche aujourd'hui pour intégrer son importante équipe de conception et étude deux ingénieurs de conception "matériel". Dans le cadre d'équipes projets, ils auront à charge de concevoir des cartes à microprocesseurs depuis les schémas jusqu'aux prototypes et pré-séries. Ces postes conviennent à des ingénieurs électroniciens (type SUPELEC, ENSI, INSA...) débutants ou justifiant d'une première expérience similaire. Une formation continue du plus haut niveau permettra à des candidats de valeur d'accroître en permanence leur potentiel personnel. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/T 7074M.



71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

EXPLOITANT COMMERCIAL

Confirmé H/F

Banque américaine à Paris, filiale d'un groupe financier international de 1er rang, recherche *pour* son département « *Commercial Banking* », un Exploitant commercial confirmé (h/f), pour développer et gérer, au *sein de l'équipe*, une clientèle spécifique de sociétés de services intéressées par les produits du groupe.
Ce poste conviendrait à un candidat à fort potentiel âgé de 30 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur commercial. *Une première expérience commerciale réussie de 5 ans minimum de la prospection et de la gestion de comptes d'entreprises* dans une banque française ou étrangère est indispensable.
L'anglais courant est exigé pour ce poste dont les possibilités d'évolution au sein du réseau sont multiples.
Merci d'adresser, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

MEDIA PA

L'I.T.M.A. de l'UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE

propose plusieurs bourses pour la préparation d'une thèse, en collaboration avec l'industrie, sur les nouveaux matériaux, en métallurgie et en mécanique. Débouchés assurés. Téléphone (4) 420-99-60 poste 2433.

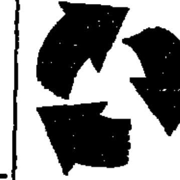
Envoyer C.V. à I.T.M.A. – C. BATHIAS
UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE
B.P. 233 – 60206 COMPIÈGNE CEDEX.

Albigeois, votre origine peut vous rapporter une fortune.

Vous voulez créer votre entreprise : retournez au pays!
Actuellement, le pays albigeois est en pleine expansion et bénéficie, dans le cadre de sa conver*sion industrielle, d'avantages exceptionnels* pour la création de PME, de préférence en informatique, *électronique, textile, agro-alimentaire et services.*
En deux ans déjà, 7 nouvelles entreprises se sont *implantées avec succès au pays albigeois grâce à :*
- une situation privilégiée (75 km de Toulouse, por*tes de la Catalogne*),
- une disponibilité d'espace (8 zones d'activités),
- *une main-d'œuvre qualifiée,*
- une importante infrastructure industrielle.

Aujourd'hui, le pays albigeois vous donne enfin la chance de réussir votre vie dans une région pleine de charmes (climat, facilité de logement, sports et loisirs, gastronomie...).
Pour toute candidature, prendre immédiatement contact avec :
"PROMOUVOIR" -
14, rue Timbal - 81000 ALBI
Tél. : (63) 54.08.06 - Télex : CHAMCOM ALBI 531 412 F.

PAYS ALBIGEOIS
Pôle de compétition, il fait bon s'y implanter.



IMPORTANTE SOCIETE DE STOCKAGE DE PETROLE

recherche le futur

Chef de département administratif et comptable

homme ou femme

de son principal établissement (de plus de 300 personnes).
Directement rattaché au Directeur de l'Etablissement et en relation fonctionnelle avec le Siège Social. Il assumera à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, la comptabilité générale, la facturation, la gestion administrative du personnel et le contentieux.
Le candidat retenu, environ 45 ans, sera de formation supérieure niveau DECS. Il pourra justifier d'une expérience réussie de 5 à 10 ans de responsabilité administrative et comptable d'une unité industrielle. Il devra avoir une parfaite connaissance des méthodes informatiques en comptabilité et en gestion administrative.
Après une période de mise au courant d'environ 1 an, il prendra la succession du chef de département alors en fonction. Il sera domicilié au Havre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8882 à *Média-System*, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

média-system



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Groupe international recherche pour site industriel en Rhône-Alpes

INGENIEUR RESPONSABLE

Régulation-électricité

Ce groupe possède de nombreuses implantations industrielles en France et à l'étranger. Son activité couvre trois grands secteurs : Chimie de base, Chimie fine et de spécialité, et matières plastiques. Dans l'un de ses sites de production, le poste de RESPONSABLE REGULATION-ELECTRICITE est à pourvoir.

Relié directement au patron de la technologie -le Directeur Adjoint de l'usine- cet ingénieur «coiffe» une trentaine de personnes intervenant dans les domaines suivants : mesures, contrôle, régulation (Electronique, automatisme, pneumatique...) et électricité (BT et HT). Sa responsabilité englobe les études, les méthodes et la maintenance. Il dispose d'un atelier central et d'ateliers de secteur. Il est chargé d'optimiser les interventions de son service et des sous-traitants en termes de qualité, de délais et de coûts.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé (EEIM, ESME, ESIEE, ENSI et INSA spécialisés etc...) possédant une expérience d'au moins 8 ans de management d'une équipe de spécialistes dans un site industriel.

Le groupe est en mesure d'assurer une évolution à un ingénieur de valeur acceptant la mobilité.

Si ce poste correspond à vos acquis et à vos projets, adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 10/1350 G, à :

EGOR INDUSTRIE
19, rue de Berri 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

egor

média-system

Groupe de fabrication et distribution de produits de grande consommation situé dans la région Lilloise, ayant plusieurs sociétés en France et à l'étranger, recherche un

JEUNE JURISTE

125.000 F à débattre

Dépendant du Secrétariat Général, il prendra en charge les dossiers concernant le suivi juridique des différentes sociétés et du patrimoine immobilier ainsi que les questions de droit de la propriété industrielle etc...

Le candidat idéal aura 27 ans minimum, une maîtrise de Droit privé ainsi qu'une expérience au sein d'un cabinet juridique ou expertise comptable.

Merci d'envoyer C.V., salaire actuel et photo, sous référence 3225-M à Mamrégies qui transmettra.

Mamrégies
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS



Leader français du verre pour le bâtiment et l'automobile
C.A. : 2 milliards de Francs - 3 000 personnes
25 filiales industrielles et commerciales

recherche

2 contrôleurs de gestion

pour ses usines dans l'Oise (800 MF C.A.) et dans le Nord (600 MF C.A.).

- Jeunes diplômés d'écoles supérieures de Commerce HEC, ESSEC, Sup de Co, etc...
- Responsables (Plan, Budgets, Résultats, Etudes de rentabilité).
- Susceptibles d'évoluer, après 3 ans dans cette fonction vers une Direction Financière de filiale.

Envoyez lettre manuscrite et C.V. à Mme Françoise Tridon
Saint Gobain Vitrage
Direction du Personnel - Cedex 27 - 92096 Paris La Défense.

SOURCES

Entreprise Chimique
en expansion
ville universitaire proche Paris
développe son unité de
CHIMIE FINE
et recherche

UN ANALYSTE

responsable du laboratoire de contrôle

- Analyses des matières premières et conditionnements des produits en cours et finis.
- Mise au point des méthodes d'analyse pour les nouvelles fabrications, produits nouveaux.
- Responsable du contrôle qualité.
- Expérience souhaitée dans l'application des normes BPF et GMP.
- Niveau : études supérieures avec spécialisation chimie analytique (maîtrise, DEA).

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous réf. 37347 sur enveloppe à Lévi Tournay / Asscom 31, bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.



Nos résultats, nos investissements, nos effectifs sont en progression constante.

Notre Groupe s'est fixé des objectifs de développement ambitieux.

Pour les réaliser pleinement, nous recherchons des PROFESSIONNELS exploitants (H. F.).

- Justifiant d'une expérience réussie de plusieurs années.
- Prêts à participer, activement, à l'élaboration de la BANQUE DE DEMAIN.

Rejoignez-nous :

Des postes de :

- DIRECTEURS D'AGENCES
- SECONDS ou autres RESPONSABLES

sont à pourvoir en NORMANDIE, dont certains en milieu agricole et rural.

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions au :
CRÉDIT MUTUEL de NORMANDIE
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES (P. VILLENEUVE),
27, rue de la Miséricorde - B.P. 44 - 14010 CAEN CEDEX.
Discrétion assurée.

SOCIETE D'ABATTAGE BRETAGNE
(C.A.)1 milliard de F.)
souhaite confier à un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

sa comptabilité générale, sa comptabilité analytique, sa trésorerie, l'administration de son personnel et son informatisation.

LE CANDIDAT DOIT AVOIR :

- une solide pratique de la comptabilité dans une fonction similaire,
- une formation supérieure en gestion et le DECS.
- une bonne pratique de l'informatique.

Adresser C.V. et photo
sous référence PB 17 à Havas Rennes
16, avenue de Crimée 35100 RENNES.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN

Implantation internationale
recherche pour région OUEST

INGÉNIEUR ACHETEUR

(H.F.)

Formation supérieure mécanique doublée, formation complémentaire type ESA ou équivalent.

35 ans environ, ayant aptitude de travail en équipe.

Bonnes connaissances en matière économique, financière et en droit commercial.

Anglais indispensable. Notions allemand souhaitées.

Ecrire sous nº 961.183 à
HAP Hall des Petites annonces
7 X, 44040 NANTES CEDEX.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Direction marketing

280.000 F

Marketing distribution - Cette très active société anonyme coopérative de distribution, regroupant 400 professionnels indépendants sous une même enseigne, leader dans sa spécialité et contrôlant un volume d'affaires de l'ordre de 230 millions de francs, recherche son nouveau directeur marketing. L'objectif principal étant de favoriser l'augmentation du chiffre d'affaires de chaque adhérent tout en assurant la pérennité de l'enseigne nationale, le directeur marketing participera à l'élaboration de la politique commerciale et devra en communiquer les grands axes. Encadrant un service de 4 personnes, il devra développer à l'horizon de deux années, les orientations quantitatives et qualitatives et prendre en charge toute la politique de communication incluant la publicité nationale, régionale et locale, l'organisation de séminaires pour les adhérents ainsi que les relations publiques. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur commercial possédant un expérience de la fonction marketing acquise dans une centrale d'achats nationale d'un groupement de points de vente spécialisés. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience et des qualités du candidat, sera de l'ordre de 280.000 francs. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/2679M

PA
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs conseillers d'applications techniques

Paris et région Nord

Dans le cadre du développement de son activité conseil en applications techniques, la filiale française d'un important groupe industriel suisse, réputé dans le domaine des éléments de transmission d'énergie et de composants de manutention, recherche des ingénieurs, ayant quelques années d'expérience dans la vente de composants techniques, ou dans un service après-vente. Soutenus par les services commerciaux, ils conseilleront et suivront les utilisateurs de ces produits de haute performance. Deux postes sont à pourvoir dans l'immédiat, l'un pour la région nord (il s'agit d'une création de poste), l'autre pour Paris. La rémunération, composée d'un fixe important, à laquelle s'ajoute une voiture de société, ainsi que les possibilités d'évolution, rendent ces postes attrayants. Une formation technique est assurée par la société en France et à la maison-mère en Suisse. Ces postes supposent de résider pour l'un en région lilloise et pour l'autre en région parisienne et nécessitent de constants déplacements sur leur secteur respectif. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence S/8016M

PA
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Important groupe français de dimension internationale recherche sur Paris un

Comptable expérimenté

DUT COMPTABILITE, BAC + 2

Agé d'environ 27-30 ans, vous possédez de bonnes connaissances des opérations bancaires.

Vous êtes prêt à prendre immédiatement des responsabilités au sein d'un service comptable.

Dans une équipe de 12 personnes, vous serez le second du chef de service et assurerez les intérims.

Statut : agent de maîtrise assimilé cadre.

Dans le cadre de notre formation, nous vous offrons la possibilité de préparer le DECS pour prendre à terme la responsabilité du service comptabilité d'une de nos filiales, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5425, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Crédit National

recherche
pour son DEPARTEMENT DES ETUDES ET DU CONSEIL
AUX ENTREPRISES

UN ECONOMISTE SECTORIEL

responsable des industries métallurgiques et mécaniques

Il devra parvenir à une excellente connaissance du secteur tant sur les plans économique et financier que technique, analyser son évolution récente et en dégager les perspectives. Pour répondre aux besoins internes du CREDIT NATIONAL ou permettre à celui-ci de jouer son rôle de prestataire envers les entreprises, il sera amené à rédiger aussi bien des notes de synthèse rapides que des études approfondies.

Il possédera :

- un diplôme d'école de commerce, d'ingénieur ou de Sciences Po et une formation en sciences économiques,
- de préférence quelques années d'expérience acquises soit dans le domaine des études économiques, soit dans le secteur des industries métallurgiques et mécaniques,
- de bonnes capacités de rédaction, le sens de la rigueur et le goût des contacts.

Prière d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V., salaire souhaité et photo au CRÉDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

CONTESSE

PROGRAMME ARIANE

LES COMPETENCES DU FUTUR

ingénieur fiabiliste

Le **Centre National d'Etudes Spatiales** recherche pour sa Direction des Lanceurs un ingénieur fiabiliste de formation Grande Ecole ou équivalent, possédant une expérience industrielle de quelques années dans le domaine **fiabilité des systèmes électriques et informatiques** (logiciel et matériel). Il aura pour mission la coordination et la gestion technique des travaux confiés aux entreprises participant aux programmes Ariane.

Poste basé à Evry. Veuillez adresser CV, photo et prétentions sous la référence 85/DLA/09, à M. Le Chef du Département Personnel - Rue C. Baudelaire 91000 Evry.



Auditeur Opérationnel

Dans le cadre d'un vaste plan d'optimisation, l'un des principaux Groupes Industriels français a structuré sur les dernières années son Département d'Audit Opérationnel.

Constitué de cadres d'expérience et de formation très différentes et complémentaires, ce Département est chargé de fournir à la Direction Générale une information indépendante sur le fonctionnement de la Société et de ses filiales, de présenter des recommandations pour en accroître l'efficacité et de veiller à leur application.

Le développement de l'équipe amène ce Groupe à rechercher un collaborateur diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESCP, ESSEC, Maîtrise de gestion...) qui devra avoir acquis une première expérience professionnelle d'Audit (2 à 4 ans) soit chez l'un des "big eight" ou dans l'un des grands Cabinets français, soit au sein d'une Entreprise importante.

Le désir de s'intégrer et d'évoluer dans un Groupe offrant de réelles perspectives de développement de carrière ainsi que le souci de participer à l'optimisation de sa gestion vous feront envoyer votre dossier de candidature (CV et prétentions) à Yves KERNEVEZ sous référence 555 M.



Mutte, Kernevez & ASS. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

LEVI TOURNAY

هكذا من الأصل

Paris

JURISTE D'ENTREPRISE H/F

Filiale d'un des tous premiers groupes industriels européens, cette société emploie 2 400 personnes et réalise un C.A. de 1,2 milliard de francs principalement à l'export.

Attaché au Directeur Administratif et Financier, le titulaire du poste prend en charge les dossiers relevant des domaines suivants : droit des sociétés, immobilier, contentieux, assurances, contrats de ventes internationaux, protocoles d'accord de coopération, propriétés industrielles. Il travaille en collaboration avec les spécialistes du groupe.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un candidat possédant une formation juridique supérieure et une expérience d'au moins deux ans acquise en entreprise.
Outre la rigueur inhérente au poste, nous privilégierons le rayonnement personnel et les qualités relationnelles.
Les conditions offertes, la notoriété de la société sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 29/1270 L, à :

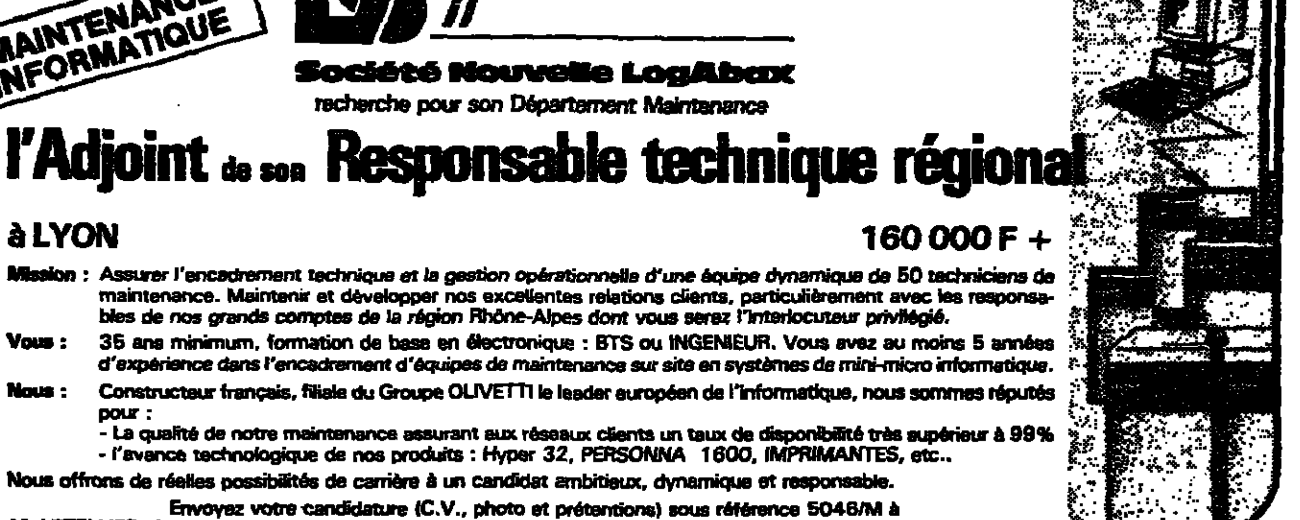
MEMBRE DE SYNTEC

EGOR S.A
8, rue de Berri 75008 Paris.









Société Nouvelle LogAbax
recherche pour son Département Maintenance

l'Adjoint de son Responsable technique régional

à LYON **160 000 F +**

Mission : Assurer l'encadrement technique et la gestion opérationnelle d'une équipe dynamique de 50 techniciens de maintenance. Maintenir et développer nos excellentes relations clients, particulièrement avec les responsables de nos grands comptes de la région Rhône-Alpes dont vous serez l'interlocuteur privilégié.

Vous : 35 ans minimum, formation de base en électronique : BTS ou INGENIEUR. Vous avez au moins 5 années d'expérience dans l'encadrement d'équipes de maintenance sur site en systèmes de mini-micro informatique.

Nous : Constructeur français, filiale du Groupe OLIVETTI le leader européen de l'informatique, nous sommes réputés pour :
- La qualité de notre maintenance assurant aux réseaux clients un taux de disponibilité très supérieur à 99%
- l'avance technologique de nos produits : Hyper 32, PERSONNA 1600, IMPRIMANTES, etc..

Nous offrons de réelles possibilités de carrière à un candidat ambitieux, dynamique et responsable.

Envoyez votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence 5046/M à
M. LETELLIER, Sté Nouvelle LOGABAX, Direction du Personnel, 3, 5 av. Galliéni, Bât. ORSUD, 94253 GENTILLY.

CGEE ALSTHOM

Electronique Industrielle

INGENIEUR C.A.O.

Au premier plan mondial dans sa spécialité, CGEE ALSTHOM (C.A. 10 milliards de Francs, 20.000 personnes) développe ses activités dans la production et le transport de l'énergie, les équipements et installations industrielles diversifiées.
Au sein de ce puissant groupe, le secteur «Contrôle industriel», spécialisé dans les systèmes et ensembles à base d'électronique de pointe, recherche pour son département de recherche et développement un Ingénieur C.A.O.
Dans un riche environnement informatique, et en collaboration avec le fournisseur du système, vous faites évoluer les logiciels pour satisfaire les besoins en CAO et CFAO et négociez les développements correspondants.
Vous aidez les utilisateurs à maîtriser l'outil et optimisez l'utilisation des matériels par la mise en place et le contrôle de méthodes et procédures.
Vous participez à l'interfaçage du système CAO avec les systèmes internes associés.
Nous aurons plaisir à rencontrer un Ingénieur diplômé (ENSEEIHT, ESIEE...) 28/30 ans, ayant une expérience probante, de 3 ans minimum, du développement de systèmes CAO circuits imprimés. La connaissance de SECMAI est un plus important.
L'évolution au sein du groupe, la rémunération et la localisation en proche banlieue parisienne sont parmi les atouts de cette proposition.

Merci d'adresser C.V complet, lettre de motivation, photo et rémunération annuelle actuelle, sous réf. M5/1128 C à :

média-system

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

PARIS 220 000 +

Cadre supérieur → Assurance "GROUPE"

Branche en fort développement

— Nous sommes un Groupe d'Assurances de premier plan et avons figuré en position très honorable dans le classement d'une enquête relative à la qualité des services rendus aux clients.
— Notre branche "GROUPE" a un fort développement ; c'est la raison pour laquelle nous recherchons un cadre confirmé, spécialiste de l'Assurance Vie ou Groupe.

Nous lui confierons la responsabilité des Services de Gestion (primes, sinistres, contentieux) : 80 personnes.

Nous lui proposons un métier passionnant et lui offrons de faire partie du Groupe de Direction de notre branche, d'avoir une grande autonomie et des moyens lui permettant de réaliser des projets efficaces. A terme, notre Groupe pourra lui donner des opportunités de carrière intéressantes en France ou à l'étranger.

Cette activité s'adresse à un diplômé d'études supérieures, n'ayant pas moins de 30 ans, nous apportant une expérience Vie-Groupe de préférence-d'au moins 5 ans, comportant des responsabilités d'encadrement.

Publival

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, s/réf. 71687/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

SIEMENS

recherche

Ingénieurs Technico-Commerciaux pour entraînements à vitesse variable

Plusieurs années d'expérience réussie dans la vente ou le service après-vente des entraînements à vitesse variable ont fait de vous un interlocuteur privilégié auprès d'une clientèle de sociétés industrielles.

Dans le cadre de notre développement, nous vous proposons de venir renforcer une équipe dynamique pour commercialiser nos produits.

A partir de directives générales et avec l'appui d'une structure existante, votre engagement personnel et votre goût pour les contacts humains vous permettront de développer notre clientèle, en prenant la responsabilité des devis, négociations et suivi d'affaires.

Basé à PARIS, vos déplacements se feront dans la région parisienne et s'étendront à la Normandie et à la Bretagne.

Une solide formation en électrotechnique est nécessaire. La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Les postes sont à pourvoir immédiatement.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier de candidature sous référence 1146/LM à :

Département du Personnel
B.P. 122
93204 Saint-Denis cedex 01

Siemens S.A.



L'autre façon d'être un contrôleur financier

Rien de plus classique que votre cursus, jusqu'à aujourd'hui : grande école de gestion + DECS + 3 ans d'audit + 2 ans en entreprise, ou quelque chose d'approchant. Le moment vous paraît venu de choisir un itinéraire plus personnel, en accord avec ce que vous êtes et ce que vous voulez faire.

Les questions d'urbanisme vous intéressent ? Nous concevons, développons et gérons des équipements immobiliers novateurs, espaces de commerces et de loisirs. Par exemple : le Forum des Halles, les Quatre Temps, la Galerie du Claridge... Nos équipes aiment leur métier, leur savoir-faire est reconnu. Nos structures sont légères - une centaine de personnes -. Matière grise, créativité et souplesse : le milieu vous convient.

Homme de contact et de dialogue, vous aimez faire bouger les choses, savez concevoir des systèmes, mais surtout les faire vivre et entrer dans le quotidien. Vous avez l'âme d'un animateur et d'un coordinateur plus que d'un chef de service. Rattaché(e) au secrétaire général, vous assurez les tâches comptables, fiscales et financières du groupe, pilotez le contrôle de gestion, optimisez la trésorerie, participez activement au développement des moyens informatiques. Base : Paris 8ème. Nous avons demandé aux consultants de SIRCA de nous présenter les meilleures candidatures. Ecrivez-leur sous référence 371 512 M en précisant votre niveau de rémunération. Deux "plus" éventuels à mettre en avant : une formation à l'anglo-saxonne et la connaissance du secteur des services.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Audit Expertise Comptable

L'audit et le conseil constituent l'essentiel de notre activité et de notre compétence. l'esprit de challenge et de compétition notre philosophie. Le développement très rapide de notre cabinet est lié à la qualité des hommes qui le composent et de leurs prestations. Notre structure opérationnelle vous donnera l'occasion de contacts permanents avec de bons professionnels.

Chef de Mission Audit

Paris réf. 51121 A

Nous souhaitons confier à un jeune expert comptable ou mémorialiste la prise en charge de dossiers de grandes et moyennes entreprises. Après une formation supérieure et 5 ans d'expérience en cabinet, vous maîtrisez l'audit et le commissariat et souhaitez maintenant évoluer au sein d'un groupe performant.

Auditeurs confirmés

Paris réf. 51122 A **Nantes** réf. 51123 A

Votre formation supérieure et votre expérience de 2 à 3 ans en cabinet vous déterminent dans votre désir de faire carrière dans l'audit et l'expertise comptable. *La variété des dossiers et leur* importance, la possibilité de missions à l'étranger, sont à la mesure de vos ambitions.

Votre évolution au sein du cabinet dépendra de votre compétence et de votre volonté de réussir. Merci d'adresser votre dossier complet en indiquant la référence choisie à notre Conseil Alain Nervet, mandaté par *PETITEAU SCACCHI & ASSOCIES* pour effectuer ces recherches 15, rue du Louvre 75001 PARIS.



Curriculum



CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Dans le cadre de sa forte expansion dans le domaine VIDEOTEX,
où il est leader sur le marché français,
le Groupe France recherche

Responsable technique des produits VIDEOTEX

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous possédez une expérience d'au moins 7 ans dans les domaines suivants : télécommunication, temps réel et... VIDEOTEX
Vous avez été amené à gérer des projets d'envergure.
Nous vous offrons *un rôle moteur* dans la conception et la réalisation de nos produits VIDEOTEX : vous serez responsable de leur maîtrise d'ouvrage, de leur *recette et du support technique.*

Ce poste nécessite de nombreux contacts avec nos unités opérationnelles et exige de réelles qualités d'animation et de négociation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. : F.DX/RTV, à Françoise Doutriaux, Cap Sogeti Opérations, 92 Bd du Montparnasse, 75682 Paris Cédex 14.

média-system

HEC, ESSEC, SC. PO., Ingénieurs économistes...

commencez par

l'inspection générale



Important GROUPE FINANCIER privé (2000 personnes, 120 agences) spécialisé dans le financement des entreprises et des particuliers, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité en France. Nous recherchons de jeunes diplômés débutants ou ayant une première expérience professionnelle de un à deux ans.

Pendant deux années environ, au sein de petites équipes, vous apprendrez à analyser le fonctionnement de nos agences et à vivre les méthodes et le savoir-faire d'un établissement financier dont les résultats sont reconnus par la profession. Cette expérience de généraliste vous donnera une bonne connaissance de l'ensemble de notre groupe et vous permettra d'accéder, au terme de ces deux années, à un poste de responsabilité et d'encadrement dans l'une de nos directions.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 5051M à notre conseil CINOREN, 69 rue Lafayette - 75009 Paris.

cinoren

SOURCES

GEO Ca prima Femme Actuelle

Dirigez nos services généraux comme une véritable entreprise

Paris

L'un des premiers groupe de presse magazine par la réussite commerciale de ses titres et ses méthodes de gestion, renforce ses structures et crée le poste de responsable de l'administration interne.

Rendant compte au directeur administratif et du personnel, vos responsabilités couvriront :
— **l'organisation fonctionnelle** des services généraux (10 personnes) et son **optimisation** ;
— **la gestion** et le **contrôle** d'un budget de fonctionnement de plus de 10 millions de francs ;
— l'amélioration de la **logistique** et de **l'intendance internes** de la société (liaisons inter établissements, maintenance, travaux neufs, archives, standard) ;
— les appels d'offres et négociations avec les fournisseurs et sous-traitants ;
— les études de nouvelles implantations.

Agé d'au moins 32 ans, de **formation supérieure**, vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction au sein d'une **société de service** ou d'une **PME**. Habitué à travailler dans un **environnement** dynamique et **rapide**, vous possédez des qualités de rigueur et **d'organisation**, le sens de la **diplomatie** et l'aptitude à négocier.

Sylvie CATHELAIN, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5128 LM, en précisant votre **salaire actuel** :

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

Paris Sud-Est **200 / 240.000 F**

Adjoint au responsable des comptabilités

Leaders dans le domaine AGRO-ALIMENTAIRE (produits hautement élaborés), nous renforçons les structures de notre direction administrative et financière en **créant un poste d'adjoint à notre responsable des comptabilités.**

Vos missions :
— animer, responsabiliser et gérer le service de **comptabilité générale** (6 personnes) par la consolidation des compétences, *l'organisation et la simplification des procédures* ;
— assurer les liaisons d'**interface** entre la comptabilité générale et l'analytique ;
— prendre en charge les problèmes **fiscaux** et participer à l'élaboration du **bilan** ;
— effectuer des **missions d'audit** et de vérification comptable dans les unités décentralisées ;
— détecter les anomalies et causes de disfonctionnement liées aux applications informatiques.

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion, titulaire du DECS complet, vous êtes âgé d'au moins 28 ans. Après quelques années en **cabinet d'audit**, vous justifiez d'une expérience réussie de responsable de la **comptabilité générale** acquise en **milieu industriel**. Familiarisé à l'utilisation de l'outil informatique, votre rigueur, votre ouverture d'esprit, votre sens du relationnel vous permettent d'optimiser les performances de nos services comptables.

Gilbert RAYNAUD, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la référence 5137 LM

argos DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT
135, avenue Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

Laboratoire pharmaceutique : rejoindre le brain trust...

Filiale d'un Groupe international puissant, notre laboratoire jouit d'une très bonne notoriété et possède déjà un taux de croissance égal à celui du marché. Notre Président veut FAIRE MIEUX. A cet effet, il souhaite renforcer le potentiel humain de notre DIRECTION MEDICALE et accueillir :

1 chef de clinique neurologue

ou INTERNISTE, capable, à partir des essais cliniques dont il aura la charge, de constituer la bible des produits de notre laboratoire, *de façon à mettre au point une argumentation scientifique et rigoureuse destinée au Corps Médical.* (Réf.C/CLN/LM)

1 médecin études cliniques

de formation INTERNISTE qui prendra en charge une gamme de produits CARDIO-VASCULAIRES, assurera le suivi et l'exploitation des études cliniques. Une maîtrise des statistiques est souhaitable.

Pour ces deux fonctions, outre la rigueur scientifique indispensable, nous attendons une ouverture d'esprit permettant un dialogue *fructueux avec le marketing et une attitude positive face aux contingences du Marché.* Les perspectives sont larges et diversifiées. (Réf C/MEC/LM)

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière.

AFCOREM  **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

SONY-FRANCE poursuit son développement dans le domaine de la **TELEDIFFUSION PROFESSIONNELLE**, grâce à une technologie avancée.
Notre position de leader sur le marché nécessite un accroissement de notre équipe, c'est pourquoi nous recherchons donc pour notre DEPARTEMENT BROADCAST des :

ingénieurs commerciaux

Directement rattaché au Chef des Ventes avec qui vous définirez vos objectifs, vous interviendrez auprès des grandes entreprises, chaînes de télévision, studios de production... (du secteur public ou du secteur privé), à qui vous vendrez nos matériels VIDEO BROADCAST et systèmes divers.
Votre mission : depuis la prospection et le développement de la clientèle, jusqu'aux démonstrations, prises de commandes et suivis d'affaires.
Agé d'environ 30 ans, diplômé d'une école d'ingénieur ou d'un BTS, vous avez une expérience confirmée dans le domaine vidéo BROADCAST ou Electronique Professionnelle.
Autonome et accrocheur, vous saurez prendre vos responsabilités, et établir des relations solides et durables avec vos clients.
Déplacements à prévoir sur toute la France.
Pour ces postes, qui demandent une très bonne connaissance de l'anglais, nous vous proposons une rémunération à la hauteur de vos compétences, et une voiture de fonction.
Si vous souhaitez rejoindre des équipes à taille humaine dans un environnement de qualité, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence ICM à la Direction des Relations Humaines de SONY-FRANCE - 19, rue Madame de Sanzillon
92110 CLICHY

SONY®

Organisation et Publicité

Jeune consultant, conseil en ressources humaines

Notre activité a démarré il y a plus d'un an déjà. Notre objectif initial : créer un nouveau département au sein de PEAT MARWICK, spécialisé dans la recherche et la sélection de cadres jeunes et expérimentés, par annonce ou par approche directe ; mais aussi apporter à nos clients un véritable service de conseil correspondant à l'image et à l'éthique de notre firme.

Après 15 mois d'activité, nous connaissons une forte augmentation du nombre de nos missions. Pour répondre à la demande croissante de clients nouveaux et à la confiance que nous témoignent ceux que nous connaissons déjà et qui nous confient de nouvelles recherches (plus d'un sur deux), nous souhaitons intégrer dans notre équipe un JEUNE CONSULTANT.

Dans notre équipe, il conduira ses missions avec une large autonomie en assurant les contacts avec nos clients, la définition et la mise en œuvre des stratégies de recherche, la conduite des entretiens et la présentation des candidats.

A 27 ans au moins, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole, Maîtrise de gestion, de Sciences Humaines ou Economique), vous parlez couramment anglais. La fonction personnel et le recrutement vous intéressent, vous en avez une expérience d'au moins deux ou trois ans en entreprise ou dans le conseil.

Nous vous offrons de travailler dans un environnement composé de spécialistes de haut niveau, valorisant et exigeant, où vos résultats déterminent votre évolution.

Nous exerçons un métier difficile nécessitant une grande disponibilité, mais ouvert sur l'ensemble des secteurs économiques. Nous le pratiquons avec rigueur mais aussi avec enthousiasme. Votre bonne intégration dans notre équipe est fondamentale pour vous comme pour nous : *elle conditionne votre autonomie et votre réussite.*

Nous étudierons votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercions de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence 930/60 M (en indiquant votre rémunération actuelle).

COFROR
Tour Fiat - Cedex 16 92084 Paris la Défense

SOURCES

CABINET INTERNATIONAL

représentant de l'un des 8 Grands de l'AUDIT et du CONSEIL dans le monde recherche

pour faire face à son expansion à PARIS et à LYON

AUDITEURS DEBUTANTS

DIPLOMES GRANDES ECOLES: HEC-ESSEC-ESCP-ESC
ou équivalent

Nous offrons :
• Une formation à nos méthodes de travail,
• Une expérience professionnelle variée au contact de grandes et moyennes entreprises industrielles, commerciales et financières,
• Des possibilités diversifiées d'évolution de carrière (spécialisation : informatique, techniques bancaires, consolidation, fiscalité, formation à l'étranger...),
• Une intégration au sein d'équipes dynamiques,
• La référence d'un important cabinet français associé à une structure internationale.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en vue d'un entretien sur votre **PLAN DE CARRIERE** à :

B.D.A. *Direction des Ressources Humaines*
185, avenue Charles de Gaulle
92201 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

PRINTEMPS ◎prisunic

Le Groupe PRINTEMPS PRISUNIC, constitué des activités Printemps, Prisunic, Armand Thierry et Disco, a un chiffre d'affaires et un résultat 1984 en progression et emploie plus de 20000 personnes.

Le Directeur Central des Affaires Sociales du Groupe souhaite recruter son

ADJOINT DE PERSONNEL

Chargé de collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de développement social au niveau du Groupe, vous serez immédiatement opérationnel sur le holding : gestion et administration *du personnel des Directions Centrales, recrutement, gestion* paritaire.

Vous avez une maîtrise de Droit et 2 ans d'expérience au moins dans un poste opérationnel. L'option Droit Social de Paris II est un atout. Votre rémunération sera de l'ordre de 150000 F/an

Les perspectives d'évolution dans le Groupe sont de nature à intéresser des candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AP au Groupe Printemps Prisunic Département du personnel DC DSRH 61, rue Caumartin 75009 Paris.

DEB'S

Composants électroniques
Groupe international, notre CA de plus d'1 milliard de Francs en 84 dont 50% à l'export, connaît une croissance continue. Afin de poursuivre cette expansion, une de nos divisions qui commercialise des produits grandes séries, crée auprès du Directeur Commercial, un *poste d'Adjoint Technique.*

Responsable de Service, il sera chargé de :
- traduire les demandes commerciales nouvelles par l'adaptation de produits existants ou le développement de produits nouveaux. A ce titre, il sera l'interlocuteur du département Développement pour le suivi de ces études.
- apporter conseil en matière de formation et d'information technique auprès des commerciaux et des clients.
- assumer l'image de marque de la Société par le biais du service Après-Vente.
- représenter la Société au sein d'organismes de normalisation.

Ce poste riche par la variété des fonctions pourrait convenir à un **ingénieur de formation** ayant déjà exercé ce type de responsabilités dans une société internationale. Un bon esprit de synthèse, des qualités de coordinateur et de l'aisance dans les contacts lui permettront de s'intégrer rapidement en prenant la tête d'une petite équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, mentionnant vos souhaits de rémunération, s/réf. 4767 M à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

Adjoint Technique

DESSEIN

IMPORTANTE BANQUE
DU SECTEUR NATIONAL RECHERCHE
POUR SES SUCCURSALES
PARIS - REGION PARISIENNE

Attachés commerciaux

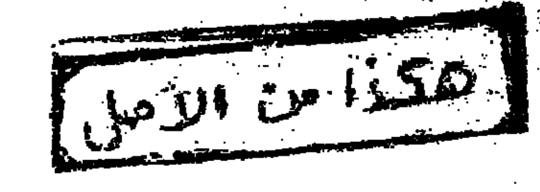
« PME - PMI »

pour participer au développement de son activité dans ce secteur.
• Possibilité d'évolution, en fonction des résultats, vers des postes d'encadrement au sein de l'exploitation • Classe IV ou V.
• Formation bancaire niveau ITB minimum. • Expérience dans un poste similaire d'au moins 2 ans. • Aptitude au travail en équipe.
• Goût pour les contacts et la démarche. • Volonté de réussite dans une banque dynamique.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en indiquant sur l'enveloppe la référence 8911, à Média-System,
2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system





هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



En deux ans, cette filiale d'un groupe anglo-saxon a plus que doublé son chiffre d'affaires. Ses produits, des progiciels financiers, rencontrent un franc succès sur le marché français. Pour faire face à la demande croissante des utilisateurs (importantes sociétés françaises et filiales de multinationales), elle renforce ses effectifs, et recherche des hommes capables d'optimiser son développement.

● **Product manager - 300.000 F** - Responsable de la préparation des "*outils*" *nécessaires aux* commerciaux pour la vente des progiciels de gestion, le product manager assurera la liaison avec les fournisseurs, il établira les supports de vente (slides, brochures) et élaborera des études permettant de mieux cibler les entreprises clientes. Il sera également chargé de promouvoir l'image des produits auprès des prescripteurs. Ce poste, rattaché à la direction marketing, s'adresse à un candidat possédant une solide expérience *du* marketing acquise chez un constructeur informatique. La rémunération, fonction de l'expérience et des compétences du candidat sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2675M.

● **Consultant finance et informatique - 250.000 F** - Pôle technique de l'équipe commerciale, ce "médiateur" favorisera le dialogue entre les utilisateurs finaux (financiers et *comptables) et la* force de vente DATA PACK, en apportant des solutions informatiques aux problèmes financiers rencontrés. Maîtrisant les langages financier et informatique, il assistera la clientèle et préparera, en liaison avec les prospects, des cahiers des charges détaillés sur les différents projets. Ce poste conviendrait à un candidat titulaire d'un diplôme de type MIAGE et possédant, outre ses compétences financières, une expérience *pratique de l'informatique acquise de préférence dans* des fonctions de correspondant informatique intégré à une direction financière. La rémunération annuelle, fonction des compétences, sera de l'ordre de 250.000 francs. Ecrire à A. DAVID en précisant la *référence A/2676M*.

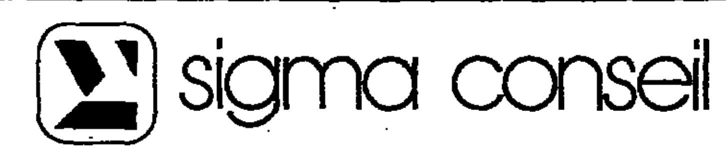
● **Responsable communication - 220.000 F** - Rattaché à la direction marketing, le responsable communication devra promouvoir l'image de la société. Il concevra et mettra en oeuvre la politique promotionnelle et publicitaire des produits et favorisera les relations avec la presse spécialisée et les distributeurs. Par ailleurs, il traduira et adaptera la documentation afin de créer de nouvelles brochures techniques et commerciales pour *le* marché français. Ce poste s'adresse à un candidat rompu aux traductions techniques (finance et informatique) et possédant quelques années d'expérience dans le domaine des relations *publiques*. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération, fonction du profil des candidats sera de l'ordre de 220.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2677M.



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



Nous sommes une Société d'Ingénieurs Conseils en Organisation et en Systèmes d'Information.

Notre réussite depuis plus de dix ans prouve qu'une Entreprise à taille humaine et novatrice est performante.

Nous recherchons de

JEUNES INGÉNIEURS

(X, ECP, ENSTA, ESE, ...)

Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe d'ingénieurs en organisation et d'ingénieurs informaticiens. Nous vous confierons des missions motivantes dans de grandes entreprises.

Notre Directeur Associé Monsieur BERTHELOT vous remercie de lui adresser votre candidature SIGMA CONSEIL 12, rue Marbeuf - 75008 PARIS



Leader européen de l'assurance de personnes, nous offrons l'avantage d'une structure à dimension humaine tout en bénéficiant de l'appui d'un grand groupe. Les postes sont à pourvoir dans notre compagnie française implantée à Paris.

Miage Débutants,
Jeunes Analystes Programmeurs :

Prenez de l'avance, en vous formant au langage 4ème génération.

Vous souhaitez mettre en valeur votre formation ou votre première expérience de 1 à 2 ans maximum (*de préférence dans le tertiaire*) en vous tenant à la pointe de l'évolution. Nous vous proposons un environnement informatique performant 4381 sous VM temps réel, bases de données. Après une formation théorique au langage 4ème génération et pratique au fonctionnement des assurances, vous intégrerez notre équipe de développement pour participer à la réalisation d'importants projets.

Le niveau de diplôme, le potentiel, le dynamisme et l'autonomie seront les critères de notre choix.

Merci d'adresser sous réf. AMM-26 lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil STANDARDATA, 128 Bd. Haussmann 75008 PARIS.

STANDARDATA

INGENIEURS DEBUTANTS

ECOLE D'INGENIEURS OU 3ème CYCLE D'ETUDES SUPERIEURES SCIENTIFIQUES

UNILOG Groupe indépendant de sociétés de services et d'ingénierie informatique—8 sociétés, 480 ingénieurs - s'est doté d'une organisation décentralisée privilégiant des équipes de dimension humaine capables de s'adapter rapidement aux nouvelles techniques.

UNILOG Finance, spécialisée dans l'ingénierie de systèmes d'information bancaire, se renforce et recrute des ingénieurs débutants.

Ils reçoivent, dès leur entrée, une formation théorique et pratique considérée comme l'une des plus solides du secteur. Ensuite, ils sont intégrés dans des équipes travaillant en relation étroite avec nos clients sur des projets d'informatique bancaire. Ils *participent* à la réalisation de systèmes mettant en oeuvre des techniques de pointe : bases de données, télétraitement.

Leur évolution leur permettra d'actualiser en permanence leurs connaissances et d'accéder à la conduite de projets puis à des missions de conseil et d'audit.

Cette offre s'adresse à des candidats souhaitant faire carrière et prêts, pour cela, à être disponibles et mobiles. Les prochains cyles de formation débutent le **22 juillet et le 16 septembre 1985.**

Adressez dès maintenant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) s/réf. 461 à

UNILOG Finance 9 rue Alfred de Vigny 75008 PARIS.

MEMBRE DE **SYNTEC** Informatique

DESSEIN

CGCT COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

DIRECTION TECHNIQUE DE LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE

recrute

■ *pour son Département Développement Produits Télématiques*

ingénieurs et techniciens informaticiens

débutants ou confirmés

pour s'intégrer dans une équipe de développement de très haut niveau et participer à la conception et à la réalisation de systèmes en temps réel : commutation de données, traitement de texte, etc ... *réf. TLX*

■ *pour son Département Développement Systèmes de Communication d'Entreprise*

ingénieurs et techniciens informaticiens ou électroniciens

débutants ou 3 ans d'expérience

pour participer aux développements de nouveaux produits dans les domaines de la téléphonie numérique privée et de terminaux audiocommunication.
Les candidats devront avoir une bonne connaissance de la langue anglaise et, éventuellement, une expérience de développement en milieu industriel. *réf. UB*

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération, en précisant *la référence du poste choisi*, à CGCT
Direction du Personnel - 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

Juriste confirmé
spécialiste du droit immobilier

Le Groupe de la Compagnie Bancaire recherche pour l'une de ses filiales un juriste de haut niveau.

Si vous avez une formation maîtrise ou doctorat, une expérience minimum de 5 ans en droit immobilier (construction, promotion, urbanisme) acquise dans *un cabinet d'avocats, notaires ou sociétés de promotion immobilière, nous* vous proposons :
- une mission diversifiée : intervention aux différents niveaux des opérations immobilières (montages juridiques, acquisitions de droit foncier, actes de commercialisation, exploitation contentieux),
- de nombreux contacts : relation avec tous les services du groupe, les organismes aménageurs, les conseils extérieurs...

Pour un candidat de bon potentiel, des possibilités d'évolution existent dans notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous la réf. 754, à Jocelyne LE JONCOUR - **COMPAGNIE BANCAIRE** - 5, avenue *Kléber - 75016 PARIS.*

MEDIA PA

groupe de la compagnie bancaire

Paris

X, Centrale, HEC, ESSEC...

30 ans environ

Déjà bien parti dans la vie professionnelle, vous avez la volonté d'assumer rapidement des responsabilités personnelles dans le *développement de votre entreprise.*

Société de services, CA 600 MF, filiale performante d'un très puissant groupe industriel français, nous sommes en plein essor par la *diversification de nos activités, la conquête* de marchés nouveaux, le développement d'innovations techniques...

Nous recherchons pour Paris l'adjoint de *notre Directeur Commercial. Etroitement as*socié à la définition de notre politique commerciale, il sera chargé d'animer l'action de nos agences, de mener personnellement des négociations de haut niveau avec certains clients nationaux, de définir et de conduire notre politique de communication externe.
Ce poste prépare à des fonctions de larges *responsabilités dans notre entreprise.*

Adressez votre dossier de candidature s/réf *2565 M à* ***Céplad****, 135 avenue de Wagram,* 75017 PARIS.

Adjoint Directeur Commercial

DESSEIN

Conduire un projet en rejoignant l'équipe carte à mémoire "CP8" du Groupe Bull

INGENIEUR LOGICIEL "DPS6"

Vous êtes ingénieur, issu d'une Grande Ecole "option informatique" ou équivalent. Vous pouvez *faire état d'une réelle expérience propre* au développement d'applications sur "DPS6".
Vous souhaitez désormais pouvoir conduire un projet dans le cadre d'une technologie de pointe. Nous vous proposons de participer à la création d'une chaine de personna*lisation de cartes bancaires à microcircuit tant au niveau développement qu'à celui de* la mise en œuvre.

Tirez la bonne carte ...

en adressant votre dossier de candidature (sous réf. 19047 M), à

G. Lavergne - Cii Honeywell Bull
Rue Jean Jaurès - *78340 LES CLAYES SOUS BOIS*



LEVI TOURNAY / ASSOCIM



Data General

DATA GENERAL, un des leaders mondiaux de la fabrication de mini-ordinateurs, a été fondé il y a 16 ans et fait déjà partie des "FORTUNE 500" avec un CA de plus de 1 milliard de dollars. La compagnie emploie plus de 18.000 personnes dans le monde entier et 150.000 de nos systèmes fonctionnent déjà dans 57 pays : 10 % de son chiffre d'affaires sont déjà consacrés à la recherche et au développement.
Une expansion dynamique de nos marchés traditionnels et nouveaux nous amène à créer un poste dans notre
EQUIPE EUROPEENNE DE MARKETING.
Nous recherchons donc un

spécialiste en bureautique marketing et distribution

Basé à Paris et desservant l'Europe.
VOTRE MISSION : Responsable du Marketing de nos produits bureautiques (sous-systèmes matériels et logiciels), vous concevrez et mettrez en place un réseau indépendant de distribution sur un plan européen. La rémunération sera à la mesure de ce challenge : motivante et évolutive.

CONDITIONS REQUISES :
- formation supérieure, parfaitement **bilingue anglais.** La connaissance d'autres langues sera un plus.
- connaissances approfondies de la **bureautique.**
- expérience confirmée de la **négociation,** acquise auprès de SSCI ou chez un OEM.

Adressez votre candidature en anglais, en précisant la référence SMBM sur la lettre, à DATA GENERAL EUROPE
Pascale CHUPIN - Département du Personnel
Tour Manhattan - 5/6, place de l'Iris
92095 PARIS LA DEFENSE II Cedex 21

Data General
a Generation ahead.

Organisation et Publicité

LEADER MONDIAL
EN INGENIERIE, INFORMATIQUE
ET TELECOMMUNICATIONS

SESA

Une implantation nationale et internationale, 1200 personnes, un CA en progression de plus de 30%, des réalisations dans plus de 50 pays, des références prestigieuses :

- Transpac,
- Annuaire Electronique,
- *Grands Systèmes Temps Réel, dans les domaines* de la Défense, de l'Aérospatial et de l'Industrie.

SESA

30, quai de DION BOUTON 92806 PUTEAUX Cedex

Ingénieurs expérimentés Chefs de projets



Vous avez une expérience de plus de 4 ans dans le développement de projets informatiques.
VOUS RECHERCHEZ UN ENVIRONNEMENT DE HAUTE TECHNOLOGIE QUI VOUS PERMETTE :
- de mettre en œuvre et d'enrichir vos capacités d'étude et de réalisation de logiciels et de systèmes,
- d'assurer l'animation d'équipes dans des projets d'envergure nationale et internationale,
- *de développer votre goût pour la gestion d'affaires et les contacts commerciaux.*

Nous proposons des postes dans les domaines suivants :
- Réseaux de communication
- Bases de données et systèmes télématiques
- Applications Temps Réel
- Génie Logiciel.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction des Ressources Humaines sous la référence 31 LM.

SOURCES

Pour écouter et conseiller les utilisateurs, faire avancer les technologies

de jeunes ingénieurs doués pour les affaires

Votre diplôme d'Ingénieur Grande Ecole, vous voulez le valoriser par une expérience commerciale. Parce que vous êtes convaincu, comme nous, qu'il ne suffit plus de produire. Encore faut-il connaître son marché et savoir évoluer dans le monde des affaires. Nous avons tous ces atouts. Nous vous les mettons en mains. Société américaine (20 bureaux de vente dont 8 en Europe. 8 unités de production), nous fabriquons et commercialisons des produits industriels, hautement spécialisés, pour un marché sur lequel nous sommes leader avec une progression de 10 à 20% par an. Votre mission : visiter les industriels, participer aux essais des matériels placés, suivre vos clients en devenant leur conseiller technique. C'est là que votre sens des affaires, basé sur de solides compétences techniques, votre imagination et votre diplomatie deviennent précieux. Dans un même temps, vous analysez les besoins et suggérez des solutions de nature à améliorer la technologie. Vous gardez, bien entendu, un oeil vigilant sur l'évolution du marché et de la concurrence, les stocks, etc... Le Service Marketing vous sera un soutien très efficace. Il s'agit donc de postes typiquement technico-commerciaux. Il s'adressent à de jeunes candidats qui évolueront très rapidement dans la société. La pratique de l'anglais est indispensable. Plusieurs marchés sont à couvrir, dans diverses régions de France. Veuillez adresser votre candidature détaillée mentionnant vos souhaits de rémunération à MJ Villaing, **Vésuvius International Corporation**, Avenue des Ombrages, 32 - 1200 BRUXELLES.

DESSEIN

LE MONDE DE L'EXPORT ET DES CARRIERES INTERNATIONALES

Mardi 21 Mai

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

offres d'emploi du journal

Le Monde





FRANCE

Filiale fabriquant et distribuant des
APPAREILLAGES MÉDICAUX
de haute technologie
recherche pour région NORD
basé à LILLE

UN COLLABORATEUR COMMERCIAL DE BON NIVEAU

Excellent vendeur, très motivé, intéressé par l'informatique et le milieu médical, il devra s'intégrer rapidement à l'équipe de vente d'une société commerciale performante et prendre en charge un secteur à fort potentiel sous l'autorité du responsable régional.

Rémunération : Fixe + % + frais professionnels.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 16.384 à GEM France, Service du Personnel, 83-85, av. Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

C.E.P.E.
FILIALE DE THOMSON-CSF

Notre Société est connue au niveau mondial pour sa haute technologie dans le domaine des composants Piezo-électriques et électroniques associés.

Nous créons le poste d'

ADJOINT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER (H.E.C. ou ESSEC)

*26 ans minimum, venant d'un groupe international, 2 à 5 ans d'expérience en **Contrôle de gestion, en reporting.***

Anglais courant.

Adresser dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et photo) sous référence 78675 M, à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

THOMSON
COMPOSANTS

HAVAS CONTACT



Une grande marque d'eau minérale leader dans le domaine des boissons aux fruits

C.A. de 800 MILLIONS DE F.

recrute pour son Siège à BOURG-LA-REINE (92)

CHEF DE PRODUIT « *volvic* »

MARQUE EN FORTE EXPANSION SUR LE MARCHÉ DES EAUX MINÉRALES

Responsabilités en liaison avec le Chef de Groupe :
ÉTUDES - PLAN MARKETING - PRÉVISIONS DE VENTES PROMOTION - PUBLICITÉ, etc.

T.B. opportunité pour
- **Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale**
- **parlant ANGLAIS ou Allemand**
- **CHEF DE PRODUIT SENIOR (GRDE CONSOMMATION, préf. ALIMENTAIRE) depuis 3 à 4 ans minimum, connaissant bien toutes les techniques du Marketing mix avec si possible une expérience de vente, même courte**

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. *détaillé,* avec *performances, photo* et rémunération) sous réf. 8230 à



DESSEIN

JEUNE DIPLOME EN CHIMIE TRILINGUE ALLEMAND ANGLAIS

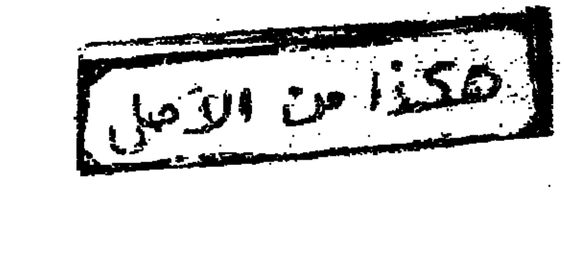
TELESYSTEMES QUESTEL recherche pour la commercialisation de ses **BANQUES DE DONNEES CHIMIQUES** (DARC) un(e) jeune diplômé(e) en chimie trilingue anglais-allemand. Trilingue car vous voyagerez souvent en Europe. Chimiste pour former nos clients à l'utilisation des bases de données chimiques. L'idéal voudrait en outre que vous connaissiez les systèmes de gestion documentaire (formation en tout cas assurée). Il est en revanche indispensable d'être doté d'un **très bon sens commercial.**

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Questel Services, Télésystèmes, 83-85 boulevard Vincent Auriol, 75013 PARIS.

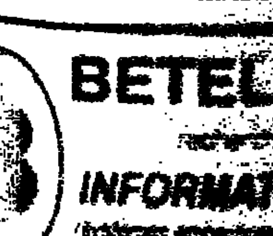


telesystemes
DES METIERS POUR PENSER, AGIR, VIVRE.

DESSEIN







PB International Management

CONSULTANTS EN RECRUTEMENT FINANCIER
8, rue Georges Ville, 75116 PARIS

Une entreprise industrielle française, C.A. 260 MKF, 380 personnes, 2 usines, filiale d'un groupe international recherche pour Longjumeau un jeune

RESPONSABLE INFORMATIQUE

- Rattaché au D.A.F., *le candidat prendra en charge le département* informatique. Il aura pour première mission de préparer le transfert des applications existant actuellement sur un sytème IBM 34 vers un 36. Par la suite le candidat se verra confier des problèmes de conception, développement et réalisation de nouveaux systèmes d'information ainsi que de la mise en place de progiciels standards utilisés au niveau groupe Européen.
- Nous voyons à ce poste un candidat de 28-35 ans, de formation supérieure type MIAGE ou équivalent possédant une pratique de 3 à 4 ans des systèmes 34 et/ou 36. Une bonne connaissance du GAP 2 est nécessaire. *Une expérience dans le domaine* contrôle de gestion de production est indispensable. L'habitude de travailler avec des multinationales et l'anglais courant sont fortement souhaités. Nous souhaitons *rencontrer des candidats possédant des qualités réelles de dynamisme*, de créativité et sachant faire passer leurs idées en souplesse.

Si vous pensez correspondre au profil du candidat que nous voulons intégrer dans notre entreprise, alors adressez une lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence INF/05 à notre conseil Patrick Bruneteau.

AFCOREM

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

Crédit National

recherche
pour son **SERVICE DE LA COMPTABILITE GENERALE**

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES + I.T.B.

Il secondera le responsable de l'unité chargée de la gestion administrative et comptable des filiales.

Il possèdera une expérience de 5 ans de la comptabilité générale, acquise dans la banque et appuyée sur l'informatique. Une bonne maîtrise de la comptabilité des Sicomi sera appréciées.

Il devra faire preuve de qualités humaines pour réussir au sein d'une équipe d'une dizaine de personnes.

DIPLOME E.S.C. ou Maître en Gestion, + 2 certificats supérieurs d'Expertise Comptable

Il sera chargé d'étudier des problèmes comptables et fiscaux qu'il *s'efforcera de résoudre concrètement.*

Il aura acquis une expérience de quelques années de préférence dans un cabinet d'expertise comptable.

Pour ces deux postes il est offert une rémunération et des possibilités de progression *attrayantes.*

Prière d'adresser une lettre manuscrite indiquant le salaire souhaité *avec Curriculum-Vitae et photo (retournée)* au CREDIT NATIONAL, Service du Personnel et des Relations Sociales, 45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris.

CONTESSE

LE RECRUTEMENT DES CADRES

Une étape clé dans votre développement

Au sein du département central du personnel notre mission est de recruter les cadres et les ingénieurs pour les filiales françaises du groupe Unilever.

Adjoint du responsable du recrutement des cadres, votre activité sera centrée sur la sélection des candidats, le développement de nos relations avec les grandes écoles, la formation des cadres débutants et l'amélioration de *nos outils de communication insitutionnelle.*

D'ici un an vous devrez être en mesure de prendre la responsabilité *complète du service.*

Ce poste constitue une excellente opportunité pour un candidat d'une grande école scientifique ou commerciale, ayant une première expérience opérationnelle (vente, marketing, production, gestion du personnel en usine...).

Vos possibilités de développement sont ouvertes à l'échelle d'un grand groupe internationnal.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. V 85M à P. Longuechaud, Unilever France Services Recrutement des cadres 8, avenue Delcassé 75384 Paris.

Carrefour



BETEL INGENIERIE

recherche pour son département

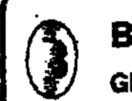
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

- **INGENIEURS GRANDES ECOLES** *(MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEEIHT...)* *(Option Informatique ou Automatique)*
- **INGENIEURS INFORMATICIENS** *(INSA, ENSI option Informatique, Automatique...)*

Débutants à 3 ans d'expérience

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité à
BETEL INGENIERIE (s. ref. BO5)
23, rue de la Paix - 75002 Paris



BETEL GROUPE MORIA

Deux chefs de programme confirmés pour un grand promoteur immobilier

Paris et Sud de la France

Nous aurions pu dire un très grand de la Profession, très diversifié. Notre structure, largement décentralisée, repose sur des équipes de qualité, homogènes et responsables. Notre dimension nous amène à rechercher en permanence des professionnels. Ainsi nous souhaitons rencontrer deux chefs de programme confirmés.

Agés de 27 à 30 ans environ, ils couvrent l'ensemble de la fonction - de la recherche foncière à l'achèvement de la commercialisation. Ils seront donc responsables de la rentabilité des opérations qui leur seront confiées. Le premier sera basé à Paris, le second dans une grande ville du sud de la France.

Seuls des hommes expérimentés et de bon potentiel, diplômés de l'enseignement supérieur, ayant de solides connaissances juridiques et financières, rompus à la négociation à haut niveau et soucieux d'une étroite gestion quotidienne, trouveront dans notre Groupe les conditions d'un épanouissement personnel durable.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, prétentions), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 8655 M pour Paris et 8654 M pour le sud, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

FOURKES

un chef de projet informatique attiré par la finance

Un important établissement financier parisien rebâtit autour d'un ambitieux schéma directeur l'ensemble de ses applications dans un environnement IMS DB / DC sur des IBM haut de gamme s'appuyant sur un vaste réseau; c'est l'occasion propice pour renforcer ses équipes d'études.

Vous intervenez juste en aval du schéma directeur et prenez en main un secteur applicatif en faisant la preuve de votre professionnalisme; vous savez animer des équipes de réalisation comme tirer le meilleur parti d'outils tels que PAC et MERISE.

Ingénieur, vous avez acquis en quatre ans ou plus, sur matériel IBM, votre compétence dans la conduite de projets dans un établissement du secteur tertiaire voire parapublic ou public. Venez capitaliser cette expérience avec nous.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4658 LM), à **"Carrières de l'Informatique"**.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Futures connexions



Ingénieurs technico-commerciaux

Au sein de notre Département commercial, vous aurez à tester et mettre en service des logiciels de Réseau ITT chez vos clients et travaillerez en collaborateurs et conseillers directs avec eux.

En faisant preuve de dynamisme, de méthode et d'organisation, vous vous intégrerez à l'équipe projet et réussirez avec elle l'implantation et le démarrage du *Réseau.*

Agé d'environ 30 ans et diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, 3 ans d'expérience chez un constructeur ou un utilisateur vous ont apporté de bonnes connaissances du Réseau et des Communications en environnement IBM.

Pour assumer rapidement votre fonction, vous débuterez par une formation au matériel et à l'environnement IBM si nécessaire, à Paris.

ITT soucieux de votre avenir prévoit votre évolution dans l'encadrement technico-commercial.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Didier Vandamme, Responsable du Recrutement, étudiera votre candidature envoyée, sous la réf. CO/VE/23, à ITT Data Systems, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine, 75755 Paris Cédex 15.

ITT Data System ITT

ENTRE VOUS ET NOUS : LE DIALOGUE.

Jeunes Diplômés (H/F)
Ecoles - Universités
Commerce - Gestion - Scientifique

Les métiers au service de nos clients.

Bull, c'est l'informatique française. Jouer notre carte est le garant de votre réussite professionnelle. En effet notre marché, l'informatique, est en pleine expansion. Notre structure, nos moyens sont à la hauteur de vos ambitions; notre professionnalisme assure à nos clients la qualité du service rendu.

Nous vous proposons une formation et un métier à votre mesure. Jeune diplômé, vous pouvez choisir la nature d'une première étape de carrière :

- **ingénieur commercial**
- **ingénieur en organisation**
- **ingénieur technico-commercial**
- **ingénieur support logiciel de maintenance**

Intégré à Bull, vous acquérerez par une formation alternée et rémunérée les compétences spécifiques pour rejoindre nos unités opérationnelles soit à Paris, soit en Province.

La qualité de cette formation, la notoriété et la force de notre groupe sont nos atouts; votre potentiel et votre volonté de réussir sont les vôtres.

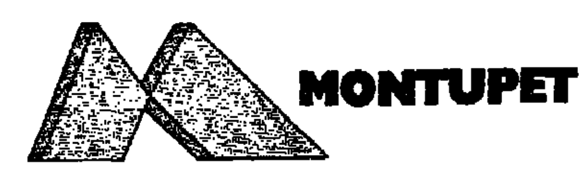
Merci de nous adresser une lettre de candidature sous référence 224 M.

Nous vous répondrons sous quinze jours et prendrons en charge vos éventuels frais de déplacements.

Gilbert Passekaraile
Cii Honeywell Bull Recrutement
78/80, avenue Galliéni 93270 BAGNOLET



LEVI TOURNAY



PREMIER FONDEUR EUROPEEN D'ALLIAGES LEGERS
3 USINES - 1.800 PERSONNES
recherche pour son usine de Nogent s/Oise 60 km N.-O. de Paris (560 personnes) son

CHEF DU PERSONNEL (H/F)

Dépendant hiérarchiquement du Directeur d'usine et en liaison avec la Direction des Affaires Sociales de la Société, il prendra en charge toutes les responsabilités de la fonction :
- gestion et administration du personnel
- relations avec les partenaires sociaux
- suivi et application de la législation sociale
- formation
- animation sociale

Il aura en outre une activité de conseil et d'assistance auprès de la Direction et de l'encadrement.

De formation supérieure, il possède une bonne connaissance du droit du travail, une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction en milieu industriel (métallurgie de préférence), ainsi que d'excellentes qualités relationnelles. Le poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre - CV - photo et prétentions), sous référence MCP à MASH 110, rue de Richelieu 75002 PARIS, qui transmettra.

MASH

MILLIPORE

MILLIPORE S.A., filiale française d'un groupe international leader dans le domaine des techniques de séparation (analyse, filtration, purification des fluides, chromatographie liquide haute performance...) recherche :

DEUX INGENIEURS DE VENTE

Tous deux titulaires d'un diplôme d'études supérieures en chimie, bio-chimie, pharmacie... et ayant un bon niveau d'anglais ; ils seront, après une formation technique, directement responsables du chiffre d'affaires du secteur qui leur sera confié. Soutenus par la Direction des ventes et du marketing, les candidats retenus devront faire preuve d'autonomie, d'une grande rigueur dans l'organisation de leur travail, et surtout d'un dynamisme de vendeur.

POUR LA REGION EST DE LA FRANCE

Nous cherchons un jeune diplômé ayant une première expérience réussie de la vente à un haut niveau ou un débutant fortement motivé par une activité commerciale.
Il sera chargé de la réalisation et du suivi des ventes de biens d'équipements et de consommables auprès de clients de l'industrie pharmaceutique, électronique, chimique ou alimentaire, ainsi qu'auprès des centres de recherche, hopitaux et universités.

POUR LA REGION PARISIENNE

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur ayant, impérativement, une expérience réussie de 2 à 3 ans dans la vente de mini-ordinateurs à l'industrie, et intéressé par la chromatographie liquide de haute performance.

Il se verra confier un secteur de vente de matériel d'instrumentation pour la recherche et l'industrie.

La rémunération pour ces deux postes sera fonction de l'expérience, elle se composera d'un fixe, ainsi que d'une prime sur objectifs + voiture de fonction.

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions en précisant le poste choisi à :
MILLIPORE, Service du Personnel - 78882 SAINT-QUENTIN-EN- YVELINES.

SEMA-METRA

OPTIMISEZ NOS CONTRATS TECHNIQUES

Nos succès en informatique technique nous entrainent à créer une fonction d'ATTACHE DE DIRECTION **au sein de la division Ingénierie de Systèmes Techniques de SEMA-METRA.**

Vous seconderez le directeur, vous optimiserez la gestion des contrats de réalisation de systèmes informatiques de haute technologie, et ce aux plans : organisation, humain, financier.

Vous participerez activement :
— à l'élaboration et au suivi des plannings des affaires,
— à l'affectation des ingénieurs sur les contrats en fonction de leurs compétences,
— aux actions de recrutement,
— au suivi et à l'administration de certains contats.

Votre expérience vous a confronté à des responsabilités opérationnelles : soit techniques, soit de gestion et/ou de gestion des hommes dans un environnement de préférence informatique ; nous vous proposons des missions variées et enrichissantes et une rémunération d'environ 180.000 F par an.

Transmettez votre dossier sous référence 10574 / M à Agnès Chauvin, département recrutement, **Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

SEMA·METRA

MEMBRE DE SYNTEC

HEC - ESSEC - ESCP - ESCL...

Spécialiste en micro électronique, notre entreprise connait depuis 7 ans un développement exceptionnel et emploie 280 personnes dont 70 ingénieurs et techniciens. Nous avons crée une filiale à Houston et, dans un environnement totalement informatisé, notre avance technologique (filière hyperfréquence et circuits prédiffusés), nous permet d'envisager d'autres implantations. Notre Directeur Général Adjoint recherche le coordinateur de notre gestion et du développement.

Coordinateur Gestion Développement

Après un audit approfondi, vous aurez à mettre en place les améliorations des procédures comptables et des outils de gestion, ainsi que leur harmonisation. Vous serez chargé de la mise sur pied des nouvelles filiales sous leur aspect comptable, fiscal et social. Vous devez posséder une formation supérieure, de bonnes qualités relationnelles et 4 à 6 ans d'expérience dans un cabinet comptable performant. Notre équipe jeune (30 ans) et motivée vous proposera des missions variées en France et à l'étranger. Ce poste très évolutif est basé à Rennes. Anglais indispensable. Merci d'adresser votre dossier à Gérard Pont 15, rue du Louvre 75001 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité. Réf. 51124G.





LABORATOIRES ABBOTT

Nous sommes parmi les leaders de la recherche dans l'industrie de la santé (produits pharmaceutiques de diagnostic et matériels hospitaliers). 3500 personnes réparties dans plus de 60 pays : une structure ouverte aux opportunités de carrière. Une qualité de gestion et des performances qui offrent une expérience enrichissante à nos cadres et dirigeants. Nous recherchons un

CONTROLLER

pour la Direction Financière de notre filiale française (500 personnes).
Ce poste évolutif doit permettre à un candidat à fort potentiel, d'élargir ses responsabilités.
De formation supérieure : HEC, ESSEC, Sup de Co, complétée si possible par un MBA, INSEAD ou CPA.
Dans l'idéal, vous avez entre 30 et 35 ans.
Votre expérience de 5 à 7 ans dans une multinationale anglo-saxonne performante vous a permis d'assumer des responsabilités dans des activités d'audit, de comptabilité, de contrôle de gestion et de vous familiariser avec l'informatique.
Vous pratiquez l'anglais couramment.
Le poste est situé à l'Ouest de Paris (1 heure environ). La rémunération est de nature à intéresser un candidat de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., photo et prétentions sous la référence DF320M à notre conseil Michel GLASZ.
Tous les dossiers complets recevront une réponse. Confidentialité garantie.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 505.10.05

ROCKWOOL - ISOLATION S.A.

deuxième fabricant européen de matériaux d'isolation thermique
recherche pour faire face à son expansion

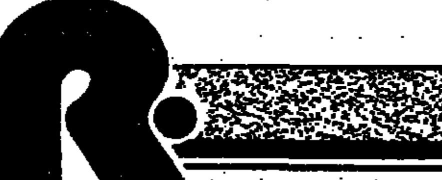
1 ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION HF

de formation supérieure (ESC, HEC, ESSEC,...), il collaborera avec les contrôleurs de gestion de la Société, notamment dans l'établissement des tableaux de bord et le processus d'élaboration budgétaire.

Une première expérience (2 à 3 ans) dans un milieu industriel (production et commercialisation) est indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions à :
ROCKWOOL-ISOLATION - Direction du Personnel
48/50 rue Albert - 75013 Paris





ROCKWOOL-ISOLATION

LAINE DE ROCHE VOLCANIQUE

Jeune IEP, ESC, Maîtrise Scientifique + IAE... 130 000 F/an +

Nous sommes un important **Organisme de Retraite** et recherchons un futur Chef de Service.

Dans un premier temps, votre mission sera de suivre la réorganisation du Service des Retraites, avant d'en prendre très rapidement (1 ou 2 ans) la responsabilité complète. Nous recherchons un candidat *âgé de 25/30 ans environ, capable d'utiliser l'outil informatique,* intéressé par une fonction polyvalente et motivé par la perspective de diriger une équipe de 35 personnes.

Si ce poste vous intéresse, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo récente (retournée), coordonnées téléphoniques) sous référence 12074 à Catherine LASRY.

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

DESSEIN

Filiale française d'une société américaine

Nous recherchons pour l'installation et service après-vente d'équipements pour l'industrie des semi-conducteurs :

UN INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR ÉLECTRONICIEN avec EXPÉRIENCE DU VIDE

L'anglais est nécessaire et des connaissances en technologie silicium seraient appréciées. Une formation prolongée est assurée.

Outre un travail intéressant au contact d'une industrie passionnante, nous offrons une rémunération motivante et une voiture de fonction.

Le poste est basé sur la région d'Aix-Marseille.

Envoyer c.v. + photo à : VEECO S.A.
B.P. 76, 91943 LES ULIS CEDEX.

Cabinet d'Audit International

recherche pour son bureau de Paris

Chefs de Mission (Seniors)

Les candidats devront être diplômés d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, Sc-Po/Eco Fi) avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international.

Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale et recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet.

Notre développement leur permettra d'accéder à des responsabilités et de participer à des programmes d'échange au sein de notre réseau international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à P. NARAIN, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

DESSEIN

INFORMATICIEN "CHALLENGER"
Désirant évoluer vers des responsabilités d'

audit informatique

recherché pour
CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT ET DE CONSEIL

pour participer activement au développement d'une activité en plein essor, offrant de larges possibilités de carrière dans les diverses activités du Groupe.

Profil recherché :
- Expérience dans les activités études et exploitation et/ou expérience en sécurité informatique.

Veuillez adresser votre C.V. à H.S.D. - C. Le Bloas
Tour Manhattan, Cedex 21
6 Place de l'Iris - 92095 Paris la Défense 2.

DANS LE CADRE
DE SA NOUVELLE POLITIQUE COMMERCIALE
Radio France
CHERCHE

UN RESPONSABLE

Pour le service des produits dérivés chargé de commercialiser les produits existants (disques, cassettes, éditions littéraires) et de développer ce secteur d'activité par la recherche de produits nouveaux.

Formation universitaire souhaitée :
Diplôme d'école commerciale
(HEC, ESSEC, École supérieure de Commerce de Paris)
expérience professionnelle confirmée.

Envoyer c.v., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 306 489 M, 7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Groupe de 30 sociétés de service dans le domaine de la communication
recherche un

auditeur

pour assurer des missions de
comptabilité, consolidation et de trésorerie.

La variété du poste alliée à l'expansion du groupe offre d'intéressantes perspectives. Une première expérience en cabinet d'audit serait appréciée et une solide formation de gestion (maîtrise de gestion ou école de commerce+DECS comptable) est exigée.

Adressez votre candidature en indiquant vos prétentions salariales sous la réf. 8371 à SELEPHAR, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Sélephar

Marketing pharmaceutique : une méthodologie identique...
pour des produits différents...

Nous sommes la filiale pharmaceutique d'un puissant groupe international. Connus sur notre Marché, bénéficiant de produits leaders, nous souhaitons élargir notre gamme et renforçons notre DIRECTION DU MARKETING. *Nous accueillerons donc volontiers* DEUX

Chefs de produits

Prenant en charge des produits CARDIO-VASCULAIRES et NEURO-PSYCHIATRIQUES. Outre l'ensemble des actions inhérentes au suivi de la courbe de vie de ceux déjà existants, ils auront à intégrer et à assurer le lancement des nouveaux... En un mot, un marketing diversifié et motivant, agissant en amont et en aval d'un réseau bien implanté.

GRANDES ECOLES COMMERCIALES (HEC, ESSEC, ESCP...), pour les premiers, réf.C/GEC/LM, MEDECINS ou PHARMACIENS, pour les seconds, réf.C/MP/LM, rompus aux techniques modernes de la COMMUNICATION,

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, qu'il traitera en toute confidentialité sous la référence choisie.

AFCOREM · **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Conseiller financier junior auprès de nos filiales

Important groupe industriel, nos prises de participations vont encore s'accroître du fait de la politique d'expansion et de diversification que nous permettent notre activité bénéficiaire et notre solide structure financière.

Au sein de notre Direction Financière et Juridique, une équipe de trois professionnels, juristes financiers et comptables, compte sur l'arrivée d'un quatrième pour les aider à faire face aux opérations de prises de participation, de création de filiales et à assurer le contrôle et le suivi financier de celles déjà existantes dans le groupe, tant en France qu'à l'*étranger*.

Vos atouts pour nous rejoindre dès septembre prochain : une formation supérieure de très haut niveau, financière et juridique (HEC,IEP, plus Droit), une première expérience financière dans la banque ou l'industrie, une pratique courante de l'anglais, peut-être *aussi de l'allemand. Et surtout les capacités de travail et l'ambition motivante sur lesquelles* appuyer la carrière que nous sommes en mesure d'offrir. Ecrivez rapidement, sous référence 8539 LM, aux consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

Lettre ouverte à un auditeur.



Madame, Monsieur,

Après vos études supérieures effectuées dans une école de gestion de premier plan, assorties d'un DECS, d'un 3ème cycle ou d'un MBA, vous avez dirigé vos premiers pas vers un Cabinet d'Audit, pour y acquérir une bonne *formation et vous ouvrir* à la vie *professionnelle.*

Vous avez maintenant 2 à 3 ans d'expérience diversifiée dans l'audit comptable *ou d'organisation* et vous vous *interrogez sur* votre évolution future. Vous vous demandez si vous devez continuer dans l'audit ou si au contraire vous allez vous engager dans une responsabilité opérationnelle immédiatement.

L'OREAL a sans doute une réponse à vos interrogations et vous propose une solution de transition enrichissante. Tout d'abord, vous passez 2 à 3 ans à l'audit opérationnel appliqué à l'ensemble des activités marketing, commerciales, industrielles et financières des filiales du Groupe (plus de 200 dont 60 à l'étranger). Vous pourrez ainsi vous intégrer, connaître l'entreprise et parfaire votre formation. Ensuite, vous prenez des responsabilités effectives dans le commerce, la gestion ou la finance.
Si vous êtes décidé à vous investir avec vigueur dans votre vie professionnelle, vous pourrez alors évoluer dans les différentes affaires de la société dont le *développement s'accentue.*

Si vous êtes intéressé(e), nous vous proposons de participer à une réunion d'information qui se déroulera au Siège de L'OREAL et vous apportera toutes précisions souhaitées sur le contenu de nos propositions.
Ecrivez à la Direction des Relations Humaines de L'OREAL, 41 rue Martre 92117 CLICHY Cédex, en joignant un curriculum-vitae.
En espérant avoir le plaisir de vous rencontrer prochainement, croyez, *Madame, Monsieur,*
à l'expression de nos sentiments les meilleurs.



L'ORÉAL

LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE

ORGANISME PARA-PUBLIC
RENFORCE SON SERVICE D'AUDIT NOUVELLEMENT CRÉÉ

recherche

- **CHEFS DE MISSION**
- **RÉVISEURS CONFIRMÉS**
- **DÉBUTANTS**

Les deux premiers postes requièrent impérativement une expérience d'audit.
Les débutants seront diplômés d'études supérieures (HEC, ESSEC, SCIENCES PO, DAUPHINE, ESC, ...).

Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite et photo, curriculum vitae et rémunération souhaitée s/n° 7.291, *le Monde* Pub., Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale
RECHERCHE

Un(e) cadre de haut niveau.

Conditions exigées :

– Possession du DECS complet (ex) ou être diplômé d'une école supérieure de commerce option « comptabilité-Finances » :
– Très bonne maîtrise de l'analyse financière ;
– Aptitudes certaines à la négociation et à la communication ;
– Une expérience professionnelle de plusieurs années dans la spécialité.

Le poste est susceptible d'entraîner de rares déplacements.
Salaire d'embauche : 11.719,40 mensuel brut.

Adresser : lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae, photocopies des titres et diplômes.
au Service du personnel de l'ACOSS
67, bd Richard-Lenoir,
75536 PARIS CEDEX 11.

TELECOMMUNICATIONS · *Centre National d'Etudes des Télécommunications*

(MINISTERE des POSTES, des TELECOMMUNICATIONS et de la TELEDIFFUSION)
recrute

2 ingénieurs

(formation Grande Ecole ou Universitaire D.E.A. de Mathématiques ou d'Informatique).

Au sein d'une equipe de recherche orientée vers la formalisation des spécifications et la validation des logiciels, les candidat(e)s participeront :
- a l'élaboration des concepts du langage de formalisation et à la définition des outils associés.
- au developpement et à l'expérimentation d'outils de génie logiciel pour la conception et la validation
- a l'experimentation sur des projets importants, des outils développés, en collaboration avec des industriels.

Une bonne connaissance en *Informatique théorique et une expérience de* quelques années sur les techniques modernes de conception et de validation de logiciels complexes (temps reel, bases de données...) seraient très appreciées.
Adresser les candidatures, avec C.V. détaillé et prétentions à Division "Centres et Logiciels de Commutation" PARIS A
Centre National d'Etudes des Télécommunications
38/40, rue du General Leclerc - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

cnet

Organisation et Publicité

THOMSON-CSF
recherche pour son Service Comptabilité

CADRE Débutant
(Écoles de Commerce, DECS ou équivalent)

Vous serez responsable de la Comptabilité Analytique.

La connaissance en Micro-Informatique est souhaitée.

Lieu de travail : Carrefour Pleyel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et photo à THOMSON-CSF Division des Travaux Extérieurs et Services – Mme LAVAL – 34, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.

THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

Pour développer au sein de l'équipe existante des applications informatiques dans le domaine de la gestion du personnel (analyses fonctionnelles, relations utilisateurs, estimations des coûts et des délais, réalisations),
la Caisse Nationale de Crédit Agricole à St Quentin en Yvelines
vous propose un poste de :

Chef de Projet

- Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur,
- Vous avez 3/4 ans d'expérience en informatique de gestion sur matériel IBM et connaissez GIP et CICS.

Si notre proposition vous intéresse, merci de nous envoyer votre CV avec photo, salaire et prétentions sous référence **FR/0531** à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

LEVI TOURNAY / ASSCOM



ingénieur d'affaires

ECONOMIES D'ENERGIE

Notre DIRECTION COMMERCIALE recrute un Ingénieur d'Affaires. Très autonome, *il sera responsable de toutes les négociations attenantes à ces actions* dans les secteurs suivants : économies d'énergie dans l'industrie lourde et le tertiaire, valorisation des énergies nouvelles et des déchets, biomasse, etc... Ingénieur Thermicien de formation, vous avez acquis une excellente connaissance de ces activités ces 5 dernières années. Ce poste, très ouvert, offrira de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur au sein de notre Groupe.
Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence 85.29-M à Serete, Service du Recrutement 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



serete ingénierie

Groupe de Sociétés D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER
recherche pour son
SERVICE ADMINISTRATIF

collaborateur

(H/F)

Titulaire d'une maîtrise en Droit et possédant de bonnes notions comptables et fiscales. Le candidat retenu se verra confier :
- La préparation des dossiers des conseils d'administration et des assemblées générales.
- Les formalités administratives.
- Les opérations financières et juridiques (emprunt obligataire, augmentation de capital...).
- La tenue des statistiques d'activité.
- L'information des organismes officiels.

Une expérience de plusieurs années dans un poste *similaire est exigée.*

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo, et prétentions s/réf. 105 M à Mme ROBIN
37, rue de Surène - 75008 Paris

P.H.B.

COPERS

Responsable commercial

France et export

Vendre l'imagination technique

Le capital de notre entreprise c'est, au travers de ses hommes, sa forte capacité d'innovation.

Notre force c'est de pouvoir comprendre les besoins d'une *clientèle industrielle très diversifiée et de leur apporter, en* plus de nos produits, notre technologie : en termes de réalisation, mais aussi, souvent, en termes de conception.

Vous avez une *formation d'ingénieur* généraliste ou mécanique. Homme de produit, vous savez dialoguer avec les bureaux d'étude. Homme de développement, vous savez *définir une stratégie commerciale, repérer les créneaux* porteurs, trouver les décideurs et les convaincre. Vous animerez deux commerciaux sur la France. Vous serez aussi responsable de nos marchés export (RFA, Bénelux, Suisse...). Parler allemand est indispensable, l'anglais serait un plus, de même qu'une première connaissance de la fonderie ou de l'aluminium.

Le poste est basé en région Rhône-Alpes.

Adressez-vous à notre Conseil Philippe GOMBEAUD - COPERS - 1, rue Moncey - 75009 PARIS. Merci de joindre une photo et d'indiquer votre rémunération actuelle et la référence LM/75.

MEDIA BA

– Vous êtes **AGRO, AGRI**

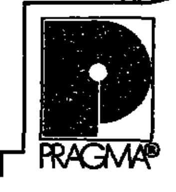
Vous avez 30/35 ans environ.
Vous êtes avant tout un **homme de terrain**, ayant l'expérience des problèmes d'une exploitation agricole.
Vous êtes bien sûr, un **homme d'écriture**, doué d'un excellent esprit de synthèse.
Et vous êtes aussi un **homme de communication**, à l'écoute du monde agricole.

– Devenez

Chef de rubrique

du premier hebdomadaire agricole, Français et Européen, en pleine expansion.
Votre espace de rubrique englobera le "végétal" et son évolution biotechnologique.

Vous voulez en savoir plus, alors, adressez votre CV, avec une lettre manuscrite et une photo à Pragma-Recrutement, 86 bis rue Amelot 75011 Paris, sous la référence M/AGR



BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

RECHERCHE

pour son siège parisien

AUDITEUR CONFIRMÉ

- *Formation supérieure souhaitée.*
- Plusieurs années d'expérience bancaire ou en cabinet d'audit indispensable pour assurer missions d'audit complexes et diversifiées.
- Bonne connaissance de la langue anglaise exigée.

Envoyer c.v. et prétentions à B.A.I.I.
12, place Vendôme, 75001 PARIS.

Responsables d'agence



Votre solide expérience dans le secteur bancaire a fait de vous un véritable technicien dans ce domaine.
Aujourd'hui, vous désirez valoriser vos compétences.
Le Crédit Mutuel, acteur dynamique du développement économique et social, vous offre cette opportunité.
Homme de service et de conseil, vous apporterez des **solutions personnalisées aux besoins nouveaux** et **aux attentes de nos sociétaires.**
Vous mettrez vos qualités **d'animateur** et de **gestionnaire** au service d'une structure originale décentralisée et efficace.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 20, à Any Astic, Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cédex 11.

Crédit Mutuel d'Ile de France

media-system

Bureau Marcel van Dijk

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL
spécialisé dans la stratégie d'entreprise et les systèmes d'information
recherche pour renforcer son équipe

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Capable de vendre des SERVICES dans le domaine des SYSTEMES D'INFORMATION ET BANQUES DE DONNEES.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand sera nécessaire pour développer cette activité à l'étranger.

Les candidatures manuscrites avec C.V. sont attendues au
Bureau Marcel VAN DIJK - 106bis, rue de Rennes
75006 PARIS.

pmp



GSI-ALCATEL/CGE

Dans le cadre de ses projets de pointe, NOUS RECHERCHONS pour l'un de nos clients industriels situé en banlieue Sud :

INGENIEURS D'AFFAIRES

pour prendre en charge
la conception et la réalisation de
SYSTEMES de REGULATION de TRAFIC.

Il devra posséder une expérience en électronique et en informatique, mais aussi faire preuve d'un esprit de généraliste. Responsable d'une petite équipe d'ingénieurs, il aura à rédiger ses propositions techniques et devra en assurer la réalisation et le suivi. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Joëlle FARCY vous remercie de lui écrire à EPSILOG 3, rue du faubourg Saint-Honoré 75008 Paris ou de noter ce numéro de téléphone : 742.66.50. Discrétion assurée.

Chef de produit dans la distribution : la passion en plus !

Quand nous avons réfléchi au poste de chef de produit que nous allions vous proposer, aux exigences de la grande distribution, notre secteur d'activité, et aux qualités qu'il faut pour s'imposer dans un groupe de 20 000 personnes, nous avons dû bien vite conclure que c'est, avant tout, une personnalité que nous cherchions. Bien sûr, une formation supérieure indispensable : de l'Agro aux ESC, et une première expérience d'un marketing/vente opérationnel, très terrain, avec des hommes à convaincre, des clients à séduire, des objectifs à tenir. Mais surtout, surtout, l'ouverture aux autres, le goût, le sens, la passion de communiquer, de prendre des initiatives et du leadership. La simplicité et l'aveu de ne pas tout connaître, le désir et l'ambition de tout apprendre pour saisir les opportunités d'une carrière où vous trouverez toujours : le management, le commerce, la gestion.

Dès le départ, nous vous confions une ligne de produits capitale pour nous qui représente un CA de 950 MF. Vous sélectionnez les fournisseurs, en faites des partenaires, définissez une politique et y faites adhérer vos patrons, vos clients, vos fournisseurs et les spécialistes de vos produits dans les hyper du groupe !

Etes-vous tenté par ce pari ! Alors faisons vite connaissance : votre personnalité nous intéresse et la nôtre ne devrait pas vous laisser indifférent.

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous référence CP 543 M.



11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOCIETE FRANCAISE
l'un des leaders mondiaux dans son domaine (biens d'équipements, matériel de transports)
recherche un

GESTIONNAIRE DE PROJET

Sous la direction du Directeur de projet, il aura en charge, en liaison avec les Etablissements industriels, le suivi administratif, financier et technique d'affaires ou de commandes pour la France ou l'exportation.

Le candidat retenu sera de formation INGENIEUR, ayant déjà, outre une expérience industrielle, l'expérience de la gestion ou direction de projets importants mettant en œuvre de multiples disciplines et partenaires au plan technique.

Une formation complémentaire en France et le cas échéant à l'étranger sont à prévoir.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 10815 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

IMPORTANTE SOCIETE D'ETUDES DE MARCHE

recherche HOMME ou FEMME,
28 ans minimum de formation supérieure
ayant une expérience concrète de la

grande distribution

d'au moins trois ans, pour :
- assurer les relations avec les centrales et les magasins
- gérer les études existantes
- développer, à partir de données recueillies, de nouveaux systèmes d'information pour le commerce.

Une connaissance des applications informatiques constituerait un atout supplémentaire.

Ecrire sous référence 6428 à :
Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS,
qui transmettra.

Banque Internationale, Paris 8ème, renforce sa Division Inspection Générale et recrute :

Un Inspecteur confirmé Cl. VI, VII

Il sera particulièrement chargé d'apprécier la qualité des engagements des diverses unités du Groupe.

Un Inspecteur Cl. V

Il sera chargé de vérifier la bonne application des procédures comptables et de traitement des opérations.

Ces postes exigent de leurs titulaires une grande disponibilité (France et Etranger) et débouchent à 2/3 ans sur d'importantes responsabilités au sein du réseau international.

Adressez lettre de candidature + photo sous référence 4806 à Dessein, 15 rue de Louvre, 75001 Paris.

IPECODE
Institut de conjoncture économique recherche

Ingénieur Débutant

Support logiciel H.F.

L'environnement informatique : installation en cours d'un 4361 sous VM en remplacement d'un 4331 modèle 2. Contexte Infocentre.

Missions : ▪ il assure le support de logiciels, statistiques et économétriques auprès des utilisateurs internes et externes ▪ il participe à la conception et à la mise en place d'applications bases de données économiques et traitement de textes ▪ il planifie et optimise la gestion des ressources ▪ il prend part à la mise à niveau du logiciel de base.

Profil : c'est un jeune diplômé à formation mathématique de haut niveau : Centrale, ENSAE, Mines... ou formation universitaire (minimum 3ème cycle d'économetrie).

Il a déjà, au cours de stages, ou pendant son service militaire acquis une courte expérience informatique.

Il a le sens de la rigueur et la capacité à communiquer avec les utilisateurs dans un environnement jeune et de très bon niveau.

C'est un poste formateur pour un débutant qui souhaite rapidement agir avec autonomie et sens des responsabilités.

Merci d'adresser sous réf. AM-M27 lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre Conseil STANDARDATA, 128, Bd. Haussmann 75008 PARIS.

STANDARDATA

IMPORTANT CABINET PARISIEN DE CONSEILS JURIDIQUES
Membre d'un réseau international

RECHERCHE

- **FISCALISTES** diplômés de l'École nationale des impôts ou d'une grande école : HEC, etc.
- **JURISTES** spécialistes du droit des affaires : (contrats, droit des auteurs, brevets, informatique, concurrence, droit européen).

Les candidats à ces postes devront avoir : formation juridique de haut niveau, expérience professionnelle de 5 ans, forte personnalité, esprit d'initiative et aptitude à travailler en équipe, connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand souhaitée.

Adres. C.V., photo et lettre manuscrite à J. C. GRANGER
LA VILLEGUERIN CONSEILS.
100, rue La Fayette 75010 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME

d'ASSURANCE-VIE PARIS

recherche pour assister son Directeur :

COLLABORATEUR

DE HAUT NIVEAU (35 ans minimum)

Diplômé d'une grande école commerciale ou de gestion vous devez avoir une expérience de plusieurs années à un poste de responsabilités dans une grande entreprise du secteur tertiaire, une autorité naturelle et l'habitude des contacts à niveau élevé.
Rémunération attrayante. Poste évolutif pour candidat de valeur.

Adresser C.V., photo (restituée) et prétentions s/réf. 10314 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

LE CREDIT COOPERATIF

recherche pour son département de contrôle de gestion

ASSISTANT DE GESTION *HF*

ayant déjà une première expérience professionnelle de 1 à 2 ans.

De formation supérieure (SUP de CO, maîtrise de gestion), il aura pour mission de participer à l'élaboration des budgets, de les suivre et contribuera au développement de systèmes de gestion intégrant des applications informatiques.

Il sera demandé, outre des qualités de rigueur et de méthode, une aptitude naturelle aux contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4593
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
Filiale d'un Groupe International
recherche pour PARIS 8ème
pour son SERVICE ENGAGEMENTS

UN REDACTEUR

- 35 ans maximum
- formation supérieure
- ayant quelques années d'expérience acquise en exploitation et/ou en engagements
- sérieuses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser C.V. et prét. ss réf. 10466 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 306.10.05

SPHERE

Nous sommes UNE CHAINE HOTELIERE INTERNATIONALE EN PLEINE EXPANSION
puisque nous aurons 150 HOTELS IBIS et URBIS ouverts en 1985 sur 4 continents
Pour assurer ce développement et renforcer son équipe notre DIRECTION TECHNIQUE recherche



UN CHEF DE PROJET

Ingénieur de formation, il a une expérience d'au moins 5 ans si possible dans le secteur du bâtiment. Il prend en charge un certain nombre de projets de la conception jusqu'à la finition de l'hôtel. Il a le sens du contact et des relations humaines, le sens de la polyvalence, du détail et de la synthèse pour négocier d'une part avec les différents services de la chaîne et d'autre part avec les entreprises, architectes. Il est amené à se *déplacer à l'étranger.*
Il maîtrise parfaitement l'anglais.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe motivée, vous pouvez adresser votre dossier (lettre man. + CV + photo) et vos prétentions à Mme LABEILLE ss réf. M 1305 au : Cabinet PANISSOD-SIEHNER, 109 rue de Turenne 75003 PARIS.

LEVI TOURNAY / ASSCOM

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE

recherche pour son siège social à Paris

LE FUTUR CONTROLEUR DE GESTION

d'une de ses divisions, leader mondial sur son marché du secteur **AGRO-ALIMENTAIRE.**

Ingénieur de formation (chimie, agro-alimentaire), il aura quelques années d'expérience industrielle qui lui auront donné une bonne connaissance des entreprises.

Une formation complémentaire de gestion est indispensable pour la réussite dans ce poste évolutif.

Sous l'autorité du Responsable actuel, il sera chargé dans un premier temps.

- D'études concernant la planification de la Division.
- De missions d'investigations en usines.
- Du contrôle gestion au niveau opérationnel.

Adresser c.v., prét. s/référence GM nº 2 109 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris, qui transmettra.

Rowntree Mackintosh

1500 personnes
1,2 Milliard de F.

LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS DU CHOCOLAT
recherche dans le cadre de son développement son

Lion
Nuts
Folky
Kit Kat
Smarties
After Eight
Quality Street
Rêve Noir
Lanvin
Menier...

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

Diplômé d'une grande école commerciale et attiré par un marketing de pointe sur des marchés de grande consommation, l'assistant sera considéré comme un véritable chef de produit en formation.
Il se verra rapidement attribuer des *responsabilités complètes* de gestion sur un produit ou sur une gamme.
Merci d'envoyer lettre, CV, photo et prétentions à M. Denis MOITEAUX, Rowntree Mackintosh SA, Noisiel, 77422 Marne la Vallée Cedex 2.

CONTESSE

CABINET DE RÉVISION

Membre d'une association internationale de firmes d'Audit

recherche

CHEFS DE MISSION

et

JEUNES DIPLOMÉS

(H.E.C., ESSEC, ESC, équivalent)

Les chefs de mission auront une expérience de 3 ou 4 ans dans un milieu international. Les jeunes diplômés seront titulaires du D.E.C.S. avec ou sans expérience professionnelle. La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Ecrire à REGIE-PRESSE, ss nº 303.923 M, 7, *rue de Monttessuy*, 75007 Paris.

Société de Distribution de VIDÉO-CASSETTES, filiale d'un groupe multinational, recherche

ANALYSTE FINANCIER (HF)

rattaché à la Direction Financière, il assurera notamment l'ensemble des études de rentabilité et des études opérationnelles. Il participera à l'établissement du reporting mensuel, à *l'élaboration du budget et sera chargé de* l'analyse des écarts.

Le poste conviendra à une personne diplômée d'une grande école commerciale ou équivalent, débutante ou 1 an d'expérience, nécessite une maîtrise satisfaisante de l'anglais et des connaissances en micro-informatique.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions *sous référence* 78687 M. à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

JURISTE D'ENTREPRISE

Un homme de terrain (H.F.)

Vous appartenez à la nouvelle génération de juriste : celle qui, sans renier la mission d'analyse des dossiers, est avant tout conseil sur le terrain.

Vous savez par expérience, combien il *faut* être actif, savoir écouter, convaincre et aider vos interlocuteurs.

Ce sera votre rôle au sein du GROUPEMENT DES AUTORITÉS RESPONSABLES DE TRANSPORT G.A.R.T. Association nationale des élus en charge des transports publics.

Intégré dans une petite équipe pluridisciplinaire, vous souhaitez évoluer dans un environnement où vous mettrez à profit votre autonomie et votre capacité à prendre des responsabilités.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions à Monsieur le Président du G.A.R.T. 77, bd du Montparnasse, 75006 Paris.

SNPE

recrute pour son centre de recherche du **BOUCHET (Essonne)**

ingénieur expérimenté

de formation supérieure en physique et chimie (complément ENSTA ou équivalent). Une expérience dans le domaine des armes et munitions serait très appréciée. Il prendra en charge plusieurs programmes de développement de poudres pour de nouvelles munitions et il assurera les relations techniques avec les clients. Déplacements fréquents en France et à l'étranger, anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à SNPE CRB - BP 2, 91710 Vert-le-Petit, réf. à rappeler G.T.P. 85/25.

CONTESSE

PARIS 7e

Importante régie publicitaire recherche

PROSPECTEUR (H/F) TÉLÉPHONIQUE

Débutant ou justifiant d'une première expérience dans une fonction similaire,

- le (la) candidat possèdera une bonne expression orale ainsi qu'une excellente maîtrise de l'orthographe.
- Le poste dynamique ne peut convenir qu'à des personnalités ayant un réel sens des contacts et des *responsabilités.*

Merci d'appeler le 555-91-71 (+) poste 40-77.

L'un de nos établissements banlieue sud spécialisé en équipements aéronautiques recherche

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT MATERIELS ELECTRONIQUES

Cet ingénieur électronicien confirmé devra conduire l'étude et le développement de matériels en cours d'industrialisation. A ce titre, il participera notamment aux choix des solutions techniques, aux spécifications de développement des produits, à la mise en œuvre sur le site.



Déplacements de courte durée France et Etranger.
Anglais courant.
Adresser C.V. et prétentions sous *référence* AB474 à CSEE, Service emploi et développement 17, place Etienne Pernet, 75738 Paris cedex.

CONTESSE

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT *recherche*

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

pour activités de recherche, évaluation, certification dans domaine fenêtres non traditionnelles.

SERAIENT APPRÉCIÉES : des qualités d'expression écrite et orale, une ouverture au travail en équipe et aux contacts avec l'industrie, une expérience dans le domaine des baies.

Adresser CV et prétentions à M. LUGEZ - C.S.T.B. 4, avenue du Recteur Poincaré 75016 PARIS

ORGANISME FORMATION recherche

FORMATEUR HF PERMANENT

Droit public.

FORMATEURS HF VACATAIRES

Encadrement - Négociation Techniques de vente.

Ils seront chargés de la conception et de l'animation de stages de formation. Expérience pédagogique exigée. Adresser CV sous réf. 201 à IRCOM 50, rue Gérard 75013 PARIS *qui transmettra.*

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recrute

UN INGÉNIEUR ÉCONOMISTE DE BON NIVEAU

GRANDES ÉCOLES + FORMATION ÉCONOMIQUE NIVEAU 3e CYCLE OU DOCTEUR EN ÉCONOMIE, intéressé par le bâtiment, spécialisation dans l'analyse *de stratégies appréciée).*

Il sera chargé de développer un programme pluriannuel de recherches *sur* l'économie de la construction en termes d'analyse de stratégies d'acteurs et de théorie des filières.

Adresser CV + prétentions à C.S.T.B. - M. *URIEN* *Chef du Service Economie,* 4, avenue du Recteur Poincaré 75016 PARIS

VILLE DE SEVRAN

(93270) recrute

UN (e) MAITRE NAGEUR SAUVETEUR ayant vocation à être CHEF DE BASSIN (3 ans d'ancienneté).

Adresser candidature à Monsieur le Maire. 93270 SEVRAN.

CONSULTANTS

recherchés par un Cabinet de recrutement parisien de très haute notoriété.

Deux plans diff. sont visés :

- Celui d'un professionnel confirmé auquel serait proposé un poste de partenaire ou d'associé ;
- Celui d'un junior possédant quelques années de métier et désireux de se spécialiser dans la sélection de cadres industriels de haut niveau.

La création de ces 2 postes répond à un mouvement important de développement de contrats. Une bonne maîtrise de l'anglais est largement souhaitée. Les dossiers seront étudiés en toute discrétion.

Merci d'adresser lettre manuscrite et c.v. sous *réf.* 5 238 à Emplois et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 Paris.

Société d'ASSURANCE recherche

UN AGENT DE MAITRISE

pour son service gestion de personnel. Le candidat devra justifier d'une maîtrise complète de l'établissement des paies, des déclarations sociales et de l'utilisation de moyens informatiques pour l'exécution de *ces tâches. L'expérience aura* appris à ce candidat l'importance de la rigueur et du respect des plannings sociaux. Ecrire : nº 228 PUBIALE GR. 27, r. du Fg-Montmartre, Paris-9e.

ONERA

recrute

INGÉNIEUR

GRANDES ÉCOLES

possédant plusieurs années d'expérience en traitement du signal avec orientation « systèmes » pour études dans le *domaine* de la *mécanique* des vibrations aléatoires, des structures et en acoustique des lanceurs spatiaux. Connaissance du calcul parallèle appréciée. Sens physique et esprit de responsabilité.

Adr. C.V. et photo à : ONERA, B. P. 72. 92322 CHATILLON Cedex.

INFO'ROP INGÉNIERIE
Membre de Syntec Informat. recherche :

pour applications *industrielles :*

INGÉNIEURS

Expér. MITRA-SEL-68000 temps réel - Pascal
pour applications grands systèmes

INGÉNIEURS et ANALYSTES

DPS 7, DPS 8, IDS 2, COBOL 74

Votre contact :

INFO'ROP

M. Christian JOSSE. Téléphone : (1) 377-42-45. 70, avenue du Gl-de-Gaulle, 94000 CRÉTEIL.

Société bâtiment recherche d'urgence *pour important chantier* logement en Algérie

CONDUCTEUR DE TRAVAUX

CHEF DE CHANTIER G.O.

spécialistes en tables, banches, façades, préfas, ayant déjà maîtrise d'un effectif de plus de 250 personnes.

AGENT ADMINISTRATIF

responsable achats, appros. transit, dédouanement.

CHEF COMPTABLE

CHEF FERRAILLEUR

spécialiste armatures préfas.

CHEF D'ÉQUIPE G.O. ET PRÉFAS.

Tous les candidats devront justifier de 10 années d'expérience, dont 3 à l'export. Logement : base de vie. Disponibilité immédiate. Adresser c.v. et prétentions sous référence M/86944 BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex, *qui* transmettra.

Chef entreprise de trad. en pl. essor, ch. assistante HEC.JF ou Sc.-PO déb., pr le sec. activement. Sit. avenir si motivée, efficace et capable initiatives Poste mi-tps au déb., tps complet à partir janv. ou juill. 1986. Env. c.v. et prét. s/réf. 7 299 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PRIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE 9e arrdt *recherche*

CADRE DE GESTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Destiné à renforcer la direction de la comptabilité et à améliorer les procédures existantes. Il sera chargé également :

- De l'élaboration des prévisions de trésorerie.
- Du suivi journalier des flux et de l'optimisation des placements au moyen d'un outil informatique à mettre en place.

Age : 30 ans minimum. Formation : DECS ou école supérieure.

Adresser C.V. photo et prét. nº 10789 Contesse, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

---

(92) Centre de mise en forme recherche

PROFES. GYMNASTIQUE
aérobic, danse, yoga et muscul.
Téléphone : 638-34-14 et (1) 726-89-63.

LA VILLE DE NOISY-LE-GRAND
(45.000 HABITANTS)
VILLE NOUVELLE DE MARNE-LA-VALLÉE

RECRUTE SELON CONDITIONS STATUTAIRES :

- 1 REDACTEUR
- 1 INGÉNIEUR EN CHEF
- 1 SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

Adres. lettre de candid. et CV à : Madame Le Maire de NOISY-LE-GRAND Secrétariat général 93160 NOISY-LE-GRAND.

JEUNE ASSOCIATION

recherche

1 animateur (rice) social (le)

pour la mise en place dans une commune de la proche banlieue parisienne d'un projet *D'ÉCOUTE TÉLÉPHONIQUE* et D'ACCUEIL de personnes âgées.

Ayant une expérience du secteur social et si possible de la vie associative, il (elle) sera chargé (ée), dans le cadre d'une équipe jeune et dynamique, de l'animation, de la coordination de bénévoles en fonction d'un *projet défini et du* suivi de la réalisation de ce projet.

Adr. C.V. détaillé avec lettre manuscrite et photo à : *C.I.P.E.S. (réf. 92),* 6, place de la Madeleine, 75008 PARIS qui transmettra.

E.C.E.

Recherche

PROFESSEURS

- Informatique sérieuses références exigées.
- Mathématiques générales et appliquées à l'informatique, diplômes universitaires et références exigées.
- Action commerciale diplômes supérieur et expérience professorat.

Ces postes sont à pourvoir pour septembre 1985.
Adresser C.V. et photo à : M. le directeur, E.C.E., 17, place Jacques-Amyot, 77000 MELUN.

VILLE D'ARGENTEUIL
recrute pour son service « *Études et programmations* »
Un contrôleur budgétaire.
Définitions du poste :

- Analyse financière.
- Animation procédure budgétaire.
- Suivi financier des opérations d'équipement + recherche financement.

Ce poste conviendrait à :

- Soit un attaché (option finances communales) ayant expérience financière et pratique de l'informatique (tableau).
- Soit à un diplômé (*universitaire, école de commerce,* finances) ayant une expérience communale, en matière de finances, ainsi qu'une pratique de l'informatique (tableau).

Adresser C.V. et lettre de motivation (+ photo) à : M. le Député Maire, service personnel, HOTEL-DE-VILLE, 12/14, boulevard Léon Feix, Boîte Postale 721, 95107 ARGENTEUIL Cedex.

ANIMATEUR DE FORMATION

cherché par Cabinet Conseil
NOUS OFFRONS :

- Travail varié et enrichissant, *contacts haut niveau. Initiation à des techniques pédagogiques de pointe. Formation par nos soins.* Rémunération attractive.

NOUS EXIGEONS :

- Etudes supérieures ou autodidacte bon niveau. Expérience de la vente. Expérience de la formation en salle. Connaissance en marketing de préférence.

Env. C.V. dét. et prétent. sous réf. Service M3 ORGATEC, 18, rue du Fg-du-Temple, 75011 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER BTS OU EQUIVALENT

- Pour comptab. et gestion de 4 PME sur informatique évolué.
- Expérience minimum 10 ans.
- Région parisienne, possibilité ultérieure Paris.

Ecr. avec CV : S.C.A.A. 5, rue Godot-de-Mauroy 75009 Paris.

GENIOUS SYSTEMES rech.

INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R. MITRA, 68000, PDP, VAX, SOLAR. Tél. : 605-35-80.

ASSOCIATION LOI 1901 recherche

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉ

Pour la tenue de la comptabilité de l'association et des sections et associations affiliées jusqu'au bilan de fin d'année, et l'établissement des déclarations sociales et paies. Salaire 90.000 F. environ.

Ecr. à AFDPP 18, rue Vivienne, 75002 Paris.

RECHERCHONS

SECRÉTAIRE COMPTA. EXPÉRIMENTÉE

Pour contrat à durées déter. (10 juin — 15 octobre)

Env. C.V., photo à : M.J.C. Point du Jour 1, rue du Général-Malleterre 75016 PARIS.

Sté d'expertise comptable recherche

COMPTABLES CONFIRMÉS

Téléphone : 328-76-55.

ACCUEIL TOXICO CHERCHE ASSISTANTE SOCIALE Mi-temps. T. (3) 415-22-16.

OFACIL
Séjour linguistiques recherche pour été 1985 PROFESSEURS D'ANGLAIS jeunes, dynamiques, sportifs. Réf. et lic. d'Anglais exigées. Téléphone : Mlle GANGLOFF 268-01-23.

Ville de Chilly-Mazarin recrute Un (e) sous-bibliothécaire obligatoirement titulaire du C.A.F.B. option discothèque. Envoyer C.V. + Candidature à M. le Maire avant le 15 juin.

secrétaires

TECHNICON
Leader mondial dans les systèmes analytiques et informatiques pour laboratoires recherche pour sa DIVISION INTERNATIONALE à SAINT-DENIS (près de la gare) une

SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS A MI-TEMPS

pour une durée de 6 mois, (éventuellement renouvelable). Ayant une parfaite maîtrise de la langue anglaise, elle assistera l'un de nos directeurs à responsabilités internationales. Bonne frappe et expérience indispensables. Vacances possible en Août. Horaires flexibles, salaire élevé, cantine.

Tél. à M. COUSTRO : 981-92-12 ou écrire à TECHNICON. BP 10 95330 DOMONT.

SOCIÉTÉ HOLDING Quartier ETOILE recherche

SECRÉTAIRE STENODACTYLO

BTS. Minimum 5 ans d'expérience pour secrétariat du responsable comptable et du trésorier. Connaissance informatique micro IBM.

Restaurant d'entreprise. Horaire flexible. Vacances 85 assurées (sauf août).

Adresser c.v. + photo nº 9.336 PARFRANCE ANNONCES 4, rue Robert-Estienne, 75008 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

ACTUAIRE DIPLOMÉ
(Après GRANDE ÉCOLE SCIENTIFIQUE et MAITRISE SC, ECO)

Expérience approfondie des études économiques en France et au plan international, ainsi que des régimes de prévoyance collective :
- Études, diagnostics.
- Conseil.
- Négociations à haut niveau.
- Encadrement et animation d'équipes pluridisciplinaires.

Généraliste apte aux *spécialisations rapides*, souhaite exprimer sa créativité et son dynamisme dans un poste de responsabilité. Mobilité totale.

Ecrire sous nº 2.429 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

URGENT Jeune fille ch. emploi stable dactylo, facturière, notions sténo. Tél. 340-31-28.

HT NIV. ALLEMAND-ANGLAIS assistante cultivée, dactylo, pour milieu international, qualités contacts humains. Libre voyage, 548-90-47 Paris.

H. 52 ans, dyn. esprit décision, volonté créative. Rech. situation comportant respons. Représenterait société France, Esp. Afr. Amérique latine. Ecr. s/nº 2.432 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 37 ans, sc. éco., droit public, anglais courant, espagnol, vaste culture générale, cadre adm. exp. occupant poste à resp. dans org. public. Cherche resp. stimulantes dans *PME* PARIS (75). Secteurs édition - information - communication au sein d'une équipe soudée, dynamique, imaginative. Libre 1er octobre 1985. Ecr. s/nº 7283 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. professeur agrégé allemand, expérience enseignement secondaire et supérieur. Cherche vacations cours 583-86-85.

JEUNE CADRE

26 ans, ing. généraliste, pos. *les meilleures réf. : Major de* promotion grande école. Haute administr. Off. réserve.

Très bonnes connaiss. en anglais, expérience de l'informatique. Dispon. très rapidement.

Décideurs de l'industrie, du commerce, des médias, si vous cherchez un collaborateur, un *bras droit à votre image, c'est-à-dire* brillant, dynamique et responsable, misez *sur un potentiel* qui a déjà fourni des preuves de ce qu'il est. Ecr. s/nº 2.441 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens. 75009 Paris.

J. ing. mécan. CNAM, 26 ans. Vigueur - Méthode - Motivation pr qualité ind., 2 stages ds ce secteur, ch. situation. Tél. : 243-59-14.

JF 30 ans, maîtrise droit privé, 4 ans d'expérience. Formation complementaire droit social. Cherche poste service juridique ou personnel. Ecrire : LEGENDRE 19, av.d'Argenteuil 92600 ASNIÈRES. Tél. : 733-64-71 après 19 h.

Psycho. clinic., 38 ans, psychopédag. adj. de dir., ét. sup. (Ec. maîtr. de philo, DESS de psych. clin. et path.). Esp. cour. (parlé, écrit), 12 ans exp. int. sect. aide soc. à l'enf. (garç. et filles 6-18 ans, trouble du car. et comp.). et psychiat. infanto-juv. Cherche poste Paris, rég. par. Etudie ttes propos. E. CONESA, 29, bd Jules-Ferry, 75011 Paris. Tél. 338-24-71.

Traductrice conf. angl., 36 a. ch. sit. stable, de préf. édition. Téléphone : 796-53-71.

DIR. VENTES en poste, 31 a., 3e cycle GESTION IAE-8 a. exp. conserve, frais, confiserie, exclusifs, multicartes. Rech. DIR CCIALE basée PARIS Laurent VERBOIS. 245-21-61 307, rue Belleville PARIS 19e.

Femme expérimentée, autonome, polyvalente, directrice commerciale et administrative, comptable, chef du personnel, rech. emploi ATTACHÉE DE DIRECTION PME-PMI libre de suite Tél. : 287-04-42 poste 7.

J.F. 22 ans, aide-comptable cherche emploi sur PARIS et proche banlieue (tenue livres compt. paye, trésorerie, dactylo), exp. 1 an. Ecrire sous le nº 306.566 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Artisane effectue ts travaux de traitement de texte et dactylographie. Tél. : 461-14-22.

Vous avez besoin d'un second, votre entreprise appartient au secteur bâtiment ? 43 ans, actif, expérimenté gestion, anglais, espagnol. Ecr. s/nº 2 457 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORGANISATEUR 35 a., format. psycho., droit, informat., exp. distrib. SSCI, banque, ch. poste direct., adminis., secrét. *général tous secteurs.* Ecr. s/nº 2 456 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

perdu - trouvé

Perdu samedi 11 mai 1985 à Paris, collier de perles double rang, fermoir or et diamants. Récompense : 10 % de la valeur. Tél. au : (3) 462-36-35. Poste 1602 ou 1502.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée. FRANCE-CARRIÈRE (C 16), B.P. 402, 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM), B.P. 291, 09 PARIS CEDEX 09

IL Y A DES PROBLÈMES PSYCHOLOGIQUES DANS VOTRE FAMILLE. Ils sont liés à la DÉPORTATION. Venez nous en parler pour préparation émission A 2 au : 299-51-54 (PCV-PROVINCE).

travail à domicile

Dactylographie de vos manuscr. Très vite. Très bien sur IBM. Téléphone : 750-95-00.

STAGES-FORMATION PROFESSIONNELLE

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

BOURSE - SOLEIL

IMMEUBLE ANCIEN RÉNOVÉ 59 m² et 85 m² refaits à neuf 7e et 6e ét. asc., chff. indiv. SANTANDREA - 561-90-91.

5e arrdt

NEUF JARDIN DES PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate Reste 1 appt de 5 pces 116 m². Vis. témoin ts jours 14/19 h sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

RUE VIEUX-COLOMBIER 4 P. 103 m², 2e ét. s/cour asc. – 1.500.000 F DORESSAY - 624-93-33.

CHERCHE-MIDI

150 m², salon, s-à-manger + 3 chbres. Imm. gd confort, 6e ét. ascenseur, park. 567-22-88.

9e arrdt

9e arr. Belle chambre, poutres, 14 m², 6e étage sans ascenseur. 80.000 F. Téléphoner après 19 h au 991-19-89.

11e arrdt

BASTILLE

LOFT 100 m² refait neuf. Living 60 m², chbre, cuis. éq. 1.300.000 F. Exclusivité MATIMO - 272-33-25.

13e arrdt

Surface à aménager. R-de-ch. s/cour, clair, calme, mezz. Finitions personalisées. Prêt conventionné poss. direct. propriétaire. Tél. 329-58-65.

14e arrdt

ALÉSIA 2 PIÈCES 430.000 F - 3 PIÈCES 500.000 F - 322-61-35.

15e arrdt

4 PL. GÉNÉRAL BEURET Bel imm. rénové 3 P. cft 60 m². Occupé, 4e ét. sans asc. agréable et très ensoleillé. S/place mardi 17 h 30 - 19 h.

DANS IMM. GD STANDING SUPERBE 100 m² double-séj., 2 chbres, GD BALCON, parking.

SEC BLUM 265-64-11.

16e arrdt

MIRABEAU 6 P. tt cft + service. Calme, soleil, bel imm., 2.050.000 F BRANCION SARL - 575-73-94.

94 Val-de-Marne

ST-MAUR près PL. KENNEDY Superbe séjour, 2 chambres, jard. privatif 400 m². Soleil, standing. Box. URGENT. 710.000 F - 727-84-76.

Province

NICE 3 pièces confort dans parc. Vue dégagée, 4e asc., standing, 78 m², park. sous-sol. Tél. (93) 98-14-43.

immobilier information

VALEUR D'USUFRUIT

par Robert Louvet. Petite brochure de poche à commander aux Librairies techniques, 27, place Dauphine, 75001 Paris. C.C.P. : 65-09 F Paris. Envoi après versement du prix franco de 13 F.

appartements achats

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine 75008 PARIS
Pour clientèle française, étrangère et diplomates APPTS HAUT DE GAMME et hôtels particuliers.

562-16-40.

Recherche 1 à 3 P. PARIS Préfère rive gauche avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-23-55 même le soir.

Urgent SAOUDIEN cherche BEL APPT 6-8 P. imm. ancien stand. 16e, 7e, 8e, bon 17e. Sera de passage à Paris du 22 au 30 mai. Discrét. absolue. Écrire sous réf. 3174 à BP Publicité, 11, rue d'Uzès 75002 Paris (qui transmettra.)

locations non meublées offres

Paris

LOCATION DISPONIBLE entre particuliers Paris-Banlieue. 707-22-05. CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES 43, rue Claude-Bernard, PARIS-5e Métro CENSIER.

locations non meublées demandes

Paris

Pour personnel et cadres supérieurs déplacés GRANDE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PRODUITS PÉTROLIERS rech. des appts 2 à 8 P., studios, villas, Paris et environs - 503-30-33.

Région parisienne

Étude cherche pour CADRES villas ttes banl. loyer garanti. (1) 889-89-66 - 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

rech. appts pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE et appts de STANDING pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES Tél. : 562-78-99.

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

terrains

SAINT-BARTHÉLÉMY

(ANTILLES FRANÇAISES) à v.

TERRAIN 3.000 m²

Très belle vue sur mer, viabilisé, bien ventilé. Permis de construire pour 1 VILLA + 4 BUNGALOWS (surface habitable 350 m²) Travaux gros œuvre déjà construits, sous surveillance architecte. Prix : 1.500.000 F. Tél. : 16 (35) 66-66-00 (h. b.).

viagers

ÉTUDE LODEL, 35, bd Voltaire PARIS-XIe. Tél. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expérience, discrétion, conseils.

Libre 17e, gd 2 p., impeccable, 8e Sud. 380.000 cpt + rente, park. possible. Tél. 266-19-00.

F. CRUZ 266-19-00

8, RUE LA BOETIE-8e Conseil, 47 ans d'expérience Px rentes indexées garanties Etude gratuite discrète.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM Constitution de Sociétés Démarches et tous services Permanences téléphoniques

355-17-50

ÉTOILE BUREAUX

MEUBLES TRÈS HAUT NIVEAU

SALLE DE RÉUNIONS SHOW-ROOM SECRÉTARIAT - TELEX TÉL. (1) 727-15-69.

Votre adresse commerciale ou **SIÈGE SOCIAL** loc. bureaux, secrét., télex **CONSTITUTION STÉS** ou création ttes entreprises

ASPAC 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitution de Société démarches, secrétariat, etc.

ACTE S.A. 359-77-55.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL

TELEX SECRÉTARIAT DÉMARCHES CONSTITUTIONS (sans frais honoraires) Possibilités de stationnement

AGECO - 294-95-28.

DOMICILIATION 16e CHAMPS-ÉLYSÉES

OU AVENUE VICTOR-HUGO 150 A 340 F PAR MOIS SECRÉTARIAT, TÉL., TELEX.

CIDES - 500-64-32.

DREUX

Prochainement nouvel immeuble de

BUREAUX

à louer ou à vendre. Surfaces suivant demande. Tél. : ENEC (35) 60-67-89.

VOTRE ANTENNE A PARIS *Bureau ou domiciliation* TIME BURO (1) 346-00-65.

boutiques

Ventes

5e QUAI DE SEINE

Part. vend magnifique bout. tout cft + cave voûtée. Accès direct. Poss. tout commerce. Ecrire s/réf. 6046 AFFLUENTS 49, av. Trudaine Paris 9e.

هكذا من الأصل



LE CARNET DU Monde

Naissances

– Bernadette SAUZIN
et Manuel RODRIGUEZ,

ont le plaisir d'annoncer la naissance, le 26 avril 1985, de

Thomas, Laurent, Makhno.

8, rue Pharaon,
31000 Toulouse.

Mariages

– Les familles
BESSON et FARANDJIS,
LECLERCQ et WOLFF,
ont la joie d'annoncer l'alliance de

Isabelle et Alexandre.

La bénédiction nuptiale sera donnée par le métropolite Mélétios, exarque du patriarche de Constantinople, à l'église Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, 75016 Paris, le dimanche 26 mai, à 16 heures.
La messe sera célébrée en langues grecque, russe et française.

« C'est de l'abondance du cœur que parle la langue. »
(Saint Matthieu.)

Décès

– Lisa et Germain Rozenbaum,
Régine Allen,
Ginette et Jean Milstein,
Jean-Louis et Francine Berneman
et leurs enfants,

font part du décès de

Mme Cypojra BERNEMAN,
née Waserman,

leur mère et grand-mère,
survenu le 14 mai 1985 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu le 20 mai 1985 dans l'intimité.

M. et Mme Berneman,
18, avenue de la Porte-Brunet,
75019 Paris.

– Mme Richard Dupuy,
ses enfants,
petits enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Richard DUPUY,
avocat à la cour d'appel de Paris,
ancien membre du conseil de l'ordre,
passé grand maître
de la Grande Loge de France,
commandant de réserve honoraire
de l'armée de l'air,
directeur fondateur
de la Justice de l'air,
officier de la Légion d'honneur,
grande médaille de vermeil
de la Ville de Paris,
fondateur et président
des *Fils de tués en Algérie*,

survenu le 17 mai 1985, à l'âge de soixante-dix ans, en son domicile à Paris-17e.

Le corps repose au funérarium du Mont-Valérien, 42, chemin des Cendres à Nanterre.
Visites de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 mai 1985, à 10 h 30, en l'église Saint-François-de-Sales, 17, rue Ampère à Paris (17e).
L'inhumation dans le caveau de famille aura lieu au cimetière des Bulvis de Suresnes, route de l'Empereur, à Rueil-Malmaison.

21, rue Théodore-de-Banville,
75017 Paris.

– Le grand maître,
Les grands officiers
et le conseil fédéral,
Les vénérables maîtres
et tous les frères de la Grande Loge de France,
ont la douleur de faire part du passage à l'Orient éternel de leur passé grand maître

Richard DUPUY,
officier de la Légion d'honneur,
avocat à la cour d'appel de Paris,
ancien membre
du conseil de l'ordre des avocats,

survenu le 17 mai 1985, à l'âge de soixante-dix ans.

Le corps est exposé au funérarium du Mont-Valérien (de 8 h 30 à 12 heures et de 14 h 30 à 17 h30).
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère à Paris-17e, le mercredi 22 mai, à 10 h 30.
L'inhumation aura lieu au cimetière des Bulvis à Suresnes.

– M. et Mme André Amar,
M. et Mme Marc Fréderix,
Mme Pierre Javet,
M. et Mme Christian Van Ryswyck,
M. Denis Amar,
M. et Mme Rémi Amar,
M. Jacques Fréderix,
Ses arrière-petits-enfants, Marc, Antoine, Juliette et Clémentine,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Lise JAVET,

survenu le 10 mai 1985, dans sa quatre-vingt-quinzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

99, avenue de Villiers,
75017 Paris.
106, rue du Point-du-Jour,
92100 Boulogne.

– M. et Mme Sylvain Job,
M. et Mme Léo Dockes,
M. et Mme Michel Levy-Job,
ses enfants,

M. François Dockes
et sa fiancée,
Le docteur Gérard Levy
et sa fiancée,
M. et Mme Thierry Petit
et leurs fils,
M. Bertrand Levy,
M. Bernard Job,
Mlle Pascale Job,
Mlle Hélène Dockes,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

Mme Sam JOB,
née Suzanne Behr.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière israélite de Lunéville, le 13 mai 1985.
Il n'est pas envoyé de faire-part.

29, rue de Sarrebourg,
54300 Lunéville,

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Jean MARTIN,
née Jeanne Urbon,

survenu le 18 mai 1985 à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 22 mai, à 8 h 30, en la chapelle du Père-Lachaise.

8, avenue Carnot,
75017 Paris.

– Le docteur Charles Trocmé,
son mari,
Le docteur Françoise Nicolas-Trocmé
et M. Robert Nicolas,
M. Bruno Trocmé,
ses enfants,
Laurence et François Rezeau,
Emmanuel Nicolas, Sylvain, Thierry,
Valérie et Joo-Ree Trocmé,
ses petits-enfants,
Evelyne Trocmé, née Perrin,
sa belle-fille,
Les familles Odru, Trocmé, Rist et Schaller,
ont la tristesse de faire part du décès de

Madeleine ODRU-TROCMÉ,
docteur en médecine,
ancienne interne des hôpitaux de Paris,

survenu à Saint-Etienne le 15 mai 1985, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

49, rue Henri-Déchaud,
42100 Saint-Etienne.
4 A, rue Simonet,
75013 Paris.
2, square des Chouettes,
Lognes 77200 Torcy.
22, rue de Bréau,
77240 Cesson.

– Marianne et Sophie Parel,
ses filles,
Jeanne Rabinovitch,
leur mère,
Eva Rabinovitch
et la famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean PAREL,
agrégé de l'Université,
professeur de première supérieure
au lycée Condorcet (Paris),
officier des Palmes académiques,
ancien résistant FTP
des maquis de la Corrèze.

Jean s'est éteint le 16 mai 1985 à l'âge de soixante-quatre ans.
Ses obsèques ont eu lieu dans son village natal de Péret-Bel-Air (Corrèze).

21, rue Chanzy,
78220 Viroflay.

– Tous ses amis, collègues et disciples du collège international de philosophie de l'Ecrit du temps et du lycée de Corbeil,
ont la tristesse de faire part du décès de

Rolland PIERRE.

Paris. Corbeil.

– Le président,
Les membres du conseil d'administration,
Et le personnel de l'association Espoir-Centres familiaux de jeunes,
Le Centre familial de jeunes de Vignely (Seine-et-Marne),
Le Club des planètes à Paris-13e,
Le service d'AEMO à Paris-10e,
Le Club de Fresnes (Val-de-Marne),
Le Club de Chevilly-Larue (Val-de-Marne),
Le club de Cachan (Val-de-Marne),
Le dispensaire Saint-Vincent à Paris-10e,
Le siège social,
font part du décès de

Mme Louis REVON,
fondatrice
des Centres familiaux de jeunes,

survenu le 12 mai 1985.

– Mme Bob Reyftmann,
son épouse,
M. et Mme Marcel Katuszewski,
Pierre et Deborah,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Janine Obadia,
sa sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès survenu le 17 mai 1985, dans sa soixante et unième année, de

M. Bob REYFTMANN.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 mai, à 14 h 30, au cimetière parisien de Bagneux, porte principale.
Cet avis tient lieu de faire-part.

50, rue La Bruyère,
75009 Paris.

– Le conseil d'administration,
Le personnel de l'OSE,
M. Lucien Zylberzztejn,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Mme le docteur Micheline RUBENSTEIN-FERZT,
médecin au dispensaire.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Pantin le 22 mai 1985, à 10 h 45.
Réunion porte principale.

– M. André Schoeller,
M. Henri Schoeller,
ses frères,
Mme Jean Schoeller,
Mme Pierre Schoeller,
ses belles-sœurs,
Ses neveux et nièces Schoeller, Gleizes, Tarrieux, Sarrat, Meyer, Poujol, Appia, Raccaud, Bailly, Springer et Blanc,
Sa famille et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mlle Louise SCHOELLER,

survenu à Paris le 18 mai 1985, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.
Les obsèques auront lieu le jeudi 23 mai, à 14 heures, en l'église réformée évangélique du Luxembourg, 58, rue Madame, 75006 Paris.

45, rue de Chézy,
92200 Neuilly-sur-Seine.
5, rue Louis-Maydieu,
33200 Bordeaux-Talence.

– M. Dominique Fernandez
et ses enfants, f Mme Irène Fernandez
et ses enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Chomette
et leurs enfants,
ont la douleur d'annoncer la mort de

Liliane TASCA,

le 17 mai 1985.

– Sa famille,
Et ses amis,
font part, avec un profond chagrin, du décès de

Bianca VALENTINI-BORSI,

survenu le 16 mai 1985 à Saint-Paul (Alpes-Maritimes).
Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité, samedi 18 mai, au cimetière de Saint-Paul.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Ermitage Saint-Georges,
06570 Saint-Paul.

Remerciements

– Devant l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreux témoignages de sympathie reçus lors du décès de

Mme Danièle PERNIN,
née Labbé,

M. Jean-François Pernin
et ses enfants,
M. et Mme Joseph Labbé,
M. et Mme Paul Pernin,
M. et Mme Jean-Yves Mener,
Et leurs familles,
profondément émus, adressent à tous leurs sincères remerciements.

Anniversaires

– Le 21 mai 1983 disparaissait à l'âge de vingt et un ans

Laurent CATIER.

Il est toujours tellement présent pour tous ceux qui l'ont connu.

Des dons peuvent être envoyés à la Fondation de France contre la leucémie, compte n° 050194, 40, avenue Hoche, 75008 Paris.

– Il y a vingt ans, le 21 mai 1965,

Pierre-Edouard HAUREZ,
agrégé de l'Université,

passait sur l'autre rive.
Sa femme,
Ses fils, Olivier et Frédéric,
Sa mère,
Et toute sa famille,
prient tous ses amis de s'unir avec eux, en ce jour, dans la prière et dans le souvenir.

Messes anniversaires

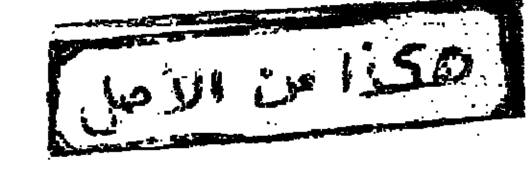
– Tous ceux qui ont connu et aimé

Cino del DUCA,

sont priés d'assister ou de s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée pour le dix-huitième anniversaire de son décès, le mercredi 29 mai 1985, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris (8e).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.





économie

REPÈRES

Dollar : en vif glissement

La baisse, le 18 mai, du taux d'escompte de la Réserve fédérale américaine, malgré une évolution de la masse monétaire plus forte que prévu et l'initiative prise par plusieurs banques américaines de suivre la Banker Trust et de baisser leur taux de base, a provoqué un vif glissement du dollar le 20 mai. Ce recul a été plus important en Asie qu'en Europe, où la baisse des taux avait été anticipée. A Paris, la devise américaine s'échangeait ainsi, en fin de matinée, autour de 9,24 F, contre 9,41 F en clôture vendredi. L'attente du chiffre révisé du PNB américain, pour le premier trimestre (déjà tombé de 1,9 % à 1,3 % et qui se situerait désormais entre 0,5 % et 1 %), explique aussi, pour partie, ce mouvement.

Electricité : la consommation moyenne par ménage a doublé en dix ans

Selon EDF, les vingt-deux millions de ménages français alimentés en électricité ont consommé en moyenne, l'an passé, 3 390 *kilowattheures,* soit le double d'il y a dix ans. Cette progression s'explique par le développement des appareils ménagers – machines à laver, dont 84 % des ménages sont équipés, contre 50 % seulement en 1974 ; congélateurs (33 % *équipés, contre 15 %)* ; lave-vaisselle (22 % *équipés,* contre 8 %), – ainsi que du chauffage à l'électricité (14 % des ménages, contre 4 % en 1974). En 1984, *plus de neuf ménages sur dix étaient* équipés d'un réfrigérateur et d'une télévision.

Pétrole : mise en garde de l'OPEP à l'Equateur

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a menacé l'Equateur de reconsidérer son adhésion s'il continuait à ne pas respecter la discipline de l'Organisation. Selon la revue spécialisée *Middle East Economic Survey,* cet avertissement a été formulé lors *du conseil exécutif de l'OPEP à Genève le 30 avril. L'exclusion de* l'Equateur pourrait être examinée au cours d'une conférence extraordinaire de l'Organisation *convoquée spécialement. Depuis* plusieurs mois, l'Equateur dépasse largement son quota de production (183 000 barils par jour), *extrayant environ 300 000* barils par jour de brut, et pratique des prix inférieurs à ceux fixés par l'Organisation.

● **Reprise du projet d'exportation de gaz canadien au Japon.** – Un nouveau *consortium,* comprenant une entreprise japonaise et quatre entreprises canadiennes – dont la filiale de Mobil et Petro-Canada, – va être formé, d'ici la fin de l'année, pour mener à bien un vaste projet d'exportation de gaz liquéfié canadien vers le Japon. Le projet, étudié puis abandonné l'an passé par Dome Petroleum, prévoit la construction d'un gazoduc reliant les champs gaziers de l'Alberta et de la Colombie britannique à la côte ouest du Canada, où une usine de liquéfaction sera construite. Le consortium devrait négocier la vente de 2,35 millions de tonnes de gaz liquéfié par an pendant vingt ans avec des acheteurs japonais.

SOCIAL

L'augmentation des emplois précaires pourrait expliquer la baisse du chômage

Par-delà les inévitables querelles à propos des chiffres du chômage, *il y a au moins une évolution, dans* les statistiques du mois d'avril (*le Monde* du 18 mai), qui mériterait d'être signalée et même observée à la loupe, si le changement qu'elle suppose dans la structure du marché du travail venait à se vérifier.

Malheureusement, les éléments d'appréciation sont difficiles à cerner et les données fournies ne permettent pas de dépasser le stade des simples hypothèses.

Toujours est-il que, après deux mois de baisse du nombre des chômeurs, l'amélioration constatée en avril confirme une amélioration importante (– 3,4 % en un mois, + 4,6 % en un an pour les données brutes ; – 1% en un mois et + 4,6 % en un an pour les données corrigées), à peine entachée par l'erreur *des 8 000 demandeurs* d'emploi non recensés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, à la suite de la grève des postes. La diminution reste impressionnante puisqu'elle a atteint un rythme qui n'a pas de précédent dans une période récente.

Que *s'est-il passé ?* Autant qu'on puisse en juger, et en formulant toutes les réserves d'usage, il apparaît que le nombre des nouveaux chômeurs semble progresser plus lentement, que d'ordinaire. Parallèlement les sorties du chômage, elles, s'accélèrent. C'est-à-dire que si le marché du travail ne connaît pas de retournement profond de tendance, il subirait une modification de *structure.* Ou, *encore, qu'il* serait sensible à un frémissement.

Quelques chiffres autorisent cette interprétation. En avril, le nombre de nouvelles demandes d'emploi a été de 259 400 en données brutes (+ 3,1 % en un mois, +12,6 % en un an) et de 304 300 *en données corrigées* (+ 1,3 % en un mois, + 1,8 % en un an), ce qui tendrait à prouver que les restructuration, s'orientent vers un régime de croisière. D'ailleurs, en données brutes, les licenciements pour cause économique baissent soudainement (– 6,2 % en un mois, + 12 % en un an) et laissent la place, dans les raisons d'inscrip*tion à l'ANPE, aux fins de* contrats de travail à durée déterminée et de missions d'intérim qui, elles, s'accroissent rapidement. Avec 91 118 (+ 13,8 % en un mois, + 23,8 % en un an) dans un cas et 13 367 dans l'autre (– 2,4 % en un mois, + 18,9 % en un an), les emplois précaires repré*sentent désormais une* part déterminante des causes de chômage.

Plus de sorties que d'entrées

En revanche, et il faut sans doute attribuer à ce résultat une partie de la forte chute du chômage, les sorties de l'ANPE, tou*jours en avril, se sont situées à un* niveau inégalé puisqu'elles sont *estimées* à 384 100 en données brutes (+ 8 % en un mois, + 49,1 % en un an) et à 381 900 en données corrigées (+ 7,2 % en un mois, + 35 % en un an).

L'écart, on le voit, est donc énorme entre les entrées et les sorties de fichiers, plus nombreuses (*124 600 en données brutes,* 77 900 en données corrigées). Il *pourrait même. à lui seul,* expliquer les bons chiffres d'avril si, depuis toujours, les sorties d'ANPE, recensées dans la nomenclature sous la dénomination « *demandes placées ou annulées* », ne recouvraient le pire et le meilleur, autorisant par là le doute. En effet, on trouve dans cette catégorie des retours *sur le marché du* travail mais également des départs *en pré-retraite, des abandons de la* recherche d'emploi, qui, sans aucun doute, ne permettraient pas de conclure à un assainissement.

Toutefois, il faut encore regarder plus avant dans ce qui peut être *jugé comme une zone d'ombre. On* découvre ainsi que, dans les sous-catégories statistiques, les placements dans un emploi par l'ANPE augmentent de 5,8 % en un mois, de 2,1 % en un an, sur des résultats modestes il est vrai (32 453 en données brutes).

On s'aperçoit surtout que les reprises d'activité déclarées, qui correspondent à l'obtention d'un contrat de travail signalé par un chômeur, *font,* avec *126 963* cas, un véritable bond (+ 6.3 % en un mois, + 42,7 % en un an). Enfin, on doit constater qu'une progression de même nature est manifeste dans la rubrique « *absence au contrôle ou non-réponse à convocation* », qui, avec 137 157 départs de l'ANPE (+ 9,9 % en un mois, *+ 61,7 % en un an), dissimule tout* à la fois les radiations que M. Stoléru met en avant, mais aussi un certain nombre de retours dans un emploi qui ne seraient pas officiellement signalés.

Avec prudence, on peut penser que des reprises d'emploi ont eu lieu sans qu'on puisse en fixer le nombre avec précision. Si cette interprétation s'avérait exacte, ce serait une bonne nouvelle ; il conviendrait cependant de s'interroger *sur la signification* de ce phénomène, totalement nouveau.

Une rotation rapide

Parmi les explications plausibles, il faut retenir l'éventualité d'une *coïncidence* entre l'augmentation des reprises d'emploi et le développement *des retours* à l'ANPE à l'issue d'un contrat à durée déterminée ou d'une mission d'intérim. Une rotation rapide de l'état de chômeur à celui de travailleur précaire aurait lieu, ce qui ne serait d'ailleurs pas contraire à l'évolution du marché de l'emploi. Sans même qu'il y ait création d'emploi, *les employeurs pourraient anticiper* leur besoin de main-d'œuvre en ayant recours à une population salariée non stable. Ce faisant, ils agiraient conformément aux discours actuels qui prônent la fluidité, la mobilité et, pourquoi pas, la flexibilité.

Si ce mouvement venait à se confirmer, il faudrait en conclure que la composition du marché du travail s'adapte à la réalité économique. Ce qui aurait plus de conséquences, à terme, que *l'influence supposée des TUC sur* les chiffres du chômage que veulent *retenir* certains observateurs.

A ce propos, il faut remarquer, malgré des imprécisions statistiques, que le succès des TUC, qui ne se dément pas, ne saurait être seul à l'origine de la baisse. Répertoriés, eux aussi, parmi les demandes placées ou annulées, dans la catégorie des entrées en stage réalisées, soit par l'ANPE, *soit par démarche directe, en* progression globale de 249,4 % en un an pour 30 108 *stagiaires,* les TUC ne font que confirmer une autre caractéristique du chômage. A savoir le recours à la formation pour échapper à la situation le recours de demandeur d'emploi et, pourquoi pas, préparer un retour dans un poste qualifié.

ALAIN LEBAUBE.

● **La réforme des prêts aux jeunes ménages.** – Deux décrets précisant les nouvelles modalités des prêts aux jeunes ménages (*le Monde* du 13 mars 1985) ont été publiés au *Journal officiel* du jeudi 16 mai. Ces prêts, *d'un montant de* 10 800 F ou de 5 400 F, sont désormais accordés par des banques, les caisses d'allocations familiales apportant des bonifications de façon à ce qu'ils soient sans intérêt. Le conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales a approuvé, le mardi 14 mai, l'attribu*tion des quatorze premiers lots* à divers établissements de crédit, les taux se situant entre 8,49 % et 12,40 %.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –	Rep. + ou	dép. –
$ E.-U.	9,2170	9,2210	+ 180	+ 195	+ 325	+ 355	+ 845	+ 945
$ can.	6,8477	6,8532	+ 42	+ 63	+ 63	+ 101	+ 159	+ 258
Yen (100)	3,6942	3,6973	+ 123	+ 133	+ 229	+ 247	+ 696	+ 745
DM	3,0525	3,0553	+ 123	+ 133	+ 233	+ 248	+ 683	+ 728
Florin	2,7021	2,7049	+ 72	+ 79	+ 139	+ 152	+ 437	+ 475
F.B. (100)	15,1620	15,1786	+ 140	+ 190	+ 222	+ 321	+ 664	+ 952
F.S.	3,6323	3,6328	+ 167	+ 182	+ 307	+ 328	+ 913	+ 977
L. (1 000)	4,7806	4,7864	– 111	– 88	– 288	– 172	– 734	– 637
£	11,8991	11,9135	– 266	– 229	– 478	– 411	–1 234	– 996

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	7 3/4	7 7/8	7 13/16	7 15/16	8 3/16	8 5/16
DM	5 3/8	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 5/8	5 5/8	5 3/4
Florin	6 5/8	6 7/8	6 15/16	7 1/16	6 15/16	7 1/16	6 7/8	7
F.B. (100)	9	9 1/2	8 7/8	9 1/8	9 1/16	9 5/16	9 3/16	9 7/16
F.S.	2 1/4	3 1/4	4 3/4	4 7/8	4 7/8	5	5 1/16	5 3/16
L. (1 000)	12 1/4	12 3/4	11 7/8	12 3/8	12 1/4	12 5/8	12 7/8	13 1/4
£	12 1/2	12 3/4	12 11/16	12 13/16	12 11/16	12 13/16	12 7/16	12 9/16
F. franç.	9 7/8	10 1/8	9 7/8	10 1/8	10	10 1/4	10 1/8	10 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





AFFAIRES

Renault : un comité d'entreprise consacré à l'état des lieux

Le comité central d'entreprise de Renault, qui se tient du 20 au 22 mai, ne devrait pas donner lieu à l'annonce de mesures spectaculaires, notamment en matière d'emploi. Mais M. Georges Besse, PDG de Renault depuis janvier dernier, et M. Pierre Séméréna, directeur délégué à l'automobile, se livreront à un bilan en profondeur de la situation du groupe automobile nationalisé, qui a perdu 12,5 milliards de francs en 1984 et dont la part de marché français est passée sous la barre des 30 % pour les quatre premiers mois de 1985.

Un premier état des lieux aurait été dressé, selon notre confrère l'Agefi, par M. Doblin, directeur de la planification et du contrôle de gestion, lors d'un entretien préliminaire avec la commission économique du CCE. Comparant Renault a ses principaux concurrents, M. Doblin constate notamment que le coût salarial par voiture produite est passé à la Régie de 11 900 F en 1979 à 15 500 F en 1984. Tandis que la tendance était à la baisse chez Ford (11 900 F en 1984 contre 13 400 F en 1979) et General Motors (13 800 F contre 18 500 F).

Question prévisions, M. Doblin se serait montré modeste. Sur un marché français globalement stable (1,873 million de voitures en 1984, *1,95 en 1987*), *Renault* n'ambitionnerait guère que 31 % en 1986 et 31,5 % en 1987. Ce qui implique une nouvelle stratégie commerciale.

La CCE permettra peut-être d'en savoir un peu plus sur cette nouvelle stratégie commerciale. De même que sur les choix industriels de la Régie, au sujet desquels M. Georges Besse s'est montré discret depuis son arrivée. Le doute subsiste toujours sur les branches non automobiles de Renault (machinisme agricole, *entreprises industrielles...*) comme sur les projets en cours dans les secteurs de pointe périphériques de l'automobile (céramiques techniques, composants électroniques).

Quant à l' « aventure américaine », elle reste critiquée par la CGT, qui dénonce les menaces qu'elle ferait peser sur certaines usines françaises, bien que *AMC*, la filiale américaine du groupe, qui a perdu 29 millions de dollars au premier trimestre 1985, ait entrepris son propre programme de restructuration pour réduire ses dépenses salariales. Le quatrième constructeur américain, qui emploie six mille personnes aux Etats-Unis et au Canada, vient d'annoncer la suppression de plus de huit cents emplois administratifs.

LE GROUPE PUBLICITAIRE DE M. SEGUELA ACQUIERT 35 % DU CAPITAL DE PROMO 2 000

Le groupe publicitaire français RSCG (Roux- Seguela- Cayzac-Goudard) va prendre (par achat) une participation de 35 % dans le capital de Promo 2 000, une des cinq premières agences françaises de relations publiques. M. Lionel Chouchan, fondateur en 1968 de Promo 2 000, reste majoritaire. Il voit dans cet accord – qui fait suite, selon sa propre expression *« à un long flirt »* avec RSCG – la possibilité de s'appuyer sur un groupe publicitaire puissant, générateur de nouvelles activités, et d'éviter l'isolation et la marginalisation des relations publiques.

RSCG est le troisième groupe français d'agences de publicité, derrière Eurocom, filiale de l'agence Havas, et Publicis, avec une marge brute (le véritable chiffre d'affaires des agences de publicité) de 258 millions de francs en 1984 (1).

Promo 2 000 a réalisé en 1984 une marge brute de 9,5 millions de francs ; c'est une agence conseil en relations publiques qui s'occupe des festivals de cinéma d'Avoriaz et de Deauville (20 % de l'activité), mais aussi de la communication non publicitaire de nombreux produits et entreprises (comme Apple, Minolta, Dunhill ou Pierre et Vacances).

Le fondateur de Promo 2 000 a en commun avec M. Jacques Seguela, vice-président et directeur de la communication de RSCG, le goût d'écrire et le goût des mots : sous le nom de Lionel Chouchan, il est l'auteur de plusieurs romans et a publié récemment *Lettre ouverte aux fatigués, aux assistés, aux pensionnés, aux amoindris, aux amortis, aux avachis, bref aux Français 85*, chez Albin Michel.

Rien d'étonnant que, pour fêter ce rapprochement les deux tenants de la communication-spectacle aient décidé d'organiser à l'hippodrome de Saint-Cloud une *« fête pas comme les autres »* : un dîner servi par des laquais à la française sera accompagné de courses *« d'ânes de marques »* et de *« montures masquées »*... ainsi que de son, lumière, images et vidéo. Ce sera, paraît-il, *« rigolo »*.

J. D.

(1) Selon le guide *Médias* des agences de publicité 1985. 55, rue d'Amsterdam, Paris 8e. 350 F.

UN RAPPORT SUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Redonner à l'individu la maîtrise pleine et entière sur sa création

Le nombre des brevets déposés en France a chuté de près de 30 % au cours des vingt dernières années ; le *design connaît une véritable « misère »* ; un vide juridique règne sur la protection des logiciels. Bref, il est temps de s'interroger sur les causes de la *« sclérose de la créativité » qui atteint bon nombre* d'entreprises. La cause du mal ? Elle vient de l'*« absence d'incitation donnée aux salariés pour qu'ils inventent et qu'ils découvrent »*, estiment deux experts du Centre de prospective et d'évalution (CPE) (1) qui proposent que tout soit fait pour que l'individu redevienne propriétaire de sa création.

C'est ce lundi 20 mai que MM. Pierre-Marcel Bansard et Jean-Pierre Larcher, animateurs d'un groupe d'experts chargés d'étudier les divers aspects de la *« propriété intellectuelle »*, devaient remettre leur rapport au chef du CPE, M. Thierry Gaudin. Le jour même devait être discuté, en seconde lecture à l'Assemblée nationale, le projet de loi sur les droits d'auteur, des artistes et des interprètes, des producteurs et des entreprises de communication audiovisuelle, dont l'un des chapitres concerne la protection des logiciels.

Cette coïncidence de dates n'est sans doute pas le fait du hasard. Les réflexions des experts du CPE vont en effet à contre-courant des idées qui semblent actuellement admises et selon lesquelles la propriété d'un *logiciel ou d'un dessin revient* à l'entreprise qui le commercialise, et non à la personne physique qui l'a élaboré. Tel est du moins l'esprit du texte de loi en cours de discussion (*le Monde* du 6 avril 1985), *dont* l'article sur les logiciels est en *« complète contradiction »*, soulignent MM. Bansard et Larcher, avec l'article premier précisant que toute œuvre de l'esprit *appartient* à son auteur. Telle est aussi l'une des conclusions d'un travail récent de la commission du suivi des expériences télématiques destinées au public, *relevant du ministère des PTT* (*le Monde* du 10 mai 1985).

Pour les deux chargés de mission du CPE, *« des innovations existent dans les entreprises françaises, mais on ne trouve pas les moyens de les en sortir »*. Et cela, à cause de la loi *« archaïque, inadaptée et illogique »* actuellement en vigueur. Ils en donnent pour preuve le fait que le *droit du travail et* le droit de création sont aujourd'hui étroitement mêlés. Une *« confusion des genres »*, qui aboutit à donner aux ingénieurs et techniciens *« l'obligation d'utilisation des moyens* (de leurs facultés intellectuelles notamment), *mais non l'obligation de résultats »*. En d'autres termes, le salarié a pour seule obligation d'exécuter les ordres reçus, mais il n'est pas tenu de *« trouver »* quoi que ce soit.

La solution ? Ce serait, disent MM. Bansard et Larcher, d'élaborer une loi reconnaissant *« la propriété pleine et entière de l'individu sur sa création »*. A charge pour le salarié de négocier la cession de son brevet, de son logiciel ou de son modèle avec l'entreprise qui l'emploie, afin d'éviter de trop nombreux contentieux entre employeurs et employés. Cette nouvelle loi « supra » ne rendrait pas caducs les textes existants, mais au contraire les engloberait pour recouvrir un plus vaste champ d'activités. Pour aider à son application, on pourrait créer un institut ou un office spécialisé, présentant toutes les garanties d'indépendance, où seraient déposées toutes les idées nouvelles afin que leur antériorité puisse être prouvée en cas de litige.

En marge de cette loi, les experts du CPE demandent aussi que des agents assermentés – de véritables *« hommes du terrain »* – soient mis à la disposition des PME et PMI pour aider à instruire les dossiers de demande de brevet.

La mise en pratique de ces idées provoquerait un véritable bouleversement des habitudes : aussi ne faut-il pas s'étonner que les premières réactions du CNPF soient plutôt critiques. Mais MM. Bansard et Larcher ne s'en émeuvent pas. *Ils restent persuadés que les employeurs* comprendront vite le profit qu'ils trouveront à intéresser leurs employés à leur réussite et à *« quitter l'esprit de blouse grise »* qui règne actuellement.

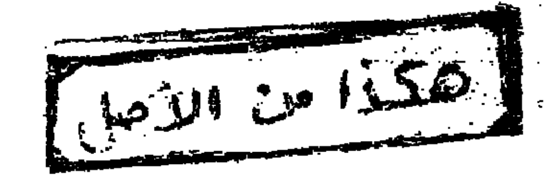
Pour l'heure, leur premier souci est de diffuser largement les thèmes et les conclusions de leurs réflexions sous forme d'un livre à paraître avant la mi-juin. Ensuite, *« ce sera aux représentants des organismes et des institutions idoines d'en discuter »*. Et, ils l'espèrent, de mettre en marche la machine législative.

ELISABETH GORDON.

(1) Organisme de prospective et d'évaluation placé sous la double tutelle du ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur et du ministère de la recherche et de la technologie.

● **Le démantèlement de Dunlop (Grande-Bretagne) se poursuit.** – Nouveau propriétaire de Dunlop, depuis le mois de mars dernier, le conglomérat britannique BTR (British Tyre and Rubber) a décidé de revendre la manufacture de pneumatiques – la dernière – que le groupe possédait aux Etats-Unis, Dunlop Tire Corporation. Un groupe d'investisseurs privés, dirigés par la First Boston Inc., et les cadres de l'entreprise, dirigée par M. Randall Clark, se sont portés acquéreurs, ces derniers pour 10 % environ du capital. Le prix de cession a été fixé à 118 millions de dollars (1 106 millions de francs). Les nouveaux actionnaires ont, d'autre part, accepté de rembourser les emprunts contractés par la firme (60 millions de dollars, soit 562 millions de francs).

● **M. Jean-Pierre Giacomo devient président de la CNL.** – Au 31e congrès de la Confédération nationale du logement (CNL), qui vient de se tenir à Bourges (Cher) du 16 au 19 mai, M. Jean-Pierre Giacomo a été élu président de la plus importante des associations de locataires (260 000 familles en 1984), en remplacement de M. Claude Massu. Celui-ci ne se représentait pas, après avoir dirigé la Confédération pendant seize ans. La CNL est résolue à se montrer ferme sur les hausses de loyers pour 1986, son nouveau président affirmant qu'il demanderait aux pouvoirs publics de faire jouer la *« clause pour les événements économiques graves, qui permet de plafonner les loyers à 80 % de l'indice du coût de la construction »*.



هكذا من الأصل

AFFAIRES

SPÉCIALISTE AMÉRICAIN DES OPA SAUVAGES

M. T. Boone Pickens en difficulté

La Cour suprême de l'Etat du Delaware vient de porter un *rude coup à l'activité des raider*, commes les surnomment les journaux américains, ces spécialistes des raids boursiers, qui réalisent à coups d'offres publiques d'achat sauvages des profits énormes et mettent en *difficulté bon nombre de sociétés.*

La Cour, dans un jugement, a en effet autorisé la société Unocal, dernière victime du plus célèbre des *raiders*, M. T. Boone Pickens, à exclure *celui-ci* de l'offre de rachat faite à tous ses actionnaires.

M. Pickens, après avoir acquis en Bourse 13,6 % des actions d'Unocal, a lancé une OPA sur la société pétrolière, offrant 54 dollars par action, soit 8 dollars de plus que le cours actuel (46 dollars).

Pour contrer cette offensive et empêcher le groupe de M. Pickens de prendre le contrôle de la société, la direction d'Unocal a offert à ses actionnaires l'échange de 50 millions de titres (29 % du capital) contre des obligations d'une valeur nominale de 72 dollars, en excluant de l'offre M. Pickens. Après plusieurs décisions judiciaires *en sens différent*, la Cour suprême de l'Etat du Delaware où se trouve le siège d'Unocal, a finalement donné raison à la compagnie, contre M. Pickens.

Pour celui-ci le coup est rude. Car si Unocal met son plan à exécution, en s'endettant lourdement pour racheter au *prix fort une partie de son propre capital*, le cours de l'action, chutera inévitablement, aux environs de 35 dollars par action estiment les spécialistes. D'où une perte énorme pour M. Pickens qui a acquis ses parts au prix moyen de *46,42 dollars*, alors qu'il pouvait espérer, s'il avait pu bénéficier de l'offre d'Unocal *réaliser un profit net* de près de 180 millions de dollars.

Après quatre années de succès ininterrompus, au cours desquels sa société, Mesa, a accumulé, au fil des raids boursiers de plus ou moins grande ampleur, près de 1 milliard de dollars de profits (avant impôts), *cet échec risquerait d'affecter* sérieusement son crédit, voire ses chances de survie, dans la mesure où Mesa a déjà investi dans l'opération Unocal plus de 1 milliard de dollars.

Rien n'est toutefois définitivement *joué*. Une solution de compromis est toujours possible entre Unocal et M. Pickens *dans la mesure où les deux* parties ont intérêt à s'entendre à l'amiable. L'une pour éviter de s'endetter outre mesure, le second pour échapper au fiasco. Le résultat de cette épreuve de force est guetté avec attention à Wall Street, où l'affaire Unocal risque de créer un précédent.

V. M.

● ***Restructuration chez LTV.*** – Le sidérurgiste américain LTV, qui a enregistré au premier trimestre 1985 une perte de 156 millions de dollars (contre 29 millions un plus tôt), vient d'annoncer un important plan de restructuration. Celui-ci comprend la fermeture de la fonderie d'Aliquippa en Pennsylvanie et le licenciement de mille trois cents ouvriers. Selon M. Raymond Hay, président de LTV, cette restructuration *« témoigne des dégâts causés par les importations d'aciers étrangers »*.

La fonderie, qui employait en 1981 environ dix mille ouvriers et produisait plus de 2 millions de *tonnes d'acier, ne fonctionnait plus* ces derniers mois qu'à 20 % de ses capacités. Pour prendre en charge cette restructuration, LTV provisionnera 400 millions de dollars au second semestre 1985.

Par le rachat de Republic Steel en juin 1984, LTV est devenu (avec un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de dollars en *1984)* le numéro 4 américain de l'acier, derrière US Steel, Bethlehem Steel et Armco. – *(AFP.)*

ÉTRANGER

En Israël

Les nouvelles mesures d'austérité risquent d'aggraver l'inflation

De notre correspondant

Jérusalem – Le gouvernement israélien a adopté, dimanche 19 mai, un nouveau train de mesures d'austérité qui traduisent le désir d'imposer au pays une récession sans toute*fois s'attaquer à la cause* profonde de la nouvelle flambée inflationniste, à savoir le laxisme budgétaire de l'Etat. Ce sont les salariés qui feront, comme à l'ordinaire, les frais de cette politique.

Au cours d'une houleuse séance de travail de douze heures, le cabinet a arrêté une vingtaine de mesures. Les salaires du secteur public sont gelés pour trois mois. Les droits de douane frappant une soixantaine de biens d'importation augmentent de 10 % à 25 %. La taxe à la valeur ajoutée passe de 15 % à 17 %. Les loyers des appartements dont l'Etat est propriétaire doublent d'un coup. L'administration s'engage à limiter sévèrement ses *contrats pendant trois mois.*

La décision la plus impopulaire prévoit le doublement de la « taxe de voyage » imposée aux Israéliens qui se rendent à l'étranger. Ceux-ci devront désormais verser 300 dollars avec chaque *billet d'avion. Le Trésor* espère que cette mesure, particulièrement chère au premier ministre, M. Shimon Pérès, entraînera une diminution de moitié du nombre des Israéliens passant leurs vacances à l'étranger. Elle fera de beaucoup d'entre eux, dit-on ici, des *« prisonniers à Sion »*, mais n'empêchera pas, bien entendu, les plus riches de passer l'été loin d'Israël.

En prenant cette nouvelle série de mesures, le gouvernement a choisi la facilité. Il s'est attaqué aux symptômes du mal inflationniste plus qu'à sa cause. Il n'est nulle part question, en effet, d'appliquer enfin les économies budgétaires décidées il y a quelques mois mais jamais entrées dans les faits. En outre, le pouvoir semble renoncer pour l'instant à créer les conditions d'une relance de la production. Son souci du moment est d'atténuer la « surchauffe » en accentuant la récession.

Paradoxalement, cette politique contribuera, dans l'immédiat, à aggraver l'inflation. La réduction des subventions aux produits de base prévue pour début juin entraînera, *elle aussi, une nouvelle flambée des* prix. D'autre part, le gel des contrats gouvernementaux ne peut qu'exacerber le chômage. Mais ces mesures d'austérité ont été bien accueillies par la centrale syndicale Histadrout, qui se préoccupe avant tout de protéger le système d'indexation automatique des salaires.

Moduler l'échelle mobile des salaires

Ne faudra-t-il pas pour autant, tôt ou tard, « moduler » cette échelle mobile qui est l'un des relais de l'inflation ? Les travailleurs, premières victimes de l'austérité, n'ont pas de raisons, il est vrai, de consentir de nouveaux sacrifices aussi longtemps que *l'Etat ne montrera pas* l'exemple en réduisant ses dépenses ou en assainissant sa politique monétaire.

Pendant la réunion ministérielle, M. Pérès a haussé le ton et déploré qu'il y ait *« autant de discours et si peu de solidarité »* au sein du cabinet. L'échec de la politique anti-inflationniste du gouvernement d'union nationale, qui s'est fixé pour principale tâche de redresser l'économie, porte sérieusement atteinte au crédit de son chef.

J.-P. LANGELLIER.

● **L'Etat du Maryland cherche à rassurer les épargnants.** – Sept lois, destinées à protéger les épargnants, ont été adoptées le 18 mai par l'Etat du Maryland pour redonner confiance aux déposants des cent deux institutions d'épargne et de crédit assurées par des organismes privés. Celles-ci devront notamment s'affilier à l'organisme d'assurances fédéral. La deuxième institution du Maryland en importance ayant de graves *difficultés, un* vent de panique a saisi la semaine passée, les petits épargnants de cet Etat. – *(AFP.)*

En Argentine

Les comptes bancaires en dollars seront gelés pendant cent vingt jours

La Banque centrale argentine a décidé, vendredi 17 mai, de geler tous les comptes bancaires en dollars pendant cent vingts jours. Les dépositaires auront le choix entre renouveler leurs comptes, ou transformer leurs dépôts en obligations en dollars, à long terme. Cette mesure devrait donner un coup d'arrêt au mouvement de clôture des comptes en dollars qui a atteint de 90 à 100 % la semaine dernière, suite à la fermeture, le 10 mai, de la Banco Italia y Rio de la Plata, la troisième banque du pays.

Le gel devrait donner un répit au système bancaire argentin, lourdement endetté depuis le boom financier de la fin des années 70 – huit établissements ont fermé depuis le 1er avril, – et freiner la fuite des capitaux, mouvement qui aurait déjà atteint de 25 à 30 milliards de dollars.

Le gel n'affecte pas directement les négociations avec les banques étrangères, portant sur 4,2 milliards de dollars de nouveaux prêts. Celles-ci s'inquiètent plus du refus du gouvernement d'assurer le remboursement des 250 millions de dollars que la Banco de Italia devait à ses créanciers étrangers.

● **Première réunion depuis 1978 de la commission mixte américano-*soviétique.*** – *Les Etat-Unis et* l'URSS tiennent, les 20 et 21 mai, la huitième session de la commission mixte américano-soviétique, la première à se réunir depuis 1978. A son arrivée à Moscou, le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige, a déclaré que le président Reagan *« souhaitait établir des relations de travail avec l'URSS »*, mais qu'il n'entendait discuter d' *« aucun changement de la réglementation américaine en matière de contrôle des exportations »*. Les ventes américaines à l'URSS, dont 80 % concernent des produits agricoles, se sont, en 1984, élevées à 2,9 *milliards* de dollars, les exportations soviétiques n'ayant représenté que 500 millions de dollars. – *(AFP.)*

● **Nouvelles adhésions à la Banque africaine de développement (BAD).** – L'Argentine et la Chine ont adhéré à la Banque africaine de développement (BAD), au cours de la vingt et unième assemblée générale de cette organisation, qui s'est tenue à Brazzaville du 8 au 10 mai. Pékin a souscrit pour 50 millions de dollars au capital (6,3 milliards de dollars), ce *qui lui confère un* droit de vote d'environ 0,8 %. La BAD, qui compte désormais cinquante *membres africains et vingt-cinq non* africains, tiendra sa prochaine assemblée à Harare (Zimbabwe) en mai 1986. – *(AFP.)*

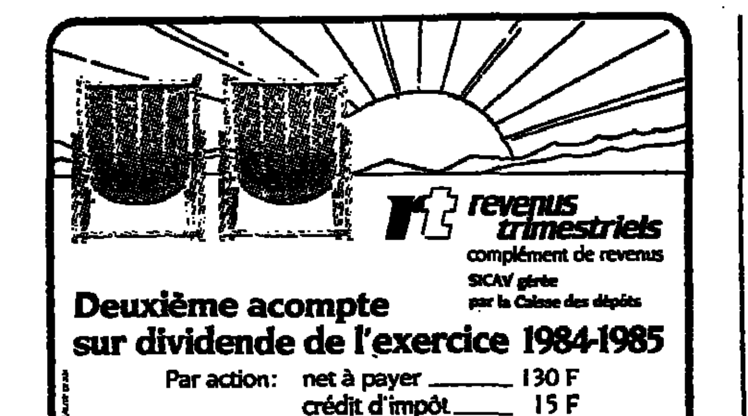
AGRICULTURE

LE FIDA ADOPTE UN PROGRAMME EN FAVEUR DE L'AFRIQUE

Le FIDA (Fonds international pour le *développement de l'agriculture*) a décidé, le 18 mai, de mettre en œuvre un programme spécial de 300 millions de dollars, afin de réhabiliter l'agriculture africaine et de lutter contre la désertification du continent (*le Monde* daté 19-20 mai). Le Fonds envisage de relancer les cultures traditionnelles (sorgho, mil, manioc) ainsi que le maïs et les tubercules, de construire des réseaux d'irrigation à petite échelle et de combiner l'agriculture avec un développement forestier.

Les États-Unis, qui avaient refusé, le 17 mai, de participer au refinancement du FIDA pour la période 1985-1987, ont manifesté une *« certaine sympathie »* à l'égard du projet. Ils ont toutefois indiqué qu'en l'état actuel Washington ne serait pas en mesure d'annoncer des contributions cette *année ou même* en 1986. Dans les milieux proches de la réunion, on estimait que le président du FIDA, M. Idriss Al Jazairy, devrait pouvoir réunir rapidement *« au moins un tiers »* de la somme demandée. – *(AFP.)*

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Deuxième acompte sur dividende de l'exercice 1984-1985

Par action:	
net à payer	130 F
crédit d'impôt	15 F
brut	145 F

Mis en paiement le 15 mai 1985 chez l'Écureuil et à la Poste

société d'investissement à capital variable

elf gabon

Société anonyme au capital de 22 500 000 000 F CFA
Siège social : Port-Gentil (République gabonaise)
R.C. Port-Gentil 126 B

CONVOCATION

Les actionnaires de la société ELF GABON sont convoqués en assemblée générale ordinaire le jeudi 6 juin 1985 à 10 heures dans les bureaux de la société à Libreville à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 1984 et rapports des commissaires aux comptes sur les comptes de cet exercice et sur les conventions visées à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- quitus aux administrateurs et aux commissaires aux comptes ;
- affectation et répartition des bénéfices ;
- renouvellement de mandats d'administrateurs, nomination et ratification de cooptation d'administrateurs ;
- fixation des honoraires des commissaires aux comptes.

Les propriétaires d'actions *au porteur* doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, déposer au siège de la société, à Port-Gentil, ou à ses bureaux en France (tour ELF – Cedex 45 – 92078 Paris la Défense), au moins huit jours avant la réunion, soit leurs titres, soit le récépissé en constatant le dépôt dans un établissement bancaire ou chez un agent de change.

Les actionnaires désirant se faire représenter devront déposer leur pouvoir au siège, à Port-Gentil, ou à ses bureaux en France (tour ELF – Cedex 45 – 92078 la Défense), trois jours au moins avant la réunion.

Le conseil d'administration.

FRUCTI-PREMIÈRE

Société d'investissement à capital variable
Loi du 3 janvier 1979
Décrets du 24 avril 1979
Siège social : 18, rue du Croissant, 75002 PARIS
R.C.S. : PARIS B 330.178.963

Le conseil d'administration de la société s'est réuni, le mardi 14 mai 1985, sous la présidence de M. Bertrand Balaresque, pour arrêter les comptes de l'exercice 1984-1985, exercice d'une durée exceptionnelle de neuf mois.

Les sommes distribuables s'élèvent à 36685717,03 F et permettent la répartition d'un dividende net de 778,64 F, assorti d'un crédit d'impôt de 28,21 F, soit un revenu global de 806,85 F.

Depuis le 5 juillet 1984 (date de la création de la société) jusqu'au 13 mai 1985, les capitaux nets recueillis ont atteint 526954554,30 F, dont 280000000 F correspondant aux souscriptions d'origine.

Au 13 mai 1985, l'actif net de la société atteignait 582682382,35 F et la valeur liquidative 11499,32 F, contre 10000 F à la création de la société, soit une progression de près de 15 % sur une période de dix mois et demi.

VALREAL

valeurs réalisables

SICAV

68 500 F environ*

deux fois plus accessible, deux fois plus disponible ;

à partir du 17 mai 1985.

Organismes fondateurs

Banque Paribas
Groupe des Banques Populaires
Caisse des Dépôts et Consignations

*** L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 25 avril 1985 a décidé de procéder à un doublement du nombre d'actions de la SICAV par échange de deux actions nouvelles pour une action ancienne.**

Établissements chargés des Souscriptions et des Rachats : Banque Paribas, Caisse Centrale des Banques Populaires et les Banques Populaires, Caisse des Dépôts et Consignations.
Établissements dépositaires : Banque Paribas, Caisse Centrale des Banques Populaires, Caisse des Dépôts et Consignations.
Renseignements : 5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. : (1) 296.16.24

ROCHEFORTAISE SA

Le conseil d'administration de ROCHEFORTAISE SA s'est réuni le 10 mai 1985 sous la présidence de M. Pierre Maurel.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1984 qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale mixte des actionnaires convoqués à Paris, le 26 juin prochain.

Une part du résultat trouve son origine dans les plus-values réalisées lors de la cession de titres de participation ; cependant, il est à noter une forte croissance des produits financiers et des dividendes des filiales et participations.

Le résultat courant avant impôt ressort à 2 661 608,16 F contre 1 758 424,99 F l'an dernier.

Le résultat net de l'exercice, après encaissement d'une plus-value pour cession de titres de participation de 5 650 271 F et de la réintégration dans les résultats des plus-values constatées lors de la réévaluation légale des titres de 1 168 850 F, fait ressortir un solde positif de 9 496 496 F contre 9 818 832 F en 1983.

En conséquence, le conseil d'administration proposera au vote des actionnaires la reprise d'un dividende, la situation étant à nouveau saine. Le montant proposé sera de 8 F par action assorti d'un avoir fiscal de 4 F.

En sus de la mise en harmonie des statuts, il sera proposé aux actionnaires, avec le quorum des assemblées générales extraordinaires, de modifier l'âge de la retraite du président, de renforcer pour l'avenir les conditions d'obtention du vote double et de décider une option d'achat d'actions Rochefortaise au profit de certains cadres dirigeants afin de les intéresser à la marche et à la progression des performances de l'ensemble du groupe.



BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

S.A. au capital de 300 000 000 de FF.

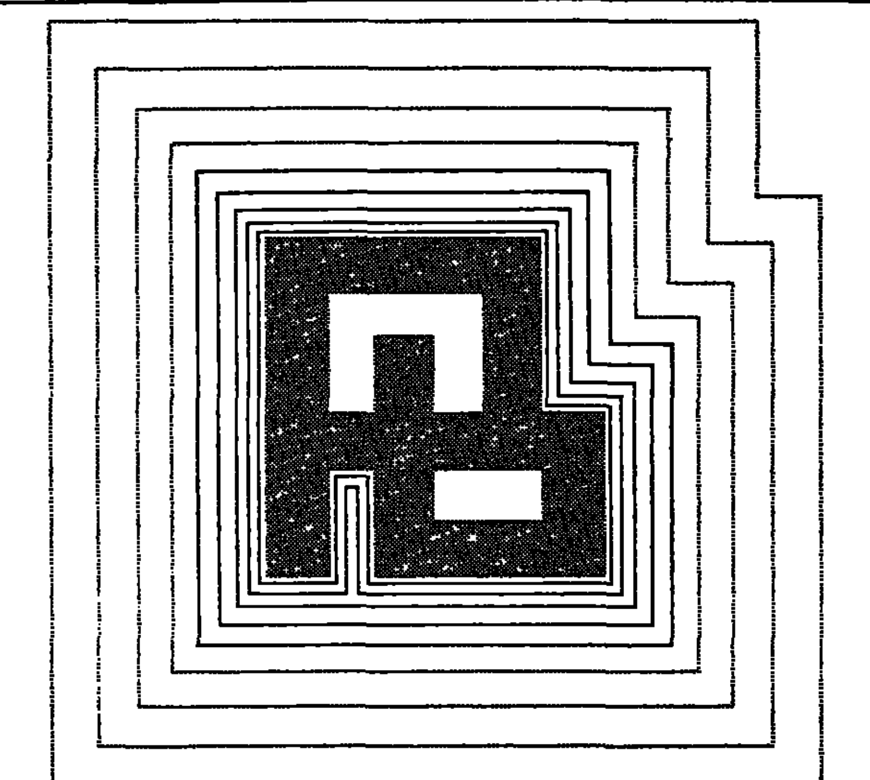
Réunie le 15 mai 1985 sous la présidence de M Habib Hakiki, l'Assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque intercontinentale arabe (BIA) a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

Le bilan totalise 16 903 652 230 F contre 15 401 061 764 F au 31 décembre 1983, soit une progression de 9,75 %.

Le bénéfice net après impôts en instance d'affectation ressort à 24 126 944 F contre 15 617 658 F pour l'exercice 1983.

La dotation aux comptes de provisions d'exploitation s'est élevée à 46 427 531 F au 31 décembre 1984 contre 55 419 023 F au 31 décembre 1983.

L'assemblée a décidé de distribuer un dividende de 22 500 000 F au titre de l'exercice 1984.



Paribas crée et émet des ORCIP

Obligations Remboursables en Certificats d'Investissement Privilégiés

Emission de 300 000 obligations 11 % de F 3 200
de la Compagnie Financière de Paribas

Chaque obligation est remboursable le 1er janvier 1991 par la remise de :
- 10 certificats d'investissement privilégiés de la Banque Paribas
- plus 1 bon d'acquisition pendant 2 ans d'un certificat d'investissement privilégié supplémentaire, au prix de F 320



BALO du 20 mai 1985 Visa COB n° 85-133 du 14 mai 1985

Telemecanique

augmentation de capital

1 action nouvelle pour 4 anciennes

- Pour financer des investissements en recherche et développement, en automatisation et en conquête de part de marché : en 1985 plus de 300 millions de francs qui s'ajoutent aux 40 millions de dollars de l'acquisition Gould.
- Pour soutenir l'objectif de croissance continue du Groupe sur le plan international : + 17 % en moyenne sur le chiffre d'affaires des cinq prochaines années.

Prix d'émission : 1 600 F
Jouissance : 1er janvier 1985
Souscription : du 13 mai au 13 juin 1985

Une note d'information (visa COB n° 85-105 en date du 30.4.1985) est mise gracieusement à la disposition du public au siège de la société et auprès des établissements chargés du placement. Balo du 6.5.1985

Telemecanique

aujourd'hui les automatismes de demain

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 9 mai
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	428 879
dont :	
Or	256 912
Disponibilités à vue à l'étranger	80 775
ECU	72 880
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 310
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	26 592
dont :	
Concours au Trésor public	19 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	187 694
dont :	
Effets escomptés	86 451
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	74 495
5) DIVERS	8 831
Total	726 452

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	200 270
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	15 208
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	11 918
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	109 734
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	36 363
5) ECU A LIVRER AU FECOM	72 880
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	301 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	12 076
Total	726 452

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 28 décembre 1984

	10 mai	17 mai
Valeurs franç. à revenu variable	118,9	119,2
Valeurs industrielles	115,2	117
Valeurs étrangères	104,7	105,6
Pétroles-Energie	104,8	104
Chimie	117,2	120,1
Métallurgie, mécanique	147	146,8
Electricité, électronique	123,2	124,5
Bâtiment et matériaux	124	133,1
Ind. de consommation non alimentaire	112,8	114,8
Agro-alimentaire	104,3	105,4
Distribution	115,8	118,6
Transports, loisirs, services	114,2	116,4
Assurances	115,9	122,1
Crédit banque	130,1	137,4
Sicomi	111,7	113
Immobilier et foncier	120,7	122
Investissement et portefeuille	125,1	128,8
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	103,4	103,7
Emprunts d'Etat	103	103,3
Emprunts garantis et assimilés	103,7	104
Sociétés	103	103,2
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1826,9	1861,9
Valeurs étrangères	3306,5	3336,9
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	263,4	268,6
Valeurs étrangères	447,5	451,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	113,6	113,9
Emprunt d'Etat	113,4	113,7
Emprunts garantis et assimilés	113,6	114
Sociétés	114,4	114,8
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	218,2	222,1
Produits de base	184,2	185,1
Construction	148,4	159
Biens d'équipement	225,5	227,6
Biens de consom. durables	214	215,8
Biens de consom. non durables	292,3	297,2
Biens de consom. alimentaires	252,3	255,8
Services	184,6	187,8
Sociétés financières	290,6	299,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	204,2	213,1
Valeurs industrielles	213,9	217,1
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	188,7	191,9

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE BP. – Le capital va être augmenté de 138 millions de francs pour être porté à 828 millions. L'opération sera réalisée par émission d'une action nouvelle pour cinq anciennes à un prix qui sera fixé ultérieurement. Elle est destinée à financer un important programme d'investissement (1,9 milliard de francs de 1984 à 1986) nécessité par l'effort de rationalisation exercé par la société, l'adaptation de l'outil de raffinage et la modernisation de ses réseaux de distribution. En 1984, le résultat de la SF-BP avait été égal à zéro après une reprise exceptionnelle de 286 millions de francs sur la provision pour fluctuation des cours.

TÉLÉMÉCANIQUE. – Le « leader » français des automatismes et numéro cinq mondial dans son secteur d'activité procède à une augmentation de son capital de 109,69 millions de francs, à 137,11 millions par émission de 274 231 actions nouvelles de 100 F nominal à souscrire contre espèces à raison d'une action nouvelle pour quatre anciennes ou pour quarante coupures d'actions de 10 F. Cette émission est destinée à compléter l'autofinancement de la société.

Le groupe a enregistré, pour 1984, une progression de 53 % de son bénéfice net consolidé, dont le montant s'est élevé à 165,4 millions de francs.

VOLVO SUR LE MARCHÉ RM. – L'action du constructeur suédois de véhicules automobiles sera admise, le jeudi 23 mai prochain, sur le marché du règlement mensuel (RM) de la Bourse de Paris.

L'action Volvo avait été introduite au comptant en décembre 1984, et, à cette occasion, 600 000 titres avaient été ramassés par des investisseurs français. Depuis lors, les échanges ont porté sur 250 000 actions.

1984, qui a vu l'introduction simultanée de Volvo à Paris et à New-York, a été une année exceptionnelle pour Volvo, quarante-cinquième groupe mondial. Le groupe a réalisé un bénéfice brut de 7,6 milliards de couronnes suédoises, en progression de 100 % sur celui déjà record de 1983. Produits exceptionnels inclus (1,6 milliard), le taux de rentabilité pour le groupe aura été de 26 %. Le taux de rendement des capitaux propres s'établit à 32 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	15 mai	17 mai
Valeurs françaises	118,9	119,3
Valeurs étrangères	104,8	105,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	15 mai	17 mai
Indice général	221,6	222,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 20 mai .... 10 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	17 mai	20 mai
1 dollar (en yens)	251,90	249,70

BOURSE DE PARIS — Comptant — 17 MAI

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	29 40	1 882
5 %	46 05	1 452
3 % amort. 45-54	....	2 384
Emp. 7 % 1973	8300	..
Emp. 8,80 % 77	118 45	8 679
9,80 % 78/93	97 60	8 323
8,80 % 78/86	97 98	3 785
10,80 % 79/94	100 18	7 676
13,25 % 80/90	105 95	12 869
13,80 % 80/87	106 85	8 081
13,80 % 81/89	109 80	4 650
16,75 % 81/87	112 50	11 473
16,20 % 82/90	118 20	5 548
16 % juin 82	119 10	15 038
E.D.F. 7,8 % 61	145 50	4 799
E.D.F. 14,5 % 80-82	109	12 657
Ch. France 3 %	140	..
CNB Bques janv. 82	102 95	4 500
CNB Paribas	103 60	4 500
CNB Suez	103 50	4 500
CNI janv. 82	102 98	4 500

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions au comptant		
Aciers Peugeot	121 50	125

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Eurocom	940	940
Europ. Accumul.	58 50	59
Eternit	1036	1111 d
Exor	1645	1695
Ferm. Vichy (Ly)	202 90	216 d
Finalens	197	200
FIPP	115	116
Frac	407	407
Focep (Chât. eau)	900	....
Foncière (Cie)	319	320
Fonc. Agache-W.	271	....
Fonc. Lyonnaise	2100	....
Foncina	286	290
Forges Strasbourg	275	278
Forinter	1100	1100
Fougerolle	78	80
France I.A.R.D.	181	182
France (La)	1650	1716
Frankel	230	220 80
Fromageries Bel	1288	1275
From. Paul Renard	760	750
GAN	2415	2470
Gaumont	545	550
Gaz et Eaux	1620	1600
Genty S.A.	450	450
Gér. Arm. Hold.	76	76
Gerland (Ly)	780	782
Gévelot	260	278 50
Gr. Fin. Constr.	278	280 20
Gds Moul. Corbeil	156 40	167 60
Gds Moul. Paris	449 50	435 50

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Senelle Maubeuge	450	450
S.E.P. (M)	200	208 d
Serv. Equip. Véh.	37 45	37 90
Sicfi	84	80 70
Scotel	360	360
Sintra-Alcatel	555	555
Simnim	165	165
Siph (Plant. Hévéas)	312	317
SMAC Aciéroïd	127	129 80
Sté Générale (c. inv.)	605	600
Sofal financière	600	600
Soffo	252	253
Soficomi	635	636
S.O.F.I.P. (M)	90 50	....
Sofragi	874	890
Soudure Autog.	147 50	153
Sovabail	670	679
Spectum	125 80	130 80
S.P.I.	539	545
Spie Batignolles	217	225 70
Stem	420 30	....
Taittinger	1250	1255
Testut-Aequitas	561	550
Tour Eiffel	383 50	371
Ufiner S.M.D.	105	....
Ugimo	318	318
Ugine Gueugnon	43 50	44 50
Unibail	775	770
Unidel	128 10	129
U.A.P.	3292	3423
Union Brasseries	124	124

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
SECOND MARCHÉ		
A.G.P.-R.D.	1750	1748
Calberson	348	347 50
C.D.M.E.	740	740
C. Equip. Elect.	307	307
C. Occid. Forestière	162	162
Defsa	250	250
Dauphin O.T.A.	1850	1880
Filipacchi	627	650
Guy Degrenne	755	755
Merlin Immobilier	342	342
Métallurg. Minière	277	279
M.M.B	424 90	423
Navale-Delmas	422	427
Om. Gest. Fin.	305	305
Petit Bateau	345	331
Petrofigaz	730	729
Pochet	1857	1810
Poron	331	344 20
S.C.G.P.M.	318	319
Sofibus	229	231
Sovac	993	1033

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Hors-cote		
Alser	255	....
Bone	295	....
Cellulose du Pin	116	118 50
C.G.M.	....	....
Cochery	20	25 d
C. Sabl. Seine	110	....
Coparex	510	505
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
La Mure	61	....
Mic	202	....
Profils Tubes Est	1 52	....
Pronuptia	125 20	....
Ripolin	36 10	....
Roranto N.V.	125 10	128
Sabl. Morillon Corv.	70	....
S.P.R.	165	152 o
Thann et Mulhouse	98	....
Total C.F.N.	35 40	....
Ufinex	351 20	....

SICAV 17/5

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	288 03	274 97	Laffitte-Japon	224 01	213 85

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ♦ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1703	4,5 % 1973	1670	1660	1665	– 0 29
....	C.N.E. 3 %	....	....	....	....
1488	Electricité T.P.	1495	1498	1498	+ 0 20
1066	Renault T.P.	1065	1060	1060	– 0 46
530	Esso S.A.F.	545	565	562	+ 3
1210	Eurafrance	1375	1409	1425	+ 3
960	Euromarché	970	960	960	– 1
885	Europe nº 1	878	900	906	+ 3
290	Gén. Belgique	287 50	290	290	+ 0 86
565	Gén. Electr.	578	587	587	+ 1 55
665	Gen. Motors	652	673	673	+ 3 22
69	Goldfields	67 60	66 80	66 80	– 1 18
35	GdMetropolitan	37 60	36 80	36 80	– 2 12
156	Harmony	148 50	149	149 10	+ 0 40
31	Hitachi	30 30	30 50	30 50	+ 0 66
680	Hoechst Akt.	695	706	707	+ 1 72
95	Imp. Chemical	91 20	94	94 80	+ 3 94
130	Inco. Limited	135	137	137	+ 1 48
1220	IBM	1260	1275	1270	+ 0 79
1730	Siemens A.G.	1745	1755	1755	+ 0 57
163	Sony	157 20	157 10	157 10	– 0 06
205	T.D.K.	203	204	204	+ 0 49
16	Toshiba Corp.	14 50	14 45	14 40	– 0 68
975	Unilever	967	955	955 c	– 1 06
365	Unit. Techn.	394	397 30	397 30	+ 0 83
985	Vaal Reefs	950	935	935	– 1 57
450	West Deep	459	454 60	457	– 0 43
340	West Hold.	343 50	345	349 90	+ 1 86
430	Xerox Corp.	468 20	478	478	+ 2 09
1 96	Zambia Corp.	2	1 96	1 96	– 2

COTE DES CHANGES — COURS DES BILLETS AUX GUICHETS

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 17/5	Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	9 335	9 415	9	9 650
ECU	6 831	6 845	....	....
Allemagne (100 DM)	305 050	305 160	294	314
Belgique (100 F)	15 170	15 172	14 700	15 600
Pays Bas (100 fl.)	270 050	270 320	260	280
Danemark (100 krd)	84 800	85 100	80	88
Norvège (100 k)	105 570	106 240	102	108
Grande-Bretagne (£ 1)	11 810	11 870	11 450	12 200
Grèce (100 drachmes)	6 910	6 940	6 400	7 900
Italie (1 000 lires)	4 784	4 783	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	362 100	362 600	3 500	3 710
Suède (100 krs)	105 240	105 600	101 500	108 500
Autriche (100 sch)	43 440	43 440	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 415	5 425	5 300	5 900
Portugal (100 esc.)	5 340	5 340	5 200	5 850
Canada ($ can 1)	6 800	6 860	6 600	7
Japon (100 yens)	3 739	3 754	3 590	3 790

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/5
Or fin (kilo en barre)	98900	96400
Or fin (en lingot)	98900	96150
Pièce française (20 fr)	568	566
Pièce française (10 fr)	395	.....
Pièce suisse (20 fr)	559	561
Pièce latine (20 fr)	555	557
Souverain	710	705
Pièce de 20 dollars	3855	3655
Pièce de 10 dollars	2012 50	2012 50
Pièce de 5 dollars	1405	.....
Pièce de 50 pesos	3800	3615
Pièce de 10 florins	578	578

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

CFM 89
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
et 720-52-97
Lundi 20 mai, à 18 h 45
Des immigrés au conseil municipal
ROBERT SOLÉ
répond aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

A B C D E F G

Les détenus palestiniens qui seront échangés contre trois prisonniers israéliens sont arrivés à Genève

Trois Boeing israéliens en provenance de Tel-Aviv transportant des prisonniers palestiniens libérés sont arrivés ce lundi matin 20 mai à l'aéroport de Genève-Cointrin. Aucune précision n'a été fournie sur le nombre des détenus palestiniens, qui ne sera rendu public qu'après l'arrivée à Genève de trois appareils en provenance de Damas et transportant chacun un prisonnier israélien.

Selon des chiffres rendus publics dimanche à Damas, 1 155 prisonniers palestiniens, libanais et d'autres nationalités, détenus en Israël, devaient être échangés dans le cadre de cette opération supervisée par le Comité international de la Croix-Rouge, contre *trois soldats israéliens,* Nissim Salem, Yossef Grof et Rezi Shai, capturés en septembre 1982 à Bhamdoun (dans la montagne libanaise, au sud-est de Beyrouth).

L'échange, appelé par le FPLP-CG « Opération Galilée », devait se dérouler à la même heure dans trois endroits, selon une source bien informée de Damas :

● A Gaza et à Naplouse (territoires occupés par Israël), 605 prisonniers palestiniens seront libérés, dont M. Ziad Abou Aïn, détenteur de la nationalité américaine, qui avait été extradé des Etats-Unis à la demande d'Israël ;

● A Genève, 397 prisonniers seront relâchés, parmi lesquels le terroriste Kozo Okamoto, militant de l'Armée rouge japonaise condamné à la prison à vie en Israël après l'attentat contre l'aéroport israélien de Lod en mai 1972 (26 morts), ainsi que 36 militants palestiniens de la première heure condamnés à des peines de trente à quarante-cinq ans de prison, dont le chef religieux Mahmoud Abou Tayr.

Les trois soldats israéliens seront également libérés à l'aéroport international de Genève.

● A Kuneitra (sud-est de la Syrie), 153 militants des Forces progressistes libanaises seront libérés.

NOUVELLES BRÈVES

● *Le chancelier Helmut Kohl et le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher,* ont examiné, samedi 18 mai à Chequers, le projet français Eurêka et souligné leur « accord » sur le programme américain d'initiative de défense stratégique (IDS), qu'ils jugent tous deux *« justifié »,* a indiqué dimanche un porte-parole du gouvernement ouest-allemand. M. Juergen Sudhoff a précisé que la position de la RFA sur l'IDS restait *celle définie* par son *gouvernement* en mars, et par le chancelier Kohl dans sa déclaration d'avril au Bundestag. M. Kohl s'était alors déclaré *« fondamentalement en accord »* avec le projet américain. – *(AFP.)*

● *Décès suspects dans une base américaine aux Philippines.* – Les autorités américaines ont ouvert une enquête sur le décès de vingt-huit employés de leur base de Subic-Bay, qui seraient morts de cancer ou d'empoisonnement par l'amiante, a déclaré, lundi 20 mai, un porte-parole de l'ambassade à *Manille. Le* journal *Bulletin Today,* de Manille, écrivait dimanche que vingt Philippins employés à la base avaient succombé à la maladie de l'amiante. *Huit gardiens qui surveillaient du* matériel de communication seraient également morts de cancer après avoir été soumis à des radiations, ajoutait le journal. *« Nous examinons ces informations,* a dit le porte-parole, *mais, pour le moment, nous ne pouvons confirmer ces affirmations. »* – *(Reuter.)*

● *Naufrage d'un ferry en Sierra-Leone (trente morts).* Trente des trente-six passagers d'un ferry qui a fait naufrage, samedi 18 mai, au large des côtes de la Sierra-Leone *sont morts noyés. Le ferry, qui assurait* la liaison entre Bullom et Freetown, la capitale, distante de 150 kilomètres environ, a chaviré alors qu'il naviguait dans une mer houleuse, ont indiqué les *autorités,* citant le témoignage d'un rescapé. En dépit des opérations de secours menées par plusieurs ferries, six passagers seulement ont pu être sauvés.

Le numéro du « Monde » daté 19-20 mai 1985 a été tiré à 403 945 exemplaires

CUBA SUSPEND LES ACCORDS MIGRATOIRES SIGNÉS AVEC WASHINGTON EN 1984

La Havane *(AFP).* – Le gouvernement cubain a décidé, ce lundi 20 mai, de suspendre les accords migratoires signés avec les États-Unis le 14 décembre 1984, en réponse à la décision américaine de commencer ce lundi les émissions de la radio anti castriste Radio-Marti.

Le gouvernement cubain a décidé également de suspendre les voyages à Cuba de citoyens cubains résidant aux États-Unis, sauf pour des cas strictement humanitaires.

Le début des émissions de la radio anti castriste Radio-Marti, affirme le gouvernement, représente une *« provocation éhontée »,* qui *« ruine les bases des communications et des relations »* entre les Cubains et les citoyens d'origine cubaine résidant aux États-Unis.

Selon les accords signés entre Washington et La Havane, les États-Unis s'étaient engagés à recevoir vingt mille émigrants cubains par an et d'attribuer en 1985 des visas d'entrée à trois mille anciens prisonniers *politiques et leurs familles.* En échange, La Havane avait accepté le retour de deux mille sept cent quarante-six réfugiés considérés comme « indésirables » aux États-Unis.

En RFA

La polémique sur le thème de la réunification est relancée

La « *question allemande* » est de nouveau au centre d'une polémique en République fédérale après qu'un dirigeant du Parti social-démocrate, le vice-président du groupe parlementaire, Jürgen Schmude, eût proposé, vendredi 17 mai, de réviser le préambule de la Loi fondamentale (la Constitution) dans lequel est inscrit l'objectif de la réunification.

Ce texte, de 1949, stipule que *« l'ensemble du peuple allemand reste tenu de réaliser l'unité et la liberté de l'Allemagne dans la libre détermination ».* Le parlementaire social-démocrate, qui a donné depuis quelques précisions, voulait essentiellement faire valoir que, selon lui, il n'est pas opportun de mettre systématiquement en avant le thème de la réunification dans la mesure où la liberté et les droits des Allemands peuvent être garantis par d'autres moyens. Le préambule de la Loi fondamentale, a ajouté M. Schmude, est en contradiction avec le Traité fondamental de 1973, entre les deux Allemagnes, qui stipule que *« la souveraineté de chaque Etat allemand se limite à son territoire national ».* Enfin M. Schmude estime que le principe de la libre détermination est inadapté puiqu'il a été utilisé, a-t-il rappelé, au moment de l'*Anschluss* (rattachement de l'Autriche au Reich).

Ces propos étaient mesurés. Mais dans le climat très passionné qui entoure depuis quelques mois ces questions en République fédérale, *ils* ont donné lieu à des échanges acerbes. Le chancelier Kohl a réaffirmé dimanche qu'il n'était pas question de réviser le préambule de la Constitution. *Les déclarations de* M. Schmude ont été rejetées par de nombreuses personnalités de la majorité, mais aussi par certains députés du SPD, notamment ceux de Berlin-Ouest, *qui soulignent qu'il « est vital pour Berlin que la question allemande reste ouverte ».*

M. Schmude a dû en outre prendre publiquement ses distances à l'égard d'un autre député social-démocrate, M. Hiller, qui était allé beaucoup plus loin que lui en déclarant *« il y a deux Etats allemands et cela doit rester ainsi ».* M. Strauss a estimé, quant à lui, que les propositions de M. Schmude étaient le signe que *« le SPD a dérapé vers une hostilité croissante à l'égard des Etats-Unis et vers une justification croissante de l'URSS ».*

Sur le vif
Péché

Furax, les confrères qui accompagnent Jean-Paul II, vachement amers. Ils étaient hier à Malines où quatre maîtres pâtissiers ont offert au Saint Père une pièce montée de 55 kilos. Un truc dément, monumental, aux couleurs jaune et blanc du Vatican, surmonté de la basilique Saint-Pierre de Rome et de la cathédrale de la ville, bordé de soixante-cinq roses et couronné d'un arc-en-ciel lui souhaitant un joyeux anniversaire et une bonne santé.

Ce ne sont pas des vœux pieux. Ça ne va pas fort, le pape, en ce moment. Non, non, rien à voir avec l'attentat. Il s'est très bien remis de ses blessures. Simplement, il se crève au boulot et il ne fait pas assez de sport. Il a beau pédaler tant qu'il peut sur son vélo d'appartement, il se lève tôt, il se couche tard, et il maigrit. A vue d'œil. Le mois dernier, au cours d'une audience, son anneau lui est tombé du doigt. C'est vous dire.

On pensait qu'il allait se tailler une bonne tranche de gâteau pour se remplumer un peu. Il y a à peine touché. Et il a abandonné le reste aux personnes âgées du coin et aux journalistes qui se crèvent à le suivre dans ses déplacements. Ils se régalaient d'avance. Et puis rien. La pièce montée leur est passée sous le nez. Disparue. Escamotée. Renseignements pris – s'informer, c'est leur métier, – c'est l'entourage du souverain pontife qui a tout bouffé. Sérieux ! Les monsignori se sont joyeusement tapé 9 kilos de sucre, 6 kilos de farine, 3 kilos de chocolat, 12 kilos de beurre, 13 kilos de massepain et cent quatre-vingt-quinze œufs. Le tout arrosé d'un excellent vin de messe. Vous savez qu'il y en a de différentes qualités.

Le plus farce, c'est pas ça.

C'est, dans la foulée de ces goinfreries, la mise en garde énergique et sévère lancée aux jeunes de Namur contre les pièges tendus par le démon. Ils doivent se méfier, leur a solennellement recommandé le Saint Père, de la promesse d'un plaisir immédiat et facile.

Moi, je ne comprends pas la colère des collègues. La gourmandise, c'est un péché. Un gros. Un vilain. Un qui peut vous coûter très cher. En détournant d'eux la tentation, on leur a évité d'aller brûler en enfer. Les curés, eux, c'est pas pareil. Ils ont des arrangements avec le ciel.

CLAUDE SARRAUTE.

Londres craint un regain de tension en Irlande du Nord

De notre correspondant

Londres. – Après les élections locales du 12 mai en Irlande du Nord, les autorités britanniques craignent un regain d'activité de l'IRA provisoire. Ce pourrait être là, croit-on à Londres, l'une des conséquences d'un scrutin qui, sans être un échec pour le Sinn Fein – la branche politique de l'organisation clandestines, – n'a pas représenté le succès escompté par ses dirigeants.

En 1983, après les élections législatives, le président du parti, M. Gerry Adams, qui venait d'obtenir un siège à Belfast, pensait que le Sinn Fein, avec plus de 13 % des voix, pouvait continuer sur sa lancée et prétendre devenir assez rapidement, dans la communauté catholique, le premier parti nationaliste, supplantant ainsi son adversaire modéré, le Parti social-démocrate et travailliste (SDLP). Cet espoir a été déçu l'année suivante : lors des *élections européennes,* le *Sinn* Fein n'a pas amélioré son score ; et, cette année, celui-ci s'est même légèrement réduit – un peu moins de 12 % des suffrages. Cette évolution peu favorable pourrait conduire M. Adams et son entourage à donner des gages aux représentants de la tendance dure de l'IRA.

C'est peut-être ce changement d'attitude qu'avait laissé prévoir l'un des leaders influents du Sinn Fein après l'annonce des résultats des élections à Londonderry – où le parti faisait pourtant, pour la première fois, son entrée à l'hôtel de ville : *« Je ne crois pas,* avait déclaré cette personnalité, *que remporter des élections peut apporter la liberté en Irlande ; cette tâche reviendra en fin de compte à l'IRA. »*

Du côté du SDLP, on s'estime satisfait de la consultation, puisque ce parti maintient sa position dominante au sein de la « minorité ». Mais certains militants de la formation animée par M. John Hume, fermement opposée à la violence, ne cachent pas qu'une évolution pourrait se produire si le gouvernement britannique continue à refuser toute concession. Le SDLP et le gouvernement de Dublin estiment en effet que la tension a toujours servi l'IRA et le Sinn Fein. On parle de plus en plus de *« raidissement »* au sein du SDLP, et l'on va même jusqu'à y envisager – souhaiter ? – une sorte de « guerre froide » avec les autorités britanniques au cas où des progrès ne seraient pas bientôt réalisés. Une occasion pour ce faire pourrait être un sommet entre les premiers ministres britannique et irlandais – rencontre qui ne cesse pourtant d'être repoussée depuis des mois.

Sur ce point, on a noté à Belfast, avec approbation chez les catholiques, que, pour la première fois depuis lontemps, le chef du gouvernement irlandais, M. Garret Fitzgerald, a, dans un discours prononcé le 18 mai, fait comprendre assez clairement son impatience ; le premier ministre, chef d'une coalition de centre gauche à Dublin, a déclaré qu'une *« situation nouvelle »* pourrait être créée si les pourparlers entre Londres et Dublin n'aboutissaient pas à un résultat dans les prochains mois.

FRANCIS CORNU.